# OEUVRES
# DE
# J. STALINE

## TOME
## 5
## 1921 - 1923

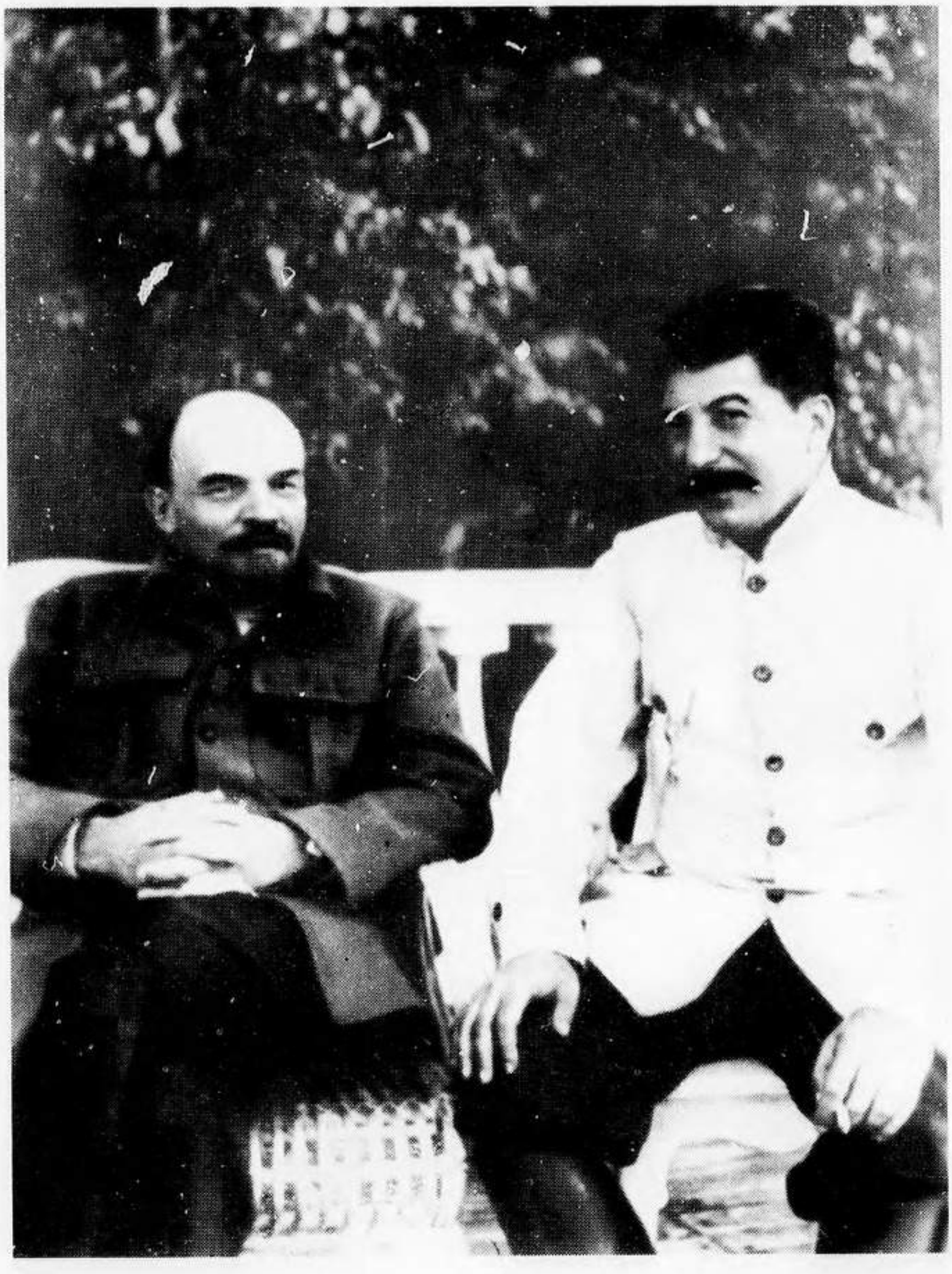
ÉDITIONS SOCIALES

La traduction française des

*ŒUVRES DE J. STALINE*

est faite sous la responsabilité politique de Georges Cogniot, membre du Comité Central du Parti Communiste Français, et sous le contrôle littéraire de

Jean Fréville.



LÉNINE ET STALINE
à Gorki en 1922.

# ŒUVRES
# DE
# J. STALINE

TOME
5
1921-1923

PARIS
ÉDITIONS SOCIALES
64, boulevard Auguste-Blanqui

IL EST TIRÉ DES

ŒUVRES DE J. STALINE

30 EXEMPLAIRES SUR VELIN ALFA

NUMÉROTÉS DE 1 A 30.

**Les notes de l'auteur sont signés : J.S.; celles de la rédaction (Institut Marx-Engels-Lénine, de Moscou) sont signées : N.R.; celles du traducteur : N.T.**

# *Introduction au tome V.*

**Le tome V comprend les *Œuvres* de Staline écrites entre 1921 et 1923.**

**Les articles, rapports et discours qui le composent, traitent surtout d'objectifs du Parti qui se rapportent au relèvement de l'économie nationale, aux formes nouvelles de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie dans les conditions de la N.E.P., au renforcement de l'unité du Parti sur le plan de l'organisation et le plan idéologique, aux formes et méthodes de liaison du Parti avec les masses (« Nos divergences », « Les tâches immédiates du communisme en Géorgie et en Transcaucasie », « Perspectives », rapports au X^e^ et au XII^e^ Congrès du Parti).**

**On y a inclus l'ébauche d'une brochure : « La stratégie et la tactique politiques des communistes russes », ainsi que les articles : « Le Parti avant et après la prise du pouvoir » et « A propos de la stratégie et de la tactique des communistes russes », où Staline développe la théorie de Lénine sur la stratégie et la tactique politiques du Parti bolchévik.**

**Une grande partie des textes publiés dans ce tome V sont consacrés au développement de la théorie de la question nationale, à la politique nationale du Parti bolchévik, à l'organisation de l'Etat soviétique multinational et à l'élaboration des principes de la première Constitution de l'U.R.S.S. (thèses pour les X^e^ et XII^e^ Congrès du Parti; rapports à ces mêmes Congrès, ainsi qu'à la IV^e^ Conférence du Comité central du Parti communiste (bolchévik) russe élargie aux responsables des Républiques et des régions nationales; rapports au X^e^ Congrès des Soviets de Russie et au I^er^ Congrès des Soviets de l'U.R.S.S.; articles : « Comment poser la question nationale », « La Révolution d'Octobre et la politique nationale des communistes russes », etc.).**

**On trouvera dans ce volume une série de textes inédits : l'ébauche de la brochure intitulée « La stratégie et la tactique politiques des communistes russes » mentionnée plus haut; le « Projet de plate-forme sur la question nationale »; le rapport : « Mesures pratiques en vue d'appliquer la résolution du XII^e^ Congrès du Parti sur la question nationale »: le discours de clôture prononcé au terme de la discussion de ce rapport et la réponse aux interventions lors de la IV^e^ Conférence du Comité central du Parti communiste (bolchévik) russe, élargie aux responsables des Républiques et des régions nationales.**

*L'Institut Marx-Engels-Lénine*
*auprès du Comité central*
*du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S.*

# 1921

# *Discours prononcé à l'ouverture de la conférence des communistes des peuples turks*[1] *de la R.S.F.S.R.*[2].

**(1er janvier 1921)**

**(Procès-verbal)**

***En ouvrant la conférence, le camarade Staline note que l'activité du Bureau central, soumis à renouvellement, n'a pas été satisfaisante; puis il analyse brièvement les conditions dans lesquelles le communisme se développe chez les peuples turks de la R.S.F.S.R.***

En Russie, le développement du communisme repose sur un long passé, — plusieurs dizaines d'années —, d'activité et de lutte théoriques au sein du socialisme russe. Cette lutte a eu pour résultat la formation d'un groupe cohérent d'éléments dirigeants, assez forts en théorie et assez fermes sur les principes pour entraîner à leur suite les masses du Parti.

---

1. Conformément à l'usage scientifique qui tend à prévaloir en France, nous désignons par le mot *turk* un groupe ethnique. *Turk* se différencie donc du mot *turc*, qu'on applique à ce qui concerne la Turquie. (*N.T.*)

2. La conférence des communistes des peuples turks de la R.S.F.S.R. s'est tenue à Moscou les 1er et 2 janvier 1921 sur convocation du Comité central du P.C. (b) R. Elle réunissait des militants de l'Azerbaïdjan, de Bachkirie, du Turkestan, de Tatarie, du Daghestan, de la région du Térek, de Kirghizie et de Crimée. La conférence a examiné un rapport du Bureau central des organisations communistes des peuples de l'Orient, des questions d'organisation et autres. Le 2 janvier, Staline y a présenté un rapport sur les questions d'organisation (non sténographié). La conférence a adopté, sur le rapport de Staline, un « Règlement du Bureau central pour le travail parmi les peuples turks de la R.S.F.S.R. ». C'est en application de ce « Règlement » que le Bureau central des organisations communistes des peuples de l'Orient, qui existait depuis 1918, a été réorganisé en un Bureau central de propagande et d'éducation parmi les peuples turks de la R.S.F.S.R. (*N.R.*)

Il en va autrement dans l'est de notre pays : ici, le communisme vient de naître dans le cours même de la lutte révolutionnaire pratique pour le socialisme, sans phase théorique préalable. D'où la faiblesse théorique du communisme turk, faiblesse que l'on ne pourra faire disparaître qu'en créant une littérature théorique communiste dans les langues turkes de notre pays.

Dans l'histoire du communisme russe, la lutte contre la déviation nationaliste n'a jamais eu beaucoup d'importance. Appartenant dans le passé à la nation dirigeante, les Russes en général, et les communistes russes en particulier, n'ont pas connu l'oppression nationale; ils n'ont pas, somme toute, eu affaire à des tendances nationalistes dans leur milieu, exception faite de quelques penchants au « chauvinisme impérialiste ». C'est pourquoi ils n'ont pas eu, — ou peu s'en faut, — à surmonter ces tendances.

Il en va autrement pour les communistes turks : fils de peuples qui ont été opprimés, qui ont passé par le stade de l'oppression nationale, ils ont toujours eu, et ont encore affaire dans leur milieu à une déviation nationaliste, aux survivances nationalistes, dont l'élimination constitue leur tâche actuelle. Il n'est pas douteux que cette circonstance ralentit la cristallisation du communisme dans l'est de notre pays.

Mais dans l'Est, le communisme jouit aussi d'un avantage. Pour la mise en œuvre pratique du socialisme, les communistes russes ne pouvaient profiter, — ou presque pas, — de l'expérience des pays avancés d'Europe (l'Europe a été surtout une école de lutte parlementaire), si bien qu'ils ont dû frayer la voie au socialisme, pour ainsi dire, par leurs propres moyens, et au prix d'erreurs inévitables.

Il en va autrement pour le communisme turk : il s'est constitué dans le cours de la lutte pratique pour le socialisme, au coude à coude avec les camarades russes, et il a pu ainsi profiter de l'expérience pratique de ces derniers, en évitant des erreurs. Cette circonstance nous garantit que, dans l'Est, le communisme a toutes les chances de se développer et de se renforcer à un rythme rapide.

Toutes ces circonstances ont déterminé la politique relativement indulgente du Comité central du Parti à l'égard du communisme turk, encore jeune, politique qui vise à aider les éléments communistes fermes de l'Est dans leur lutte contre les faiblesses et les insuffisances que je viens d'évoquer.

**Le Bureau central constitue l'appareil par l'intermédiaire duquel il faut appliquer les mesures de lutte contre les survivances nationalistes et les mesures de renforcement du communisme sur le plan théorique dans l'est de notre pays.**

*Pravda* [*La Vérité*], *n°* 6, 12 *janvier* 1921.

# *Nos divergences.*

**Nos divergences sur les syndicats ne portent pas sur notre jugement de principe à leur égard. Les points bien connus de notre programme qui traitent du rôle de ces organisations, points fréquemment cités par Trotski, et la résolution du IXe Congrès du Parti sur les syndicats [1] restent (et resteront) en vigueur. Nul ne conteste que les syndicats et les organismes économiques doivent s'imbriquer, et qu'ils s'imbriqueront (« intégration »). Nul ne conteste que la phase actuelle, celle de la renaissance économique du pays, dicte la transformation graduelle de nos syndicats de l'industrie, — qui, pour le moment, ne sont tels qu'en paroles, — en syndicats méritant véritablement ce nom et capables de remettre sur pied les principales branches de notre industrie. Bref, nos divergences ne sont pas des divergences de principe.**

**Elles ne portent pas davantage sur la nécessité de la discipline du travail, dans les syndicats comme dans la classe ouvrière en général. Dire qu'une fraction de notre Parti laisse aux masses « la bride sur le cou » et les abandonne au jeu des forces aveugles, est une sottise. Le rôle dirigeant des éléments du Parti à l'intérieur des syndicats, comme celui des syndicats à l'intérieur de la classe ouvrière, reste une vérité incontestée.**

---

1. Il s'agit ici du programme du P.C. (b) R., adopté par le VIIIe Congrès du Parti, section « Domaine économique », et de la résolution du IXe Congrès du P.C. (b) R. sur « La question des syndicats et de leur organisation ». (Voir les *Résolutions et décisions des congrès, conférences et sessions plénières du C.C. du P.C.U.S.*, 1re partie, 1953, p. 121-124, 490-494.) (*N.R.*)

**Nos divergences portent moins encore sur la composition des comités centraux des syndicats et du Conseil central des syndicats de Russie au point de vue de la qualité. Chacun s'accorde à reconnaître que la composition de ces organismes est loin d'être parfaite; que les syndicats ont beaucoup souffert d'une série de mesures de mobilisation, militaires et autres; qu'il faut leur rendre leurs vieux militants et leur affecter des cadres nouveaux, leur fournir des moyens techniques, etc.**

**Non, ce n'est pas là que résident nos divergences.**

## I

## DEUX METHODES POUR ABORDER LES MASSES OUVRIERES.

**Nos divergences portent *sur les moyens* de renforcer la discipline du travail dans la classe ouvrière, sur *les méthodes* pour aborder les masses ouvrières entraînées dans l'œuvre de relèvement de l'industrie, sur *les voies* à suivre pour transformer les syndicats débiles d'aujourd'hui en syndicats puissants, qui soient réellement des organisations d'industries, capables d'assurer la renaissance de notre industrie.**

**Il existe deux méthodes : celle de la *contrainte* (méthode militaire) et celle de la *persuasion* (méthode syndicale). La première n'exclut nullement le recours à la persuasion, mais en ce cas la persuasion est subordonnée aux exigences de la méthode de contrainte et ne constitue pour elle qu'un moyen subsidiaire. La seconde méthode, à son tour, n'exclut pas le recours à la contrainte, mais en ce cas la contrainte est subordonnée aux exigences de la méthode de persuasion et ne constitue pour elle qu'un moyen subsidiaire. Il n'est pas plus permis de confondre ces deux méthodes que de mettre dans le même sac l'armée et la classe ouvrière.**

**Un groupe de militants du Parti, Trotski en tête, enivrés par les succès des méthodes militaires dans le milieu spécial de l'armée, croient possible et nécessaire de transplanter ces méthodes dans le milieu ouvrier, dans les syndicats, pour obtenir les mêmes succès en ce qui concerne le renforcement des syndicats, la renaissance de l'industrie. Mais ils oublient que l'armée et la classe ouvrière sont deux milieux différents,**

qu'une méthode qui convient à l'armée peut ne pas convenir, être nuisible à la classe ouvrière et à ses syndicats.

L'armée ne représente pas une grandeur homogène; elle se compose essentiellement de deux groupes sociaux : les paysans et les ouvriers, et le premier facteur est un multiple du second. Quand il a fixé la nécessité de recourir dans l'armée surtout aux méthodes de contrainte, le VIII[e] Congrès du Parti [1] s'est fondé sur le fait que l'armée se compose surtout de paysans, et que les paysans n'iront pas combattre pour le socialisme; par conséquent, on pouvait et il fallait les faire combattre pour le socialisme par des méthodes de contrainte. De là des moyens d'action purement militaires, comme l'organisation des commissaires et des sections politiques, les tribunaux révolutionnaires, les punitions disciplinaires, la nomination de tous les gradés, etc.

Contrairement à l'armée, la classe ouvrière est un milieu social homogène, prédisposé au socialisme en raison de sa situation économique, perméable à la propagande communiste, disposé de lui-même à s'organiser en syndicats et constituant pour toutes ces raisons la base, le cœur de l'Etat soviétique. Par suite, rien d'étonnant à ce que le recours surtout aux méthodes de persuasion serve de base à l'activité pratique de nos syndicats d'industrie. De là des méthodes d'action purement syndicales, comme l'explication, l'éducation de masse, le développement de l'initiative et de l'action propre des masses ouvrières, l'élection des dirigeants, etc.

La faute de Trotski consiste à sous-estimer les différences qui existent entre l'armée et la classe ouvrière, à mettre sur le même plan les organisations militaires et les syndicats, à essayer, par inertie sans doute, d'emprunter à l'armée les méthodes militaires de l'armée pour les appliquer aux syndicats, à la classe ouvrière.

Opposer purement et simplement, *lisons-nous dans l'un des documents de Trotski*, les méthodes

---

1. Sur le VIII[e] Congrès du P.C. (b) R. et ses décisions relatives aux questions militaires et autres, voir l'*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.* (édition française, Moscou, p. 328-333), et aussi les *Résolutions et décisions des congrès, conférences et sessions plénières du Comité central du P.C.U.S.*, 1[re] partie, 1953, p. 407-455. Staline est intervenu au VIII[e] Congrès du P.C. (b) R. sur les questions militaires (voir *Œuvres*, tome IV, p. 221-222) et il a participé aux travaux de la commission militaire instituée par le congrès pour rédiger la résolution sur ces problèmes. (*N.R.*)

militaires (commandement, punition) aux méthodes syndicales (explication, éducation, initiative), c'est manifester des préjugés kautskistes, menchéviks et socialistes-révolutionnaires... Le fait même d'opposer l'organisation du travail et celle de l'armée dans un Etat ouvrier constitue une capitulation honteuse devant le kautskisme.

Ainsi parle Trotski.

Abstraction faite de l'inutile verbiage sur le « kautskisme », le « menchévisme », etc., il est clair que Trotski n'a pas compris les différences qui existent entre l'organisation ouvrière et celle de l'armée; il n'a pas compris qu'*en un moment où la guerre a pris fin et où l'industrie se relève*, il est nécessaire, inévitable, d'opposer les méthodes militaires aux méthodes démocratiques (syndicales) et que partant, l'introduction des méthodes militaires dans les syndicats est erronée, nuisible.

Cette incompréhension s'exprime dans les récentes brochures polémiques de Trotski sur les syndicats.

C'est elle qui est à l'origine des fautes de Trotski.

## II

## DEMOCRATISME CONSCIENT ET « DEMOCRATISME » IMPOSE.

D'aucuns pensent que tous les propos sur le démocratisme dans les syndicats ne sont qu'une déclamation vaine, une mode qui s'explique par certains faits de la vie intérieure du Parti, qu'avec le temps ce « bavardage » sur le démocratisme finira par lasser et que l'on en reviendra aux « vieux usages ».

D'autres estiment que le démocratisme dans les syndicats est au fond une concession, une concession forcée aux exigences des ouvriers, qu'il s'agit là de diplomatie plutôt que de quelque chose de réel et de sincère.

Il va sans dire que les deux sortes de camarades se trompent profondément. Le démocratisme dans les syndicats, c'est-à-dire ce que l'on est convenu d'appeler « les méthodes normales de démocratie prolétarienne à l'intérieur des syndicats », est le démocratisme conscient inhérent aux organi-

sations ouvrières de masse; il suppose la *conscience* de la nécessité et de l'utilité du recours régulier aux méthodes de persuasion à l'égard des millions d'ouvriers organisés dans les syndicats. Sans cette couscience, le démocratisme devient un mot vide de sens.

Tant que la guerre et le danger étaient à nos portes, les appels à l' « aide pour le front », lancés par nos organisations, rencontraient chez les ouvriers un vibrant écho : le péril n'était que trop tangible, le péril prenait l'aspect parfaitement concret et évident pour tous des armées de Koltchak, de Ioudénitch, de Dénikine, de Pilsudski, de Wrangel, qui, à mesure qu'elles avançaient, rétablissaient le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Il n'était pas difficile alors de mettre les masses en mouvement. Mais aujourd'hui que le péril militaire est écarté et que le nouveau danger, le danger économique (la ruine de l'économie), est loin d'être aussi tangible pour les masses, on ne saurait les mobiliser en se bornant à leur adresser des appels. Certes, chacun est sensible au manque de pain et de tissus; mais, d'abord, les gens se débrouillent et ils se procurent ces articles d'une manière ou de l'autre, si bien que le danger de manquer de pain et de marchandises est loin de stimuler les masses comme le danger militaire le faisait; ensuite, nul n'ira prétendre que le danger économique (manque de locomotives, de machines agricoles, d'usines textiles et d'usines métallurgiques, d'équipement pour les centrales électriques, etc.) apparaisse aussi clairement à la conscience des masses que naguère le danger militaire. Pour entraîner des millions d'ouvriers à la lutte contre la ruine de l'économie, il est indispensable de développer l'initiative, la conscience, l'action propre des larges masses; il est indispensable de les *convaincre*, à l'aide de faits concrets, que la ruine de l'économie constitue un péril aussi réel, aussi mortel que l'était, hier encore, le danger militaire; il est indispensable d'entraîner des millions d'ouvriers à l'œuvre de relèvement de la production par l'intermédiaire de syndicats démocratiquement organisés. Ainsi seulement toute la classe ouvrière prendra vraiment à cœur la lutte des organismes économiques contre la ruine. Sinon, impossible de remporter la victoire sur le front économique.

Bref, le démocratisme conscient, la méthode de démocratie prolétarienne à l'intérieur des syndicats est la seule méthode qui convienne aux syndicats d'industrie.

Or, le « démocratisme » imposé n'a rien de commun *avec* ce démocratisme-là.

Quand on lit la brochure de Trotski *Le Rôle et les tâches des syndicats*, on pourrait croire qu'au fond, Trotski est, « lui aussi », pour la méthode « démocratique ». C'est pourquoi certains camarades estiment que nos divergences ne portent pas sur la question des méthodes de travail des syndicats. Mais cette opinion est absolument fausse. Car le « démocratisme » de Trotski est un « démocratisme » imposé, bâtard, sans principes, et comme tel, il n'est qu'un complément de la méthode bureaucratico-militaire, qui ne convient point aux syndicats.

Jugez-en vous-mêmes.

Dans les premiers jours de novembre 1920, le Comité central adopte une décision, et la fraction communiste de la V^e^ Conférence des syndicats de Russie fait voter une résolution, disant qu'

> il est nécessaire de combattre de la manière la plus énergique et la plus méthodique la dégénérescence du centralisme et des formes de travail militarisées en bureaucratisme, en arbitraire, en procédés de ronds-de-cuir, en tutelle tâtillonne sur les syndicats... Pour le Tsektran également (Comité de la Fédération des ouvriers des transports, dirigé par Trotski), l'ère des méthodes spécifiques d'administration en vue desquelles a été créé le Glavpolitpout[1] et qui étaient dues à des conditions particulières, touche à sa fin.

En conséquence, la fraction communiste de la conférence

> recommande au Tsektran d'intensifier et de développer les méthodes normales de la démocratie prolétarienne à l'intérieur du syndicat,

en lui faisant un devoir de

> prendre une part active au travail d'ensemble du Conseil central des syndicats de Russie, dont il fera partie au même titre que les autres groupements syndicaux (voir la *Pravda*, n° 255).

---

1. Direction politique principale du Commissariat du peuple des Voies de communications. (*N.T.*)

**Mais malgré cette décision, Trotski et le Tsektran s'en sont tenus pendant tout le mois de novembre à leur ancienne ligne de conduite, à moitié bureaucratique, à moitié militaire, en s'appuyant, comme par le passé, sur le Glavpolitpout et le Glavpolitvod [1], en s'efforçant de « secouer », de faire sauter le Conseil central des syndicats, en défendant la position privilégiée du Tsektran parmi les autres groupements syndicaux. Et qui plus est, dans une lettre « aux membres du Bureau politique du Comité central » en date du 30 novembre. Trotski déclare « inopinément » que « le Glavpolitvod... ne pourra *en aucun cas* être dissous avant deux ou trois mois au plus tôt ». Et que voyons-nous? Six jours plus tard (le 7 décembre), ce même Trotski, non moins « inopinément », vote au Comité central**

> **la suppression immédiate du Glavpolitpout et du Glavpolitvod, dont le personnel et les ressources doivent passer en totalité à l'organisation syndicale conformément aux règles normales de la démocratie.**

**Il est au nombre des huit membres du Comité central qui votent pour cette mesure, alors que les sept autres estiment déjà insuffisante la suppression de ces organismes et exigent, en plus, une modification de la composition actuelle du Tsektran. Pour sauver la composition actuelle du Tsektran, Trotski vote la suppression des directions politiques principales au sein de celui-ci.**

**Quels sont donc les changements intervenus dans ces six jours? La conscience des cheminots et des travailleurs des transports par eau a peut-être, en ces six jours, réalisé des progrès tels que le Glavpolitpout et le Glavpolitvod ont cessé de leur être indispensables? Ou bien d'importants changements se sont-ils produits au cours de cette courte période dans la situation politique intérieure ou extérieure? Evidemment non. Il s'est produit ceci que les travailleurs des transports par eau ont énergiquement exigé du Tsektran la suppression des directions politiques principales et une modification de sa propre composition, et que le groupe de Trotski, par crainte d'un échec et par désir de conserver au moins l'ancienne composition du Tsektran, s'est vu con-**

---

1. Direction politique principale des transports par eau. (*N.T.*)

traint de reculer, de faire des concessions partielles, qui n'ont d'ailleurs satisfait personne.

Tels sont les faits.

Est-il besoin de démontrer que ce « démocratisme » imposé, bâtard, sans principes, n'a rien de commun avec les « méthodes normales de la démocratie prolétarienne à l'intérieur des syndicats », que le Comité central du Parti recommandait dès le début de novembre et qui sont si nécessaires à la renaissance de nos syndicats d'industrie?

★

Dans son discours de clôture lors de la discussion qui s'est déroulée à la fraction communiste du Congrès des Soviets [1], Trotski a protesté contre l'intrusion de l'élément politique dans le débat sur les syndicats, en affirmant que la politique n'avait rien à y voir. Disons qu'ici Trotski fait entièrement erreur. Est-il besoin de démontrer que dans un Etat ouvrier et paysan, aucune décision importante, intéressant l'ensemble de l'Etat, surtout si elle concerne directement la classe ouvrière, ne peut être appliquée sans exercer des répercussions d'une façon ou de l'autre sur l'état politique du pays? Et en règle générale, n'est-il pas ridicule et peu sérieux de séparer la politique de l'économie? On ne saurait donc se dispenser de peser, au préalable, chaque décision de ce genre du point de vue politique également.

Jugez-en vous-mêmes.

On peut aujourd'hui considérer comme démontré que les méthodes du Tsektran, dirigé par Trotski, sont condamnées par la pratique même de cet organisme. C'est en dirigeant le Tsektran et en agissant par son intermédiaire sur les autres syndicats que Trotski entendait ranimer et faire revivre les syndicats, entraîner les ouvriers au travail pour la renaissance de l'industrie. A quoi a-t-il abouti en réalité? A un conflit avec la majorité des communistes à l'intérieur des syndicats, à un conflit entre la majorité des syndicats et

---

1. Il s'agit ici de la réunion commune des fractions du P.C. (b) R. qui existaient dans le VIII[e] Congrès des Soviets, le Conseil central des syndicats de la R.S.F.S.R. et le Conseil des syndicats de Moscou-ville, réunion en date du 30 décembre 1920. (*N.R.*)

le Tsektran, à une scission de fait au sein du Tsektran, à l'exaspération des ouvriers syndiqués de la « base » contre les « commissaires ». En d'autres termes, non seulement il n'y a pas eu renaissance des syndicats, mais le Tsektran a commencé lui-même à se désagréger. Il est hors de doute que si les méthodes du Tsektran étaient transposées dans les autres syndicats. on aurait le même spectacle de conflits, de scission et de désagrégation. Nous aboutirions au désarroi et à la scission de la classe ouvrière.

Le parti politique de la classe ouvrière peut-il négliger ces faits? Peut-on affirmer qu'il est indifférent à l'état politique de notre pays que nous ayons une classe ouvrière étroitement groupée dans des syndicats uniques ou une classe ouvrière divisée en groupes hostiles? Peut-on dire, lorsqu'il s'agit d'apprécier les méthodes à appliquer pour aborder les masses, que le facteur politique ne doit jouer aucun rôle, que la politique n'a rien à y voir?

Il est clair que non.

La R.S.F.S.R. et les républiques fédérées ont actuellement une population d'environ 140 millions d'habitants, dont 80 % sont des paysans. Pour gouverner un tel pays, le pouvoir des Soviets doit inspirer une confiance solide à la classe ouvrière, puisque c'est uniquement par l'intermédiaire de la classe ouvrière et grâce à ses forces que l'on peut assurer la direction du pays. Mais pour conserver et fortifier la confiance de la majorité des ouvriers, il faut développer méthodiquement la conscience, l'action propre, l'initiative de la classe ouvrière, l'éduquer méthodiquement dans l'esprit du communisme en l'organisant en syndicats, en l'entraînant à l'œuvre d'édification de l'économie communiste.

Il est évidemment impossible d'accomplir cette tâche par des méthodes de contrainte, en « secouant » les syndicats d'en haut, puisque de telles méthodes divisent la classe ouvrière (voir le Tsektran!) et sèment la méfiance à l'égard du pouvoir des Soviets. En outre, on conçoit aisément que, d'une façon générale, les méthodes de contrainte ne sauraient développer la conscience des masses et leur confiance dans le pouvoir des Soviets.

Il est clair que c'est seulement « par les méthodes normales de la démocratie prolétarienne à l'intérieur des syndicats », par les méthodes de persuasion que l'on pourra arriver à grouper étroitement la classe ouvrière, à développer

son initiative et à accroître sa confiance dans le pouvoir des Soviets, confiance si nécessaire à l'heure actuelle pour entraîner le pays à la lutte contre la ruine de l'économie.

La politique, vous le voyez, plaide, elle aussi, en faveur des méthodes de persuasion.

5 janvier 1921.

*Pravda* [*La Vérité*], *n°* 12,
19 *janvier* 1921.
Signé : *J. Staline.*

# *Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale.*

***Thèses pour le X^e^ Congrès du Parti communiste (bolchévik) russe approuvées par le Comité central du Parti*** [1]

## I. LE REGIME CAPITALISTE ET L'OPPRESSION NATIONALE.

**1. Les nations modernes sont le produit d'une époque déterminée, celle du capitalisme ascendant. Le processus d'abolition du féodalisme et de développement du capitalisme est aussi celui du groupement des individus en nations. Anglais, Français, Allemands, Italiens se sont constitués en nations lors du développement victorieux du capitalisme, qui triomphait du morcellement féodal.**

**2. Là où il y a eu une parfaite coïncidence chronologique entre la formation des nations et la formation des Etats centralisés, les nations ont revêtu tout naturellement la forme d'Etats, elles sont devenues des Etats nationaux bourgeois indépendants. C'est ce qui s'est passé en Angleterre (l'Irlande mise à part), en France, en Italie. En Europe orientale, au contraire, la formation des Etats centralisés, accélérée par les besoins défensifs (invasion des Turks, des Mongols, etc.), a précédé l'abolition du féodalisme et, par suite, la formation des nations. C'est pourquoi les nations n'y sont pas devenues, et ne pouvaient pas y devenir, des Etats nationaux, mais ont constitué plusieurs Etats bourgeois mixtes comportant des**

---

1. Les thèses « Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale » ont été discutées au Bureau politique du Comité central du P.C. (b) R. le 5 février 1921. Une commission dirigée par Lénine et Staline fut chargée de leur rédaction définitive, et elles furent publiées dans le n° 29 de la *Pravda*, le 10 février, puis en brochure la même année. (*N.R.*)

nations multiples; d'ordinaire, ces Etats sont composés d'une nation forte, dominante, et de plusieurs nations faibles, qui sont assujetties. Telles l'Autriche, la Hongrie, la Russie.

3. Les Etats nationaux comme la France et l'Italie, ceux qui, d'emblée, se sont appuyés principalement sur leurs propres forces nationales, ont en général ignoré l'oppression nationale. Au contraire, les Etats multinationaux qui ont pour principe la domination d'une seule nation, — plus exactement : de sa classe dominante, — sur les autres nations, sont la patrie d'origine et le théâtre principal de l'oppression nationale et des mouvements nationaux. Les contradictions entre les intérêts de la nation dominante et ceux des nations assujetties sont de telle sorte qu'il faut absolument les résoudre si l'on veut assurer l'existence stable de l'Etat multinational. La tragédie de l'Etat bourgeois multinational provient de ce qu'il n'est pas en mesure de les résoudre : chacune de ses tentatives pour « rendre égales » les nations et « protéger » les minorités nationales tout en maintenant la propriété privée et l'inégalité de classe aboutit d'ordinaire à un nouvel échec, à une nouvelle aggravation des conflits nationaux.

4. Les progrès ultérieurs du capitalisme en Europe, le besoin de débouchés nouveaux, la recherche de matières premières et de combustible, enfin le développement de l'impérialisme, l'exportation des capitaux et la nécessité de s'assurer les grandes voies maritimes et ferroviaires ont conduit, d'une part, à l'annexion de territoires nouveaux par les vieux Etats nationaux et à la transformation de ces derniers en Etats multinationaux (coloniaux), avec l'oppression nationale et les conflits nationaux qui les caractérisent (Angleterre, France, Allemagne, Italie); d'autre part, ils ont renforcé, chez les nations dominantes des vieux Etats multinationaux, la tendance non seulement à maintenir les frontières anciennes, mais à les élargir, à assujettir de nouvelles nationalités (faibles) aux dépens des Etats voisins. De la sorte, la question nationale s'est étendue à la question générale des colonies et finalement confondue, par la force des choses, avec elle; d'une question intérieure de l'Etat, l'oppression nationale est devenue une question internationale, une question de lutte (et de guerre) des « grandes » puissances impérialistes pour s'assujettir les nationalités faibles, tenues en état d'infériorité.

5. La guerre impérialiste, qui a mis entièrement à nu les contradictions nationales inconciliables et l'inconsistance interne des Etats bourgeois multinationaux, a entraîné une aggravation extrême des conflits nationaux au sein des Etats coloniaux vainqueurs (Angleterre, France, Italie), la désagrégation complète des vieux Etats multinationaux vaincus (Autriche, Hongrie, Russie de 1917) et enfin, — solution la plus « radicale » de la question nationale par la bourgeoisie, — la formation de nouveaux Etats nationaux bourgeois (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Finlande, Géorgie, Arménie, etc.). Mais la formation de nouveaux Etats nationaux indépendants n'a pas assuré, et ne pouvait assurer, une coexistence pacifique des nationalités; elle n'a supprimé, et ne pouvait supprimer, ni l'inégalité nationale, ni l'oppression nationale, puisque les nouveaux Etats nationaux, qui reposent sur la propriété privée et l'inégalité de classe, ne peuvent subsister

*a*) sans opprimer leurs minorités nationales (la Pologne opprime les Biélorusses, les Juifs, les Lituaniens, les Ukrainiens; la Géorgie opprime les Ossètes, les Abkhaz, les Arméniens; la Yougoslavie opprime les Croates, les Bosniaques, et ainsi de suite);

*b*) sans étendre leur territoire aux dépens de leurs voisins, ce qui provoque des conflits et des guerres (Pologne contre Lituanie, Ukraine, Russie; Yougoslavie contre Bulgarie; Géorgie contre Arménie, Turquie, et ainsi de suite);

*c*) sans se soumettre aux « grandes » puissances impérialistes sous le rapport financier, économique et militaire.

6. Ainsi, l'après-guerre présente un tableau peu réjouissant de haine nationale, d'inégalité, d'oppression, de conflits, de guerres, d'atrocités impérialistes de la part des nations des pays civilisés, agissant les unes à l'égard des autres aussi bien qu'à l'égard des peuples tenus en état d'infériorité. D'une part, quelques « grandes » puissances, opprimant et exploitant toute la masse des Etats nationaux dépendants et « indépendants » (en fait entièrement dépendants), et la lutte de ces puissances entre elles pour s'assurer le monopole de l'exploitation des Etats nationaux. D'autre part, la lutte des Etats nationaux, dépendants et « indépendants », contre l'oppression intolérable des « grandes » puissances; la lutte des Etats nationaux entre eux pour étendre leur territoire national; la lutte de chaque Etat national pris séparément contre

ses minorités nationales opprimées. Enfin, l'intensification du mouvement de libération des colonies contre les « grandes » puissances et l'aggravation des conflits nationaux, tant à l'intérieur de ces puissances qu'à l'intérieur des Etats nationaux, qui comprennent, en règle générale, un certain nombre de minorités nationales.

Tel est le « tableau du monde » légué par la guerre impérialiste.

La société bourgeoise s'est montrée parfaitement incapable de résoudre le problème national.

## II. LE REGIME SOVIETIQUE ET LA LIBERTE NATIONALE.

1. S'il est inévitable que la propriété privée et le capital divisent les hommes, attisent les haines nationales et renforcent l'oppression nationale, il est non moins inévitable que la propriété et le travail collectifs rapprochent les hommes, minent les haines nationales et abolissent l'oppression nationale. L'existence du capitalisme sans oppression nationale est aussi inconcevable que celle du socialisme sans affranchissement des nations opprimées, sans liberté nationale. Le chauvinisme et la lutte nationale sont inévitables, inéluctables, tant que la paysannerie (et la petite bourgeoisie en général), imbue de préjugés nationalistes, suit la bourgeoisie; réciproquement, on peut considérer la paix et la liberté nationales comme garanties si la paysannerie suit le prolétariat, c'est-à-dire si la dictature du prolétariat est assurée. Aussi la victoire des Soviets et l'instauration de la dictature du prolétariat sont-elles la condition essentielle de la suppression de l'oppression nationale, de l'établissement de l'égalité nationale, du respect des droits des minorités nationales.

2. L'expérience de la révolution soviétique confirme entièrement cette thèse. L'instauration du régime soviétique en Russie et la proclamation du droit des nations à se séparer pour se constituer en Etats ont modifié du tout au tout les rapports entre les masses laborieuses des différentes nationalités de Russie, sapé les vieilles haines nationales, ôté toute base à l'oppression nationale, assuré aux ouvriers russes la confiance de leurs frères d'autres nationalités, non seulement en Russie, mais aussi en Europe et en Asie, et porté cette confiance jusqu'à l'enthousiasme, jusqu'à la volonté de

lutter pour la cause commune. La formation de républiques soviétiques en Azerbaïdjan et en Arménie a abouti aux mêmes résultats en faisant disparaître les conflits nationaux et la haine « séculaire » entre les masses laborieuses turques et arméniennes, arméniennes et azerbaïdjanaises. Il faut en dire autant de la victoire temporaire des Soviets en Hongrie, en Bavière, en Lettonie. D'autre part, on peut affirmer que les ouvriers russes n'auraient pu vaincre Koltchak et Dénikine, et que les Républiques d'Azerbaïdjan et d'Arménie n'auraient pu tenir bon si l'on n'avait pas fait disparaître ici et là les haines et l'oppression nationales, si les masses laborieuses des nationalités d'Occident et d'Orient n'avaient manifesté à leur égard tant de confiance et d'enthousiasme. L'affermissement des Républiques soviétiques et l'abolition de l'oppression nationale sont deux aspects d'un seul et même processus d'émancipation des travailleurs se libérant de la servitude impérialiste.

3. Mais l'existence de Républiques soviétiques, même d'étendue insignifiante, constitue une menace mortelle pour l'impérialisme. Cette menace ne tient pas seulement à ce que les Républiques soviétiques, qui ont rompu avec l'impérialisme, ont cessé d'être des colonies et des semi-colonies pour devenir des Etats réellement indépendants, privant ainsi les impérialistes d'une certaine étendue de territoire et de certains revenus: elle tient avant tout au fait que l'existence même des Républiques soviétiques, chaque pas qu'elles font dans la voie de l'écrasement de la bourgeoisie et de l'affermissement de la dictature du prolétariat, constituent la propagande la plus efficace contre le capitalisme et l'impérialisme, une propagande en faveur de la libération des pays soumis à la servitude impérialiste, un facteur irrésistible de décomposition et de désorganisation du capitalisme sous toutes ses formes. D'où la lutte inévitable des « grandes » puissances impérialistes contre les Républiques soviétiques, leurs efforts pour anéantir ces Républiques. L'histoire de la lutte engagée contre la Russie des Soviets par les « grandes » puissances, qui lancent contre elle l'un après l'autre les gouvernements bourgeois limitrophes, et l'un après l'autre les groupes de généraux contre-révolutionnaires; qui la soumettent à un blocus rigoureux et, plus généralement, cherchent à l'isoler au point de vue économique, — cette histoire atteste éloquemment que dans l'état actuel des rapports internationaux, dans les conditions de l'encerclement capitaliste, aucune Répu-

blique soviétique prise à part ne peut se considérer comme garantie contre l'étranglement économique et la défaite militaire du fait de l'impérialisme mondial.

4. Aussi l'existence isolée des différentes Républiques soviétiques est-elle instable, précaire, en raison de la menace que les Etats capitalistes font peser sur elles. Les intérêts communs de la défense des Républiques soviétiques, d'une part, le rétablissement des forces productives détruites par la guerre, de l'autre, et enfin, la nécessité d'une aide alimentaire des Républiques soviétiques riches en blé à celles qui ne le sont pas, exigent impérieusement l'union des différentes Républiques soviétiques en un même Etat, seul moyen pour elles de se soustraire à la servitude impérialiste et à l'oppression nationale. Délivrées de « leur » bourgeoisie et de la bourgeoisie « étrangère », les Républiques soviétiques nationales ne peuvent sauvegarder leur existence et vaincre les forces conjuguées de l'impérialisme qu'en s'unissant étroitement au sein d'un seul Etat; sinon, pas de victoire du tout.

5. La fédération des Républiques soviétiques, fondée sur la communauté des intérêts militaires et économiques, est la forme générale d'union politique qui permet :

*a*) d'assurer l'intégrité et le développement économique des différentes républiques aussi bien que de la fédération tout entière;

*b*) d'embrasser dans toute leur diversité les conditions de vie, la culture et l'état économique de nations et groupes ethniques qui se trouvent à des degrés de développement différents, et d'appliquer en conséquence telle ou telle forme de fédération;

*c*) d'organiser la coexistence pacifique et la collaboration fraternelle des nations et des groupes ethniques qui ont lié leur sort, d'une façon ou de l'autre, à celui de la fédération.

L'expérience acquise par la Russie dans l'application des formes diverses de fédération, depuis la fédération fondée sur l'autonomie soviétique (Kirghizie, Bachkirie, Tatarie, Montagnards, Daghestan), jusqu'à la fédération fondée sur des rapports contractuels avec des Républiques soviétiques indépendantes (Ukraine, Azerbaïdjan), des degrés intermédiaires (Turkestan, Biélorussie) étant admis entre ces deux types, a entièrement confirmé la valeur et la souplesse de la fédération comme forme générale d'association des Républiques soviétiques en un même Etat.

6. Mais la fédération ne peut être solide, elle ne peut

donner de résultats effectifs, que si elle s'appuie sur la confiance mutuelle et la libre adhésion des pays qui la composent. Si la R.S.F.S.R. est le seul pays au monde où l'expérience de la coexistence pacifique et de la collaboration fraternelle d'un certain nombre de nations et de groupes ethniques ait réussi, cela s'explique par le fait qu'il n'y a là ni nations dominantes ni nations asservies, ni métropole ni colonies, ni impérialisme ni oppression nationale; la fédération y repose sur la confiance mutuelle et l'union librement consentie des masses laborieuses des différentes nations. Ce caractère volontaire de la fédération doit être maintenu coûte que coûte, seule une fédération de ce genre pouvant constituer l'étape de transition à cette unité suprême des travailleurs de tous les pays au sein d'une économie mondiale unique, dont la nécessité devient de plus en plus évidente.

## III. LES TACHES IMMEDIATES DU PARTI COMMUNISTE RUSSE.

1. La R.S.F.S.R. et les Républiques soviétiques qui lui sont associées, comptent une population d'environ 140 millions d'habitants, dont près de 65 millions ne sont pas des Grands-Russes (Ukrainiens, Biélorusses, Kirghiz, Ouzbeks, Turkmènes, Tadjiks, Azerbaïdjanais, Tatars de la Volga, Tatars de Crimée, Boukhariens, Khiviens, Bachkirs, Arméniens, Tchétchènes, Kabardiens, Ossètes, Ingouches, Tcherkesses, Karatchaïs, Balkars [1], Kalmyks, Caréliens, Avars, Darguiniens, Kazi-koumoukhs, Kuriniens, Koumyks [2], Mariis, Tchouvaches, Votiaks, Allemands de la Volga, Bouriates, Yakoutes et autres).

La politique du tsarisme, la politique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie à l'égard de ces peuples visait à tuer en eux tout germe d'Etat national, à mutiler leur culture, à restreindre l'emploi de leur langue, à les tenir dans l'ignorance et enfin, à les russifier dans toute la mesure du possible. Elle a eu pour résultats l'étiolement et le retard politique de ces peuples.

Maintenant que les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie sont renversés et que le pouvoir soviétique a été

1. Ces sept dernières nationalités forment le groupe dit des « Montagnards ».

2. Ces cinq dernières nationalités forment le groupe dit des « Daghestanais ».

proclamé par les masses populaires dans ces pays également, le Parti a pour tâche d'aider les masses laborieuses des peuples autres que les Grands-Russes à rattraper la Russie centrale qui a pris les devants, d'aider ces peuples.

*a*) à développer et à consolider chez eux le type soviétique d'Etat dans les formes qui répondent le mieux à leurs particularités nationales;

*b*) à organiser chez eux des tribunaux, une administration, des organismes économiques, des organes du pouvoir fonctionnant dans la langue nationale et composée d'hommes du pays connaissant les mœurs et la mentalité de la population locale;

c) à développer chez eux la presse, les écoles, les théâtres, les clubs et, d'une façon plus générale, les institutions culturelles et éducatives fonctionnant dans la langue nationale.

2. Si nous retirons, des 65 millions d'hommes autres que les Grands-Russes, l'Ukraine, la Biélorussie, une infime partie de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, qui ont passé, jusqu'à un certain point, par la période du capitalisme industriel, il reste environ 25 millions d'hommes, pour la plupart de population turke (Turkestan, majeure partie de l'Azerbaïdjan, Daghestan, Montagnards, Tatars, Bachkirs, Kirghiz, etc.), qui n'ont point connu le développement capitaliste, n'ont pas, ou peu s'en faut, de prolétariat industriel, en sont encore, dans la plupart des cas, à l'élevage et aux mœurs patriarcales de clan (Kirghizie, Bachkirie, Caucase du Nord) ou n'ont pas dépassé les formes primitives d'une existence semi-patiarcale, semi-féodale (Azerbaïdjan, Crimée, etc.), tout en se trouvant déjà entraînés dans la voie générale du développement soviétique.

La mission du Parti à l'égard des masses laborieuses de ces peuples (en plus de celle qui est indiquée au poin 1) est de les aider à éliminer les survivances des rapports patriarcaux et féodaux et à s'associer à la construction d'une économie soviétique sur la base des Soviets de paysans travailleurs; pour cela, il faut créer parmi ces peuples de fortes organisations communistes capables de mettre à profit l'expérience des ouvriers et des paysans russes en matière d'édification politique et économique, tout en tenant compte dans ce travail de toutes les particularités de la situation économique concrète, de la structure sociale, de la culture et des conditions de vie de chaque nationalité, sans appliquer mécani-

quement les mesures économiques prises en Russie centrale et bonnes uniquement pour un degré différent, un degré supérieur, de développement économique.

3. Si nous retirons des 25 millions d'hommes, pour la plupart de population turke, l'Azerbaïdjan, la majeure partie du Turkestan, les Tatars (de la Volga et de la Crimée), Boukhara, Khiva, le Daghestan, une partie des Montagnards (Kabardiens, Tcherkesses, Balkars) et certains groupes ethniques devenus sédentaires et établis sur un territoire déterminé, il reste environ 6 millions de Kirghiz, Bachkirs, Tchétchènes, Ossètes, Ingouches, dont les terres étaient jusqu'à ces derniers temps un objet de colonisation pour les immigrés russes; ces derniers leur avaient déjà enlevé les meilleurs sols arables et ils les refoulaient méthodiquement vers les contrées désertiques.

La politique du tsarisme, la politique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie visait à implanter dans ces régions le plus possible d'éléments koulaks pris parmi les paysans russes et les cosaques, en faisant d'eux un soutien sûr pour les visées impérialistes. Cette politique avait comme conséquence l'extinction graduelle des populations locales (Kirghiz, Bachkirs), refoulées vers le désert.

La mission du Parti à l'égard des masses laborieuses de ces nationalités (outre les tâches mentionnées aux points 1 et 2) consiste à associer leur effort à celui des masses laborieuses de la population russe locale dans la lutte pour s'affranchir des koulaks en général, et en particulier des rapaces koulaks grands-russes; à les aider de toutes ses forces et par tous les moyens à secouer le joug des colonisateurs koulaks et à leur assurer de la sorte les bonnes terres, indispensables à une existence vraiment humaine.

4. Outre les nations et les groupes ethniques déjà mentionnés, qui ont une structure sociale déterminée et occupent un territoire déterminé, il existe dans la R.S.F.S.R. des groupes nationaux instables, des minorités nationales disséminées au sein des majorités compactes d'autres nationalités et n'ayant la plupart du temps ni structure sociale, ni territoire déterminés (Lettons, Estoniens, Polonais, Juifs et autres minorités nationales). La politique du tsarisme consistait à faire disparaître ces minorités par tous les moyens, jusque et y compris les pogroms (pogroms contre les Juifs).

Maintenant que les privilèges nationaux ont été abolis, que l'égalité des nations est effective et le droit des minorités

**nationales à un libre développement national garanti par le caractère même du régime soviétique, la tâche du Parti à l'égard des masses laborieuses de ces groupes nationaux consiste à les aider à user pleinement de ce droit de libre développement qui leur est garanti.**

**5. Les organisations communistes des régions périphériques se développent dans des conditions un peu spéciales, qui retardent la croissance normale du Parti. D'une part, les communistes grands-russes qui y travaillent se sont formés alors qu'il existait une nation « dominante » et ils n'ont pas connu d'oppression nationale; c'est pourquoi ils sous-estiment souvent l'importance des particularités nationales dans le travail du Parti, ou même ils n'en font aucun cas, ne tiennent aucun compte dans leur travail des particularités de la structure sociale, de la culture, des conditions de vie, de l'histoire de la nationalité en question, compromettant ainsi et déformant la politique du Parti dans la question nationale. Le résultat est que l'on dévie du communisme vers l'esprit de domination impérialiste et colonialiste, vers le chauvinisme grand-russe. D'autre part, les communistes issus de la population locale, qui ont connu la dure période de l'oppression nationale et ne sont pas encore entièrement dégagés de sa hantise, exagèrent souvent l'importance des particularités nationales dans le travail du Parti et négligent les intérêts de classe des travailleurs, ou bien confondent tout simplement les intérêts des travailleurs de la nation en question avec les intérêts « généraux » de cette nation, sans savoir distinguer les premiers des seconds et fonder sur eux le travail du Parti. D'où, cette fois, une déviation du communisme vers le nationalisme démocratique bourgeois, qui revêt parfois la forme du panislamisme, du panturquisme [1] (en Orient).**

**Tout en condamnant résolument ces deux déviations comme nuisibles et dangereuses pour la cause du communisme, le congrès tient à signaler comme particulièrement dangereuse et nuisible la première d'entre elles : la déviation vers l'esprit de domination impérialiste et colonialiste. Le**

---

1. Le panislamisme est une idéologie religieuse et politique qui prétend unir en un tout tous les peuples professant l'Islam (religion musulmane). Elle s'est largement répandue à la fin du XIX^e^ siècle parmi les classes exploiteuses des pays d'Orient; elle a été utilisée par la Turquie pour assujettir les musulmans de tout l'univers au sultan turc, « khalife des croyants ». Lénine considérait le panislamisme comme l'un des courants qui visaient à « unir le mouvement libérateur contre l'impérialisme européen et américain et la consolidation du pouvoir des khans,

**congrès rappelle qu'il est indispensable de surmonter les survivances nationalistes et colonisatrices dans les rangs du Parti pour créer dans les régions périphériques des organisations réellement communistes, solides et liées aux masses, groupant dans leurs rangs les éléments prolétariens de la population locale et russe sur la base de l'internationalisme. Il estime donc que l'élimination, dans le communisme, des flottements nationalistes et, au premier chef, colonialistes, est une des tâches primordiales du Parti dans les régions périphériques.**

**6. A la suite des succès remportés sur les fronts militaires et surtout depuis la liquidation de Wrangel, on observe dans certaines régions périphériques arriérées, n'ayant pas ou presque pas de prolétariat industriel, une tendance de plus en plus prononcée des éléments nationalistes petits-bourgeois à entrer dans le Parti pour y faire carrière. Ces éléments tiennent compte de la situation du Parti, qui est en fait la force dirigeante, et ainsi ils se travestissent d'ordinaire en communistes bon teint en affluant souvent par groupes entiers au Parti, où ils apportent un esprit de chauvinisme et de désagrégation mal dissimulé; et les organisations du Parti des régions périphériques, en général assez faibles, ne savent pas toujours résister à la tentation d' « élargir » le Parti en y admettant de nouveaux adhérents.**

**Le congrès invite à une lutte résolue contre les éléments pseudo-communistes de tout acabit qui s'insinuent dans le Parti du prolétariat, et il met le Parti en garde contre tout « élargissement » par l'admission d'éléments intellectuels nationalistes petits-bourgeois. Il estime que dans les régions périphériques le Parti doit se recruter surtout parmi les prolétaires, les paysans pauvres et les paysans travailleurs et s'attacher à consolider ses organisations en améliorant la qualité de leurs effectifs.**

***Pravda* [*La Vérité*], *n°* 29,
10 *février* 1921.**

---

des propriétaires fonciers, des mullahs, etc. » (voir *Œuvres*, [en russe], 4e édition, tome XXXI, p. 127).

Le *panturquisme* se propose de soumettre tous les peuples turks à la domination de la Turquie; apparu à l'époque des guerres balkaniques (1912-1913), il est devenu pendant la guerre de 1914-1918 une idéologie violemment agressive et chauvine. Après la Révolution socialiste d'Octobre en Russie, les éléments contre-révolutionnaires ont utilisé le panislamisme et le panturquisme pour combattre le pouvoir des Soviets. (*N.R.*)

# *X^e Congrès du Parti communiste (bolchévik) russe*[1].

**(8-16 mars 1921)**

## I. RAPPORT SUR LES TACHES IMMEDIATES DU PARTI DANS LA QUESTION NATIONALE.
## (10 mars)

**AVANT de passer directement aux tâches concrètes et immédiates du Parti dans la question nationale, il est nécessaire d'établir certaines prémisses sans lesquelles cette question ne saurait être résolue. Ces prémisses ont trait au problème de la formation des nations, de l'origine de l'oppression nationale, des formes d'oppression nationale au cours de l'histoire et, ensuite, des formes que revêt la solution de la question nationale aux différentes périodes.**

---

1. Le X^e Congrès du P.C. (b) R. s'est tenu du 8 au 16 mars 1921. Il a examiné les comptes rendus du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, ainsi que des rapports sur les syndicats et leur rôle dans la vie économique du pays, sur l'impôt en nature, sur l'organisation du Parti, sur les tâches immédiates du Parti dans la question nationale, sur l'Unité du Parti et la déviation anarcho-syndicaliste, etc. C'est Lénine qui a présenté à la fois le compte rendu politique du Comité central et les rapports consacrés à l'impôt en nature ainsi qu'à l'unité du Parti et à la déviation anarcho-syndicaliste. Le Congrès a tiré les conclusions de la discussion sur les syndicats et approuvé la plate-forme de Lénine à une majorité écrasante. Dans la résolution « Sur l'unité du Parti », rédigée par Lénine, le Congrès a condamné tous les groupes fractionnels, ordonné leur dissolution immédiate et souligné que l'unité du Parti constitue la condition essentielle du succès de la dictature du prolétariat. Il a adopté la résolution de Lénine « Sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre Parti », en condamnant ce qu'on appelait l'« opposition ouvrière » et en déclarant que la propagande des idées propres à la déviation anarcho-syndicaliste était incompatible avec l'appartenance au Parti communiste. C'est le X^e Congrès qui a décidé de passer du prélè-

**Ces périodes sont au nombre de trois.**

**La première période est celle de l'abolition du féodalisme en Occident et de la victoire du capitalisme. C'est celle où les individus se constituent en nations. Je veux parler de pays comme l'Angleterre (l'Irlande mise à part), la France, l'Italie. En Occident, — en Angleterre, en France, en Italie et partiellement en Allemagne, — il y a eu en général coïncidence chronologique de la période d'abolition du féodalisme et de constitution des individus en nations avec celle où sont apparus les Etats centralisés, ce qui fait que les nations, en se développant, ont pris la forme d'Etats. Et comme il n'existait pas d'autres groupes nationaux de quelque importance à l'intérieur de ces Etats, l'oppression nationale y a été inconnue.**

**A l'est de l'Europe, au contraire, la formation des nations et l'abolition du morcellement féodal n'ont pas coïncidé avec la constitution des Etats centralisés. Je veux parler ici de la Hongrie, de l'Autriche, de la Russie. Dans ces pays, le capitalisme ne s'était pas encore développé; tout au plus y prenait-il naissance, alors que les intérêts de la défense contre l'invasion des Turks, des Mongols et d'autres peuples d'Orient exigeaient la formation immédiate d'Etats centralisés, capables de contenir la poussée de l'envahisseur. Par conséquent, à l'est de l'Europe, la formation d'Etats centralisés s'est opérée plus rapidement que la constitution des individus en nations, et c'est pourquoi on a vu s'y former des Etats mixtes, composés de plusieurs peuples non encore constitués en nations, mais déjà réunis en un seul Etat.**

---

. ient des excédents alimentaires à l'impôt en nature et d'appliquer la nouvelle politique économique. A la date du 10 mars, Staline a présenté au Congrès son rapport sur « Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale », et ses thèses ont été prises pour base à l'unanimité, une commission étant chargée de leur rédaction définitive. Le 15 mars, à la séance du soir, Staline a rendu compte des travaux de cette commission. La résolution proposée par lui en son nom a été adoptée à l'unanimité. Le Congrès a condamné les déviations de la ligne du Parti dans la question nationale, le chauvinisme impérialiste (grand-russe) et le nationalisme local, comme nuisibles et dangereuses pour le communisme et l'internationalisme prolétarien. Il a flétri plus particulièrement le chauvinisme impérialiste, celui-ci constituant le danger principal. (Sur le X^e^ Congrès du P.C. (b) R., voir l'*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*, édition française, p. 358-364. On trouvera les résolutions du Congrès dans les *Résolutions et décisions des congrès, conférences et sessions plénières du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique*, 1re partie, 1953, p. 515-572.)

Ainsi, la première période est caractérisée par la naissance des nations à l'aube du capitalisme; à l'ouest de l'Europe apparaissent des Etats purement nationaux, sans oppression nationale, tandis qu'à l'Est apparaissent des Etats multinationaux ayant à leur tête la nation la plus évoluée, tandis que les autres, moins évoluées, sont subordonnées, du point de vue politique d'abord, économique ensuite, à la nation dominante. Ces Etats multinationaux de l'Est ont été la patrie de cette oppression nationale qui a fait surgir les conflits nationaux, les mouvements nationaux, la question nationale et les différentes méthodes pour la résoudre.

La deuxième période, dans l'histoire de l'oppression nationale et des méthodes employées pour la combattre, coïncide avec celle de l'apparition de l'impérialisme en Occident : le capitalisme, en quête de débouchés, de matières premières, de combustible et de main-d'œuvre à bon marché, a engagé la lutte pour exporter les capitaux et s'assurer les grandes voies de communication ferroviaires et maritimes; il déborde le cadre de l'Etat national et étend son territoire aux dépens de ses voisins, proches et éloignés. Durant cette deuxième période, les vieux Etats nationaux d'Occident, — Angleterre, Italie, France, — cessent d'être des Etats nationaux : en s'emparant de territoires nouveaux, ils se transforment en Etats multinationaux, coloniaux; l'oppression nationale et coloniale y sévit ainsi, à l'instar de ce qui existait déjà à l'est de l'Europe. A l'est de l'Europe, cette période est caractérisée par l'éveil et le renforcement des nations assujetties (Tchèques, Polonais, Ukrainiens), phénomènes qui, à la suite de la guerre impérialiste, ont entraîné la dissolution des vieux Etats multinationaux bourgeois et la formation de nouveaux Etats nationaux, asservis à ce qu'on est convenu d'appeler les grandes puissances.

La troisième période est la période soviétique, celle de la destruction du capitalisme et de l'abolition de l'oppression nationale : la question des nations dominantes et assujetties, des colonies et de la métropole, est reléguée aux archives de l'histoire; on voit apparaître, sur le territoire de la R.S.F.S.R., des nations jouissant toutes du même droit de se développer, mais entre qui subsiste une certaine inégalité, explicable historiquement par leur retard économique, politique et culturel. Le fond de cette inégalité nationale, c'est que nous avons hérité, par suite du développement historique, d'une situation telle que l'une des nations, la nation grand-

russe, s'est montrée plus développée que les autres du point de vue politique et industriel. De là une inégalité de fait, qui ne saurait être supprimée en un an, mais qui doit l'être grâce à l'aide économique, politique et culturelle accordée aux nations et groupes ethniques retardataires.

Telles sont les trois périodes de développement de la question nationale, qui marquent le cours de l'histoire.

Les deux premières présentent un trait commun ; les nations subissent l'oppression et l'asservissement, ce qui fait que la lutte nationale se poursuit et la question nationale reste sans solution. Mais il existe aussi une différence entre elles : dans la première période, la question nationale ne sort pas du cadre de chaque Etat multinational et n'intéresse que quelques nations, surtout européennes, alors que dans la seconde, la question nationale, de question intérieure de l'Etat, devient une question internationale, une question de guerre entre les Etats impérialistes pour garder sous leur domination les nationalités tenues en état d'infériorité, pour soumettre à leur influence de nouvelles nationalités et peuplades hors d'Europe.

Ainsi, la question nationale qui, auparavant, n'avait d'importance que dans les pays civilisés, perd durant cette période son caractère isolé et se confond avec la question générale des colonies.

Si la question nationale a évolué et est devenue la question générale des colonies, il ne faut pas y voir l'effet d'un hasard historique. La raison en est d'abord que, pendant la guerre impérialiste, les groupes impérialistes des puissances belligérantes ont dû eux-mêmes faire appel aux colonies, où ils puisaient du matériel humain pour leurs armées. A coup sûr, ce processus, — processus d'appel inévitable des impérialistes aux peuples retardataires des colonies, — ne pouvait manquer d'éveiller ces peuplades et ces nationalités à la libération, à la lutte. Vient ensuite un deuxième facteur d'élargissement de la question nationale, de transformation de ce problème en question générale des colonies, s'étendant au globe entier et y faisant jaillir d'abord les étincelles, puis la flamme du mouvement d'émancipation : il s'agit de la tentative des groupes impérialistes de partager la Turquie et de mettre fin à son existence politique. La Turquie qui est, parmi les peuples musulmans, le pays le plus développé sous le rapport politique, ne pouvait se résigner à cette perspective; elle a levé l'étendard de la lutte et rallié les peuples

d'Orient contre l'impérialisme. Le troisième facteur est l'apparition de la Russie soviétique, dont la lutte contre l'impérialisme a enregistré un certain nombre de succès, et, comme il était naturel, enthousiasmé les peuples opprimés d'Orient, éveillé ces peuples, en les incitant à la lutte, ce qui a permis de créer un front commun des nations opprimées, de l'Irlande aux Indes.

Tels sont les facteurs qui, au deuxième stade de développement de l'oppression nationale, ont abouti à ce résultat que la société bourgeoise, loin de résoudre la question nationale, loin d'établir la paix entre les peuples, a, au contraire, fait jaillir de l'étincelle de la lutte nationale, la grande flamme du combat des peuples opprimés des colonies et semi-colonies contre l'impérialisme mondial.

Le seul régime capable de résoudre la question nationale, autrement dit de créer les conditions d'une coexistence pacifique et d'une collaboration fraternelle des différentes nations et peuplades, est évidemment le régime du pouvoir soviétique, le régime de la dictature du prolétariat.

Est-il besoin de démontrer que l'égalité des nations ne saurait être garantie sous la domination du capital, tant qu'existent la propriété privée des moyens de production et les classes sociales; qu'aussi longtemps que le pouvoir du capital subsistera, que la lutte se poursuivra pour la possession des moyens de production, aucune égalité n'est possible entre les nations, ni aucune collaboration entre les masses laborieuses des différentes nations? L'histoire nous dit que le seul moyen d'en finir avec l'inégalité nationale, le seul moyen d'établir un régime de collaboration fraternelle entre les masses laborieuses des peuples opprimés et non opprimés est d'abolir le capitalisme et d'instaurer le régime soviétique.

Poursuivons. L'histoire a montré que si même certains peuples réussissent à se libérer de leur bourgeoisie nationale aussi bien que de la bourgeoisie « étrangère », c'est-à-dire s'ils instaurent chez eux le régime soviétique, il leur est impossible, tant que l'impérialisme demeure, de subsister séparément et de défendre avec succès leur existence sans le soutien économique et militaire des Républiques soviétiques voisines. L'exemple de la Hongrie montre éloquemment que si les Républiques soviétiques ne s'unissent pas en un Etat, si elles ne se rassemblent pas pour constituer une seule force militaire et économique, il est impossible de résister aux

forces coalisées de l'impérialisme mondial tant sur les fronts militaires que sur les fronts économiques.

La fédération des Républiques soviétiques est cette forme cherchée d'union politique dont la R.S.F.S.R. est la vivante incarnation.

Telles sont, camarades, les prémisses dont j'avais à vous parler afin de pouvoir démontrer la nécessité pour notre Parti de prendre certaines mesures en vue de résoudre la question nationale dans le cadre de la R.S.F.S.R.

Bien que, sous le régime soviétique, il n'y ait plus, en Russie et dans les Républiques qui sont associées à la Russie, ni nations dominantes ni nations sans droits, ni métropole ni colonies, ni exploités ni exploiteurs, la question nationale n'en subsiste pas moins en Russie. Le fond de la question nationale dans la R.S.F.S.R., revient à supprimer le retard de fait (retard économique, politique, culturel) que certaines nations ont hérité du passé, afin de permettre à ces peuples de rattraper la Russie centrale sous le rapport politique, culturel et économique.

Sous l'ancien régime, le pouvoir tsariste ne cherchait pas, et il ne pouvait chercher, à développer une vie d'Etat en Ukraine, en Azerbaïdjan, au Turkestan et dans les autres régions périphériques; il s'opposait au développement de l'idée d'Etat dans ces régions, de même qu'à leur développement culturel, en s'attachant à assimiler de force la population locale.

Poursuivons. L'ancien Etat, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes nous ont laissé en héritage des peuples aussi écrasés que les Kirghiz, les Tchétchènes, les Ossètes, dont les terres étaient colonisées par des éléments cosaques et koulaks de Russie. Ces peuples étaient condamnés à d'incroyables souffrances et à l'extinction.

Poursuivons. La situation de la nation grand-russe, qui était la nation dominante, a laissé des traces d'influences même sur des communistes russes, qui ne savent pas, ou ne désirent pas, aborder de plus près les masses laborieuses de la population locale, comprendre leurs besoins et les aider à sortir de leur état retardataire et de leur manque de culture. J'ai ici en vue les groupes peu nombreux de communistes russes qui, négligeant dans leur travail les particularités du mode de vie et de la culture dans les régions périphériques, dévient parfois vers le chauvinisme impérialiste russe.

Poursuivons. La situation des nationalités non russes qui ont connu l'oppression nationale n'a pas manqué d'exercer. elle aussi, son influence sur les communistes appartenant à la population locale; parfois, ils ne savent pas faire la distinction entre les intérêts de classe des masses laborieuses de leur peuple et les intérêts dits « nationaux ». J'ai ici en vue la déviation vers le nationalisme local que l'on observe parfois dans les rangs des communistes non russes et qui trouve son expression, en Orient par exemple, dans le panislamisme, le panturquisme.

Il faut, enfin, sauver de l'extinction les Kirghiz, les Bachkirs et certaines peuplades montagnardes, les pourvoir des terres dont ils ont besoin, aux dépens des colonisateurs koulaks.

Tels sont les problèmes et les objectifs dont l'ensemble constitue le fond de la question nationale dans notre pays.

Après avoir défini ces objectifs immédiats du Parti dans la question nationale, je voudrais en venir à un problème d'ordre plus général : adapter notre politique communiste dans les régions périphériques aux conditions particulières de la vie économique que nous rencontrons, surtout en Orient.

C'est un fait qu'un certain nombre de nationalités, principalement turkes, — 25 millions d'hommes environ, — n'ont point passé, n'ont pas eu le temps de passer par la période du capitalisme industriel; pour cette raison, elles n'ont pas, ou presque pas, de prolétariat industriel, et elles doivent ainsi passer des formes d'économie primitives au stade de l'économie soviétique sans connaître le capitalisme industriel. Pour mener à bien cette opération difficile, mais nullement impossible, il est nécessaire de tenir compte de toutes les particularités de l'état économique de ces nationalités, et même de leur passé historique, de leurs conditions de vie et de culture. Appliquer sur leur territoire des mesures qui étaient valables et avaient un sens ici, au centre de la Russie, serait inconcevable et dangereux. Il est bien évident que dans l'application de la politique économique de la R.S.F.S.R., il faut absolument tenir compte de toutes les particularités de l'état économique, de la structure sociale et de l'histoire, que nous avons trouvées dans ces régions périphériques. Sans parler de la nécessité d'en finir avec des inepties telles que, par exemple, l'ordre du Narkomprod [1] exigeant la livraison de

1. Commissariat du peuple au Ravitaillement. (*N.T.*)

porcs en Kirghizie, pays où la population musulmane n'a jamais élevé de porcs. Cet exemple montre à quel point on se refuse à tenir compte de conditions particulières d'existence qui pourtant sautent aux yeux du premier voyageur venu.

On vient de me remettre un billet pour me demander de répondre aux articles du camarade Tchitchérine. Camarades, à mon avis, les articles de Tchitchérine, que j'ai lus attentivement, ne sont que littérature. Ils renferment quatre erreurs ou malentendus.

Tout d'abord, le camarade Tchitchérine est enclin à nier l'existence de contradictions entre les Etats impérialistes; il s'exagère l'union internationale des impérialistes et perd de vue, sous-estime les contradictions internes entre les groupes et les Etats impérialistes, contradictions qui existent bel et bien et provoquent la guerre (France, Amérique, Angleterre, Japon, etc.). Il a surestimé l'un des facteurs : l'union des milieux dirigeants impérialistes, et sous-estimé les contradictions à l'intérieur de ce « trust ». Or, ces contradictions existent, et c'est sur elles que se fonde l'activité du commissariat du peuple aux Affaires étrangères.

Le camarade Tchitchérine commet ensuite une autre erreur. Il sous-estime les contradictions qui existent entre les grandes puissances dominantes et les Etats nationaux récemment constitués (Tchécoslovaquie, Pologne, Finlande et autres), qui sont soumis à ces grandes puissances sous le rapport financier et militaire. Le camarade Tchitchérine a complètement perdu de vue que. malgré la subordination de ces Etats nationaux aux grandes puissances, ou plutôt en raison de cette subordination. il existe entre les grandes puissances et ces Etats des contradictions qui ont eu leurs répercussions, par exemple, sur les pourparlers avec la Pologne, l'Estonie, etc. La raison d'être du commissariat du peuple aux Affaires étrangères est justement de tenir compte de toutes ces contradictions, de se fonder sur elles, de louvoyer dans ce cadre. Il est on ne peut plus surprenant que le camarade Tchitchérine ait sous-estimé ce facteur.

La troisième erreur, c'est qu'il parle beaucoup trop de la libre disposition nationale, laquelle est devenue en effet un mot d'ordre creux, utilisé tout à leur aise par les impérialistes. Il est étrange que le camarade Tchitchérine ait oublié que nous avons dit adieu à ce mot d'ordre il y a déjà deux ans. Il ne figure plus dans notre programme. Dans ce programme, il est question non pas de la libre disposition

nationale, mot d'ordre tout à fait vague, mais d'un mot d'ordre plus net et plus précis : celui du droit des peuples à se séparer pour se constituer en Etats. Ce sont là deux choses différentes. Il est singulier que le camarade Tchitchérine ne tienne pas compte de cet élément dans ses articles; aussi toutes les objections qu'il oppose à un mot d'ordre aujourd'hui trop vague sont-elles un coup d'épée dans l'eau : ni mes thèses ni le programme du Parti ne soufflent mot de la « libre disposition ». On n'y parle que du droit des peuples à se séparer pour se constituer en Etats. Mais ce mot d'ordre, dans le moment actuel, alors que le mouvement de libération se déclenche dans les colonies, est pour nous un mot d'ordre révolutionnaire. Pour autant que les Etats soviétiques se groupent en une fédération sur la base d'une adhésion librement consentie, le droit de se séparer reste inutilisé de par la volonté même des peuples qui composent la R.S.F.S.R. Mais pour autant qu'il s'agit de colonies étranglées par l'Angleterre, la France, l'Amérique, le Japon, pour autant qu'il s'agit de pays assujettis comme l'Arabie, la Mésopotamie, la Turquie, l'Hindoustan, c'est-à-dire de pays qui sont des colonies ou des semi-colonies, le mot d'ordre du droit des peuples à se séparer est révolutionnaire; y renoncer, c'est faire le jeu des impérialistes.

Quatrième malentendu : l'absence de directives pratiques dans les articles du camarade Tchitchérine. Ecrire des articles est, certes, facile; mais pour les intituler « Contre les thèses du camarade Staline », il faudrait avancer quelque chose de sérieux, ne fût-ce que des contre-propositions pratiques. Or, je n'ai trouvé là aucune proposition pratique digne d'être prise en considération.

Je termine, camarades. Nous avons abouti aux conclusions suivantes. La société bourgeoise ne s'est pas seulement révélée incapable de résoudre la question nationale; ses tentatives de la « résoudre » l'ont au contraire amplifiée jusqu'à en faire la question coloniale, et la bourgeoisie a formé contre elle-même un front nouveau qui s'étend de l'Irlande à l'Hindoustan. Le seul Etat capable de poser et de résoudre la question nationale est l'Etat qui se fonde sur la propriété collective des moyens et instruments de production : l'Etat soviétique. Dans l'Etat fédératif soviétique, il n'y a plus ni nations opprimées ni nations dominantes, l'oppression nationale est abolie; mais en raison de l'inégalité de fait (culturelle, économique, politique) entre les nations plus civilisées

et celles qui le sont moins, inégalité héritée de l'ancien régime bourgeois, la question nationale revêt une forme qui impose l'étude des mesures propres à faciliter le progrès économique, politique et culturel des masses laborieuses des nations et groupes ethniques retardataires, propres à leur permettre de rattraper la Russie centrale, — et prolétarienne, — qui a pris les devants. De là, les propositions pratiques qui font l'objet de la troisième partie des thèses présentées par moi sur la question nationale. (*Applaudissements.*)

## II. — DISCOURS DE CLOTURE DE LA DISCUSSION.
## (10 mars)

Camarades, ce qu'il y a de plus caractéristique pour ce congrès, à propos de la discussion sur la question nationale, c'est que, partis de déclarations théoriques, nous sommes arrivés, en passant par la nouvelle division administrative de la Russie, à poser le problème pratiquement. Au début de la Révolution d'Octobre, nous nous sommes bornés à proclamer le droit des peuples à se séparer. En 1918 et 1920, nous nous sommes attachés à opérer une nouvelle division administrative de la Russie selon le principe national afin d'aider les masses laborieuses des peuples retardataires à se rapprocher du prolétariat de Russie. Et aujourd'hui, à ce congrès, nous posons sur un terrain purement pratique la question de savoir quelle doit être la politique du Parti à l'égard des masses laborieuses et des éléments petits-bourgeois à l'intérieur des régions autonomes et des républiques indépendantes associées à la Russie. Aussi ai-je été surpris de la déclaration de Zatonski, selon laquelle les thèses qui vous ont été présentées ont un caractère abstrait. J'ai en main ses thèses à lui, qu'il n'a pas soumises, — j'ignore pour quelle raison, — à l'attention du congrès, et je n'ai pu y découvrir une seule proposition d'ordre pratique, littéralement pas une, sauf pourtant celle de remplacer le nom de « R.S.F.S.R. » par l'expression d' « Europe orientale » et d'écrire « russe » ou « grand-russe » au lieu de la formule « de Russie ». Je n'ai trouvé dans ces thèses aucune autre proposition pratique.

Je passe à la question suivante.

Je dois dire que j'attendais davantage des délégués qui ont pris la parole. On compte en Russie vingt-deux régions

périphériques; certaines sont fortement touchées par le développement de l'industrie et ne se distinguent guère de la Russie sous le rapport industriel; d'autres n'ont pas encore passé par le stade du capitalisme et se distinguent profondément de la Russie centrale; d'autres encore sont complètement retardataires. Dans des thèses, il est impossible d'embrasser toute cette diversité des régions périphériques dans tous ses détails concrets. On ne saurait demander à des thèses valables pour l'ensemble du Parti d'avoir un caractère uniquement turkestanais, azerbaïdjanais ou ukrainien. Il faut prendre les traits caractéristiques communs à toutes les régions périphériques et les inclure dans les thèses, en faisant abstraction des détails. Il n'existe pas au monde d'autre méthode pour élaborer des thèses.

Les nations autres que la nation grand-russe doivent être divisées en plusieurs groupes, ainsi que le font les thèses. Les nations non russes comptent environ 65 millions d'hommes. Leur caractéristique à toutes est qu'elles sont en retard sur la Russie centrale quant au développement des institutions d'Etat. Notre mission est de tout faire pour aider ces nations, leurs éléments prolétariens, leurs travailleurs, à développer chez elles les institutions soviétiques dans leur propre langue. Ce trait commun est consigné dans les thèses, dans la partie relative aux mesures pratiques.

Ensuite, si l'on continue à préciser les particularités des régions périphériques, il faudra mettre à part, sur le total d'environ 65 millions de non-Russes, quelque 25 millions d'hommes de population turke, qui n'ont pas passé par le capitalisme. Le camarade Mikoïan a tort de dire que l'Azerbaïdjan est, à certains égards, en avance sur les provinces russes. Il confond évidemment Bakou avec l'Azerbaïdjan. Bakou n'est pas sorti du sein de l'Azerbaïdjan; c'est quelque chose de surajouté, d'en haut, par Nobel, Rothschild, Wishaw et autres. Quant à l'Azerbaïdjan lui-même, c'est le pays des rapports patriarcaux et féodaux les plus retardataires. C'est pourquoi je range l'Azerbaïdjan dans son ensemble dans le groupe des régions périphériques qui n'ont point passé par le capitalisme et auxquelles il est nécessaire d'appliquer des méthodes particulières pour les entraîner sur la voie de l'économie soviétique. C'est ce qui est dit dans les thèses.

Il existe ensuite un troisième groupe qui compte au plus 6 millions d'hommes: ce sont surtout des peuplades d'éleveurs où subsiste le régime du clan et qui ne se livrent pas encore

à la culture du sol. Ce sont principalement les Kirghiz, la partie nord du Turkestan, les Bachkirs, les Tchétchènes, les Ossètes, les Ingouches. Il faut avant tout pourvoir de terre ce groupe de nationalités. On n'a pas donné ici la parole aux Kirghiz et aux Bachkirs, on a clos les débats. Ils en auraient dit encore davantage sur les souffrances qu'endurent la Haute-Bachkirie, la Kirghizie et les Montagnards, qui dépérissent faute de terre. Mais ce qu'a dit à ce sujet Safarov ne concerne qu'un groupe de 6 millions d'individus. Aussi ne saurait-on étendre ses propositions pratiques à toutes les régions périphériques; en effet, pour les autres nationalités non russes, — et elles comptent environ 60 millions d'hommes, — ces amendements n'ont aucune valeur. C'est pourquoi, sans m'opposer à ce que l'on précise, complète et améliore certains points sur la suggestion de Safarov et au sujet de certains groupes de nationalités, je tiens à dire qu'on ne saurait universaliser ces amendements. Ensuite, j'ai une remarque à faire à propos d'un des amendements de Safarov. Il s'y est glissé une phrase sur l' « auto-détermination nationale culturelle » :

> Avant la Révolution d'Octobre, — *y est-il dit*, — les peuples coloniaux et semi-coloniaux des régions périphériques orientales de la Russie étaient privés, du fait de la politique impérialiste, de toute possibilité d'accéder aux conquêtes culturelles de la civilisation capitaliste au moyen de l'auto-détermination nationale culturelle, de l'instruction en langue maternelle, etc.

Je tiens à dire que je ne puis accepter cet amendement, parce qu'il sent le bundisme. C'est une formule toute bundiste que l'auto-détermination nationale culturelle. Il y a beau temps que nous avons dit adieu aux mots d'ordre nébuleux d'auto-détermination; point n'est besoin de les faire revivre. Au surplus, toute cette phrase constitue l'assemblage de mots le plus choquant.

Poursuivons. J'ai reçu un billet prétendant que nous, communistes, implantons artificiellement la nationalité biélorusse. Cela est faux : il existe une nation biélorusse, avec sa langue, différente du russe, et par suite on ne peut faire progresser la culture du peuple biélorusse que dans sa propre langue. On entendait les mêmes propos il y a cinq ans au sujet de l'Ukraine, de la nationalité ukrainienne. Et tout

**récemment encore ne disait-on pas que la République ukrainienne et la nation ukrainienne étaient une invention des Allemands? Il est pourtant clair que la nation ukrainienne existe, et que le devoir des communistes est de développer sa culture. On ne peut aller à l'encontre de l'histoire. Il est évident que si les éléments russes prédominent encore dans les villes d'Ukraine, celles-ci, avec le temps, ne peuvent manquer de s'ukrainiser. Il y a une quarantaine d'années, Riga était une ville allemande; mais comme les villes se développent par l'afflux d'habitants des campagnes et que la campagne est la gardienne de la nationalité, Riga est aujourd'hui une ville purement lettone. Il y a une cinquantaine d'années, toutes les villes de Hongrie avaient un caractère allemand; à l'heure actuelle, elles sont magyarisées. Il en sera de même en Biélorussie, où les non-Biélorusses prédominent encore dans les villes.**

**En conclusion, je propose au congrès d'élire une commission comprenant des représentants des régions et chargée de préciser les propositions pratiques contenues dans les thèses, qui intéressent toutes nos régions périphériques. (*Applaudissements.*)**

***X^e Congrès du Parti communiste (bolchévik) russe. Compte rendu sténographique, Moscou,* 1921.**

# *Lettre à Lénine.*

Camarade Lénine,

DEPUIS trois jours, j'ai pu lire le recueil intitulé *Plan d'électrification de la Russie*[1]. C'est la maladie qui me l'a permis (à quelque chose malheur est bon!). Livre excellent et bien composé. Ebauche magistrale d'un plan d'économie, véritablement *unique* et véritablement *national. sans guillemets.* Tentative marxiste, unique à notre époque, pour donner à la superstructure soviétique d'une Russie économiquement arriérée une base industrielle et technique bien réelle, et la seule possible dans les conditions d'aujourd'hui.

Rappelez-vous le « plan » de Trotski (ses thèses) de l'an dernier pour assure. la « renaissance économique » de la Russie par l'emploi généralisé d'une masse *paysanne* et ouvrière non qualifiée (armée du travail) travaillant parmi les décombres de l'industrie d'avant-guerre. Quelle indigence. quel retard par rapport au plan du *Goelro*[2]! Un artisan médiéval, qui se prend pour un héros d'Ibsen appelé à « sauver » la Russie grâce à l'antique saga... Et que dire des dizaines de « plans uniques », ces balbutiements enfantins d'amateurs novices qui, pour notre honte, paraissent à tout instant dans notre presse... Ou encore, le « réalisme » philistin (en fait, le *manilovisme*) d'un Rykov qui, plongé jus-

---

1. Le recueil *Le Plan d'électrification de la R.S.F.S.R. - Rapport de la Commission d'Etat pour l'électrification de la Russie au VIII^e Congrès des Soviets* a été édité par la section scientifique et technique du Conseil supérieur de l'économie nationale en décembre 1920. (*N.R.*)

2. Commission d'Etat pour l'électrification de la Russie. (*N.T.*)

qu'au cou dans la routine, continue de « critiquer » le *Goelro*...

**Mon avis :**

**1° Ne plus perdre un seul instant en bavardages sur le plan;**

**2° *Entreprendre* sans délai et *pratiquement l'ouvrage;***

**3° Consacrer à cette *mise en œuvre* au moins un tiers de notre travail (deux tiers iront aux besoins « courants »), pour amener hommes et matériaux, remettre en marche les entreprises, répartir la main-d'œuvre, fournir les denrées alimentaires, organiser les bases du ravitaillement et ce ravitaillement lui-même, etc.;**

**4° Etant donné qu'en dépit de toutes leurs excellentes qualités, il manque aux collaborateurs du *Goelro* un certain praticisme bien entendu (on sent, dans les articles, l'impuissance professorale), leur adjoindre absolument, à la Commission du Plan, des hommes de la pratique vivante, qui sachent ce que c'est que « rendre compte de l'exécution ». « exécuter dans les délais fixés », etc.;**

**5° Faire un devoir à la *Pravda*, aux *Izvestia*, et surtout à la *Vie économique*[1] de travailler à vulgariser le « Plan d'électrification », tant en général qu'en ce qui concerne les détails concrets relatifs à telle ou telle branche, sans jamais oublier qu'il n'existe *qu'un seul* « plan économique unique »: le « plan d'électrification », et que tous les autres « plans » ne sont que bavardages futiles et nuisibles.**

Votre STALINE.

Ecrit en mars 1921.
Publié pour la première fois
dans *Staline. Recueil d'articles*
*pour son 50e anniversaire,*
*Moscou-Léningrad*, 1929.

---

1. *Ekonomitcheskaïa Jizn* (*La Vie économique*), organe quotidien des commissariats du peuple et des administrations de la R.S.F.S.R. et de l'U.R.S.S. pour l'économie nationale et les finances (Conseil supérieur de l'Economie nationale, Conseil du Travail et de la Défense, Commission du Plan d'Etat, Banque d'Etat, Commissariat du peuple des Finances, etc.). A paru de novembre 1918 à novembre 1937. (*N.R.*)

# *Comment poser la question nationale.*

**La formulation de la question nationale donnée par les communistes diffère essentiellement de celle qui est chère aux leaders de la IIe Internationale et de l'Internationale II 1/2 [1], aux partis « socialistes », « social-démocrates », menchéviks, socialistes-révolutionnaires et autres de tout acabit.**

**Il importe surtout de noter quatre points essentiels, ceux qui distinguent et caractérisent le mieux la façon nouvelle de poser la question nationale et tracent la ligne de démarcation entre l'ancienne et la nouvelle conception de ce problème.**

***Le premier point*** **est la fusion de la question nationale, problème partiel, avec la question générale de l'affranchissement des colonies, problème d'ensemble. A l'époque de la IIe Internationale, la question nationale se limitait d'ordinaire au cercle étroit des problèmes concernant les seules « nations civilisées ». Les Irlandais, les Tchèques, les Polonais, les Finlandais, les Serbes, les Arméniens, les Juifs et quelques autres nationalités d'Europe : tel est le cercle des nations tenues en état d'infériorité dont le sort intéressait la IIe Inter-**

---

1. ***L'Internationale deux et demi :*** **on appelle ainsi « l'Association ouvrière internationale des partis socialistes » fondée à Vienne en février 1921 par les partis et groupes centristes qui avaient provisoirement quitté la IIe Internationale sous la pression des masses ouvrières révolutionnaires. Tout en critiquant en paroles la IIe Internationale, les leaders de l'Internationale deux et demi (F. Adler, O. Bauer, L. Martov et autres) ont poursuivi en fait une politique opportuniste sur toutes les questions essentielles du mouvement prolétarien et ils se sont efforcés de faire servir l'Association à la lutte contre l'influence croissante des communistes sur les masses ouvrières. En 1923, l'« Internationale deux et demi » a fusionné à nouveau avec la IIe Internationale. (*N.R.*)**

nationale. Les dizaines et les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie et d'Afrique qui subissent l'oppression nationale sous sa forme la plus brutale et la plus féroce, restaient ordinairement hors du champ visuel des « socialistes ». On ne pouvait se résoudre à mettre sur le même pied les blancs et les noirs, les nègres « incultes » et les Irlandais « civilisés », les Indiens « arriérés » et les Polonais « éclairés ». Il était tacitement admis que s'il fallait lutter pour l'affranchissement des nations d'Europe tenues en état d'infériorité, il ne seyait en aucune façon à des « socialistes qui se respectent » de parler sérieusement de l'émancipation des colonies, « indispensables » au « maintien » de la « civilisation ». Ces socialistes, s'il est permis de les appeler ainsi, ne se doutaient même pas que la suppression du joug national en Europe est inconcevable sans la libération des peuples coloniaux d'Asie et d'Afrique du joug impérialiste, que la première est organiquement liée à la seconde. Les communistes ont été les premiers à reconnaître que la question nationale est liée à celle des colonies; ils l'ont prouvé en théorie et ils ont fondé sur ce fait leur pratique révolutionnaire. Ainsi a été détruit le mur qui séparait blancs et noirs, esclaves de l'impérialisme « civilisés » et « incultes ». Cette circonstance a rendu beaucoup plus facile la coordination de la lutte des colonies retardataires avec celle du prolétariat avancé, contre l'ennemi commun, l'impérialisme.

*Le deuxième point* est la substitution au mot d'ordre vague du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, du mot d'ordre révolutionnaire clair : droit des nations et des colonies à se séparer pour former des Etats indépendants. Quand ils parlaient du droit de libre disposition, les leaders de la IIe Internationale, d'ordinaire, ne soufflaient mot du droit de se séparer; le droit de libre disposition était interprété, dans le meilleur des cas, comme le droit à l'autonomie en général. Springer et Bauer, « spécialistes » de la question nationale, en étaient même arrivés à faire du droit de libre disposition le droit des nations opprimées d'Europe à l'autonomie culturelle, ce qui signifie le droit d'avoir ses institutions culturelles, *tout en laissant* la plénitude du pouvoir *politique* (et économique) aux mains de la nation dominante. Autrement dit, le droit de libre disposition des nations tenues en état d'infériorité aboutissait à donner aux nations dominantes le privilège du pouvoir politique, la question de la séparation se trouvant exclue. Kautsky, chef idéologique de la IIe Inter-

nationale, s'est rallié en substance à cette interprétation foncièrement impérialiste du droit de libre disposition, donnée par Springer et Bauer. Rien d'étonnant à ce que les impérialistes aient reconnu les avantages que leur offrait cette particularité du mot d'ordre de libre disposition et qu'ils l'aient repris à leur compte. On sait que la guerre impérialiste, qui avait pour but d'asservir les peuples, a été faite au nom de la libre disposition. C'est ainsi que le mot d'ordre vague de libre disposition est devenu, d'instrument de libération des nations, d'égalité entre elles, un instrument de domestication des nations, de maintien des nations dans la sujétion de l'impérialisme. Le cours des événements dans le monde entier depuis quelques années, la logique de la révolution en Europe, enfin la montée du mouvement de libération dans les colonies imposaient l'abandon de ce mot d'ordre devenu réactionnaire et son remplacement par un autre, par un mot d'ordre révolutionnaire, capable de dissiper, dans les masses laborieuses des nations tenues en état d'infériorité, la méfiance envers les prolétaires des nations dominantes, capables de frayer la voie à l'égalité des nations et à l'unité des travailleurs de ces nations. Ce mot d'ordre, formulé par les communistes, c'est celui du droit des nations et des colonies à se séparer pour se constituer en Etats indépendants. Il a les mérites suivants :

1° il fait disparaître toute raison de suspecter les travailleurs d'une nation donnée de visées annexionnistes à l'égard des travailleurs d'une autre nation: par conséquent, il prépare le terrain pour la confiance mutuelle et l'union librement consentie;

2° il arrache le masque aux impérialistes qui pérorent hypocritement sur le droit de libre disposition, mais cherchent à maintenir dans l'obéissance, à maintenir dans le cadre de leur Etat impérialiste, les peuples tenus en état d'infériorité et les colonies; par là-même il intensifie leur lutte libératrice contre l'impérialisme.

Est-il besoin de démontrer que les ouvriers russes n'auraient pas gagné les sympathies de leurs camarades des autres nationalités, à l'Est et à l'Ouest, s'ils n'avaient proclamé, après la prise du pouvoir, le droit des peuples à se séparer pour se constituer en Etats indépendants, s'ils n'avaient prouvé par des actes leur volonté de mettre en pratique ce droit imprescriptible des peuples, s'ils n'avaient renoncé à

leur « droit », disons, sur la Finlande (1917), s'ils n'avaient ordonné le retrait des troupes du nord de la Perse (1917), s'ils n'avaient renoncé à toute prétention sur une partie de la Mongolie, de la Chine, etc., et ainsi de suite?

Il est non moins certain que si la politique des impérialistes subit ces temps derniers échec sur échec en Orient, bien qu'elle se couvre adroitement du drapeau de la libre disposition, cela tient entre autres au fait qu'elle s'y est heurtée à un mouvement de libération de plus en plus vigoureux, qui s'est développé grâce à une propagande conforme au mot d'ordre du droit des peuples à se séparer pour se constituer en Etats indépendants. Voilà ce que ne comprennent pas les héros de la IIe Internationale et de l'Internationale II 1/2, qui vilipendent avec un beau zèle le « Conseil d'action et de propagande »[1] de Bakou, pour quelques erreurs sans importance qu'il a commises. Mais voilà ce que comprendront tous ceux qui se seront donné la peine d'étudier l'activité de ce « Conseil » depuis un an qu'il existe, et le mouvement de libération des colonies d'Asie et d'Afrique depuis deux ou trois ans.

*Le troisième point* est la mise en évidence de la liaison organique qui existe entre la question nationale et coloniale et celle du pouvoir du Capital, du renversement du capitalisme, de la dictature du prolétariat. A l'époque de la IIe Internationale, la question nationale, rétrécie à l'extrême, était d'ordinaire considérée en elle-même, sans rapport avec la révolution prolétarienne à venir. Il était tacitement admis que la question nationale serait résolue « tout naturellement » avant la révolution prolétarienne par une série de réformes opérées dans le cadre du capitalisme; que la révolution prolétarienne pouvait s'accomplir sans un règlement radical de la question nationale et que, réciproquement, la question nationale pouvait être résolue sans un renversement du pouvoir du Capital, sans et avant la victoire de la révolution prolétarienne. Cette façon de voir, foncièrement impérialiste, se retrouve d'un bout à l'autre des ouvrages connus de Springer et de Bauer sur la question nationale. Mais les dix dernières années ont fait apparaître tout ce qu'il y avait

---

1. Le « Conseil d'action et de propagande des peuples de l'Orient » a été créé par décision du Ier Congrès des peuples de l'Orient, tenu à Bakou en septembre 1920. Il se fixait pour objectif d'appuyer et de coordonner le mouvement de libération en Orient. Il a existé près d'un an. (*N.R.*)

d'erroné, de pourri, dans cette conception de la question nationale. La guerre impérialiste a montré, et la pratique révolutionnaire de ces dernières années a confirmé une fois de plus que :

1° Les questions nationale et coloniale sont inséparables de la question du renversement du pouvoir du Capital;

2° L'impérialisme (forme suprême du capitalisme) ne peut exister sans asservir politiquement et économiquement les nations qu'il tient en état d'infériorité et les colonies;

3° Les nations tenues en état d'infériorité et les colonies ne peuvent être libérées sans le renversement du pouvoir du Capital;

4° La victoire du prolétariat ne peut être durable si les nations tenues en état d'infériorité et les colonies ne sont pas affranchies du joug de l'impérialisme.

Si l'Europe et l'Amérique peuvent être désignées comme le front, le théâtre des batailles principales entre le socialisme et l'impérialisme, les nations tenues en état d'infériorité et les colonies avec leurs matières premières, leur combustible, leurs denrées alimentaires, leurs immenses réserves de matériel humain, doivent être considérées comme l'arrière, la réserve de l'impérialisme. Pour gagner une guerre, il faut non seulement vaincre sur le front, mais encore révolutionner l'arrière de l'ennemi, ses réserves. Aussi la victoire de la révolution prolétarienne mondiale ne peut-elle être tenue pour acquise que si le prolétariat sait coordonner sa lutte révolutionnaire avec le mouvement d'émancipation des masses laborieuses des nations tenues en état d'infériorité et des colonies, contre le pouvoir des impérialistes, pour la dictature du prolétariat. C'est là un « détail » que les leaders de la IIe Internationale et de l'Internationale II 1/2 ont perdu de vue, quand ils ont dissocié la question nationale et coloniale de celle du pouvoir à une époque où la révolution prolétarienne monte en Occident.

*Le quatrième point* est l'introduction dans la question nationale d'un élément nouveau, un élément d'égalisation de fait (et pas seulement de droit) des nations (aide, assistance aux nations retardataires pour qu'elles puissent s'élever jusqu'au niveau culturel et économique de celles qui les ont devancées); c'est là une des conditions nécessaires pour qu'une collaboration fraternelle s'établisse entre les masses laborieuses des différentes nationalités. A l'époque de la

IIe Internationale, on se bornait d'ordinaire à proclamer l'« égalité nationale ». Dans le meilleur des cas, on ne faisait que demander l'application de cette égalité. Mais l'égalité nationale, conquête politique très importante en elle-même, risque de rester une phrase creuse en l'absence de ressources et de possibilités suffisantes pour user de ce droit si important. Il est hors de doute que les masses laborieuses des peuples arriérés ne sont pas en état d'user des droits que leur confère l'« égalité nationale », dans la même mesure que celles des nations avancées : ce legs du passé, impossible à supprimer en un ou deux ans, qu'est le retard (culturel, économique) de certaines nations, se fait sentir. Cela est vrai également en Russie, où un certain nombre de peuples n'ont pas eu le temps de passer par la phase du capitalisme, tandis que d'autres n'y sont même pas entrés et n'ont pas, ou presque pas, de prolétariat; malgré la complète égalité nationale déjà réalisée, les masses laborieuses de ces nationalités ne sont donc pas à même d'user suffisamment des droits qu'elles ont acquis, et cela en raison de leur retard culturel et économique. On le sentira plus encore « au lendemain » de la victoire du prolétariat en Occident, lorsque entreront inévitablement en scène les nombreuses colonies et semi-colonies retardataires qui se trouvent aux degrés de développement les plus divers. Voilà pourquoi le prolétariat des nations avancées, une fois vainqueur, doit prêter son aide, une aide efficace et durable, aux masses laborieuses des nations arriérées dans les domaines culturel et économique, pour les aider à s'élever à un degré supérieur de développement, à rattraper les nations qui ont pris les devants. Sans ce concours, impossible d'organiser, entre les travailleurs des nations et des groupes ethniques divers, cette cohabitation pacifique et cette collaboration fraternelle au sein d'une économie mondiale unique qui sont si nécessaires au triomphe définitif du socialisme.

Mais il suit de là qu'on ne peut s'en tenir à la seule « égalité nationale »; qu'il est nécessaire de passer de l'« égalité nationale » aux mesures propres à assurer l'égalité de fait des nations, à l'élaboration et à l'application de mesures d'ordre pratique pour :

1° Etudier l'état économique, la vie, la culture des nations et groupes ethniques arriérés;

2° Développer leur culture;

**3° Faire leur éducation politique;**

**4° Leur permettre d'accéder de façon graduelle et sans souffrances aux formes supérieures d'économie;**

**5° Organiser la collaboration économique des travailleurs des nations arriérées et avancées.**

**Tels sont les cinq points essentiels qui caractérisent la façon nouvelle dont l s communistes russes posent la question nationale.**

**2 mai 1921.**

***Pravda* [*La Vérité*], *n°* 98, 8 *mai* 1921.**
**Signé : *J. Staline*.**

# *Salutations au Premier Congrès des femmes de la République des Montagnards*[1].

**TRANSMETTEZ mon salut fraternel au Premier Congrès des travailleuses de la République des Montagnards[2]. Je regrette profondément que la maladie m'empêche d'assister à votre Congrès.**

**Camarades femmes du pays des Montagnards! Il n'est pas, dans l'histoire de l'humanité, un seul mouvement de libération digne de ce nom auquel les femmes n'aient pris une part directe, car chaque pas que la classe opprimée fait vers sa libération allège en même temps la condition de la femme. Au mouvement d'émancipation des esclaves dans l'antiquité, de même qu'à celui des serfs dans les temps modernes, ont**

---

1. Le Ier Congrès des travailleuses de la République socialiste soviétique des Montagnards s'est tenu du 16 au 18 juin 1921 à Vladicaucase *. Cent cinquante-deux déléguées y participaient : Tchétchènes, Ossètes, Tatares, Kabardiennes, Balkares et autres, venues des localités montagnardes les plus éloignées. Le Congrès a étudié les questions suivantes : la situation économique et juridique des femmes de l'Orient autrefois et aujourd'hui; les industries artisanales et le rôle qu'y jouent les femmes de la montagne; l'instruction publique et la femme d'Orient; il a entendu un rapport sur la protection de la mère et de l'enfant, etc. La dépêche de Staline a été lue le 18 juin, à la séance du soir, et le Congrès lui a adressé un télégramme de salutations. (*N.R.*)

* Aujourd'hui, Ordjonikidzé. (*N.T.*)

2. La République socialiste soviétique autonome des Montagnards a été constituée en vertu d'un décret du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. en date du 20 janvier 1921. Elle comprenait au début les circonscriptions de Tchétchénie, de Nazran, de Vladicaucase, de Kabardie, de Balkarie et de Karatchaev. De 1921 à 1924, un certain nombre de régions nationales autonomes se sont détachées successivement de la R.S.S.A. des Montagnards, et elle a été dissoute par un décret du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. en date du 7 juillet 1924. (*N.R.*)

participé non seulement des hommes, mais aussi des femmes, combattantes et martyres, qui ont scellé de leur sang leur dévouement à la cause des travailleurs. Enfin, l'actuel mouvement d'émancipation du prolétariat, — le plus profond et le plus puissant de tous les mouvements de libération qu'ait connus l'humanité, — a produit non seulement des héroïnes et des martyres, mais aussi le mouvement socialiste de masse des millions de travailleuses qui luttent victorieusement sous l'étendard commun du prolétariat.

A côté de ce puissant mouvement des travailleuses, le mouvement libéral des intellectuelles bourgeoises n'est qu'un jeu d'enfants, un simple passe-temps.

Je suis certain que le Congrès des femmes de la République des Montagnards accomplira son travail sous les plis du drapeau rouge.

STALINE.

17 juin 1921.

*Bulletin du Ier Congrès des travailleuses de l'Est de la République socialiste soviétique des Montagnards, Vladicaucase.*

# *La stratégie et la tactique politiques des communistes russes.*

*(Ebauche d'une brochure)*

## 1

## DEFINITION DES TERMES ET OBJET DE NOTRE ETUDE.

1) *Les limites d'action de la stratégie et de la tactique politiques; leur champ d'application.* Si l'on reconnaît que le mouvement du prolétariat présente deux aspects, l'un objectif, l'autre subjectif, le champ d'action de la stratégie et de la tactique se trouve sans aucun doute limité au côté subjectif du mouvement. Le côté *objectif*, ce sont les processus de développement qui se déroulent en dehors et autour du prolétariat, indépendamment de sa volonté et de celle de son parti, processus qui, en dernière analyse, déterminent le développement de toute la société. Le côté *subjectif*, ce sont les processus qui se déroulent au sein du prolétariat, en reflétant dans sa conscience les processus objectifs, et qui accélèrent ou ralentissent le cours de ces derniers, mais sans les déterminer.

2) *La théorie* du marxisme, qui étudie au premier chef les processus objectifs dans leur développement et leur dépérissement, détermine la tendance du développement, indique la classe ou les classes qui montent inéluctablement au pouvoir ou celles qui tombent et ne peuvent manquer de tomber.

3) *Le programme* du marxisme, en se fondant sur les conclusions de la théorie, détermine l'objectif du mouvement de la classe montante, en l'espèce le prolétariat, pour une certaine période du développement du capitalisme ou pour toute la période capitaliste (programme minimum et programme maximum).

4) *La stratégie*, en s'inspirant des indications du programme et en s'appuyant sur le décompte des forces aux prises, forces intérieures (nationales) et internationales, détermine *la voie générale*, *la direction générale* que le mouvement révolutionnaire du prolétariat doit suivre pour obtenir les meilleurs résultats, étant donné le rapport des forces tel qu'il se dessine et qu'il évolue. Elle trace en conséquence un schéma de la répartition des forces du prolétariat et de ses alliés sur le front social (*dispositif général*). Ne pas confondre « le tracé d'un schéma de la répartition des forces » avec le travail (concret et pratique) de répartition, de distribution des forces, effectué par la stratégie et la tactique réunies. Cela ne signifie pas que la stratégie se borne à déterminer la route à suivre et à tracer le schéma de la répartition des forces combattantes dans le camp du prolétariat; au contraire, elle dirige le combat et rectifie la tactique courante pour toute la période où s'opère un tournant, en mettant judicieusement en œuvre les réserves dont elle dispose et en manœuvrant pour appuyer la tactique.

5) *La tactique*, en s'inspirant des indications de la stratégie et de l'expérience du mouvement révolutionnaire tant dans le pays considéré que dans les pays voisins, en tenant compte à tout moment de l'état des forces à la fois dans le camp de l'adversaire et du côté du prolétariat et de ses alliés (plus ou moins haut degré de culture, d'organisation, de conscience, existence de telles ou telles traditions, telles ou telles formes de mouvement et d'organisation, *fondamentales* et *subsidiaires*), en mettant à profit tout ce qui peut clocher dans le camp de l'adversaire et tout désordre qui peut s'y produire, trace les *voies concrètes* qui permettront de gagner les larges masses au prolétariat révolutionnaire et de les amener aux positions de combat sur le front social (en application du schéma de la répartition des forces qui a été établi conformément au plan stratégique) et qui prépareront de la manière la plus sûre le succès de la stratégie. Elle formule ou modifie en conséquence les mots d'ordre et les directives du Parti.

6) *La stratégie* change au moment des tournants, des revirements historiques; elle embrasse la période allant d'un tournant (d'un revirement) à un autre; c'est pourquoi elle dirige le mouvement vers un objectif général qui englobe les intérêts du prolétariat pour toute la période considérée; elle

vise à *gagner la guerre* des classes qui remplit toute cette période; aussi reste-t-elle invariable pendant cette période.

*La tactique*, en revanche, est déterminée par les flux et les reflux qui résultent du tournant considéré, de la période stratégique considérée; par le rapport des forces aux prises; par les formes de la lutte (du mouvement); par *le rythme* du mouvement; par l'aspect du champ de bataille à chaque instant, dans chaque secteur; et comme ces facteurs changent avec le lieu et le temps au cours de la période qui s'étend d'un tournant à l'autre, la tactique, qui englobe non pas toute la guerre, mais seulement ses batailles isolées, d'où résulte le gain ou la perte de la guerre, change (peut changer) plusieurs fois au cours de la période stratégique. Cette dernière est plus longue que la période tactique. La tactique est subordonnée à la stratégie. D'une façon générale, les succès tactiques préparent ceux de la stratégie. La tactique a pour mission de conduire la masse au combat, de formuler les mots d'ordre et d'amener les masses sur les positions nouvelles de telle manière que la lutte aboutisse à ce que l'on gagne la guerre, c'est-à-dire au succès stratégique. Mais il est des circonstances où le succès tactique compromet ou éloigne le succès stratégique, auxquels cas on doit négliger les succès tactiques.

Un exemple : notre agitation parmi les ouvriers et les soldats contre la guerre, sous Kérenski, au début de 1917, a été sans aucun doute un échec tactique, puisque la masse chassait nos orateurs de la tribune, les rouait de coups, parfois les mettait en pièces; loin de venir au Parti, la masse s'en écartait. Mais malgré son insuccès tactique, cette agitation rapprochait l'heure d'un grand succès stratégique; en effet, les masses ont compris rapidement le bien-fondé de notre agitation contre la guerre et, par la suite, leur ralliement au Parti en a été accéléré et facilité.

Ou encore : quand l'Internationale communiste exige que l'on se délimite par rapport aux réformistes et aux centristes en application des 21 conditions[1], cela entraîne sans aucun doute un désavantage d'ordre tactique, puisque l'on diminue sciemment le nombre des « partisans » de l'Internationale communiste et que l'on affaiblit celle-ci pour un temps. Mais cette exigence comporte un grand avantage stratégique, étant donné qu'elle débarrasse l'Internationale communiste d'élé-

1. Il s'agit des vingt et une conditions d'admission à l'Internationale communiste, adoptées par le IIe Congrès de l'Internationale communiste le 6 août 1920. (*N.R.*)

ments peu sûrs, ce qui sans aucun doute consolidera cette organisation, renforcera sa cohésion interne, c'est-à-dire sa puissance générale.

7) *Mot d'ordre d'agitation* et mot d'ordre *d'action*. Il ne faut pas confondre l'un et l'autre, cela serait dangereux. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets! » était un mot d'ordre *d'agitation* d'avril à octobre 1917; il est devenu un mot d'ordre *d'action* en octobre, quand le Comité central du Parti eut décidé, au début de ce mois (le 10/X), de « prendre le pouvoir ». Le groupe de Bagdatiev, lors de sa manifestation d'avril à Pétrograd, avait pratiqué cette confusion des mots d'ordre.

8) *La directive* (générale) est un appel direct à agir *à un moment et sur un point déterminés*. appel qui a force de loi pour le Parti. Si le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets! » avait un caractère *de propagande* au début d'avril (« Thèses »[1]), il est devenu en juin un mot d'ordre *d'agitation*, et en octobre (10/X) un mot d'ordre *d'action*, puis à la fin d'octobre une *directive* expresse. Je parle ici de la directive générale pour l'ensemble du Parti, étant bien entendu qu'il doit y avoir encore des directives locales qui prolongent la directive générale.

9) *Les hésitations de la petite bourgeoisie*, surtout lors de l'aggravation des crises politiques (en Allemagne, au moment des élections au Reichstag; en Russie, pendant la période de Kérenski, en avril, juin, août et, toujours en Russie, au moment de Cronstadt en 1921[2]) doivent être soigneusement étudiées, utilisées, prises en considération, mais il serait dangereux, funeste à la cause du prolétariat, de s'y plier. Elles ne doivent pas conduire à modifier les mots d'ordre d'agitation; mais il est possible, et parfois nécessaire, de modifier ou de différer telle ou telle *directive*, peut-être même un mot d'ordre (*d'action*). Changer de tactique « dans les vingt-quatre heures », c'est justement changer de *directive*, ou même de *mot d'ordre d'action*, mais non de mot d'ordre d'agitation (voir l'ajournement de la manifestation du 9 juin 1917 et autres faits semblables).

---

1. Il s'agit des « Thèses d'avril » de LÉNINE : « Les tâches du prolétariat dans la révolution actuelle » (voir *Œuvres* [en russe], 4e édition, tome XXIV, p. 1-7). (*N.R.*)

2. Le soulèvement contre-révolutionnaire de Cronstadt a eu lieu en mars 1921. (Voir l'*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.* [édition française], p. 353-354.) (*N.R.*)

**10) L'art du *stratège* et du *tacticien* consiste à transformer judicieusement et à point nommé le mot d'ordre d'agitation en un mot d'ordre d'action, et à couler non moins judicieusement et à point nommé le mot d'ordre d'action dans le moule de *directives* concrètes.**

## II

## LES TOURNANTS HISTORIQUES DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA RUSSIE.

**1) *Le tournant de* 1904-1905 (la guerre *russo-japonaise* a révélé toute la fragilité de l'autocratie, d'une part, la puissance du mouvement prolétarien et paysan, d'autre part) et l'ouvrage *Deux Tactiques*[1] de *Lénine*, comme plan stratégique des marxistes correspondant à ce tournant. Tournant vers la révolution démocratique bourgeoise (*telle est l'essence du tournant*). Non pas maquignonnage de la bourgeoisie libérale avec le tsarisme sous l'hégémonie des cadets, mais révolution démocratique bourgeoise sous l'hégémonie du prolétariat. (*Telle est l'essence du plan stratégique*). Ce plan partait de l'idée que la révolution démocratique bourgeoise de Russie impulserait le mouvement socialiste en Occident, y déclencherait la révolution et faciliterait le passage de la Russie de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste (voir aussi les procès-verbaux du III^e^ Congrès du Parti, les discours de Lénine au Congrès[2], ainsi que l'analyse de la notion de dictature tant au Congrès que dans la brochure *La Victoire des cadets*[3]). *Nécessité de tenir compte des forces aux prises, tant intérieures qu'internationales, et d'une façon générale, d'analyser l'économie et la politique de la période du tournant.* La révolution de Février a clos cette période en réalisant les deux tiers au moins du plan stratégique exposé dans *Deux Tactiques*.**

**2) *Le tournant de février-mars* 1917 *vers la révolution soviétique* (la guerre impérialiste, en balayant le régime autocratique, a révélé la faillite complète du capitalisme et fait**

---

1. LÉNINE : *Deux Tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (voir *Œuvres* [en russe], 4^e^ édition, tome IX, p. 1-19). (*N.R.*)

2. Voir LÉNINE : *Œuvres* [en russe], 4^e^ édition, tome VIII. (*N.R.*)

3. LÉNINE : *La Victoire des cadets et les tâches du Parti ouvrier* (voir *Œuvres* [en russe], 4^e^ édition, tome X, p. 175-250). (*N.R.*)

apparaître l'inéluctabilité directe de la révolution socialiste comme seule issue de la crise).

Différence entre la « glorieuse » révolution de *Février* accomplie par le peuple, la bourgeoisie et le capital anglo-français (au point de vue international, *cette* révolution-*là*, en donnant le pouvoir aux cadets, n'a apporté aucune modification sérieuse à la situation, du fait qu'elle était un prolongement de la politique du capital anglo-français) et la Révolution d'Octobre, qui a tout renversé.

*Les « Thèses » de Lénine* comme plan stratégique correspondant au nouveau tournant. La dictature du prolétariat comme issue. Ce plan part de l'idée que

> *nous commencerons la révolution socialiste en Russie, nous renverserons notre propre bourgeoisie, nous déclencherons ainsi la révolution en Occident, après quoi les camarades d'Occident nous aideront à mener notre révolution à bonne fin.*

Nécessité d'analyser l'économie et la politique, intérieure et internationale, en cette période de tournant (période de « dualité du pouvoir », combinaisons de la coalition gouvernementale, le kornilovisme comme présage de la mort du kérenskisme, l'effervescence dans les pays d'Occident en raison du mécontentement provoqué par la guerre).

3) *Le tournant d'octobre* 1917 (tournant non seulement de l'histoire russe, mais aussi de l'histoire *universelle*); l'établissement de la dictature du prolétariat en Russie (octobre-novembre-décembre 1917 et première moitié de 1918), *en tant que percée du front social international contre l'impérialisme mondial, entraînant un tournant vers la liquidation du capitalisme et l'établissement du régime socialiste à l'échelle mondiale*, et ère où la guerre civile se substitue à la guerre impérialiste (décret sur la paix, décret sur la terre, décret sur les nationalités, publication des traités secrets, programme de travail constructif, discours de *Lénine* au II[e] Congrès des Soviets [1], brochure *de Lénine : La Tâche du pouvoir des Soviets* [2], édification économique).

---

1. Voir LÉNINE : *Œuvres* [en russe], 4[e] édition, tome XXVI, p. 217-229. (*N.R.*)

2. Il s'agit de la brochure de Lénine : *Les Tâches immédiates du pouvoir des Soviets* (voir *Œuvres* [en russe], 4[e] édition, tome XXVII, p. 207-246). (*N.R.*)

***Analyser à fond la différence qui existe entre la stratégie et la tactique du communisme quand il n'est pas au pouvoir, qu'il est dans l'opposition, et sa stratégie et sa tactique quand il est au pouvoir.***

Situation internationale : la guerre qui se poursuit entre les deux cliques impérialistes, condition favorable (après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk) à l'existence et au développement du pouvoir des Soviets en Russie.

4) *L'orientation vers les opérations militaires contre les interventionnistes* (*été* 1918 - *fin* 1920); elle débute après une courte période d'édification pacifique, c'est-à-dire après la paix de Brest-Litovsk. Cette orientation s'est dessinée après la paix de Brest-Litovsk, qui traduisait la faiblesse militaire de la Russie soviétique et soulignait la nécessité de créer en Russie une Armée rouge, comme rempart principal de la Révolution soviétique. Action des Tchécoslovaques; les troupes de l'Entente occupent Mourmansk, Arkhangelsk, Vladivostok, Bakou; déclaration de guerre de l'Entente à la Russie soviétique : tout cela a déterminé définitivement *le tournant de l'édification pacifique déjà commencée vers les opérations militaires, vers la défense du foyer de la révolution mondiale contre les attaques des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur.* (Discours de *Lénine* sur la paix de Brest-Litovsk, etc.) Puisque la révolution sociale se fait attendre et que nous nous trouvons livrés à nous-mêmes, surtout après l'occupation des régions précitées, qui n'a pas soulevé de protestations sérieuses de la part des prolétaires d'Occident, nous sommes obligés de conclure l'odieuse paix de Brest-Litovsk afin d'obtenir un répit pour organiser notre Armée rouge et défendre par nos propres moyens la République des Soviets.

« *Tout pour le front, tout pour la défense de la République!* » *D'où la création du Conseil de la Défense*, etc. C'est une période de guerre, et elle marque de son empreinte toute la vie intérieure et extérieure de la Russie.

5) *L'orientation vers l'édification pacifique à partir du début* de 1921, après la débâcle de Wrangel; paix avec un certain nombre d'Etats bourgeois, traité avec l'Angleterre, etc.

La guerre est terminée, mais comme les socialistes d'Occident ne sont pas encore en mesure de nous aider à relever notre économie et que nous sommes entourés, sur le plan économique, d'Etats bourgeois plus développés industriellement, nous sommes contraints d'accorder des concessions, de conclure des accords commerciaux avec certains Etats bour-

geois et, avec différents groupes capitalistes, des accords sur l'octroi de concessions; dans ce secteur (économique) également, nous sommes abandonnés à nous-mêmes, obligés de nous débrouiller. *Tout pour le relèvement de l'économie nationale!* (Voir les discours de *Lénine* et les brochures que l'on sait.) Transformation du Conseil de la Défense en Conseil du Travail et de la Défense.

6) Les étapes du développement du Parti avant 1917 :

a) *Constitution du noyau principal, surtout du groupe de l'« Iskra »* et ainsi de suite. Lutte contre l'économisme. Le Credo [1].

b) *Formation des cadres du Parti*, en tant qu'assise du futur parti ouvrier à l'échelle de toute la Russie (1895-1903). Le II[e] Congrès du Parti.

c) *Déploiement des cadres en un parti ouvrier* et renforcement de ce dernier par l'afflux de nouveaux militants mobilisés au fur et à mesure du mouvement prolétarien (1903-1904). Le III[e] Congrès du Parti.

d) *Lutte des menchéviks contre les cadres du Parti, pour la dissolution de ce dernier au sein de la masse sans-parti* (le « congrès ouvrier ») et lutte des bolchéviks pour la conservation des cadres du Parti, dépositaires de l'esprit de parti. Le Congrès de Londres et la défaite des partisans du « Congrès ouvrier ».

e) *Liquidateurs et défenseurs du parti illégal*. La défaite des liquidateurs (1908-1910).

f) De 1908 à 1916 inclusivement. *Période où s'associent les formes légales et illégales* du travail et croissance des organisations du Parti dans tous les domaines.

7) Le Parti communiste est en quelque sorte, au sein de l'Etat soviétique, un Ordre de chevaliers porte-glaive, dirigeant les organismes de cet Etat et inspirant leur activité.

Importance de la *vieille garde* au sein de cet ordre puissant. *Renforts amenés à la vieille garde* grâce aux militants nouveaux qui se sont aguerris depuis trois ou quatre ans.

Lénine avait-il raison de soutenir *une lutte intransigeante contre les conciliateurs?* Oui, puisque, sans cela, le Parti se serait dilué et n'aurait constitué, au lieu d'un organisme, qu'un conglomérat d'éléments hétérogènes; il n'aurait pas

---

1. Le Credo, manifeste du groupe des « économistes ». (Voir LÉNINE : « Protestation des social-démocrates de Russie », *Œuvres* [en russe], 4[e] édition, tome IV, p. 149-163.) (*N.R.*)

connu cette unité et cette cohésion internes, cette discipline sans exemple et cette souplesse sans précédent sans lesquelles ni lui-même, ni le pouvoir des Soviets dont il assume la direction, n'auraient pu résister à l'impérialisme mondial. « *Le Parti se fortifie en s'épurant* », disait justement Lassalle. La qualité d'abord, la quantité ensuite.

8) L'utilité ou l'inutilité du Parti du prolétariat et son rôle. Le Parti est le corps de commandement et l'état-major du prolétariat, dont il dirige toutes les formes de lutte dans tous les secteurs sans exception, dont il combine les différentes formes de lutte en un tout. Prétendre que le Parti communiste est inutile, revient à dire que le prolétariat peut combattre sans un état-major, sans un noyau dirigeant, qui étudie spécialement les conditions de la lutte et en mette au point les méthodes; autant affirmer qu'on se bat mieux sans état-major qu'avec un état-major, ce qui est une stupidité.

## III. QUESTIONS.

1) *Le rôle de l'autocratie avant et après la guerre russo-japonaise.* La guerre russo-japonaise a révélé toute la pourriture et la faiblesse de l'autocratie russe. Le succès de la grève générale politique d'octobre 1905 a mis cette faiblesse en pleine lumière (le colosse aux pieds d'argile). Poursuivons : 1905 a non seulement révélé la faiblesse de l'autocratie, la débilité de la bourgeoisie libérale et la puissance du prolétariat russe, mais démenti aussi l'opinion qui avait cours jusque-là, selon laquelle l'autocratie russe servait de gendarme à l'Europe, était *assez forte pour servir* de gendarme à l'Europe. Les faits ont montré que l'autocratie russe était même incapable de venir à bout de sa propre classe ouvrière sans l'aide du capital européen. Tant que la classe ouvrière de Russie sommeillait et que la paysannerie russe ne bougeait pas, conservait sa foi dans le petit père le tsar, l'autocratie russe pouvait en effet servir de gendarme à l'Europe; mais 1905, et tout d'abord la fusillade du 9 janvier 1905, ont réveillé le prolétariat russe, tandis que le mouvement agraire de cette même année ébranlait la foi du moujik dans le tsar. Dès lors, le centre de gravité de la contre-révolution européenne est passé des gros propriétaires fonciers russes aux banquiers impérialistes anglo-français. Les social-démocrates allemands qui ont cherché en 1914 à justifier leur trahison

**du prolétariat en invoquant le caractère progressiste d'une guerre contre l'autocratie russe, gendarme de l'Europe. jouaient à la vérité d'une ombre du passé, par tromperie bien entendu, puisque les vrais gendarmes de l'Europe, ceux qui disposaient de forces et de moyens suffisants pour servir de gendarmes, étaient non à Pétrograd, mais à Berlin, à Paris et à Londres.**

**Dès lors, il est devenu évident pour tous que l'Europe apportait à la Russie non seulement le socialisme, mais aussi la contre-révolution sous la forme des emprunts tsaristes, etc.. alors que la Russie apportait à l'Europe. outre ses émigrés politiques. la révolution. (En tout cas, c'est la Russie qui a fait connaître à l'Europe, en 1905, la grève générale comme moyen de lutte du prolétariat.)**

**2) A propos de la « *maturité du fruit* ». Comment déterminer le moment où les explosions révolutionnaires vont éclater?**

**Quand peut-on dire que « le fruit est mûr », que la période préparatoire est terminée et que l'on peut passer à l'action?**

**— *a*) Quand l'esprit révolutionnaire des masses bouillonne et déborde à travers le pays et que nos *mots d'ordre d'action* et nos *directives* retardent sur le mouvement des masses (voir « Pour la participation à la Douma » de *Lénine*. la période qui précéda octobre 1905); que nous avons du mal à retenir la masse et que parfois nous n'y arrivons pas, par exemple lors de la manifestation des ouvriers de Poutilov et des soldats mitrailleurs en juillet 1917 (voir aussi LÉNINE : *La Maladie infantile...* [1]);**

**— *b*) Quand l'incertitude et la confusion, la décomposition et la désagrégation ont atteint leur point culminant dans le camp adverse; que le nombre des transfuges et des déserteurs de camp augmente non de jour en jour, mais d'heure en heure; que les éléments dits neutres, toute cette masse de millions de petits bourgeois des villes et des campagnes, commencent à se détourner manifestement de l'adversaire (autocratie ou bourgeoisie) et recherchent l'alliance du prolétariat; que. par suite. l'appareil administratif de l'ennemi, et avec lui l'appareil de répression cessent de fonc-**

---

1. LÉNINE : *La Maladie infantile du communisme* (*le « gauchisme »*) (voir *Œuvres* [en russe], 4e édition, tome XXXI, p. 1-97). Edition française aux Editions sociales, Paris. (*N.R.*)

tionner, sont paralysés, réduits à l'impuissance, etc., ouvrant ainsi la voie à la prise du pouvoir par le prolétariat;

— *c*)Quand il y a entre ces deux facteurs (points *a* et *b*) coïncidence chronologique, ce qui est généralement le cas.

Certains pensent qu'il suffit de constater le processus *objectif* de dépérissement de la classe au pouvoir pour commencer l'attaque. Mais c'est une erreur. Il est indispensable en outre de préparer les conditions *subjectives* nécessaires au succès de l'attaque. La stratégie et la tactique ont précisément pour tâche d'adapter judicieusement et sans retard le travail de préparation des conditions subjectives de l'attaque aux processus objectifs de dépérissement du pouvoir de la classe dominante.

3) *Le choix de l'heure.* Le choix de l'heure, dans la mesure où le moment de frapper est bien choisi par le Parti et non imposé par les événements, suppose deux conditions en vue d'un résultat favorable : *a*) que « le fruit soit mûr »; *b*) qu'un événement, un acte gouvernemental frappant, ou une action spontanée de caractère local fournisse une *raison valable*, compréhensible aux larges masses, de déclencher, de commencer l'offensive. Si ces deux conditions ne sont pas observées, il se peut que l'offensive déclenchée, loin d'être le point de départ d'attaques générales de plus en plus amples et vigoureuses contre l'adversaire, loin d'aboutir à un coup foudroyant (ce qui est, à proprement parler, le sens et le but d'un choix correct du moment), dégénère en un putsch ridicule, que le gouvernement, l'adversaire en général, accueillera avec joie et exploitera pour rehausser son prestige, et devienne le prétexte, le point de départ d'une défaite ou, en tout cas, d'une démoralisation du Parti. Ainsi, la proposition faite par une partie du Comité central de mettre en état d'arrestation les membres de la Conférence démocratique [1], proposition rejetée par le Comité central parce qu'elle

1. La Conférence démocratique s'est tenue du 14 au 22 septembre 1917 à Pétrograd. Elle avait été convoquée par les leaders menchéviks et socialistes-révolutionnaires du Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie et du Comité exécutif des Soviets des députés paysans, et elle réunissait des représentants des partis socialistes, des Soviets conciliateurs, des syndicats, des zemstvos, des milieux commerciaux et industriels et des formations militaires. Elle a désigné un Préparlement (Conseil provisoire de la République), organisme consultatif auprès du Gouvernement provisoire. Les conciliateurs espéraient parvenir, grâce au Préparlement, à arrêter la révolution, à détourner le pays de la voie de la révolution soviétique et à l'engager dans celle d'un développement constitutionnel bourgeois. (*N.R.*)

ne satisfaisait pas (ne satisfaisait *d'aucune manière*) à la seconde condition (voir plus haut), était malheureuse quant au choix du moment.

Il faut en général prendre garde que le premier coup porté (choix du moment) ne se transforme en un putsch; on doit par conséquent observer strictement les deux conditions ci-dessus.

4) *L'« épreuve de force »*. Il arrive que le Parti, qui a effectué le travail de préparation des actions décisives et croit avoir accumulé des réserves suffisantes, juge opportun d'engager une action d'essai, de mettre à l'épreuve les forces de l'adversaire et de vérifier si les siennes sont prêtes au combat; cette épreuve de force est ou bien entreprise par le Parti de propos délibéré, à un moment choisi par lui (manifestation fixée au 10 juin 1917, puis décommandée et remplacée par celle du 18 juin), ou bien imposée par la situation, par une action prématurée de l'adversaire, bref par quelque événement imprévu (coup de force de Kornilov en août 1917 et riposte du Parti communiste jouant le rôle d'une excellente épreuve de force). Ne pas confondre l'« épreuve de force » avec la simple manifestation, comme celle du 1er mai : l'épreuve de force ne saurait en effet se définir comme un simple *dénombrement des forces*; sans conteste, par son importance et ses résultats éventuels, elle est plus qu'une simple manifestation, tout en étant moins qu'un soulèvement; elle se situe entre la manifestation et le soulèvement ou la grève générale. Si les conditions sont favorables, elle peut se transformer en un premier coup porté (choix du moment), en un soulèvement (action de notre Parti à la fin d'octobre); si les conditions sont défavorables, elle peut placer le Parti devant la menace directe d'une défaite (manifestation des 3-4 juin 1917). C'est pourquoi le moment le plus opportun pour une « épreuve de force » est celui où « le fruit est mûr », où le camp adverse est suffisamment démoralisé, où le Parti a massé certaines réserves; bref, où il est prêt à l'offensive, où il n'a pas peur de voir l'épreuve de force se transformer par l'effet des circonstances en un premier coup, et par la suite en une offensive générale contre l'adversaire. Lorsqu'il engage une épreuve de force, le Parti doit être prêt à tout.

5) *Le « dénombrement des forces »*. C'est une simple manifestation, qui peut se produire en toute circonstance, ou presque (par exemple, manifestation du 1er mai, avec ou sans grève). Si le dénombrement des forces intervient non à la

veille d'une explosion, mais dans une période plus ou moins « tranquille », il se terminera, dans le pire des cas, par une escarmouche avec la police ou la troupe, sans dommages graves ni pour le Parti ni pour l'adversaire. S'il se produit dans l'atmosphère surchauffée qui précède les explosions, il peut entraîner prématurément le Parti dans une collision décisive avec l'adversaire; et si le Parti est encore faible, s'il n'est pas préparé à cette collision, l'adversaire peut mettre à profit le « dénombrement des forces » pour écraser celles du prolétariat (de là, en septembre 1917, les appels répétés du Parti à « ne pas se laisser provoquer »). Aussi faut-il n'employer qu'avec beaucoup de prudence la méthode du dénombrement des forces dans une atmosphère de crise révolutionnaire déjà mûre et ne pas oublier que si le Parti est faible, cette méthode peut permettre à l'adversaire d'écraser le prolétariat ou, tout au moins, de l'affaiblir gravement. Si, au contraire, le Parti est prêt au combat, si l'adversaire est manifestement démoralisé, il faut se garder de laisser échapper l'occasion et passer du « dénombrement des forces » à l'« épreuve de force » (à supposer que les conditions y soient favorables : que « le fruit soit mûr », et ainsi de suite), pour déclencher ensuite l'assaut général.

6) *La tactique de l'offensive* (tactique des guerres de libération, quand le prolétariat a déjà pris le pouvoir).

7) *La tactique du repli en bon ordre*. Comment se replier avec habileté devant un adversaire notoirement supérieur en forces afin de sauver sinon le gros de l'armée, du moins les cadres (voir LÉNINE : *La Maladie infantile...*). Comment nous nous replions les derniers, par exemple, lors du boycottage de la Douma de Witte et Doubassov. Différence entre la tactique du repli et la « tactique » de la fuite (comparez les menchéviks).

8) *La tactique de la défensive*, indispensable pour pré .. ver les cadres et accumuler des forces en prévision des combats à venir. Elle fait au Parti un devoir de prendre position sur tous les terrains de lutte sans exception, de tenir prêtes toutes les armes, c'est-à-dire toutes les formes d'organisation, sans en négliger une seule, même la plus insignifiante en apparence, car nul ne sait d'avance sur quel terrain se livrera la première bataille et quelle forme de mouvement ou d'organisation fournira le point de départ et l'arme efficace aux mains du prolétariat lorsque commenceront les combats décisifs. En d'autres termes, en prévision des combats décisifs,

dans la période de défensive et d'accumulation des forces, le Parti doit se ferrer à glace. *En prévision* des combats... Mais cela ne signifie pas que le Parti doive attendre les bras croisés, en se transformant en un observateur impuissant, en dégénérant d'un parti de révolution (s'il est dans l'opposition) en un parti d'attentisme; non, il doit, dans cette période, éviter le combat, le refuser, *s'il* n'a pas accumulé des forces suffisantes ou si la situation lui est défavorable; *mais il ne doit négliger*, bien entendu en cas de conditions favorables, *aucune occasion* d'imposer le combat à l'adversaire lorsque le combat lui est désavantageux, de tenir l'adversaire constamment en haleine, de désorganiser pas à pas et de démoraliser ses forces, d'exercer pas à pas les forces du prolétariat dans des combats qui concernent les intérêts quotidiens de ce dernier, et d'accroître ainsi ses propres forces.

C'est seulement dans ces conditions que la défense pourra être une défense réellement *active* et que le Parti sera à même de conserver tous les caractères d'un vrai *parti d'action*, au lieu d'un parti plongé dans l'attentisme contemplatif; qu'il ne laissera pas passer ou échapper le moment des actions décisives; qu'il ne sera pas surpris par les événements. Ce qui est arrivé à Kautsky et à consorts, qui ont laissé passer le moment de la révolution prolétarienne en Occident du fait de leur tactique de « sage » attentisme contemplatif et de leur passivité plus « sage » encore, est un avertissement direct. Ou encore : ce qui est arrivé aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires, qui ont laissé échapper le pouvoir du fait de leur tactique d'éternelle expectative dans les questions de la paix et de la terre, doit aussi servir d'avertissement. Mais il est clair, d'autre part, qu'il ne faut pas abuser de la tactique de la défense active, de la tactique d'action : en effet, on risque alors de voir la tactique d'actions révolutionnaires du Parti communiste devenir une tactique de gymnastique « révolutionnaire », c'est-à-dire une tactique qui n'aboutit ni à accumuler les énergies du prolétariat, ni à renforcer sa combativité, ni à hâter par conséquent la révolution, mais à disperser les forces du prolétariat, à affaiblir sa combativité, donc à retarder la révolution.

9) *Les principes généraux de la stratégie et de la tactique communistes*. Ces principes sont au nombre de trois :

*a*) prendre pour base cette conclusion de la théorie marxiste, confirmée par la pratique révolutionnaire, que dans les Etats capitalistes, le prolétariat est la seule classe révolu-

tionnaire jusqu'au bout, la seule qui ait intérêt à voir l'humanité totalement libérée du capitalisme et qui soit appelée de ce fait à prendre la tête des masses opprimées et exploitées dans la lutte pour le renversement du capitalisme; c'est pourquoi il faut orienter tout le travail de façon à assurer la dictature du prolétariat;

*b*) prendre pour base cette conclusion de la théorie marxiste, confirmée par la pratique révolutionnaire, que *la stratégie et la tactique du Parti communiste de n'importe quel pays* ne peuvent se définir correctement que si on ne les confine pas dans le cadre des intérêts de « son » pays, de « sa » patrie, de « son » prolétariat : il faut, au contraire, que tout en tenant compte des conditions et de la situation de ce pays particulier, elles placent au premier plan les intérêts du prolétariat international, les intérêts de la révolution dans les autres pays; autrement dit, qu'elles soit essentiellement, profondément internationalistes; qu'elles fassent « le maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays *pour* le développement, le soutien, l'éveil de la révolution *dans tous les pays* » (voir *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, de LÉNINE [1]);

c) prendre pour point de départ la répudiation de tout doctrinarisme (de droite ou de gauche) quand il s'agit de changer de stratégie et de tactique, d'élaborer des plans stratégiques nouveaux, une tactique nouvelle (Kautsky, Axelrod, Bogdanov, Boukharine); la répudiation de la méthode contemplative, de la méthode des citations et des parallèles historiques, des plans artificiels et des formules desséchées (Axelrod, Plékhanov); l'idée qu'il faut être debout, et non pas « couché » sur la plate-forme du marxisme, « changer le monde » au lieu de « se contenter de l'expliquer », diriger le prolétariat et être l'expression consciente du processus inconscient, au lieu de « contempler le derrière du prolétariat » et d'être à la remorque des événements (voir « Spontanéité et conscience » de *Lénine* [2] et le passage bien connu du *Manifeste communiste* de *Marx* [3] où il est dit que les commu-

---

1. LÉNINE : *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (voir *Œuvres* [en russe], 4e édition, tome XXVIII, p. 207-302). (*N.R.*)

2. Allusion au livre de LÉNINE : *Que faire?* (voir *Œuvres* [en russe], 4e édition, tome V, p. 319-494). En français dans LÉNINE : *Œuvres choisies*, tome I, 1re partie, Editions en langues étrangères, Moscou, 1953. (*N.R.*)

3. Voir K. MARX et Fr. ENGELS : *le Manifeste du Parti communiste*, p. 41, Editions sociales, Paris, 1951. (*N.R.*)

nistes constituent la partie la plus clairvoyante du prolétariat et celle qui va de l'avant).

Illustrer chacun de ces principes à l'aide de faits tirés de l'expérience du mouvement révolutionnaire de Russie et d'Occident, *notamment le second et le troisième.*

10) *Objectifs :*

a) *Gagner au communisme l'avant-garde du prolétariat* (c'est-à-dire grouper des cadres, créer un Parti communiste, élaborer le programme, les principes de la tactique). L'éducation, principale forme d'activité.

b) *Gagner à la cause de l'avant-garde les larges masses ouvrières et, en général, laborieuses* (amener les masses sur des positions de combat). Principale forme d'activité : l'action pratique des masses comme prélude aux combats décisifs.

11) *Règles :*

a) *Prendre possession de toutes les formes d'organisation du prolétariat et de toutes les formes* (terrains) *de mouvement, de lutte, sans exception.* (Formes du mouvement : parlementaires et extra-parlementaires, légales et illégales.)

b) *Apprendre à s'adopter au changement rapide des formes du mouvement*, ou à compléter certaines formes par d'autres; apprendre à *combiner* les formes légales et illégales, les formes parlementaires et extra-parlementaires (exemple : passage rapide des bolchéviks des formes légales aux formes illégales en juillet 1917, combinaison du mouvement extra-parlementaire et de l'action à la Douma lors des événements de la Léna).

12) *La stratégie et tactique du Parti communiste avant et après la prise du pouvoir.* Quatre particularités :

a) *Le trait le plus important* de la situation qui s'est créée depuis la Révolution d'Octobre, en Europe en général et en Russie en particulier, c'est *la percée du front social international* (à la suite de la victoire remportée sur la bourgeoisie russe) *dans le secteur* de Russie, percée opérée par le prolétariat de Russie (*rupture* avec l'impérialisme, *publication* des traités secrets, guerre civile substituée à la guerre impérialiste, appel aux soldats pour qu'ils fraternisent, appel aux ouvriers pour qu'ils se soulèvent contre leurs gouvernements). Cette percée a inauguré *un tournant de l'histoire mondiale*, en mettant directement en péril tout l'édifice de l'impérialisme international et en modifiant radicalement le rapport des forces en Occident en faveur de la classe ouvrière d'Europe. Cela signifie que le prolétariat russe et son Parti,

de force *nationale* qu'ils étaient, sont devenus une force *internationale*, et que l'ancien objectif : renverser sa bourgeoisie nationale, a été remplacé par un objectif nouveau : renverser la bourgeoisie internationale. Comme la bourgeoisie internationale, consciente du danger mortel qui la menace, s'est assigné pour objectif immédiat de *colmater la brèche russe* en concentrant toutes ses forces disponibles (réserves) contre la Russie soviétique, celle-ci n'a pu faire autrement que de concentrer toutes ses forces pour sa défense, elle a dû soutenir le choc principal de la bourgeoisie internationale. Tout cela a grandement facilité la lutte des prolétaires d'Occident contre leur propre bourgeoisie et décuplé leur sympathie pour le prolétariat russe, *combattant d'avant-garde du prolétariat international*.

Ainsi, l'accomplissement de cette mission : le renversement de la bourgeoisie dans un pays, a posé un nouvel objectif : la lutte à l'échelle internationale, la lutte sur un autre plan, la lutte de l'Etat prolétarien contre les Etats capitalistes qui lui sont hostiles, ce qui a fait du prolétariat russe, — qui n'était jusque-là qu'un des détachements du prolétariat international, — le détachement avancé, l'avant-garde du prolétariat international.

Ainsi, cet objectif : déclencher en Occident la révolution pour se faciliter à soi-même, c'est-à-dire à la Russie, la poursuite jusqu'au bout de sa révolution, d'un simple vœu qu'il était, est devenu l'objectif du jour, à caractère purement pratique. Ce changement qu'Octobre a produit dans les rapports (surtout dans les rapports internationaux) est *entièrement* son œuvre. La révolution de Février n'avait nullement affecté les rapports internationaux.

b) *Le second trait important* de la situation qui s'est créée en Russie depuis Octobre, c'est le changement intervenu dans le rôle du prolétariat et aussi de son Parti de Russie. Auparavant, avant Octobre, le principal souci du prolétariat consistait à organiser toutes les forces combattantes pour renverser la bourgeoisie; autrement dit, sa mission avait un caractère essentiellement critique et destructeur. Maintenant, depuis Octobre, la bourgeoisie n'étant plus au pouvoir et l'Etat étant devenu prolétarien, l'ancien objectif a disparu; il a fait place à *un objectif nouveau : organiser tous les travailleurs de Russie* (paysannerie, artisans, intellectuels, groupes ethniques retardataires de la R.S.F.S.R.), d'une part, *pour édifier la nouvelle Russie des Soviets*, son appareil éco-

nomique et militaire, et, d'autre part, pour mater la résistance de la bourgeoisie renversée, mais pas encore totalement vaincue [1].

c) A la suite des modifications survenues dans la situation du prolétariat à l'intérieur de la Russie et conformément au nouveau problème, *la politique du prolétariat à l'égard des groupes bourgeois et petits-bourgeois*, et des couches de la population russe, *s'est modifiée, elle aussi.* Auparavant (à la veille du renversement de la bourgeoisie), le prolétariat repoussait les accords particuliers avec des groupes bourgeois, puisqu'une telle politique aurait renforcé la bourgeoisie alors au pouvoir; maintenant, au contraire, le prolétariat est pour des accords particuliers, puisqu'ils renforcent son pouvoir, désagrègent la bourgeoisie, permettent au prolétariat d'attirer, de gagner plus facilement certains de ses groupes. Différence entre le « *réformisme* » et la *politique des accords particuliers* (le premier rejette absolument la méthode des actions révolutionnaires, la seconde, non; et quand elle est appliquée par des révolutionnaires, elle procède de la méthode révolutionnaire; le premier est plus étroit, la seconde plus large. (Voir « réformisme » et « politique d'accords ».)

d) A la suite du développement prodigieux des forces et des ressources du prolétariat et du Parti communiste, *l'ampleur du travail stratégique incombant au Parti communiste a augmenté.* Auparavant la stratégie du Parti communiste se bornait à dresser un plan stratégique, à manœuvrer en adoptant les différentes formes de mouvement et d'organisation du prolétariat, les diverses revendications du mouvement (mots d'ordre) par la mise en avant des uns et le retrait des autres, à recourir aux maigres réserves constituées par les contradictions entre les différentes classes, réserves qui, en général, se situaient dans un cadre étroit et n'offraient qu'une possibilité d'utilisation restreinte en raison de la faiblesse du Parti; maintenant, depuis Octobre, 1° *les réserves se sont accrues* (contradictions entre les groupes sociaux de Russie, contradictions entre les classes et les nationalités des Etats qui entourent notre pays, contradictions entre ces Etats, révolution socialiste grandissante en Occident, mouvement révolu-

---

1. En liaison avec ces faits, certaines formes anciennes du mouvement : grèves, soulèvements, etc., ont disparu, tandis que le caractère et les formes (fonctions) de l'organisation de la classe ouvrière (Parti, Soviets, syndicats, coopératives, institutions culturelles et éducatives) se modifiaient en conséquence.

tionnaire grandissant en Orient et d'une façon générale dans les colonies, etc.);

2° *les moyens et les possibilités de manœuvre se sont multipliés* (les anciens moyens sont complétés par d'autres, par exemple, l'activité diplomatique, l'établissement de rapports plus solides aussi bien avec le mouvement socialiste d'Occident qu'avec le mouvement révolutionnaire d'Orient);

3° *de nouvelles et plus larges possibilités d'utiliser les réserves se sont fait jour* par suite de la force et des ressources accrues du prolétariat, qui est devenu en Russie *le facteur politique dominant*, qui possède ses forces armées et qui, sur le plan international, constitue l'avant-garde du mouvement révolutionnaire mondial.

13) *A part :* a) la question du *rythme* du mouvement et de son rôle *dans* la détermination de la stratégie et de la tactique; b) la question du *réformisme*, de la politique *d'accords* et de leurs rapports.

14) *Le « réformisme »* (« politique de conciliation »), « *la politique d'accords* » et « *les accords particuliers* » sont *trois choses différentes* (parler séparément de chacune d'elles). Les *accords* conclus par les menchéviks sont inacceptables parce qu'ils procèdent du *réformisme*, c'est-à-dire de *la répudiation de l'action révolutionnaire*, alors que les *accords* conclus par les bolchéviks procèdent des besoins de cette même action. C'est pourquoi, chez les menchéviks, les accords se transforment en un système, en une *politique d'accords*, alors que les bolchéviks sont uniquement pour des accords particuliers, concrets, sans en faire une politique d'accords spéciale.

15) *Trois périodes dans le développement du Parti communiste de Russie :*

a) *la période de formation de l'avant-garde (c'est-à-dire du Parti) du prolétariat, la période de rassemblement des cadres du Parti* (dans cette période, le Parti est *faible*; il a un programme, des principes généraux de tactique, mais comme parti d'actions de masse, *il est faible*);

b) *la période de la lutte révolutionnaire de masse* sous la direction du Parti communiste. Dans cette période, le Parti se transforme, *d'une organisation se livrant à l'agitation de masse*, en une organisation dirigeant des actions de masse: la période *préparatoire* fait place à la période *des actions révolutionnaires:*

c) *la période qui suit la prise du pouvoir, après la transformation du Parti communiste en parti de gouvernement.*

16) ***La force*** **politique** ***de la révolution prolétarienne en Russie*** **provient de ce que la révolution agraire de la paysannerie (renversement du féodalisme) s'y est déroulée** ***sous la direction du prolétariat*** **(et non de la bourgeoisie); que** ***par conséquent*** **la révolution démocratique bourgeoise a servi de prologue à la révolution prolétarienne; que** ***la liaison*** **entre les éléments travailleurs de la paysannerie et le prolétariat, ainsi que** ***l'appui*** **apporté aux premiers par le second, ont été non seulement assurée au point de vue politique, mais encore consolidée sur le plan de l'organisation par les Soviets, ce qui a gagné au prolétariat la sympathie de l'immense majorité de la population (*peu importe*, pour cette raison, que le prolétariat ne soit pas la majorité dans le pays).**

***La faiblesse des révolutions prolétariennes d'Europe*** **(du continent) provient de ce que** ***cette*** **liaison-*là*** **et** ***cet*** **appui-*là*** **de la campagne manquent au prolétariat; la paysannerie** ***s'y est libérée*** **du féodalisme sous la direction de la bourgeoisie (et non du prolétariat, faible à l'époque), ce qui, étant donné l'indifférence de la social-démocratie pour les intérêts de la campagne, a assuré pour longtemps à la bourgeoisie la sympathie de la majorité des paysans [1].**

**Juillet 1921.**

***Publié pour la première fois.***

---

1. L'auteur a utilisé cette ébauche pour sa brochure *Des principes du léninisme*, parue en 1924, que l'on trouvera au tome VI des *Œuvres* de Staline. La première partie de l'ébauche a été utilisée pour l'article « A propos de la stratégie et de la tactique des communistes russes », publié en 1923 et inclus dans le présent volume, tandis que certaines de ses thèses ont été utilisées pour l'article « Le Parti avant et après la prise du pouvoir », paru en août 1921, qui est également inclus dans ce volume. (*N.R.*)

# *Les tâches immédiates du communisme en Géorgie et en Transcaucasie.*

**Rapport présenté à l'assemblée générale de l'organisation de Tiflis du Parti communiste de Géorgie [1], le 6 juillet 1921**

CAMARADES, le comité de votre organisation m'a chargé de rapporter devant vous sur les tâches immédiates du communisme en Géorgie.

Ces tâches sont des questions de tactique. Mais pour définir la tactique d'un parti, et qui plus est d'un parti de gouvernement, il faut avant tout tenir compte de la situation générale dans laquelle se trouve ce parti et que l'on ne peut négliger. Quelle est donc cette situation?

Il n'est guère besoin de démontrer que depuis le début de la guerre civile, le monde s'est divisé en deux camps oppo-

---

1. Venant de Naltchik (où il était en traitement), Staline arriva à Tiflis à la fin de juin 1921 pour participer aux travaux de la session plénière du Bureau caucasien du Comité central du P.C. (b) R., élargie aux représentants des organisations locales du Parti et des syndicats. La réunion dura du 2 au 7 juillet : on y discuta les principales questions économiques et politiques relatives à l'organisation des républiques soviétiques de Transcaucasie. Dans la résolution qui fut adoptée sur le rapport consacré à la situation politique et qui avait été élaborée sous la direction de Staline, la session définit les tâches des communistes de Transcaucasie et porta un coup décisif aux fauteurs de déviations nationalistes. Elle institua une commission chargée de coordonner l'activité économique des républiques soviétiques de Transcaucasie, examina la situation qui s'était créée sur le chemin de fer de Transcaucasie, les questions relatives à la circulation fiduciaire dans les républiques soviétiques de Transcaucasie, à l'autonomie du Nagorno-Karabakh, à l'Adjarie, à la situation en Abkhazie, etc. Le 6 juillet, à l'assemblée générale de l'organisation du Parti de Tiflis, Staline présenta un rapport sur « Les tâches immédiates du communisme en Géorgie et en Transcaucasie », qui fut publié dans le nº 108 du journal *Pravda Grouzii* (*La Vérité de Géorgie*), le 13 juillet 1921, et édité la même année en brochure par le Bureau caucasien du Comité central du P.C. (b) R. (*N.R.*)

sés, le camp de l'impérialisme ayant à sa tête l'Entente, et le camp du socialisme ayant à sa tête la Russie soviétique; que dans le premier se trouvent tous les Etats capitalistes de tout acabit, « démocratiques » et menchéviks, et dans le second, les Etats soviétiques, parmi lesquels la Géorgie. Le trait principal de la situation où les pays soviétiques sont aujourd'hui placés, c'est que la période de lutte armée entre les deux camps s'est terminée par une trêve de plus ou moins longue durée; que la période de guerre a fait place pour les républiques soviétiques à une période d'organisation pacifique de l'économie. Auparavant, durant la période militaire, pour ainsi dire, le mot d'ordre général des républiques soviétiques était : « Tout pour la guerre! »: elles constituaient en effet un camp assiégé, bloqué par les Etats impérialistes. Durant cette période, l'énergie du Parti communiste a été entièrement consacrée à mobiliser toutes les forces vives pour former l'Armée rouge, à renforcer le front pour la lutte armée contre l'impérialisme. Inutile de dire que le Parti ne pouvait alors concentrer son attention sur l'organisation de l'économie. On peut dire sans exagération qu'au cours de cette période, les pays soviétiques bornaient leur activité économique à développer l'industrie de guerre et à assurer tant bien que mal la marche de certains secteurs de l'économie nationale ayant, eux aussi, rapport à la guerre. Telle est la raison exacte du délabrement économique légué par la période de guerre aux Etats soviétiques.

Maintenant que nous sommes entrés dans une période nouvelle, celle de l'organisation de l'économie, que nous sommes passés de la guerre au travail pacifique, l'ancien mot d'ordre : « Tout pour la guerre! » fait naturellement place à un autre : « Tout pour l'économie nationale! » Cette période nouvelle fait aux communistes un devoir de jeter toutes leurs forces sur le front de l'économie, dans l'industrie, l'agriculture, le ravitaillement, les coopératives, les transports et ainsi de suite. Sinon, impossible de triompher du délabrement économique.

Si la période de guerre a produit des types de communistes militaires, spécialistes du ravitaillement, de la mise sur pied des troupes, de la conduite des opérations et ainsi de suite, le Parti communiste doit désormais se préoccuper de former pour la période nouvelle, celle de l'édification de l'économie, — et cela en entraînant les larges masses à l'œuvre de renaissance économique, — un type nouveau de

communistes spécialistes des problèmes économiques, des militants pour l'industrie, l'agriculture, les transports, les coopératives, etc.

Mais en intensifiant leur effort pour développer l'économie, les communistes doivent absolument tenir compte de deux circonstances très importantes, qui sont un legs du passé : 1° l'existence autour des pays soviétiques d'Etats bourgeois hautement développés sous le rapport industriel: 2° l'existence d'une nombreuse petite bourgeoisie paysanne à l'intérieur des Etats soviétiques.

En effet, l'histoire a voulu que le pouvoir des Soviets triomphe non dans les pays les plus développés, mais dans des pays relativement moins évolués au point de vue capitaliste. Elle a montré que dans des pays tels que la Russie, où le capitalisme est relativement jeune, le prolétariat fort et concentré, la bourgeoisie nationale faible, il est bien plus facile de renverser la bourgeoisie que dans les pays capitalistes classiques, comme l'Allemagne, l'Angleterre et la France, où le capitalisme existe depuis des siècles et où la bourgeoisie a pu devenir la principale force dirigeante de toute la vie sociale.

Quand la dictature du prolétariat sera instaurée dans des pays comme l'Allemagne et l'Angleterre, il y sera sans nul doute plus facile de poursuivre et de mener à son terme la révolution socialiste, autrement dit, plus facile d'organiser une économie socialiste, l'industrie y étant plus développée, les moyens techniques plus abondants, le prolétariat relativement plus nombreux que dans les pays soviétiques d'aujourd'hui. Mais, pour le moment, nous sommes placés devant le fait suivant : d'une part, dictature du prolétariat dans des pays dont l'industrie est moins développée et où il existe une classe nombreuse de petits producteurs marchands (paysans) et, d'autre part, dictature de la bourgeoisie dans des pays dont l'industrie est plus développée et où le prolétariat forme une classe nombreuse. Il serait déraisonnable et inconsidéré de fermer les yeux sur ce fait.

Etant donné que les pays soviétiques possèdent des sources abondantes de matières premières et de combustibles, alors que les pays bourgeois industriellement développés en manquent, il n'est pas douteux que certains groupes capitalistes des Etats bourgeois ont intérêt à s'entendre avec les Etats soviétiques afin d'y exploiter les sources de matières premières et de combustibles sous certaines conditions,

D'autre part, étant donné qu'à l'intérieur des Etats soviétiques, la classe des petits producteurs (paysannerie) a besoin d'articles industriels (tissus, machines agricoles), il ne fait aucun doute qu'elle a, elle aussi, intérêt à s'entendre avec le pouvoir prolétarien de son pays afin de recevoir ces articles par voie d'échange (contre des produits agricoles).

De son côté, le pouvoir des Soviets a également intérêt à s'entendre provisoirement tant avec certains groupes capitalistes des pays étrangers qu'avec la classe des petits producteurs marchands de son propre pays, puisque, sans nul doute, une entente de ce genre hâtera et facilitera le relèvement des forces productives ruinées par la guerre, ainsi que l'électrification, base technique et industrielle de la future économie socialiste.

Ces circonstances imposent aux communistes des Etats soviétiques une politique d'accords temporaires avec certains groupes capitalistes d'Occident (pour tirer parti de leurs capitaux et de leurs moyens techniques) aussi bien qu'avec la petite bourgeoisie de leur propre pays (pour recevoir d'elle les matières premières et les denrées alimentaires indispensables).

Certains pourront dire que cette tactique d'accords avec la bourgeoisie sent le menchévisme, les menchéviks pratiquant dans leur action une tactique d'accords avec la bourgeoisie. Mais cette opinion est fausse. Entre la tactique d'entente avec certains groupes bourgeois recommandée aujourd'hui par les communistes, et la tactique menchévik d'entente avec la bourgeoisie, il y a un abîme. Les menchéviks proposent d'ordinaire un accord avec la bourgeoisie lorsque les capitalistes sont au pouvoir et que, pour consolider leur puissance et corrompre le prolétariat, ils sont disposés à accorder d'en haut à certaines fractions de celui-ci quelques « réformes », d'infimes concessions. Un accord de ce genre est nuisible au prolétariat et avantageux à la bourgeoisie, puisqu'il n'affaiblit pas, mais renforce le pouvoir de la seconde, sème la dissension dans les rangs du premier et le divise. C'est pourquoi les bolchéviks se sont opposés et s'opposeront toujours à la tactique menchévik d'accords avec la bourgeoisie au pouvoir. C'est pourquoi ils considèrent les menchéviks comme les propagateurs de l'influence bourgeoise au sein du prolétariat.

La tactique d'accords proposée par les bolchéviks et contraire à celle des menchéviks présente un tout autre caractère. puisqu'elle suppose une situation entièrement différente le

prolétariat, et non plus la bourgeoisie, étant au pouvoir : dès lors, un accord conclu par certains groupes bourgeois avec le pouvoir prolétarien doit avoir inévitablement pour effet, d'une part, de renforcer le pouvoir prolétarien et, d'autre part, de désintégrer la bourgeoisie et de gagner certains de ses groupes. Il faut seulement que le prolétariat ait solidement en main le pouvoir qu'il a conquis, et sache faire servir les ressources et les connaissances de ces groupes bourgeois à la renaissance économique du pays.

Vous voyez que cette tactique est aussi éloignée de celle des menchéviks que le ciel l'est de la terre.

Ainsi donc, jeter toutes les forces vives sur le front de l'économie en utilisant, grâce à des accords, certains groupes bourgeois, leurs ressources, leurs connaissances, leur expérience en matière d'organisation, dans l'intérêt de la renaissance économique du pays : telle est la première tâche immédiate dictée par la situation générale aux communistes des pays soviétiques, y compris les communistes géorgiens.

Mais il ne suffit pas de tenir compte de la situation générale pour déterminer la tactique de chaque pays soviétique, dans le cas présent celle de la Géorgie soviétique. Pour définir la tactique des communistes de chaque pays soviétique pris à part, il faut encore tenir compte des conditions d'existence particulières, concrètes, de ces pays. Quelles sont donc les conditions d'existence particulières, concrètes, de la Géorgie soviétique, au milieu desquelles doit agir le Parti communiste de Géorgie?

On peut sans aucun doute constater quelques faits qui caractérisent ces conditions.

En premier lieu, il n'est pas douteux que, compte tenu de l'hostilité absolue des Etats capitalistes à l'égard des pays soviétiques, une existence totalement isolée de la Géorgie soviétique, comme de n'importe quel autre pays soviétique, est inconcevable, tant au point de vue militaire qu'au point de vue du développement économique. Si les Etats soviétiques ne s'appuient pas mutuellement sous le double rapport militaire et économique, leur développement est impensable.

En second lieu, il est clair que la Géorgie, qui manque de denrées alimentaires, a besoin du blé russe, qu'elle doit nécessairement y recourir.

En troisième lieu, la Géorgie, qui n'a pas de combustible liquide, a évidemment besoin pour ses transports et son

industrie des produits pétroliers d'Azerbaïdjan; elle ne peut s'en passer.

En quatrième lieu, il ne fait non plus aucun doute que la Géorgie, qui manque de produits d'exportation, a besoin que la Russie l'aide de son or pour couvrir le déficit de sa balance commerciale.

On ne saurait enfin négliger les particularités de la composition nationale de la population en Géorgie : elle compte un fort pourcentage d'Arméniens, et à Tiflis, capitale du pays, ceux-ci constituent même la moitié environ des habitants; ce qui, sans nul doute, fait un devoir à la Géorgie, quelle que soit la forme du gouvernement, mais tout particulièrement sous le régime soviétique, de vivre tant avec les Arméniens de Géorgie qu'avec l'Arménie dans un état de paix absolue et en collaboration fraternelle.

Est-il besoin de démontrer que toutes ces conditions concrètes, et bien d'autres analogues, font un devoir à la Géorgie soviétique, comme à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan soviétiques, de réaliser une certaine unité de l'activité économique, une certaine coordination de leur effort économique, pour, disons, développer les transports, établir un front commun sur les marchés extérieurs, organiser des travaux de bonification du sol (irrigation, drainage), et ainsi de suite? Sans parler de la nécessité d'un soutien mutuel et d'un contact, non seulement entre les républiques soviétiques indépendantes de Transcaucasie, mais aussi entre elles et la Russie soviétique au cas où il faudrait se défendre contre des agressions du dehors. Tout cela est évident et indiscutable. Si j'ai parlé quand même de ces vérités banales, c'est que certaines circonstances, apparues depuis deux ou trois ans, font obstacle à cette union, menacent de faire échouer toute tentative de la réaliser. Je veux parler du nationalisme, — géorgien, arménien, azerbaïdjanais, — qui s'est terriblement renforcé depuis quelques années dans les républiques de Transcaucasie et freine l'œuvre d'union.

Je me rappelle les années 1905-1917, où l'on constatait, chez les ouvriers, et en général chez les travailleurs des différentes nationalités de Transcaucasie, une solidarité fraternelle totale; alors, les ouvriers arméniens, géorgiens, azerbaïdjanais et russes, fraternellement unis, formaient une grande famille socialiste. Mais cette fois, à mon arrivée à Tiflis, j'ai été frappé par l'absence de cette ancienne solidarité entre ouvriers des différentes nationalités de Transcaucasie. Le nationalisme

s'est développé chez les ouvriers et les paysans; il règne à l'égard des camarades des autres nationalités une méfiance renforcée : nationalisme anti-arménien, anti-tatar, anti-géorgien, anti-russe et tous autres, en veux-tu en voilà! Les liens anciens de confiance fraternelle sont rompus ou, du moins, très affaiblis. Il est évident que les trois années de gouvernements nationalistes en Géorgie (menchéviks), en Azerbaïdjan (Moussavatistes [1]), en Arménie (Dachnaks [2]) n'ont pas été sans laisser de traces. Par leur politique nationaliste, par l'action qu'ils ont déployée parmi les travailleurs dans un esprit de nationalisme agressif, ces gouvernements nationalistes ont abouti à ceci que chacun de ces petits pays s'est trouvé encerclé par une atmosphère nationaliste hostile, qui privait la Géorgie et l'Arménie du blé russe et du pétrole azerbaïdjanais, l'Azerbaïdjan et la Russie des marchandises transitant par Batoum. Sans parler des conflits armés (guerre entre la Géorgie et l'Arménie), des massacres (arméno-tatares), résultats naturels d'une politique nationaliste, rien d'étonnant à ce que, dans cette atmosphère infectée de nationalisme, les vieilles attaches internationalistes se soient rompues et que la conscience des ouvriers ait été intoxiquée par le poison du nationalisme. Et comme les survivances de ce nationalisme n'ont pas encore disparu chez les ouvriers, cette circonstance (le nationalisme) représente le plus grand obstacle à l'unité d'effort économique (et militaire) des républiques soviétiques de Transcaucasie. Or, j'ai déjà dit que, sans cette unité, le progrès économique des républiques soviétiques de Transcaucasie, et notamment de la Géorgie soviétique, est inconcevable. Aussi les communistes de Géorgie

---

1. Moussavatistes, ou parti « Moussavat » : parti nationaliste de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers d'Azerbaïdjan, formé en 1912. Pendant la Révolution d'Octobre et la guerre civile, ce fut la principale force contre-révolutionnaire en Azerbaïdjan. Appuyés par les interventionnistes turcs, puis anglais, les moussavatistes sont restés au pouvoir en Azerbaïdjan de septembre 1918 à avril 1920, date à laquelle le gouvernement moussavatiste a été renversé par l'effort conjugué des ouvriers de Bakou, des paysans azerbaïdjanais et de l'Armée rouge venue à leur aide. (*N.R.*)

2. Dachnaks, ou parti « Dachnaktsoutioun » : parti bourgeois et nationaliste arménien, formé dans la dernière décennie du XIX^e^ siècle. De 1918 à 1920, les dachnaks ont dirigé le gouvernement nationaliste bourgeois d'Arménie, dont ils ont fait un point d'appui des interventionnistes anglais dans leur lutte contre la Russie soviétique. Le gouvernement dachnak a été renversé en novembre 1920 par les travailleurs d'Arménie, soutenus par l'Armée rouge. (*N.R.*)

ont-ils pour tâche immédiate d'engager une lutte implacable contre le nationalisme, de renouer les liens internationaux fraternels qui existaient avant l'instauration du gouvernement nationaliste menchévik, et de créer ainsi une atmosphère saine de confiance mutuelle, indispensable à l'unité d'action économique des Républiques soviétiques de Transcaucasie et à la renaissance économique de la Géorgie.

Cela ne signifie pas, bien entendu, qu'il ne doive plus y avoir de Géorgie indépendante, d'Azerbaïdjan indépendant, etc. Le projet qui circule parmi certains camarades en vue de rétablir les anciennes provinces (de Tiflis, de Bakou, d'Erivan) avec, à leur tête, un gouvernement transcaucasien unique, est, selon moi, une utopie et, qui plus est, une utopie réactionnaire, puisqu'il procède sans aucun doute du désir de faire tourner en arrière la roue de l'histoire. Rétablir les anciennes provinces et abolir les gouvernements nationaux de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie, c'est à peu près comme si l'on rétablissait la grande propriété foncière et abolissait les conquêtes de la révolution. Cela n'a rien de commun avec le communisme. C'est justement pour dissiper l'atmosphère de défiance mutuelle et rétablir un contact fraternel entre les ouvriers des nationalités de Transcaucasie et de Russie qu'il est nécessaire de conserver l'indépendance aussi bien de la Géorgie que de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie. Ce qui n'exclut pas, mais au contraire suppose la nécessité d'une entraide économique et autre, de même que la nécessité d'une unité d'effort économique des républiques soviétiques indépendantes sur la base d'un accord librement consenti, sur la base d'une convention.

Selon les renseignements dont je dispose, on vient de décider à Moscou d'accorder à la Géorgie, à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan un petit secours sous la forme d'un prêt de six millions et demi de roubles-or. J'ai appris en outre que la Géorgie et l'Arménie reçoivent, voyez-vous, des produits pétroliers d'Azerbaïdjan sans contre-partie, ce qui est inconcevable dans la vie d'Etat bourgeois, même appartenant à la fameuse « Entente cordiale »[1]. Est-il besoin de démontrer que des actes de ce genre, loin d'affaiblir l'indépendance de ces Etats, la renforcent?

---

1. Accord politique et militaire conclu entre l'Angleterre et la France en 1904, et qui a marqué le début de la formation de la Triple Entente (alliance impérialiste groupant l'Angleterre, la France et la Russie tsariste). (*N.R.*)

**Ainsi, éliminer les survivances nationalistes, les cautériser au fer rouge et faire régner une atmosphère saine de confiance mutuelle parmi les travailleurs des nationalités de Transcaucasie pour faciliter et hâter l'unité d'effort économique des républiques soviétiques de cette région (faute de quoi la renaissance économique de la Géorgie soviétique est inconcevable), tout en préservant l'indépendance de la Géorgie soviétique : telle est la seconde tâche immédiate dictée aux communistes de Géorgie par les conditions concrètes d'existence de leur pays.**

**Enfin, troisième tâche immédiate, non moins importante, non moins nécessaire : préserver la pureté, la fermeté et la souplesse du Parti communiste de Géorgie.**

**Camarades, vous ne devez pas oublier que notre Parti est un parti de gouvernement, et que souvent, par groupes entiers, des éléments peu sûrs, arrivistes, des éléments auxquels l'esprit prolétarien est étranger, pénètrent dans le Parti ou s'efforcent d'y pénétrer, en y apportant un esprit de désagrégation et de stagnation. C'est une tâche vitale pour les communistes que de veiller à préserver le Parti de ces éléments. Il faut se rappeler une fois pour toutes que la force et l'importance d'un parti, surtout du Parti communiste, dépendent moins de la quantité de ses membres que de leur qualité, de leur fermeté, de leur dévouement à la cause du prolétariat. Le Parti communiste de Russie compte en tout et pour tout 700.000 membres. Je puis vous assurer, camarades, qu'il pourrait porter le nombre de ses membres à 7 millions s'il le désirait et s'il ne savait pas que 700.000 communistes fermes constituent une force autrement sérieuse que 7 millions de compagnons de route parfaitement inutiles et bons à rien. Si la Russie a résisté à l'assaut de l'impérialisme mondial; si elle a remporté des succès notables sur les fronts extérieurs; si, en deux ou trois ans, elle est devenue une force qui ébranle les bases mêmes de l'impérialisme mondial, elle le doit, entre autres, à l'existence d'un Parti communiste d'acier, étroitement uni et aguerri dans les combats, qui n'a jamais cherché à augmenter coûte que coûte le nombre de ses membres, mais dont le premier souci a toujours été d'en améliorer la qualité. Lassalle avait raison de dire que le Parti se fortifie en s'épurant. D'autre part, il est bien certain que si, par exemple, le plus important des partis social-démocrates du monde, celui d'Allemagne, est devenu, lors de la guerre impérialiste, un jouet entre les**

mains de l'impérialisme, pour s'effondrer après la guerre tel un colosse aux pieds d'argile, c'est parce qu'il s'était plu, pendant des années, à grossir ses organisations en y admettant toute une racaille petite-bourgeoise qui en a tué l'esprit vivant.

Donc, préserver la fermeté et la pureté du Parti, ne pas chercher à augmenter à tout prix le nombre de ses membres, améliorer sans cesse la qualité de ses adhérents, le préserver de l'afflux des éléments nationalistes petits-bourgeois et intellectuels : telle est la troisième et dernière tâche du Parti communiste de Géorgie.

Je termine mon rapport, camarades. Je passe aux conclusions :

1. Intensifier dans tous les domaines le travail d'organisation de l'économie en lui consacrant tout son effort et en utilisant pour cela à la fois les spécialistes et ressources des groupes capitalistes d'Occident et des groupes petits-bourgeois du pays même:

2. Ecraser l'hydre du nationalisme et faire régner une atmosphère saine d'internationalisme pour unifier plus facilement l'effort économique des républiques soviétiques de Transcaucasie tout en sauvegardant leur indépendance;

3. Préserver le Parti de l'afflux des éléments petits-bourgeois, sauvegarder sa fermeté et sa souplesse en améliorant sans cesse la qualité de ses effectifs.

Telles sont les trois principales tâches immédiates du Parti communiste de Géorgie.

C'est seulement s'il s'en acquitte que le Parti communiste de Géorgie pourra rester au gouvernail et triompher de la ruine économique. (*Applaudissements.*)

*Pravda Grouzii* [*La Vérité de Géorgie*] (*Tiflis*).
*n°* 108. 13 *juillet* 1921.

# *Le Parti*
# *avant et après la prise du pouvoir.*

Il faut distinguer trois périodes dans le développement de notre Parti.

La *première* est la période de *formation*, de *création*. Elle s'étend, en gros, de la fondation de l'*Iskra* [1] au III[e] Congrès du Parti inclusivement (fin de 1900 - début de 1905).

Durant cette période, le Parti, comme force motrice, est faible. Ce qui s'explique non seulement par sa jeunesse, mais aussi par la jeunesse du mouvement ouvrier dans son ensemble et par le fait que, surtout aux premiers stades de cette période, la situation révolutionnaire, le mouvement révolutionnaire sont inexistants ou peu développés (les paysans se taisent ou se contentent de murmurer sourdement; les ouvriers ne connaissent que la grève économique partielle ou la grève politique à l'échelle d'une ville; le mouvement est clandestin ou semi-légal; les formes d'organisation de la classe ouvrière ont, elles aussi, un caractère surtout clandestin).

Du fait que la stratégie suppose l'existence de réserves et la possibilité de les utiliser pour la manœuvre, la stratégie du Parti est nécessairement restreinte et indigente. Il se borne à travers le plan stratégique du mouvement, autrement dit la voie dans laquelle celui-ci doit s'engager; quant aux réserves du Parti, — les contradictions dans le camp des adversaires, à l'intérieur comme en dehors de la Russie, — elles restent inutilisées, ou presque, en raison de la faiblesse du Parti.

---

1. *Iskra* [*L'Etincelle*], premier journal marxiste illégal pour toute la Russie, fondé en 1900 par Lénine (sur l'importance et le rôle de l'*Iskra*, voir l'*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.* [éd. française], p. 42-55.) (*N.R.*)

Du fait que la tactique suppose que toutes les formes du mouvement, toutes les formes de l'organisation du prolétariat, quelles qu'elles soient, sont utilisées et combinées, qu'elles se renforcent l'une l'autre, etc., pour gagner les masses et assurer le succès stratégique, la tactique du Parti est, elle aussi, nécessairement restreinte et sans envergure.

L'attention et les préoccupations du Parti dans cette période sont concentrées sur lui-même, sur son existence et son maintien. Il se considère comme une fin en soi. Rien de plus naturel : les attaques furieuses du tsarisme contre lui, ainsi que les tentatives des menchéviks pour le faire éclater du dedans et remplacer ses cadres par une formation sans-parti amorphe (qu'on se rappelle la campagne menchévik pour un congrès ouvrier, déclenchée par la fameuse brochure d'Axelrod, *Douma populaire et congrès ouvrier*, 1905) menacent l'existence même du Parti; aussi la question de son maintien acquiert-elle une importance primordiale.

L'objectif essentiel du communisme en Russie durant cette période est de recruter pour le Parti les éléments les meilleurs de la classe ouvrière, les plus actifs et les plus dévoués à la cause du prolétariat. Le camarade Lénine définit cet objectif comme suit : « Rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat » (voir *La Maladie infantile...*[1]).

*La deuxième période* est celle où *de larges masses ouvrières et paysannes se rallient* au Parti, avant-garde du prolétariat. Elle s'étend, en gros, d'octobre 1905 à octobre 1917.

Durant cette période, la situation est beaucoup plus complexe et plus riche en événements qu'au cours de la précédente. La défaite du tsarisme sur les champs de bataille de Mandchourie et la révolution d'octobre 1905, d'abord; la fin de la guerre russo-japonaise, la victoire de la contre-révolution et la liquidation des conquêtes de la révolution, ensuite; enfin la guerre impérialiste, la révolution de février 1917 et la fameuse « dualité des pouvoirs », tous ces événements ont mis en branle toutes les classes de Russie et les ont précipitées l'une après l'autre dans l'arène politique; ils ont renforcé le Parti communiste, éveillé à la vie politique les larges masses paysannes.

---

1. LÉNINE : *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* Pétrograd, 1920 (voir LÉNINE : *Œuvres*, 4e édition, tome XXXI, p. 1-97). En français, aux Editions sociales, Paris. (*N.R.*)

Le mouvement du prolétariat s'est enrichi de formes aussi efficaces que la grève politique générale de l'insurrection armée.

Le mouvement paysan s'est enrichi du boycottage du grand propriétaire foncier (pour le « débusquer » de son domaine), boycottage qui se transforme en insurrection.

L'activité du Parti et des autres organisations révolutionnaires a reçu une impulsion nouvelle grâce à des formes d'activité comme l'activité légale, ouverte, en dehors du Parlement.

L'organisation de la classe ouvrière s'est enrichie non seulement d'une forme aussi éprouvée et aussi importante que le syndicat, mais également d'une forme aussi puissante que les Soviets des députés ouvriers, inconnue jusque-là de l'histoire.

La paysannerie a marché sur les traces de la classe ouvrière et institué des Soviets des députés paysans.

Les réserves du Parti se sont également enrichies. Il est apparu au cours de la lutte que la paysannerie peut constituer et constituera une réserve inépuisable pour le prolétariat et son Parti. Il est apparu également que le prolétariat et son Parti sont appelés à jouer le rôle dirigeant dans le renversement du pouvoir du Capital.

Durant cette période, le Parti est loin d'être aussi faible qu'au cours de la précédente; comme force motrice, il est devenu un facteur des plus importants. Il ne peut plus représenter désormais une fin en soi : son existence et son développement sont assurés; de fin en soi, il devient un instrument pour la conquête des masses ouvrières et paysannes, un instrument de direction de la lutte des masses lors du renversement du pouvoir du Capital.

Durant cette période, la stratégie du Parti prend de l'envergure; elle vise au premier chef à s'assurer et à utiliser une réserve telle que la paysannerie, et elle remporte dans ce domaine un succès signalé.

La tactique du Parti prend, elle aussi, de l'envergure, le mouvement des masses, leur organisation, l'activité du Parti et des autres groupements révolutionnaires s'étant enrichis de formes qui faisaient antérieurement défaut.

L'objectif essentiel du Parti durant cette période est de rallier des millions d'hommes à l'avant-garde du prolétariat, le Parti, afin de renverser la dictature de la bourgeoisie, afin de conquérir le pouvoir. Son attention ne se concentre plus

sur lui-même, mais sur des masses de millions d'hommes. Le camarade Léuine définit cet objectif comme suit : « la répartition... de masses de millions d'hommes » sur le front social pour s'assurer la victoire « dans les combats décisifs à venir » (voir la brochure déjà mentionnée du camarade *Lénine*).

Tels sont les traits caractéristiques pour les deux premières périodes du développement de notre Parti.

Certes, la différence est grande entre la première et la seconde. Mais elles ont aussi quelque chose de commun. Dans la première comme dans la deuxième, le Parti est, pour les neuf dixièmes, sinon en totalité, une force *nationale*, qui n'a d'efficacité que pour la Russie et à l'intérieur de la Russie (l'un des détachements du prolétariat international organisé). Voilà un premier point. En second lieu, dans la première période comme dans la deuxième, le P.C.R. est un parti de révolution, le parti de la révolution à l'intérieur de la Russie; c'est pourquoi, durant ces périodes, les éléments de critique et de destruction de l'ordre de choses ancien prédominent dans son activité.

Tout autre est le tableau que présente la troisième période, celle où nous nous trouvons maintenant.

La *troisième période* est celle *de la prise et du maintien du pouvoir* pour entraîner, d'une part, tous les travailleurs de Russie à l'œuvre *d'édification* de l'économie socialiste et d'organisation de l'Armée rouge et mettre en œuvre, d'autre part, toutes les forces et toutes les ressources afin de *venir en aide* au prolétariat international dans sa lutte pour renverser le Capital. Cette période, commencée en octobre 1917, dure encore.

La prise du pouvoir par le prolétariat de Russie a créé une situation très particulière, comme le monde n'en avait encore jamais connu, tant sous le rapport international qu'à l'intérieur du pays.

A commencer par le fait qu'Octobre 1917 a ouvert une brèche dans le front mondial de la lutte sociale et marqué un tournant de toute l'histoire mondiale. Que l'on imagine l'immense front social qui s'étend des colonies retardataires à l'Amérique avancée, puis la brèche puissante qui y a été ouverte par le détachement russe du prolétariat international et qui a mis en péril l'existence même de l'impérialisme, qui a brouillé toutes les cartes et tous les plans des requins de l'impérialisme et facilité, radicalement facilité la lutte du prolétariat international contre le Capital : telle est en effet

la signification historique d'Octobre 1917. Dès lors, notre Parti, de force *nationale* qu'il était, est devenu une force essentiellement *internationale* et le prolétariat russe, jadis détachement retardataire du prolétariat international, en est aujourd'hui *l'avant-garde*. Le prolétariat international a désormais pour objectif d'élargir la brèche russe, de venir à l'aide de l'avant-garde qui a progressé, d'empêcher que l'ennemi n'encercle cette courageuse avant-garde et ne la coupe de ses bases. L'impérialisme international, au contraire, a pour objectif de colmater la brèche russe, de la colmater coûte que coûte. C'est pourquoi notre Parti, s'il veut rester au pouvoir, est tenu de faire « le maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays [le sien. - *J. S.*] POUR le développement, le soutien, l'éveil de la révolution *dans tous les pays* » (voir *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* [1], de Lénine). C'est pourquoi notre Parti, de force nationale qu'il était, est devenu depuis octobre 1917 une force internationale, le parti de la révolution à l'échelle *internationale*.

Un changement non moins profond est intervenu, à la suite d'Octobre 1917, dans la situation du Parti *à l'intérieur du pays*. Au cours des périodes antérieures, le Parti constituait un instrument pour la destruction de l'ordre de choses ancien, pour le renversement du Capital en Russie. Maintenant, au contraire, au cours de la troisième période, de parti de la révolution à l'intérieur de la Russie, il est devenu un parti bâtisseur, un parti créateur de formes d'économie nouvelles. S'il recrutait naguère les éléments les meilleurs de la classe ouvrière pour monter à l'assaut du vieux monde, il les recrute maintenant pour organiser le ravitaillement, les transports, les industries-clés. Si naguère il attirait à lui les éléments révolutionnaires de la paysannerie pour renverser le propriétaire foncier, il les recrute maintenant pour perfectionner l'agriculture, pour consolider l'alliance des éléments travailleurs de la paysannerie et du prolétariat au pouvoir. S'il recrutait naguère les éléments les meilleurs des nationalités retardataires pour lutter contre le Capital, il les recrute maintenant pour organiser la vie des éléments travailleurs de ces nationalités sur la base de la collaboration avec le prolétariat russe. S'il s'attachait naguère à détruire l'armée, la

---

1. Voir LÉNINE : *Œuvres*, 4e édition, tome XXVIII, p. 269; p. 73. Editions sociales, Paris, 1953. (*N.R.*)

**vieille armée des généraux, il doit créer maintenant une armée nouvelle, une armée ouvrière et paysanne, indispensable pour défendre les conquêtes de la révolution contre les ennemis de l'extérieur.**

**De parti de la révolution à l'intérieur de la Russie, le P.C.R. est devenu un parti d'édification pacifique. C'est pourquoi il a éliminé de l'arsenal du prolétariat des formes de lutte comme la grève et l'insurrection, désormais inutiles en Russie.**

**On pouvait naguère se passer de spécialistes des choses de la guerre et de l'économie, puisque le travail du Parti était surtout un travail de critique; or la critique est aisée... Maintenant le Parti ne peut se passer de spécialistes; tout en utilisant ceux d'autrefois, il doit former *ses propres* spécialistes de l'organisation et du ravitaillement des troupes, de la conduite des opérations (pour ce qui est du domaine militaire), de l'approvisionnement, de l'agriculture, des chemins de fer, des coopératives, de l'industrie, du commerce extérieur (pour ce qui est du domaine économique). Sinon, impossible de rien bâtir.**

**La situation du Parti a aussi changé en ce sens que ses forces et ses ressources, ses réserves se sont prodigieusement accrues et multipliées.**

**Les réserves du Parti sont :**

**1. Les contradictions entre les différents groupes sociaux à l'intérieur de la Russie;**

**2. Les contradictions et les conflits, aboutissant parfois à des collisions militaires, entre les Etats capitalistes qui nous entourent;**

**3. Le mouvement socialiste des pays capitalistes;**

**4. Le mouvement de libération nationale des pays retardataires et coloniaux;**

**5. La paysannerie et l'Armée rouge en Russie;**

**6. Notre diplomatie et notre commerce extérieur;**

**7. Toute la puissance du pouvoir d'Etat.**

**Telles sont, en gros, les forces et les possibilités dans le cadre desquelles, — et ce cadre est assez large, — la stratégie du Parti peut manœuvrer, et sur la base desquelles la tactique du Parti peut travailler jour après jour à mobiliser les forces.**

**Tout cela, ce sont les aspects favorables d'Octobre 1917.**

**Mais Octobre a aussi son côté défavorable. C'est que le prolétariat a pris le pouvoir en Russie dans des conditions**

extérieures et intérieures très particulières, qui ont laissé leur empreinte sur toute l'activité du Parti depuis la prise du pouvoir.

En premier lieu, la Russie est un pays retardataire au point de vue économique; il lui est très difficile d'organiser ses transports, de développer son industrie, d'électrifier cette industrie à la ville et à la campagne par ses propres moyens, sans échanger ses matières premières contre machines et équipements en provenance des pays occidentaux. Ensuite, la Russie constitue toujours une île socialiste, entourée d'Etats capitalistes qui sont plus développés sous le rapport de l'industrie et qui lui sont hostiles. Si la Russie soviétique avait pour voisins un grand Etat soviétique à industrie développée, ou plusieurs Etats soviétiques de ce genre, il lui serait facile de collaborer avec eux en échangeant ses matières premières contre machines et équipements. Mais tant que ce n'est pas le cas, la Russie soviétique, et notre Parti qui dirige son gouvernement, doivent rechercher des formes et des méthodes de coopération économique avec les groupes capitalistes d'Occident qui nous sont hostiles, afin d'obtenir l'outillage indispensable pour nous, et cela jusqu'à la victoire de la révolution prolétarienne dans un ou plusieurs pays industriels à régime capitaliste. Des rapports fondés sur l'octroi de concessions et le commerce extérieur : tels sont les moyens d'atteindre ce but. Sans cela, il serait difficile d'espérer des succès décisifs dans l'œuvre d'édification économique et d'électrification du pays. Cette méthode sera sans aucun doute lente et pénible, mais elle est inévitable, inéluctable, et l'inévitable ne cesse pas de l'être parce que des camarades impatients s'énervent, exigent des résultats rapides et des opérations spectaculaires.

Du point de vue économique, les conflits présents et les collisions militaires entre groupements capitalistes, de même que la lutte du prolétariat contre la classe des capitalistes, ont pour base le conflit entre les forces productives actuelles, d'une part, et le cadre impérialiste national dans lequel elles se développent ainsi que les formes capitalistes d'appropriation, d'autre part. Le cadre impérialiste et la forme capitaliste étouffent les forces productives, entravent leur développement. La seule issue est l'organisation d'une économie mondiale sur la base de la collaboration économique des pays avancés (industriels) et retardataires (fournisseurs de combustibles et de matières premières) et non de la spoliation de ceux-ci par

ceux-là. C'est pourquoi la révolution prolétarienne internationale est une nécessité. On ne saurait sans elle songer à une organisation et à un développement normaux de l'économie mondiale. Mais pour qu'il soit possible d'entreprendre (ne serait-ce que d'*entreprendre*) l'organisation d'une économie mondiale rationnelle, le prolétariat doit triompher au moins dans plusieurs pays avancés. Tant que ce n'est pas le cas, notre Parti doit rechercher des moyens détournés pour coopérer avec des groupes capitalistes dans le domaine économique.

C'est pourquoi le Parti, qui a renversé sa bourgeoisie et arboré le drapeau de la révolution prolétarienne, estime néanmoins rationnel d'accorder dans notre pays une certaine « licence » à la petite production et à la petite industrie, de tolérer une renaissance partielle du capitalisme tout en le plaçant sous la dépendance du pouvoir d'Etat, de faire appel aux concessionnaires et aux actionnaires, etc., etc., tant que la politique du Parti, — faire « le maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays *pour* le développement, le soutien, l'éveil de la révolution *dans tous les pays* », — n'aura pas donné de résultats tangibles.

Telles sont les conditions particulières, favorables et défavorables, qui ont été créées par Octobre 1917 et dans lesquelles notre Parti agit et se développe durant la troisième période de son existence.

Ces conditions se trouvent à l'origine de la puissance prodigieuse que détient aujourd'hui notre Parti à l'intérieur comme en dehors de la Russie. Elles déterminent aussi les difficultés incroyables et les dangers auxquels le Parti doit faire face et qu'il doit surmonter à tout prix.

En *politique extérieure*, les objectifs du Parti durant cette période découlent de sa situation de parti de la *révolution* internationale. Les voici :

1. Utiliser toutes les contradictions et tous les conflits, quels qu'ils soient, entre les groupes capitalistes et les gouvernements capitalistes qui entourent notre pays, afin de désagréger l'impérialisme;

2. Ne pas ménager les forces et les ressources pour venir à l'aide de la révolution prolétarienne en Occident;

3. Prendre toutes les mesures pour renforcer le mouvement de libération nationale en Orient;

4. Consolider l'Armée rouge.

En *politique intérieure*, les objectifs du Parti dans cette période découlent de sa position à *l'intérieur* de la Russie, de sa position de parti au travail constructif et *pacifique*. Les voici :

1. Consolider l'alliance du prolétariat et de la paysannerie laborieuse :

*a*) en faisant participer à l'œuvre d'organisation de l'État les éléments de la paysannerie qui montrent le plus d'initiative et s'entendent le mieux à diriger l'économie;

*b*) en aidant les exploitations paysannes par la diffusion des connaissances agricoles, la réparation des machines, etc.;

*c*) en développant l'échange régulier des produits entre la ville et la campagne;

*d*) en électrifiant progressivement l'agriculture.

Il convient de rappeler encore une circonstance importante. Une particularité heureuse de notre révolution et un avantage formidable pour notre Parti, à la différence des révolutions et des partis prolétariens d'Occident, c'est que les couches les plus larges et les plus puissantes de la petite bourgeoisie, à savoir la paysannerie, se sont transformées en Russie, de réserves possibles de la bourgeoisie, en réserves effectives du prolétariat. C'est cette circonstance qui est à l'origine de la faiblesse de la bourgeoisie russe et qui a servi les intérêts du prolétariat russe. Elle s'explique surtout par le fait qu'en Russie, à la différence de ce qui s'est passé en Occident, les paysans ont suivi la direction du prolétariat pour s'affranchir du joug des propriétaires fonciers. C'est sur cette base que s'est constituée en Russie l'alliance du prolétariat et de la paysannerie laborieuse. Les communistes sont tenus de veiller jalousement sur cette alliance et de la consolider.

2. Développer l'industrie :

*a*) en concentrant le maximum de forces pour la remise en marche des industries-clés et en améliorant l'approvisionnement des ouvriers qui y sont employés;

*b*) en développant le commerce extérieur afin de pouvoir importer machines et équipements;

*c*) en faisant appel aux actionnaires et concessionnaires;

*d*) en constituant ne serait-ce qu'un fonds minimum de ravitaillement, qui servirait de fonds de manœuvre;

**e) en électrifiant les transports et la grande industrie.**

**Tels sont, en gros, les objectifs du Parti au cours de la période actuelle de son développement.**

***Pravda* [*La Vérité*], n° 190.**
**28 *août* 1921.**
**Signé : *J. Staline*.**

# *La Révolution d'Octobre et la politique nationale des communistes russes.*

**Ce qui fait la force de la Révolution d'Octobre, c'est, entre autres, qu'à la différence des révolutions d'Occident, elle a groupé autour du prolétariat russe la petite bourgeoisie et ses millions d'hommes, avant tout ses couches les plus puissantes et les plus nombreuses : la paysannerie. De ce fait la bourgeoisie russe s'est trouvée isolée, sans armée, et le prolétariat russe est devenu l'arbitre des destinées du pays. Sans quoi les ouvriers russes n'auraient pu garder le pouvoir.**

**La paix, la révolution agraire et la liberté des nationalités : tels sont les trois facteurs fondamentaux qui ont rallié sous les plis du drapeau rouge du prolétariat russe les paysans de plus de vingt nationalités de l'immense Russie.**

**Point n'est besoin ici de parler des deux premiers facteurs; on les a déjà suffisamment commentés dans des publications, et d'ailleurs ils parlent d'eux-mêmes. Quant au troisième, — la politique nationale des communistes russes, — il semble qu'on n'en ait pas encore saisi toute l'importance. Aussi ne sera-t-il pas superflu d'en dire quelques mots.**

**A commencer par ceci que sur les 140 millions d'habitants de la R.S.F.S.R. (je laisse de côté la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne), on ne compte pas plus de 75 millions de Grand-Russes, les 65 millions restants appartenant aux autres nations.**

**Poursuivons. Ces nations habitent surtout les régions périphériques qui sont les points les plus vulnérables au point de vue militaire, en même temps qu'elles abondent en matières premières, en combustibles et en denrées alimentaires.**

**Enfin, ces régions périphériques sont, sous le rapport industriel et militaire moins développées que la Russie centrale (ou pas développées du tout); aussi sont-elles incapables de sauvegarder leur indépendance sans l'aide militaire et économique de la Russie centrale, de même que celle-ci est incapable de conserver sa puissance militaire et économique sans leur aide en matières premières, en combustibles et en denrées alimentaires.**

**Ce sont ces circonstances, jointes aux principes bien connus du programme national du communisme, qui ont déterminé le caractère de la politique nationale des communistes russes.**

**Le fond de cette politique peut se résumer en quelques mots : renonciation à toute « revendication » et à tout « droit » sur les régions habitées par les nations non russes; reconnaissance (non en paroles, mais en fait) du droit de ces nations d'exister comme Etats indépendants; alliance militaire et économique librement consentie de ces nations avec la Russie centrale; aide aux nations retardataires dans leur développement culturel et économique, sans quoi l'« égalité nationale » n'est qu'une phrase creuse; tout cela, sur la base de l'émancipation totale des paysans, de la concentration de tout le pouvoir entre les mains des éléments travailleurs des nations périphériques. Telle est la politique nationale des communistes russes.**

**Inutile de dire que les ouvriers russes maîtres du pouvoir ne se seraient pas acquis la sympathie et la confiance de leurs camarades des autres nationalités et, avant tout, des masses opprimées des nations tenues en état d'infériorité, s'ils n'avaient prouvé par des actes leur volonté d'appliquer cette politique nationale, renoncé au « droit » sur la Finlande, retiré les troupes du nord de la Perse, abandonné les revendications des impérialistes russes sur certaines régions de la Mongolie et de la Chine, aidé les nations arriérées de l'ancien empire russe à développer leur culture et leurs institutions politiques dans leur propre langue.**

**C'est grâce à cette confiance, et à elle seule, qu'a pu se former l'alliance indissoluble des peuples de la R.S.F.S.R., qui a mis en échec tous les stratagèmes « diplomatiques » et les « blocus » les plus rigoureux.**

**Mieux. S'ils n'avaient joui de cette sympathie et de cette confiance des masses opprimées aux confins de l'ancienne Russie, les ouvriers russes n'auraient pu vaincre Koltchak.**

Dénikine et Wrangel. N'oublions pas que le champ d'action de ces généraux rebelles coïncidait avec les régions périphériques, surtout peuplées de nations non russes; or, celles-ci ne pouvaient que haïr Koltchak, Dénikine et Wrangel en raison de leur politique impérialiste et russificatrice. L'Entente, en intervenant dans la lutte pour soutenir ces généraux, ne pouvait s'appuyer que sur les éléments russificateurs des régions de la périphérie. Ainsi n'a-t-elle fait qu'attiser la haine des populations pour les généraux rebelles et rendre plus profonde leur sympathie pour le pouvoir des Soviets.

Cette circonstance a entraîné la faiblesse intérieure de l'arrière de Koltchak, de Dénikine et de Wrangel, et partant, la faiblesse de leurs fronts, c'est-à-dire, en définitive, leur défaite.

Mais les résultats bienfaisants de la politique nationale des communistes russes ne sont pas renfermés dans les frontières de la R.S.F.S.R. et des républiques soviétiques qui lui sont associées. Ils exercent aussi une répercussion, indirecte il est vrai, sur l'attitude des pays voisins à l'égard de la R.S.F.S.R. L'amélioration radicale de l'attitude de la Turquie, de la Perse, de l'Afghanistan, de l'Inde et des autres pays d'Orient à l'égard de la Russie, autrefois considérée par ces Etats comme un épouvantail, est *un fait*, que même un politique aussi intrépide que lord Curzon n'ose plus contester. Est-il besoin de démontrer que sans l'application méthodique de la politique nationale définie plus haut à l'intérieur de la R.S.F.S.R., depuis quatre ans que le pouvoir soviétique existe, ce changement radical dans l'attitude des pays voisins à l'égard de la Russie eût été inconcevable?

Tel est, pour l'essentiel, le bilan de la politique nationale des communistes russes. Ce bilan ressort avec une netteté toute particulière aujourd'hui, en ce quatrième anniversaire du pouvoir des Soviets, alors qu'une guerre pénible, a pris fin, qu'un vaste travail d'organisation est en cours et qu'involontairement on jette un coup d'œil en arrière pour mesurer le chemin parcouru.

*Pravda* [*La Vérité*], n° 251,
6-7 *novembre* 1921.
Signé : *J. Staline.*

# *Perspectives.*

La situation internationale est d'une importance primordiale pour la vie de la Russie. Non seulement parce que la Russie, comme tout autre pays d'Europe, est rattachée par d'innombrables liens aux pays capitalistes voisins, mais encore et surtout parce que, Etat soviétique qui constitue par là-même une « menace » pour le monde bourgeois, elle s'est trouvée, du fait des événements, encerclée par un camp hostile formé par les Etats bourgeois. On conçoit donc que la situation qui existe dans ce camp, le rapport des forces qui y sont aux prises, ne peuvent manquer d'avoir une importance primordiale pour la Russie.

Ce qui caractérise essentiellement la situation internationale, c'est que la période de guerre ouverte a fait place à une période de lutte « pacifique »; les forces aux prises en sont venues au point de s'accorder l'une à l'autre la reconnaissance dans une certaine mesure; une trêve est intervenue entre elles, entre l'Entente, d'une part, qui est à la tête de la contre-révolution bourgeoise, et d'autre part, la Russie, avant-garde de la révolution prolétarienne. La lutte a montré que nous (les ouvriers) ne sommes *pas encore* assez forts pour en finir dès maintenant avec l'impérialisme. Mais elle a montré également qu'ils (les bourgeois) ne sont *plus* assez forts pour étrangler la Russie soviétique.

Par suite on a vu s'évanouir, se volatiliser l' « épouvante », l' « horreur » de la révolution prolétarienne qui s'étaient emparées de la bourgeoisie mondiale, par exemple, lors de l'offensive de l'Armée rouge sur Varsovie. Parallèlement disparaît aussi l'enthousiasme sans bornes avec lequel

les ouvriers d'Europe accueillaient la moindre nouvelle sur la Russie soviétique.

L'heure est venue d'une estimation pondérée des forces, d'un travail patient en vue de préparer et d'accumuler les forces pour les combats à venir.

Cela ne signifie pas que l'équilibre des forces qui s'est établi dès le début de 1921, soit resté sans changement. Loin de là.

Remise des coups de la révolution, qui étaient une des conséquences de la guerre impérialiste, et revenue à elle, la bourgeoisie mondiale est passée de la défensive à l'offensive contre ses « propres » ouvriers; elle a habilement mis à profit la crise industrielle et ramené les ouvriers à des conditions d'existence plus mauvaises (réduction des salaires, allongement de la journée de travail, chômage massif). Les résultats de cette offensive ont été particulièrement pénibles en Allemagne, où (entre autres) la chute brutale du mark a encore aggravé la situation des ouvriers.

C'est sur ce terrain qu'est né, dans la classe ouvrière (surtout en Allemagne), un puissant mouvement en faveur de la création d'un front unique ouvrier, de l'instauration d'un gouvernement ouvrier, mouvement qui appelle à une entente et à une lutte commune contre l'ennemi commun toutes les fractions plus ou moins révolutionnaires de la classe ouvrière, des « modérés » aux « extrémistes ». Dans cette lutte pour un gouvernement ouvrier, les communistes, n'en doutons pas, seront aux premiers rangs. puisqu'elle doit aggraver la désagrégation de la bourgeoisie et faire des actuels Partis communistes des partis ouvriers ayant un réel caractère de masse.

Mais la situation ne se réduit pas à l'offensive de la bourgeoisie contre « ses propres » ouvriers, loin de là. La bourgeoisie sait bien qu'elle ne pourra venir à bout de « ses » ouvriers tant qu'elle n'aura pas maté la Russie. De là, son activité croissante pour préparer contre elle une nouvelle offensive, plus complexe que toutes les précédentes et mieux organisée.

Certes, des traités, commerciaux et autres, sont et seront encore conclus avec la Russie, et ce fait a pour elle une importance énorme. Mais il ne faut pas oublier que les missions et sociétés commerciales ou autres qui affluent en Russie, font du commerce avec elle et lui apportent leur aide, sont aussi les meilleures officines d'espionnage de la bour-

geoisie mondiale; que par suite celle-ci connaît à présent la Russie soviétique, ses côtés forts et ses côtés faibles, mieux que jamais auparavant : et cela comporte de graves dangers en cas de nouvelles interventions armées.

Certes, les frictions notoires sur la question d'Orient ont été ramenées à des « malentendus ». Mais il ne faut pas oublier que la Turquie, la Perse, l'Afghanistan, l'Extrême-Orient fourmillent d'agents de l'impérialisme, sont inondés d'or et d'autres « largesses », de façon à établir autour de la Russie soviétique un cordon économique (et pas seulement économique). Est-il besoin de démontrer que la conférence dite de « la paix », à Washington [1] ne nous présage rien de réellement pacifique?

Certes, nous sommes dans les « meilleurs » termes et avec la Pologne, et avec la Roumanie, et avec la Finlande. Mais il ne faut pas oublier que ces pays, surtout la Pologne et la Roumanie, s'arment activement avec l'aide de l'Entente, qu'ils se préparent à la guerre (contre qui, sinon contre la Russie?), qu'ils forment, aujourd'hui comme auparavant, les réserves immédiates de l'impérialisme et qu'ils viennent de faire passer sur le territoire de la Russie (à des fins d'espionnage?) des détachements contre-révolutionnaires d'hommes de Savinkov et de Pétlioura.

Tous ces faits, et bien d'autres analogues, constituent de toute évidence les chaînons divers d'une activité d'ensemble consacrée à préparer une attaque nouvelle contre la Russie.

La lutte économique jointe à la lutte militaire, l'assaut de l'intérieur combiné à l'assaut de l'extérieur : telle est la forme la plus probable de cette attaque.

---

1. La Conférence de Washington pour la limitation des armements et le règlement des questions du Pacifique et d'Extrême-Orient s'est tenue du 12 novembre 1921 au 6 février 1922. Elle groupait les représentants des Etats-Unis, de l'Angleterre et des Dominions, du Japon, de la France, de l'Italie, de la Chine, de la Belgique, de la Hollande et du Portugal. La Russie soviétique n'y fut pas invitée, malgré les protestations du gouvernement soviétique. La Conférence de Washington a marqué la dernière phase du nouveau partage du globe consécutif à la guerre mondiale et tenté d'établir un nouveau rapport des forces impérialistes dans le Pacifique. Les accords signés à Washington fixaient la proportion des armements navals des puissances impérialistes ainsi que les droits de ces dernières sur les îles du Pacifique; ils instituaient en Chine le principe de la « porte ouverte », c'est-à-dire « des possibilités égales pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ». Loin d'éliminer les contradictions entre les puissances impérialistes, la Conférence de Washington les a aggravées. (*N.R.*)

C'est de la vigilance des communistes à l'arrière et à l'armée, des succès de notre travail sur le front économique et enfin de la fermeté de l'Armée rouge que dépend le succès de nos efforts pour rendre cette attaque impossible ou, si malgré tout elle se déclenche, pour en faire une arme mortelle qui frappera la bourgeoisie mondiale.

Telle est, dans ses grandes lignes, la situation extérieure.

Non moins complexe et, si l'on veut, « originale » est la situation intérieure de la Russie soviétique. On peut la caractériser par ces mots : lutte pour consolider l'alliance entre ouvriers et paysans sur une base nouvelle, une base économique, afin de développer l'industrie, l'agriculture, les transports, ou, en d'autres termes, pour maintenir et renforcer la dictature du prolétariat dans une situation de délabrement économique.

Il existe en Occident une théorie selon laquelle les ouvriers ne peuvent prendre et garder le pouvoir que dans un pays où ils représentent la majorité, où, en tout cas, la majorité de la population est employée dans l'industrie. C'est proprement sur cette théorie que se fondent les MM. Kautsky pour nier la « légitimité » de la révolution prolétarienne en Russie, où le prolétariat ne constitue qu'une minorité. Cette théorie procède implicitement de l'hypothèse que la petite bourgeoisie, au premier chef la paysannerie, ne peut soutenir la lutte des ouvriers pour le pouvoir; que, dans sa masse, la paysannerie constitue une réserve de la bourgeoisie et non du prolétariat. Cette hypothèse se fonde, historiquement parlant, sur le fait qu'en Occident (France, Allemagne), la petite bourgeoisie (paysannerie) *s'est trouvée d'ordinaire*, aux moments critiques, du côté de la bourgeoisie (1848 et 1871 en France, tentatives de révolution prolétarienne en Allemagne depuis 1918).

Les raisons de ce fait sont les suivantes :

1. La révolution bourgeoise s'est déroulée en Occident sous la direction de la bourgeoisie (le prolétariat ne constituait à l'époque qu'une force de choc de la révolution); c'est, peut-on dire, des mains de la bourgeoisie que la paysannerie y a reçu la terre et l'acte d'émancipation de la servitude féodale, si bien que l'influence de la bourgeoisie sur la paysannerie passait pour assurée dès ce moment.

2. Du début de la révolution bourgeoise en Occident aux premiers essais de révolution prolétarienne, il s'est passé plus d'un demi-siècle, au cours duquel on a vu se dégager de la

paysannerie une bourgeoisie rurale puissante et influente dans les campagnes : elle a servi de trait d'union entre la paysannerie et le gros capital urbain et affermi par là-même l'hégémonie de la bourgeoisie sur la paysannerie.

C'est dans cette conjoncture historique qu'est née la théorie précitée.

Le tableau est tout autre en Russie.

En premier lieu, la révolution bourgeoise s'est faite en Russie (février-mars 1917), contrairement à ce qui s'est passé en Occident, sous la direction du prolétariat, au cours de durs combats contre la bourgeoisie, pendant lesquels la paysannerie s'est groupée autour du prolétariat qu'elle considérait comme son chef.

En deuxième lieu, la tentative (heureuse) de révolution prolétarienne en Russie (octobre 1917), contrairement aussi à ce qui s'est passé en Occident, a commencé non pas un demi-siècle après la révolution bourgeoise, mais aussitôt après, à quelque six ou huit mois d'intervalle, au cours desquels une bourgeoisie rurale puissante et organisée n'a naturellement pas pu se dégager de la paysannerie; quant à la grosse bourgeoisie, renversée en octobre 1917, elle n'a pu se relever par la suite.

Cette dernière circonstance a contribué à renforcer encore l'alliance des ouvriers et des paysans.

Voilà pourquoi les ouvriers russes, tout en ne représentant qu'une minorité de la population, sont devenus les maîtres du pays, ont gagné la sympathie et l'appui de l'immense majorité de la population et, avant tout, de la paysannerie, ont pris le pouvoir et l'ont conservé, tandis que la bourgeoisie, en dépit de toutes les théories, s'est trouvée isolée, est restée sans réserves paysannes.

Il suit de là que :

1. La théorie, esquissée plus haut, selon laquelle le prolétariat « doit constituer la majorité » de la population, est insuffisante, erronée du point de vue de la réalité russe, ou tout au moins est interprétée par les MM. Kautsky d'une façon trop élémentaire et simpliste;

2. L'alliance de fait du prolétariat et de la paysannerie laborieuse, constituée au cours de la révolution, représente la base du pouvoir des Soviets en Russie dans les conditions historiques actuelles;

3. Le devoir des communistes est de préserver et de renforcer cette alliance de fait.

Toute la question, dans le cas présent, c'est que les formes de cette alliance ne sont pas toujours les mêmes.

Auparavant, pendant la guerre, nous avions une alliance surtout *politique et militaire* : nous chassions de Russie les grands propriétaires fonciers, nous donnions la terre en jouissance aux paysans; et quand les grands propriétaires fonciers sont partis en guerre pour recouvrer « leur bien », nous les avons combattus et nous avons sauvegardé les conquêtes de la révolution; en retour, les paysans ont fourni des vivres pour les ouvriers et des hommes pour l'armée. C'était là une forme d'alliance.

Maintenant que la guerre est terminée, que la terre n'est plus menacée, l'ancienne forme d'alliance est insuffisante. Il en faut une autre. Il ne s'agit plus de conserver sa terre au paysan, mais de lui garantir le droit de disposer librement des produits de cette terre. Sinon, nous ne pourrons éviter une nouvelle réduction des emblavures, un déclin progressif de l'agriculture, une paralysie des transports et de l'industrie (par suite du manque de pain), la démoralisation de l'armée (par la même raison) et, comme conséquence finale, la rupture infaillible de l'alliance de fait des ouvriers et des paysans. Est-il besoin de démontrer que l'existence d'une réserve minima de blé aux mains de l'Etat est le principal ressort de la renaissance de l'industrie et de la conservation de l'Etat soviétique? Cronstadt (printemps 1921) nous a avertis que l'ancienne forme d'alliance avait fait son temps, que nous avions besoin d'une forme nouvelle, d'une alliance *économique*, assurant un avantage économique aux ouvriers comme aux paysans.

Telle est la clé de la nouvelle politique économique.

La suppression du système de prélèvement des excédents et d'autres charges analogues est un premier pas sur la voie nouvelle; elle donne au petit exploitant les coudées franches et l'incite à intensifier la production des denrées alimentaires, des matières premières et autres articles. On se rendra compte de l'importance énorme de cette mesure en songeant qu'on assiste en Russie aujourd'hui au même élan général vers un développement des forces productives qu'en Amérique du Nord après la guerre civile. Il n'est pas douteux que cette disposition, tout en stimulant l'énergie productive du petit exploitant et en lui garantissant un certain avantage, le placera dans un situation telle, — les transports et l'industrie

restant aux mains de l'Etat, — qu'il sera obligé d'apporter de l'eau au moulin de l'Etat soviétique.

Mais obtenir une production accrue de matières premières et de denrées alimentaires ne suffit pas. Il faut encore rassembler, stocker ces produits en quantité suffisante pour assurer le fonctionnement des transports et de l'industrie, l'entretien de l'armée, etc. Aussi, abstraction faite de l'impôt en nature, qui n'est qu'un corollaire de la suppression du prélèvement des excédents, doit-on considérer que la seconde mesure a été la remise des stocks de denrées alimentaires et de matières premières à l'Union centrale des coopératives de consommation (Tsentrosoïouz). Il est vrai que l'indiscipline des organes locaux du Tsentrosoïouz, l'incapacité de s'adapter aux conditions d'un marché en développement rapide, l'incommodité de la forme naturelle de l'échange des marchandises et le développement rapide de sa forme monétaire, le manque de signes monétaires, etc., n'ont pas permis au Tsentrosoïouz de s'acquitter de la mission qui lui avait été assignée. Mais on peut être certain que le rôle de cet organisme, principalement chargé de constituer de gros stocks de matières premières et de denrées alimentaires, grandira de jour en jour. Il faut pour cela que l'Etat

*a*) en fasse le centre de financement des opérations commerciales (autres que celles de l'Etat) à l'intérieur du pays;

*b*) lui subordonne, sous le rapport financier, les autres formes de coopération encore hostiles à l'Etat;

*c*) lui donne accès au commerce extérieur sous une forme ou une autre.

L'ouverture d'une Banque d'Etat, organisme appelé à régler la circulation monétaire dans le pays, doit être considérée comme la troisième mesure à prendre. Le développement du marché et de la circulation monétaire aura deux résultats fondamentaux :

1. Il fera complètement dépendre des fluctuations du rouble aussi bien les opérations commerciales (des particuliers et de l'Etat) que les opérations de production (prix fixés, etc.);

2. Il fera de l'économie nationale de la Russie, économie fermée, se suffisant à elle-même, telle qu'elle était pendant le blocus, une économie fondée sur l'échange, faisant du commerce avec le monde extérieur, c'est-à-dire dépendant des fluctuations fortuites du cours du rouble.

Mais il suit de là que si l'on ne remet pas de l'ordre dans la circulation monétaire et si l'on n'améliore pas le cours du rouble, nos opérations économiques, à l'intérieur et à l'extérieur, boiteront des deux jambes. La Banque d'Etat, organisme régulateur de la circulation monétaire, apte non seulement à ouvrir des crédits, mais aussi à pomper la masse formidable des épargnes privées, — qui permettraient de se tirer d'affaires sans recours à de nouvelles émissions, — cette Banque d'Etat n'est encore qu' « une belle promesse », bien qu'elle ait, selon toute vraisemblance, un grand avenir devant elle.

Le moyen suivant d'élever le cours du rouble doit être l'extension de nos exportations et l'amélioration de notre balance commerciale, qui accuse un déficit formidable. On peut croire que la participation du Tsentrosoïouz au commerce extérieur ne pourra qu'être profitable à cet égard.

Nous avons besoin, ensuite, d'un emprunt de l'étranger, non seulement pour nous fournir de moyens de paiement, mais aussi pour accroître le crédit de la Russie à l'extérieur et, partant, augmenter la confiance dans notre rouble.

Poursuivons. Les compagnies mixtes de commerce et de transit, etc., dont Sokolnikov a parlé dernièrement dans la *Pravda*, faciliteraient sans aucun doute la tâche; mais il convient de noter ici que l'implantation de concessions industrielles et le développement d'un échange équitable de nos matières premières contre des machines et de l'équipement étrangers, dont on a tant parlé dans la presse pendant un certain temps, contribueront à développer notre économie monétaire, mais dépendent entièrement d'une amélioration préalable du cours de notre rouble.

Enfin, la quatrième mesure revient à rendre nos entreprises rentables, à liquider et donner à bail les petites entreprises qui travaillent à perte, à opérer une sélection parmi les grandes entreprises les plus viables, à réduire résolument le personnel pléthorique de nos administrations, à établir un budget d'Etat stable, tant pour le compte matières que sous le rapport financier et, comme résultat final, à bannir tout esprit de laisser-aller des entreprises et des administrations, à rétablir partout la discipline parmi les ouvriers et les employés, à améliorer et intensifier leur travail.

Telles sont, d'une manière générale, les mesures, appliquées et à appliquer, dont l'ensemble constitue ce qu'on est convenu d'appeler la nouvelle politique économique.

**Il va sans dire que, pour la mise en œuvre de ces mesures, nous avons commis, comme il se doit, une foule d'erreurs, que nous en avons altéré le caractère véritable. Néanmoins, on peut considérer comme démontré que ce sont elles, ces mesures, qui ouvrent la voie à suivre pour assurer la renaissance économique du pays, relever l'agriculture et l'industrie et renforcer l'alliance *économique* des prolétaires et des paysans travailleurs, envers et contre tout, malgré les menaces de l'extérieur et la famine en Russie.**

**Les premiers résultats de la nouvelle politique économique : l'extension des emblavures qu'on commence à observer, le relèvement de la productivité du travail dans les entreprises et l'amélioration de l'état d'esprit du paysan (cessation du banditisme de masse) confirment indubitablement cette conclusion.**

***Pravda* [*La Vérité*], n° 286,**
**18 *décembre* 1921.**
**Signé : *J. Staline.***

# 1922

# *A la "Pravda"*

La *Pravda* a été portée à sa naissance sur les vagues de l'essor révolutionnaire, lors des fameuses « journées de la Léna ». La parution en ces journées de la *Pravda*, journal ouvrier de masse, a marqué :

*a*) la fin de la période de lassitude générale du pays, après « la paix et la quiétude » stolypiniennes;

*b*) le puissant éveil de la classe ouvrière russe à une nouvelle révolution, la seconde, après celle de 1905;

*c*) le début de la conquête des larges masses de la classe ouvrière par les bolchéviks.

La *Pravda* de 1912 a été la pose des fondations pour la victoire du bolchévisme en 1917.

J. Staline.

*Pravda* [*La Vérité*], n° 98,
5 *mai* 1922.

# *Pour le dixième anniversaire de la "Pravda"*

**(Souvenirs)**

## I. LES JOURNEES DE LA LENA.

**Les journées de la Léna ont été le résultat du régime « d'apaisement » instauré par Stolypine. Les jeunes membres du Parti, bien entendu, n'ont pas goûté aux charmes de ce régime et ils ne se les rappellent pas. Quant aux anciens, ils ont dû conserver le souvenir maudit des expéditions punitives, des raids scélérats contre les organisations ouvrières, du fouet appliqué aux masses de paysans et, couronnant le tout, de la Douma des Cent-noirs et des cadets. L'opinion publique mise aux fers, la fatigue et l'apathie générales, la misère et le désespoir chez les ouvriers, les paysans accablés et terrorisés et, avec cela, la meute déchaînée des policiers, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes : tels étaient les traits caractéristiques de l' « apaisement » stolypinien.**

**Il pouvait sembler à l'observateur superficiel que l'époque des révolutions était finie à tout jamais, que la Russie était entrée dans une période de développement « constitutionnel » à l'instar de la Prusse. Les menchéviks liquidateurs le criaient sur tous les toits, en prêchant la nécessité d'organiser un parti ouvrier légal, stolypinien. Certains vieux « bolchéviks », qui au fond d'eux-mêmes sympathisaient avec ce point de vue, s'étaient empressés de quitter les rangs de notre Patrie. Le triomphe du knout et de l'obscurantisme était complet. «L'abomination de la désolation » : c'est ainsi qu'on caractérisait alors la vie politique de la Russie.**

**Les événements de la Léna ont fait irruption tel un ouragan, dans cette « abomination de la désolation » et révélé**

à tout le monde un tableau nouveau. Il est apparu que le régime stolypinien n'était pas si solide, que la Douma était méprisée des masses et que la classe ouvrière avait accumulé assez d'énergie pour engager la lutte en faveur d'une révolution nouvelle. Il a suffi d'une fusillade d'ouvriers au fin fond de la Sibérie (à Bodaïbo, sur la Léna) pour qu'une vague de grèves déferlât sur la Russie et que le prolétariat de Pétersbourg, descendant dans la rue, balayât d'un *coup* Makarov, le ministre fanfaron, et son mot d'ordre effronté : « Il en a été, et il en sera toujours ainsi ». C'étaient là les premières hirondelles, annonciatrices du puissant mouvement en train de naître. La *Zvezda* [1] avait raison de s'écrier alors :

*Nous sommes vivants le feu des forces inemployées*
*brûle notre sang vermeil* [2]...

L'essor d'un nouveau mouvement révolutionnaire était un fait acquis.

C'est sur les vagues de ce mouvement qu'a été portée à sa naissance la *Pravda*, journal ouvrier de masse.

## II. LA FONDATION DE LA *PRAVDA*.

C'est par une soirée de la mi-avril 1912, chez le camarade Polétaev, que deux députés à la Douma (Pokrovski et Polétaev), deux publicistes (Olminski et Batourine) et moi-même, membre du Comité central (militant dans l'illégalité, j'étais « planqué » chez Polétaev, qui jouissait de l' « inviolabilité »), nous nous mîmes d'accord sur la plate-forme de la *Pravda* et que nous rédigeâmes le premier numéro du journal.

---

1. *Zvezda* [*L'Etoile*], journal bolchévik légal, qui a paru à Pétersbourg du 16 décembre 1910 au 22 avril 1912 (d'abord comme hebdomadaire, puis deux ou trois fois par semaine). La direction idéologique du journal était assurée par Lénine, qui envoyait régulièrement des articles de l'étranger. V. Molotov, M. Olminski, N. Polétaïev, N. Batourine, K. Eréméïev, d'autres encore en étaient les principaux rédacteurs. Maxime Gorki y collaborait également. Au printemps de 1912, Staline, qui séjournait alors à Pétersbourg, a dirigé personnellement le journal, où il a fait paraître un certain nombre d'articles (voir *Œuvres*, tome II, p. 225-247). Certains numéros du journal ont atteint un tirage de 50.000 à 60.000 exemplaires. La *Zvezda* a frayé la voie au quotidien bolchévik *Pravda* [*La Vérité*]. Elle a été interdite par le gouvernement tsariste le 22 avril 1912, mais elle a été remplacée par la *Nevskaïa Zvezda* [*L'Etoile de la Néva*], qui a paru jusqu'en octobre 1912. (*N.R.*)

2. Voir *Œuvres*, tome II, p. 200. (*N.T.*)

Je ne me rappelle plus si Démian Bieday et Danilov, proches collaborateurs de la *Pravda*, étaient présents à cette réunion.

Les conditions financières et techniques de la parution du journal étaient déjà acquises grâce à la propagande de la *Zvezda*, à la sympathie des larges masses ouvrières et aux collectes spontanément organisées pour la *Pravda* dans les usines et les fabriques. La *Pravda* a été véritablement le fruit des efforts de la classe ouvrière de Russie, et surtout de Pétersbourg. Sans ces efforts, elle n'aurait pu exister.

Le rôle de la *Pravda* était clair : elle était appelée à populariser dans les masses la plate-forme de la *Zvezda*.

> Quiconque lit la *Zvezda*, écrivait la *Pravda* dès son premier numéro, et connaît ses collaborateurs. lesquels sont aussi ceux de la *Pravda*, comprendra sans peine dans quelle direction cette dernière va travailler [1].

Ce qui distinguait la *Zvezda* de la *Pravda*, c'est que celle-ci était lue non seulement par les ouvriers avancés, mais aussi par les larges masses de la classe ouvrière. Elle devait aider les ouvriers avancés à rallier au drapeau du Parti les larges couches de la classe ouvrière russe, éveillées à un nouveau combat, mais politiquement en retard. Aussi l'une des tâches que la *Pravda* s'assignait alors était-elle de former des journalistes parmi les ouvriers eux-mêmes et de les faire participer à la direction du journal.

> Nous souhaitons, *écrivait la* Pravda *dans ce premier numéro*, que les ouvriers ne se bornent pas à la seule sympathie, mais qu'ils collaborent activement à notre journal. Que les ouvriers ne viennent pas nous dire qu'écrire est pour eux une besogne « inaccoutumée » : les journalistes ouvriers ne tombent pas tout prêts du ciel; ils se forment à la longue, au cours de leur travail de publiciste. Ce qu'il faut, c'est se mettre hardiment à l'ouvrage : deux ou trois faux pas, et l'on finit par apprendre l'art d'écrire [2]...

---

1. Citation de l'article de Staline : « Nos objectifs », paru dans le premier numéro de la *Pravda*, le 22 avril 1912 (voir *Œuvres*, tome II, p. 220). (*N.R.*)
2. J. Staline : *Œuvres*, tome II, p. 221 (*N.R.*)

## III. LE ROLE DE LA *PRAVDA*, COMME ORGANISATEUR.

La *Pravda* a vu le jour dans une période de développement de notre Parti, où la clandestinité appartenait tout entière aux bolchéviks (les menchéviks la fuyaient), mais où les organisations légales, — groupe de la Douma, presse, caisses-maladie, caisses d'assurances, syndicats, — n'avaient pas encore été complètement reconquises sur eux. C'était une période où les bolchéviks soutenaient une lutte résolue pour chasser les liquidateurs (les menchéviks) des organisations légales de la classe ouvrière. Le mot d'ordre le plus populaire du mouvement ouvrier était alors : « enlever les postes » aux menchéviks. Les colonnes de la *Pravda* fourmillaient d'informations sur l'expulsion des liquidateurs des sociétés d'assurances, des caisses-maladie et des syndicats, où ils s'étaient retranchés pendant un certain temps. Les six sièges de députés à la curie ouvrière furent pris aux menchéviks. La presse menchéviks se trouva dans la même situation désespérée, ou à peu près. Il s'agissait vraiment d'une lutte héroïque des ouvriers de tendance bolchévik pour le Parti, car les agents du tsarisme ne dormaient pas, traquant au contraire les bolchéviks et s'efforçant de les exterminer; le Parti, cependant, ne pouvait continuer à se développer en manquant de couverture légale et en restant refoulé dans la clandestinité. Plus encore : s'il n'avait conquis les organisations légales, le Parti n'aurait pas pu, dans les conditions politiques d'alors, entrer en contact avec les larges masses et les rallier à son drapeau; il aurait été coupé des masses et serait devenu un groupe fermé, mijotant dans son propre jus.

La *Pravda* était au centre de cette lutte pour l'idée de parti, pour la création d'un parti ouvrier de masse. Elle ne se contentait pas de faire le point des succès remportés par les bolchéviks dans la conquête des associations ouvrières légales; c'était en même temps un centre organisateur, qui groupait ces associations autour des foyers clandestins du Parti et dirigeait le mouvement ouvrier vers un objectif précis. Le camarade Lénine avait déjà écrit dans *Que faire?* (1902) qu'un journal de combat bien organisé, pour toute la Russie, devait être non seulement un propagandiste collectif, mais aussi un organisateur collectif. C'est un journal de ce genre que la *Pravda* était devenue dans la période de lutte contre les liquidateurs, pour le maintien du Parti clandestin et la

conquête des organisations ouvrières légales. S'il est vrai que sans la victoire sur les liquidateurs, nous n'aurions pas eu le Parti, fort de sa cohésion et rendu invincible par son dévouement au prolétariat, qui a organisé Octobre 1917, il est non moins vrai que l'activité persévérante et pleine d'abnégation de l'ancienne *Pravda* a, dans une grande mesure, préparé et hâté cette victoire sur les liquidateurs. Dans ce sens, l'ancienne *Pravda* a été sans aucun doute l'annonciatrice des glorieuses victoires à venir du prolétariat russe.

*Pravda* [*La Vérité*], *n°* 98,
5 *mai* 1922.
Signé : *J. Staline.*

# *Le camarade Lénine au repos.*

*(Notes brèves)*

Il me semble qu'on ne devrait plus écrire : « le camarade Lénine au repos », maintenant que ce repos va prendre fin et que le camarade Lénine va se remettre vite au travail. D'autre part, mes impressions sont si abondantes et si précieuses qu'il n'est guère raisonnable d'en parler sous la forme d'une brève notice, comme la rédaction de la *Pravda* le demande. Il me faut cependant écrire, puisque la rédaction insiste.

Il m'est arrivé de voir sur le front de vieux soldats qui, après avoir passé plusieurs jours « d'affilée » dans des combats ininterrompus, sans repos ni sommeil, s'en revenaient, le combat fini, pareils à des ombres et s'abattaient comme fauchés : quand ils avaient dormi « leurs dix-huit heures de suite », ils se levaient, après le repos, tout frais pour les combats nouveaux sans lesquels ils « ne pouvaient pas vivre ». Lorsque je l'ai revu pour la première fois en juillet, après six semaines d'intervalle, le camarade Lénine m'a justement fait l'effet d'un vieux soldat qui a pu se reposer après des combats sans trêve et exténuants et se sent rafraîchi par le repos. Frais et rétabli, mais gardant des traces de fatigue, de surmenage.

« On m'interdit de lire les journaux, remarque ironiquement le camarade Lénine; on m'interdit de parler politique; j'évite soigneusement le moindre bout de papier qui traîne sur la table, dans la crainte que ce ne soit un journal, et qu'il n'en résulte une infraction à la discipline. »

Je ris aux éclats et je porte aux nues l'esprit de discipline du camarade Lénine. Là-dessus, nous nous moquons des médecins, incapables de comprendre que des hommes politiques

de profession ayant pris rendez-vous ne puissent s'empêcher de parler politique.

Ce qui frappe chez le camarade Lénine, c'est sa soif d'interroger et sa fièvre de travail, une fièvre invincible. On voit bien qu'il est affamé. Le procès des socialistes-révolutionnaires [1], Gênes et La Haye [2], les perspectives de la récolte, l'industrie et les finances, toutes ces questions se succèdent rapidement. Il n'a point hâte de dire son opinion; il se plaint de retarder sur les événements; il interroge, surtout, et enregistre. Il s'anime beaucoup en apprenant que la récolte s'annonce bonne.

Il en va tout autrement un mois plus tard. Cette fois, le camarade Lénine est entouré d'un monceau de livres et de journaux (on lui a permis de lire et de parler politique sans restriction). De fatigue ou de surmenage, plus de trace. Plus de signes de la fièvre de travail nerveuse : sa faim est passée. Il a repris tout son calme, toute son assurance. Voici notre Lénine des anciens temps, qui regarde malicieusement son interlocuteur en clignant de l'œil...

Aussi notre entretien se poursuit-il cette fois avec plus d'animation.

La situation intérieure... La récolte... L'état de l'industrie... Le cours du rouble... Le budget...

— « La situation est difficile. Mais les jours les plus

---

1. Le procès des socialistes-révolutionnaires s'est déroulé à Moscou du 8 juin au 7 août 1922. Parmi les 34 accusés déférés à la Cour suprême révolutionnaire figuraient 11 membres du Comité central du parti socialiste-révolutionnaire. Le procès a établi que dès les premiers jours de la Révolution socialiste d'Octobre, ce parti avait combattu le pouvoir des Soviets, organisé des complots et des soulèvements armés, soutenu l'intervention étrangère et perpétré des actes terroristes contre les dirigeants du Parti bolchévik et du gouvernement soviétique. (*N.R.*)

2. Il s'agit des conférences économiques internationales qui se sont tenues à Gênes (10 avril-19 mai 1922) et à La Haye (15 juin-20 juillet 1922). La Conférence de Gênes s'est réunie pour fixer les relations du monde capitaliste et de la Russie soviétique. Y ont participé l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon et d'autres Etats capitalistes, d'une part, la Russie soviétique, d'autre part. Les représentants des pays capitalistes ont présenté à la délégation soviétique des exigences dont l'acceptation aurait fait du pays des Soviets une colonie du capital de l'Europe occidentale (paiement des dettes de guerre et d'avant-guerre, restitution aux propriétaires étrangers de leurs biens nationalisés, etc.). La délégation soviétique rejeta les prétentions des capitalistes étrangers. L'examen de la question fut renvoyé à une conférence d'experts, qui se tint à La Haye sans aboutir davantage à un accord, en raison de l'opposition irréductible des points de vue des deux parties. (*N.R.*)

durs sont derrière nous. La bonne récolte facilite foncièrement les choses. Elle doit être suivie d'une amélioration de l'industrie et des finances. Il s'agit maintenant de débarrasser l'Etat des dépenses inutiles en réduisant nos établissements et administrations et en améliorant leur qualité. Il faut se montrer particulièrement fermes sur ce point et alors nous nous en tirerons, nous nous en tirerons à coup sûr. »

La situation extérieure... L'Entente... La conduite de la France... L'Angleterre et l'Allemagne... Le rôle des Etats-Unis...

— « Ils sont cupides et se haïssent profondément les uns les autres. Ils finiront par se brouiller. Inutile de nous presser. Notre chemin est sûr : nous sommes pour la paix et pour l'accord, mais contre la servitude et les conditions d'accord asservissantes. Il faut tenir la barre vigoureusement et suivre notre chemin, sans nous laisser impressionner ni par la flatterie, ni par les menaces. »

Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, leur propagande forcenée contre la Russie des Soviets...

— « Oui, ils se donnent pour but de diffamer la Russie des Soviets. Ils facilitent la lutte des impérialistes contre elle. Enlisés dans le bourbier du capitalisme, ils roulent vers l'abîme. Laissons-les barboter. Il y a beau temps qu'ils sont morts pour la classe ouvrière. »

La presse des gardes blancs... L'émigration... Les légendes incroyables sur la mort de Lénine, avec force détails...

Le camarade Lénine, souriant, fait cette observation : « Laissons-les mentir et se consoler; il ne faut pas enlever aux agonisants leur ultime consolation. »

15 septembre 1922.

*Le camarade Lénine au repos.*
Supplément illustré de la *Pravda*, n° 215.
24 *septembre* 1922.
Signé : *J. Staline.*

# *Salutations à Pétrograd. Au Soviet des Députés.*

**A l'occasion du cinquième anniversaire de la naissance de la dictature du prolétariat, je salue Pétrograd-la-rouge, berceau de cette dictature.**

**J. Staline.**

***Pétrogradskaïa Pravda*, n° 251,**
**5 *novembre* 1922.**

# *La question de l'union des Républiques nationales indépendantes.*

**Interview donnée à un correspondant de la *Pravda***

***Interrogé par notre correspondant sur les problèmes que soulève la formation de l'union des Républiques socialistes soviétiques, le camarade* Staline *a donné les explications suivantes*** [1].

*— A qui revient l'initiative du mouvement pour l'union des Républiques indépendantes?*

— L'initiative du mouvement revient aux républiques elles-mêmes. Il y a déjà trois mois, les milieux dirigeants des Républiques de Transcaucasie ont soulevé la question d'un front uni économique des Républiques socialistes soviétiques et de leur réunion en un Etat fédératif. La question fut alors posée devant de larges assemblées du Parti dans certaines régions d'Azerbaïdjan, de Géorgie et d'Arménie où, ainsi qu'en témoignent les résolutions adoptées, elle suscita un enthousiasme sans précédent. Presque en même temps, la question de l'union était soulevée en Ukraine et en Biélorussie où, comme en Transcaucasie, elle fut accueillie avec des transports de joie dans les larges milieux du Parti.

Ces faits sont la preuve indubitable de la vitalité du mouvement et montrent que la question de l'union des Républiques est absolument mûre pour être tranchée.

---

1. Staline se trouvait à la tête de la commission créée le 6 octobre 1922 par la session plénière du Comité central du P.C. (b) R. pour élaborer le projet de loi relatif à l'association de la R.S.F.S.R., de la R.S.S. d'Ukraine, de la Fédération de Transcaucasie et de la R.S.S. de Biélorussie en une Union des Républiques socialistes soviétiques. C'est cette commission qui a dirigé tous les travaux préparatoires au Ier Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. (*N.R.*)

— *Qu'est-ce qui a provoqué ce mouvement, quels en sont les motifs principaux?*

— Ces motifs sont essentiellement d'ordre économique. L'aide à l'économie paysanne, le relèvement de l'industrie, l'amélioration des communications et des P.T.T., les questions financières, les problèmes relatifs aux concessions et aux autres traités économiques, l'action conjointe sur les marchés étrangers, soit pour vendre, soit pour acheter : telles sont les questions qui sont à l'origine du mouvement pour la formation d'une Union des Républiques. L'épuisement des ressources économiques intérieures de nos Republiques par suite de la guerre civile, d'une part, et l'arrêt de tout afflux tant soit peu important de capital étranger, d'autre part, ont créé une situation telle qu'aucune de nos républiques soviétiques n'est en état de relever son économie par ses propres moyens. Cela est particulièrement sensible maintenant que les Républiques soviétiques, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, se sont attaquées pour de bon aux problèmes économiques et qu'elles ont senti, au cours même du travail, toute l'insuffisance des efforts isolés que chacune d'elles accomplit, toute la nécessité de coordonner ces efforts, de réaliser l'union économique des républiques, seul moyen de relever l'industrie et l'agriculture.

Mais pour coordonner efficacement les efforts économiques des différentes Républiques, jusques et y compris l'association de ces dernières au sein d'une même union économique, il faut créer des organes fédéraux appropriés de caractère permanent, qui soient capables d'orienter la vie économique des Républiques dans une seule direction déterminée. C'est pourquoi les accords économiques et commerciaux antérieurement conclus entre elles sont désormais insuffisants. C'est pourquoi le mouvement en faveur de l'Union des Républiques a débordé ces accords et posé la question de l'unification.

— *Considérez-vous cette tendance à l'unification comme un fait entièrement nouveau ou a-t-elle son histoire?*

— Le mouvement qui pousse les républiques indépendantes à s'unir, n'a rien d'inattendu ni d'« absolument » nouveau. Il a son histoire. Au cours de son développement, il a déjà passé par deux phases et il vient d'entrer dans la troisième.

La première phase, de 1918 à 1921, est la période de l'intervention et de la guerre civile; un danger mortel mena-

çait l'existence même des Républiques, et elles ont dû s'unir sur le plan militaire pour sauvegarder leur existence. Cette phase se termina par une unification militaire, une union militaire des Républiques soviétiques.

La seconde phase, fin de 1921 et début de 1922, est la période de Gênes et de La Haye : les puissances capitalistes d'Occident, qui avaient perdu leurs illusions sur l'efficacité de l'intervention, ont alors essayé d'obtenir le rétablissement de la propriété capitaliste dans les républiques soviétiques par une voie non plus militaire, mais diplomatique; le front uni diplomatique des Républiques soviétiques est apparu comme l'unique moyen de résister à la pression des puissances occidentales. C'est sur cette base que s'est conclu l'accord bien connu des huit Républiques indépendantes avec la R.S.F.S.R.[1] à la veille de la conférence de Gênes, accord qu'on ne peut qualifier que d'union diplomatique des Républiques soviétiques. Ainsi s'est terminée la seconde phase : celle de l'union de nos Républiques sur le plan diplomatique.

A l'heure actuelle, le mouvement pour l'union des Républiques nationales est entré dans une troisième phase, celle de l'union économique. On comprend sans peine que cette troisième phase est le complément des deux précédentes.

— *Ne s'ensuit-il pas que l'union des Républiques se terminera par leur rattachement à la Russie, leur fusion avec elle, comme cela s'est produit pour la République d'Extrême-Orient?*

— Non, aucunement. Il existe une différence fondamentale entre la République d'Extrême-Orient[2] et les Républiques nationales dont il vient d'être question :

*a*) alors que la première avait été formée artificiellement (comme Etat-tampon) pour des considérations d'ordre tactique (on pensait que la forme de la démocratie bourgeoise serait une garantie sûre contre les visées impérialistes du Japon et des autres puissances), et nullement sur une base

---

1. Il s'agit de l'accord qui fut conclu à Moscou le 22 février 1922 par les représentants plénipotentiaires des Républiques indépendantes d'Azerbaïdjan, d'Arménie, de Géorgie, de Biélorussie, d'Ukraine, du Khorezm, de Boukhara, d'Extrême-Orient et de la R.S.F.S.R., et qui chargeait la R.S.F.S.R. de représenter ces républiques à la conférence économique européenne de Gênes. (*N.R.*)

2. La République d'Extrême-Orient a existé d'avril 1920 à novembre 1922. Elle comprenait : la Cisbaïkalie, la Transbaïkalie, la région de l'Amour, la Région maritime, le Kamtchatka et la partie nord de Sakhaline. (*N.R.*)

nationale, les secondes, au contraire, sont nées tout naturellement du développement des nationalités en cause et elles reposent sur une base essentiellement nationale;

*b*) alors que l'on peut supprimer la République d'Extrême-Orient sans porter aucune atteinte aux intérêts nationaux de la majorité de la population (qui est russe, comme la majorité de la population de la Russie), la suppression des Républiques nationales serait une absurdité réactionnaire, impliquant la suppression des nationalités non-russes, leur russification; autrement dit, ce serait un donquichottisme réactionnaire, qui soulèverait des objections même de la part de chauvins obscurantistes russes comme le Cent-noir Choulguine.

On s'explique ainsi que la République d'Extrême-Orient ait pu décider sa propre suppression dès qu'elle se fut convaincue que la forme de la démocratie bourgeoise ne lui offrait aucune garantie contre les impérialistes, et devenir une partie constitutive de la Russie, une région comme l'Oural ou la Sibérie, sans Conseil des commissaires du peuple ni Comité exécutif central, alors que les républiques nationales, qui reposent sur une base toute différente, ne peuvent être supprimées, ne peuvent être privées de leur Comité central exécutif, de leur Conseil des commissaires du peuple, de leur base nationale, tant que subsisteront les nationalités dont elles sont issues, leur langue et leur culture nationales, leurs mœurs, leurs us et coutumes. Aussi l'union des Républiques nationales soviétiques en un Etat fédératif ne peut-elle aboutir à un rattachement de ces Républiques à la Russie, à une fusion avec elle.

— *Quels sont, selon vous, le caractère et la forme de l'association des Républiques au sein de l'Union?*

— Cette association doit être volontaire et seulement volontaire, chaque République nationale devant garder le droit de quitter l'Union. Il faut donc mettre le principe du libre consentement à la base du traité instituant l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Le traité est conclu entre la R.S.F.S.R. (entité fédérative), la Fédération de Transcaucasie[1] (elle aussi entité

1. La Fédération de Transcaucasie, ou Union fédérative des Républiques socialistes soviétiques de Transcaucasie, a été fondée le 12 mars 1922 à la conférence plénipotentiaire des représentants des Comités exécutifs centraux de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie. En décembre 1922, l'Union fédérative s'est transformée en une République socialiste fédé-

**fédérative), l'Ukraine et la Biélorussie. Boukhara et le Khorezm [1], Républiques soviétiques populaires, et non socialistes, resteront peut-être en dehors de cette union jusqu'au moment où leur évolution naturelle en fera des Républiques socialistes.**

**Les organes supérieurs de l'Union des Républiques socialistes soviétiques seront le Comité central exécutif de l'Union, élu par les républiques de l'Union proportionnellement au chiffre de leur population, et le Conseil des commissaires du peuple de l'Union, désigné par le Comité exécutif central de l'Union, dont il sera l'organe exécutif.**

**Le Comité exécutif central de l'Union aura pour fonction de déterminer les principes directeurs fondamentaux de la vie politique et économique des Républiques et des fédérations faisant partie de l'Union.**

**Le Conseil des commissaires du peuple de l'Union aura pour fonction :**

***a*) d'administrer directement et sans partage les affaires militaires, les affaires étrangères, le commerce extérieur, les chemins de fer et les P.T.T. de l'Union;**

***b*) de diriger l'activité des commissariats des Finances, du Ravitaillement, de l'Economie nationale, du Travail et de l'Inspection des Républiques et fédérations faisant partie de l'Union, tandis que les commissariats de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Instruction publique, de la Justice, de la Sécurité sociale et de la Santé publique de ces Républiques et fédérations resteront directement et sans partage du ressort de ces dernières.**

**Telle est, selon moi, la forme générale de l'association en une Union des Républiques, dans la mesure où on peut**

---

rative soviétique de Transcaucasie (R.S.F.S.T.), qui a subsisté jusqu'en 1936. En vertu de la Constitution soviétique de 1936, les Républiques socialistes soviétiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie font partie de l'U.R.S.S. en qualité de républiques fédérées (sur la Fédération de Transcaucasie, voir le présent volume, p. 193 à 199 et 212 à 217).

1. Les Républiques soviétiques populaires de Boukhara et du Khorezm ont été constituées en 1920, après la victoire des soulèvements populaires qui avaient éclaté sur le territoire des anciens khanats de Boukhara et de Khiva. A la fin de 1924 et au début de 1925, l'établissement de la carte politique de l'Asie centrale d'après le critère national a entraîné l'incorporation des territoires des Républiques de Boukhara et du Khorezm dans les Républiques socialistes soviétiques fédérées de Turkménie et d'Ouzbékie, la République socialiste soviétique autonome de Tadjikie et la région autonome de Kara-Kalpakie, qui venaient d'être constituées. (*N.R.*)

la dégager du mouvement en faveur de l'union des Républiques nationales.

A côté des deux organes fédéraux (Comité exécutif central et Conseil des commissaires du peuple), certains estiment nécessaire de créer un troisième rouage intermédiaire entre les deux premiers, une sorte de Chambre *haute* où toutes les nationalités seraient également représentées; mais cette opinion ne sera certainement pas accueillie avec faveur dans les républiques nationales, ne serait-ce que parce que le système des deux Chambres, dont une Chambre *haute*, est incompatible avec la structure soviétique, du moins au stade actuel de son développement.

— *Quand pourra, selon vous, se réaliser l'Union des Républiques, et quelle sera sa portée internationale?*

— Je crois que le jour où sera formée l'Union des Républiques n'est plus très éloigné. Il est parfaitement possible que cette formation coïncide avec la réunion prochaine du X[e] Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R.

Quant à la portée internationale de cette Union, elle n'a guère besoin d'explications. Si l'union militaire des républiques soviétiques au cours de la guerre civile nous a permis de repousser l'intervention armée de nos ennemis, et si leur union diplomatique à l'époque de Gênes et de La Haye a facilité notre lutte contre la pression diplomatique de l'Entente, leur union en un Etat fédératif permettra sans aucun doute de mettre sur pied une forme de collaboration totale, militaire et économique, qui facilitera radicalement le progrès économique des Républiques soviétiques et en fera une vraie citadelle face aux tentatives du capitalisme international.

*Pravda* [*La Vérité*], n° 261,
18 *novembre* 1922.

# *Sur la réalisation de l'union des Républiques soviétiques.*

*Rapport présenté au X^e Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R.*[1] *le 26 décembre* 1922

CAMARADES, il y a quelques jours, avant l'ouverture de ce congrès, le Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. a reçu un certain nombre de résolutions émanant des congrès des Soviets des Républiques de Transcaucasie, d'Ukraine et de Biélorussie, qui déclarent souhaitable et nécessaire d'unir ces Républiques en un Etat fédératif. Le présidium a examiné la question et reconnu l'à-propos d'une telle union. C'est pourquoi la question figure à l'ordre du jour de ce congrès.

La campagne pour l'union des Républiques socialistes soviétiques a commencé voici trois ou quatre mois. Ce sont

---

1. Le X^e Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. s'est tenu à Moscou du 23 au 27 décembre 1922. Il comptait 2.215 délégués, y compris 488 délégués des républiques unies par traité : R.S.F.S. de Transcaucasie, R.S.S. d'Ukraine, R.S.S. de Biélorussie, qui étaient venus à Moscou pour prendre part aux travaux du I^er Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. et qui assistaient au X^e Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. en qualité d'invités d'honneur. Le X^e Congrès a examiné les questions suivantes : compte rendu du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. et du Conseil des commissaires du peuple sur la politique intérieure et extérieure de la république ; rapport sur l'état de l'industrie ; rapport du commissariat du peuple à l'Agriculture (bilan des travaux effectués pour relever l'économie paysanne) ; rapport du commissariat du peuple à l'Instruction publique ; rapport du commissariat du peuple aux Finances ; proposition des Républiques soviétiques unies par traité tendant à la formation d'une Union des Républiques socialistes soviétiques. Staline a présenté le 26 décembre un rapport sur l'union des Républiques soviétiques et le congrès a adopté à l'unanimité la résolution proposée par lui. Après le rapport de Staline, les représentants de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de l'Arménie et de la Biélorussie prirent la parole et, au nom de leurs peuples, approuvèrent chaleureusement l'union des Républiques soviétiques en un Etat fédéral : l'U.R.S.S. (*N.R.*)

celles d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Géorgie qui en ont pris l'initiative, rejointes ensuite par celles d'Ukraine et de Biélorussie. Le sens de cette campagne est que les anciens rapports contractuels, — les rapports établis par voie de convention entre la R.S.F.S.R. et les autres Républiques soviétiques, — ont épuisé leurs possibilités, se sont révélés insuffisants. Le sens de cette campagne est que les anciens rapports contractuels doivent inévitablement faire place à des rapports d'union plus étroits : des rapports qui impliquent la création d'un Etat fédératif, avec les organismes fédéraux appropriés dans l'ordre exécutif et législatif, un Comité exécutif central et un Conseil des commissaires du peuple de l'Union. Bref, ce qui autrefois se réglait de façon épisodique, par voie de conventions, la campagne actuelle suggère d'en faire quelque chose de permanent.

Quelles raisons poussent les Républiques à s'unir? Quelles circonstances ont rendu cette union nécessaire?

Trois groupes de circonstances doivent être retenus, qui ont rendu inévitable l'union des Républiques soviétiques en un Etat fédératif.

Le premier comprend les faits relatifs à notre situation économique intérieure.

D'abord, la pauvreté des ressources économiques restées à la disposition de nos républiques après sept ans de guerre. Cette pauvreté nous oblige à réunir ces maigres ressources afin de les utiliser plus rationnellement et de développer les branches principales de l'économie, celles qui constituent l'épine dorsale du pouvoir des Soviets dans toutes les Républiques.

Ensuite, la division naturelle du travail établie par l'histoire, la division économique du travail entre les différentes régions et Républiques de notre fédération. Ainsi, le Nord fournit les tissus au Sud et à l'Est; le Sud et l'Est fournissent au Nord le coton, le combustible, etc. Or, cette division du travail entre les régions ne peut être supprimée d'un trait de plume : c'est un fait historique, qui résulte de toute la marche du développement économique de la fédération. Et puisqu'elle rend impossible le développement complet des diverses régions tant que les Républiques mènent une existence séparée, elle fait à ces dernières une obligation de se grouper en une seule entité économique.

En troisième lieu, l'unité des moyens de communication principaux dans l'ensemble de la fédération, moyens qui

constituent le nerf et la base de toute union éventuelle. Il va sans dire que l'on ne saurait admettre un morcellement des moyens de communication, ceux-ci restant à la disposition des diverses Républiques et subordonnés à leurs intérêts : cela réduirait les transports, nerf essentiel de la vie économique, à un assemblage de tronçons distincts, utilisés sans aucun plan. Cette circonstance incline également les Républiques à s'unir en un seul Etat.

Enfin, la pauvreté de nos ressources financières. Camarades, il faut le dire tout net : aujourd'hui, après six ans de pouvoir des Soviets, notre situation financière a beaucoup moins de possibilités de se développer sur une grande échelle que ce n'était le cas, par exemple, sous l'ancien régime, lui qui avait (ce que nous n'aurons pas) l'eau-de-vie, avec un rapport de cinq cents millions de roubles par an, lui qui trouvait à l'étranger des crédits assurés pour plusieurs centaines de millions, ce que nous n'avons pas non plus. Tout cela atteste qu'en raison de nos possibilités réduites de développement financier, nous ne réussirons pas à régler dans ce domaine les problèmes fondamentaux et pressants de nos républiques si celles-ci ne rassemblent leurs forces, si elles ne mettent pas en commun leurs ressources financières.

Tel est le premier groupe de circonstances qui pousse nos Républiques dans la voie de l'union.

Le deuxième comprend les faits qui se rapportent à notre situation internationale. J'entends par là notre situation militaire. J'entends par là nos rapports avec le capital étranger par l'intermédiaire du commerce extérieur. J'entends par là, enfin, nos relations diplomatiques avec les Etats bourgeois. Il ne faut pas oublier, camarades, que malgré l'heureuse issue de la guerre civile pour nos Républiques, le danger d'une agression du dehors est loin d'être exclu. Ce danger exige que notre front militaire soit absolument uni, que notre armée soit une armée absolument unie, maintenant surtout que nous nous sommes engagés dans la voie non pas d'un désarmement moral, bien entendu, mais d'une réduction réelle, tangible de nos armements. Surtout depuis que nous avons ramené l'effectif de nos troupes à 600.000 hommes, il est indispensable d'avoir un front militaire uni et d'un seul tenant, capable de garantir la sécurité extérieure de la République.

**Ensuite, outre le danger d'ordre militaire, il y a le danger de l'isolement économique de notre fédération. Vous savez qu'après Gênes et La Haye, après Urquhart [1], le boycottage économique de notre république a beau avoir échoué, on n'observe point un afflux important de capitaux pour les besoins de notre économie. Le danger de l'isolement économique guette nos Républiques. Cette nouvelle forme d'intervention, non moins périlleuse que l'intervention militaire, ne peut être écartée que par la constitution d'un front économique uni de nos Républiques soviétiques face à l'encerclement capitaliste.**

**Enfin, notre situation diplomatique. Vous venez d'être témoins, à la veille de la conférence de Lausanne [2], des efforts de tout ordre des Etats de l'Entente pour isoler notre fédération. Sur le terrain diplomatique, ils n'ont pas réussi. Le boycottage diplomatique dirigé contre elle a été rompu. Force fut à l'Entente de compter avec elle, de se replier, de battre quelque peu en retraite. Mais rien n'autorise à croire que ces tentatives, et d'autres analogues, pour isoler diplomatiquement notre fédération ne se répéteront pas. D'où la nécessité d'un front uni, cette fois sur le terrain diplomatique.**

**Tel est le deuxième groupe de circonstances qui pousse les Républiques socialistes soviétiques dans la voie de l'union.**

---

1. Allusion aux pourparlers menés par le gouvernement soviétique avec l'industriel anglais Urquhart en vue de l'octroi d'une concession pour l'exploitation des richesses minérales de l'Oural et du Kazakhstan. Le projet d'accord fut rejeté le 6 octobre 1922 par le Conseil des commissaires du peuple en raison du caractère léonin des clauses proposées par Urquhart, ainsi que de la politique hostile que le gouvernement conservateur de l'Angleterre pratiquait à l'égard de l'Union soviétique. Ce refus du gouvernement soviétique servit de prétexte à la presse bourgeoise pour intensifier sa campagne antisoviétique. (*N.R.*)

2. La Conférence de Lausanne (20 novembre 1922-24 juillet 1923) fut convoquée sur l'initiative de la France, de l'Angleterre et de l'Italie pour discuter la question du Proche-Orient (conclusion d'un traité de paix entre la Grèce et la Turquie, fixation des frontières de ce dernier pays, adoption d'une convention sur le régime des Détroits, etc.). A cette conférence participaient, outre les pays précités, le Japon, la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce, la Bulgarie, la Turquie (les représentants des Etats-Unis étaient là en qualité d'observateurs). La Russie soviétique ne fut invitée que pour la discussion de la question des Détroits. Au sein de la commission compétente, elle se prononça contre le projet prévoyant l'ouverture des Détroits aux vaisseaux de guerre en temps de paix comme en temps de guerre et présenta son propre projet, qui envisageait la fermeture complète des Détroits aux navires de guerre de toutes les puissances, à l'exception de la Turquie. Le projet soviétique fut rejeté par la commission. (*N.R.*)

L'action et les effets du premier comme du second groupe de circonstances se sont fait sentir dans le passé également, pendant toute la période d'existence du pouvoir des Soviets. Sans aucun doute, nos besoins économiques, dont je viens de parler, de même que nos besoins militaires et diplomatiques en ce qui concerne la politique extérieure, se sont fait sentir aussi dans le passé. Mais c'est aujourd'hui seulement que ces circonstances ont acquis une force exceptionnelle, une fois la guerre civile terminée, quand les républiques ont pu pour la première fois s'attaquer à l'œuvre d'édification économique, quand elles ont constaté pour la première fois toute la pauvreté de leurs ressources économiques et toute la nécessité de s'unir à la fois sur le plan économique à l'intérieur et sur le plan extérieur. Voilà pourquoi c'est aujourd'hui, après six ans de pouvoir des Soviets, que la question de l'union des Républiques socialistes soviétiques indépendantes devient actuelle.

Enfin, il existe un troisième groupe de faits qui, lui aussi, fait de l'union une nécessité : ces faits découlent de la structure propre du pouvoir des Soviets, de sa nature de classe. International par essence, ce pouvoir est ainsi constitué qu'il cultive dans les masses par tous les moyens l'idée de l'union, qu'il les pousse lui-même à l'union. Si le capital, la propriété privée et l'exploitation divisent les hommes, les partagent en camps hostiles, témoins la Grande-Bretagne, la France et même de petits Etats multinationaux comme la Pologne et la Yougoslavie, avec leurs contradictions nationales internes qui sont inconciliables, qui rongent les fondements mêmes de ces Etats; si, dis-je, là-bas, en Occident, où règne la démocratie capitaliste et où l'Etat se fonde sur la propriété privée, la base même de cet Etat prédispose aux querelles, à la lutte et aux conflits nationaux, ici, dans le monde des Soviets, où le pouvoir se fonde non sur le Capital, mais sur le Travail, non sur la propriété privée, mais sur la propriété collective, non sur l'exploitation de l'homme par l'homme, mais sur la lutte contre elle, ici au contraire la nature même du pouvoir prédispose tout naturellement les masses laborieuses à s'unir pour ne plus former qu'une grande famille socialiste.

N'est-il pas significatif que là-bas, en Occident, dans le monde de la démocratie bourgeoise, nous assistions au déclin progressif des Etats multinationaux et à leur décomposition en leurs éléments constitutifs (telle la Grande-Bretagne, dont j'ignore comment elle s'arrangera avec l'Inde, l'Egypte,

l'Irlande; ou la Pologne, dont j'ignore aussi comment elle s'arrangera avec ses Biélorusses et ses Ukrainiens)? Ici cependant, dans notre fédération, qui ne groupe pas moins de trente nationalités, ici, au contraire, nous assistons au resserrement des liens politiques entre les républiques indépendantes, démarche qui conduit à un rapprochement toujours plus étroit des nationalités indépendantes dans le sein d'un seul Etat indépendant! Vous avez là deux types d'union politique : le premier type, capitaliste, aboutit à la désagrégation de l'Etat; le second, soviétique, conduit au contraire au rapprochement graduel, mais durable, de nationalités autrefois indépendantes, dans le sein d'un seul Etat indépendant.

Tel est le troisième groupe de faits qui pousse les différentes Républiques dans la voie de l'union.

Quelle forme l'union des Républiques doit-elle revêtir? Les principes de cette union sont définis dans les résolutions que le Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. a reçues des Républiques soviétiques d'Ukraine, de Biélorussie et de Transcaucasie.

Les Républiques qui s'unissent sont au nombre de quatre: la R.S.F.S.R., entité fédérative, la République de Transcaucasie, elle aussi entité fédérative, l'Ukraine et la Biélorussie. Deux Républiques soviétiques indépendantes, le Khorezm et Boukhara, qui sont des Républiques soviétiques non pas socialistes, mais populaires, restent pour le moment hors du cadre de l'association, pour la seule et unique raison qu'elles ne sont pas encore socialistes. Je ne doute pas, camarades, et j'espère que vous n'en doutez pas non plus, que ces Républiques, à mesure qu'elles poursuivront leur développement intérieur dans le sens du socialisme, entreront, elles aussi dans l'Etat fédératif qui est en train de se former.

Il pourrait sembler plus expédient que ce ne soit pas la R.S.F.S.R. qui entre comme entité fédérative dans l'Union des Républiques, mais les différentes républiques faisant partie de la R.S.F.S.R., ce qui supposerait évidemment la décomposition préalable de celle-ci en ses éléments constitutifs. J'estime que cette solution ne serait pas rationnelle, pas expédiente, et qu'elle est exclue par le déroulement même de la campagne. En premier lieu, elle aboutirait à ceci, que parallèlement au processus d'union des républiques, nous aurions un processus de désunion des formations fédérales

déjà existantes, ce qui renverserait de fond en comble le processus révolutionnaire de l'union des Républiques déjà en cours. En deuxième lieu, nous aboutirions, en nous engageant dans cette voie erronée, à une situation telle que nous serions obligés non seulement de détacher de la R.S.F.S.R. les huit républiques autonomes, mais encore de former spécialement un Comité exécutif central russe et un Conseil des commissaires du peuple russe, ce qui entraînerait en matière d'organisation de graves perturbations, absolument inutiles à l'heure actuelle, voire nuisibles, et ne correspondant à aucune nécessité ni de la situation intérieure ni de la situation extérieure. C'est pourquoi j'estime que les éléments constitutifs de l'Union doivent être les quatre Républiques : R.S.F.S.R., Fédération de Transcaucasie, Ukraine et Biélorussie.

Les principes suivants doivent être mis à la base du pacte d'union : le Conseil des commissaires du peuple de l'Union est seul à comprendre des commissariats du Commerce extérieur, de l'Armée et de la Marine, des Affaires étrangères, des Voies de communication ainsi que des Postes et Télégraphes. Il subsiste des commissariats des Finances, de l'Economie nationale, du Ravitaillement, du Travail et de l'Inspection dans les Républiques contractantes, mais à la condition qu'ils puissent fonctionner conformément aux directives des commissariats correspondants du centre fédéral. Cette disposition est indispensable pour que les masses laborieuses des Républiques puissent unir leurs forces sous la direction d'un centre fédéral en ce qui concerne le ravitaillement, le Conseil supérieur de l'Economie nationale, le commissariat des Finances ou celui du Travail. Enfin, les autres commissariats : Intérieur, Justice, Instruction publique, Agriculture, etc., — six au total, — qui ont directement rapport aux conditions de vie, aux mœurs, aux formes particulières de réglementation du régime de la terre et de procédure judiciaire, à la langue et à la culture des peuples composant les Républiques, doivent conserver leur autonomie et être dirigés par les Comités exécutifs centraux et les Conseils des commissaires du peuple des Républiques contractantes. Cette mesure est indispensable pour garantir effectivement la liberté de leur développement national aux peuples qui composent les Républiques soviétiques.

Tels sont, à mon avis, les principes appelés à servir de base au pacte qui va se conclure entre nos Républiques.

Voici, en conséquence, le projet de résolution que je présente, projet qui a été approuvé par le Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. :

1. Le moment est venu pour la République socialiste fédérative soviétique de Russie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie et la République socialiste soviétique de Biélorussie, de s'associer pour constituer une Union des Républiques socialistes soviétiques;

2. Cette association est fondée sur le principe de la libre adhésion et de l'égalité des Républiques, chacune d'elles conservant le droit de sortir librement de l'Union;

3. La délégation de la R.S.F.S.R. est chargée de mettre au point, en collaboration avec celles de l'Ukraine, de la République de Transcaucasie et de la Biélorussie, un projet de déclaration sur la formation de l'Union des Républiques, projet comportant un exposé des motifs qui commandent le groupement des Républiques en un Etat fédératif;

4. La délégation est chargée de définir les conditions auxquelles la R.S.F.S.R. adhérera à l'Union des Républiques; elle devra, lors de l'examen du pacte d'union, défendre les principes suivants :

*a*) formation d'organismes législatifs et exécutifs fédéraux appropriés;

*b*) fusion des commissariats de l'Armée et de la Marine, des Voies de communication, des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Postes et Télégraphes;

*c*) subordination des commissariats des Finances, du Ravitaillement, de l'Economie nationale, du Travail et de l'Inspection ouvrière et paysanne des Républiques contractantes aux directives des commissariats correspondants qui sont établis par l'Union des Républiques;

*d*) sauvegarde pleine et entière des nécessités propres au développement national des peuples des Républiques contractantes;

5. Avant d'être présenté au premier Congrès de l'Union des Républiques, le projet de pacte sera soumis à l'approbation du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. représenté par son Présidium;

6. Après approbation des conditions de l'union par le Comité exécutif central de la R.S.F.S.R., la délégation sera

chargée, au nom de la R.S.F.S.R., de conclure avec les Républiques socialistes soviétiques d'Ukraine, de Transcaucasie et de Biélorussie le pacte instituant l'Union des Républiques socialistes soviétiques;

7. Le pacte sera présenté à la ratification du premier Congrès de l'Union des Républiques.

Tel est le projet de résolution que je soumets à votre attention.

Camarades, depuis la formation des Républiques soviétiques, les Etats du monde se sont partagés en deux camps : le camp du socialisme et celui du capitalisme. Le camp du capitalisme est celui des guerres impérialistes, des haines nationales, de l'oppression, de l'esclavage colonial et du chauvinisme. Le camp des Soviets, le camp du socialisme, est au contraire celui de la confiance mutuelle, de l'égalité nationale, de la cohabitation pacifique et de coopération fraternelle des peuples. Depuis des dizaines d'années, la démocratie capitaliste cherche à résoudre les contradictions nationales en conciliant les intérêts du libre développement des nationalités avec un système d'exploitation. Mais elle n'y est pas parvenue jusqu'à présent, et elle n'y parviendra jamais. Bien au contraire, l'écheveau des contradictions nationales s'embrouille de plus en plus et cela fait peser une menace de mort sur le capitalisme. Ici seulement, dans le monde des Soviets, dans le camp du socialisme, on a réussi à extirper l'oppression nationale et à instaurer la confiance mutuelle et la coopération fraternelle des peuples. Et il fallait d'abord que les Soviets y réussissent, pour que nous puissions bâtir notre fédération et la défendre victorieusement contre l'agression des ennemis, tant de l'intérieur que de l'extérieur.

Il y a cinq ans, le pouvoir des Soviets a réussi à jeter les bases de la cohabitation pacifique et de la coopération fraternelle des peuples. Maintenant que nous décidons ici qu'il est désirable et nécessaire de nous unir, nous avons à couronner l'œuvre entreprise en construisant le nouvel édifice d'un puissant Etat fédératif du travail. La volonté des peuples de nos Républiques, qui se sont récemment réunis en congrès et ont décidé à l'unanimité de former une Union des Républiques, est la preuve incontestable que l'œuvre d'union est en bonne voie, qu'elle repose sur le grand principe de la libre adhésion et de l'égalité des peuples. Nous voulons

espérer, camarades, qu'en constituant notre République fédérative, nous établirons un rempart solide contre le capitalisme international, que le nouvel Etat fédératif marquera une nouvelle et décisive étape sur la voie de l'union des travailleurs du monde entier en une République socialiste soviétique universelle. (*Applaudissements prolongés. On chante* l'Internationale.)

*Pravda* [*La Vérité*], *n°* 295,
28 *décembre* 1922.

# *Sur la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.*

***Rapport présenté au Ier Congrès des Soviets de l'U.R.S.S.*** [1] ***le 30 décembre 1922.***

CAMARADES, cette journée marque un tournant dans l'histoire du pouvoir des Soviets. Elle pose des jalons entre l'ancienne période, dépassée désormais, où les républiques soviétiques, bien qu'agissant de concert, marchaient séparément, préoccupées avant tout du problème de leur existence, et la période nouvelle, déjà commencée, où un terme est mis à l'existence isolée des Républiques soviétiques, où celles-ci s'unissent en un seul Etat fédératif pour combattre efficacement le délabrement économique, où le pouvoir des Soviets songe non seulement à se maintenir en vie, mais aussi à devenir une force internationale sérieuse, capable d'exercer une influence sur la situation internationale, capable de la modifier dans l'intérêt des travailleurs.

Qu'était le pouvoir des Soviets il y a cinq ans? Une entité infime, presque imperceptible, objet de raillerie pour tous ses ennemis et de pitié pour nombre de ses amis. On était dans une période de désorganisation militaire, où le pouvoir des Soviets s'appuyait moins sur ses propres forces que sur l'impuissance de ses adversaires; où ses ennemis, divisés en deux coalitions, l'austro-allemande et l'anglo-française, se faisaient la guerre et ne pouvaient tourner leurs armes contre lui. Ce fut, dans l'histoire du pouvoir des

---

1. Le Ier Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. s'est réuni à Moscou le 30 décembre 1922. 1.727 délégués de la R.S.F.S.R., 364 de la R.S.S. d'Ukraine, 91 de la Fédération de Transcaucasie et 33 de la R.S.S. de Biélorussie y ont participé. Il a discuté le rapport de Staline sur la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, approuvé la Déclaration et le Traité d'Union relatifs à cette question et élu le Comité exécutif central de l'Union. (*N.R.*)

Soviets, une période de désorganisation militaire. Mais au cours de la lutte contre Koltchak et Dénikine, ce pouvoir a créer l'Armée rouge et il est sorti avec succès de la phase de désorganisation militaire.

Ensuite s'est ouverte une seconde période de son histoire: celle de la lutte contre le délabrement économique. Elle est loin d'être terminée, mais elle compte déjà des résultats à son actif : au cours de cette phase, le pouvoir des Soviets a triomphé de la famine qui s'était abattue sur notre pays l'an dernier; l'agriculture a fait des progrès sensibles et l'industrie légère connait un regain d'activité considérable; nous possédons déjà les cadres d'un corps de commandement pour notre industrie, ils font notre fierté et notre espoir. Mais tout cela est encore loin de suffire pour triompher du délabrement économique. Si l'on veut en venir à bout, le faire disparaître, il faut mettre en commun les forces de toutes les Républiques soviétiques, consacrer toutes leurs possibilités financières et économiques au relèvement des branches principales de notre industrie. D'où la nécessité d'unir les Républiques soviétiques en un seul Etat fédératif. Et nous voilà arrivés à cette journée où nos Républiques s'unissent en un seul Etat afin de concentrer les forces pour relever notre économie.

La période de lutte contre la désorganisation militaire nous a donné l'Armée rouge, une des bases de l'existence du pouvoir des Soviets. La période suivante, celle de la lutte contre le délabrement économique, nous donne le cadre nouveau de notre existence en tant qu'Etat : l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui, sans aucun doute, fera progresser le relèvement de l'économie soviétique.

Qu'est-ce que le pouvoir des Soviets à l'heure actuelle? Un grand Etat du travail, qui n'est plus un objet de raillerie pour nos adversaires, mais les fait grincer des dents.

Tel est le bilan du développement du pouvoir des Soviets depuis cinq ans qu'il existe.

Mais cette journée, camarades, n'est pas seulement celle d'un bilan; c'est aussi le jour du triomphe de la Russie nouvelle sur l'ancienne, sur la Russie gendarme de l'Europe, sur la Russie bourreau de l'Asie. C'est le jour du triomphe de la Russie nouvelle, qui a brisé les chaînes de l'oppression nationale, organisé la victoire sur le Capital, créé la dictature du prolétariat, éveillé les peuples d'Orient, qui insuffle l'enthousiasme aux ouvriers d'Occident, qui a fait du drapeau

rouge, étendard d'un parti, le drapeau d'un Etat autour duquel elle a groupé les peuples des Républiques soviétiques pour les unir en une seule puissance : l'Union des Républiques socialistes soviétiques, prototype de la République socialiste soviétique universelle de demain.

On nous accuse souvent, nous autres communistes, d'être incapables de bâtir. Que l'histoire du pouvoir des Soviets, depuis cinq ans qu'il existe, soit la preuve que les communistes savent aussi bâtir! Que ce Congrès des Soviets, appelé à ratifier la Déclaration et le Traité d'union des républiques adoptés hier par la conférence des délégations plénipotentiaires, que ce Congrès fédéral montre à tous ceux qui n'ont pas encore perdu la faculté de comprendre, que les communistes savent aussi bien bâtir le nouveau que détruire l'ancien!

Voici, camarades, la Déclaration adoptée hier par la conférence des délégations plénipotentiaires[1]. Je vous en donne lecture (voir annexe n° 1).

Et voici le texte du Traité adopté par la même conférence. Je vous en donne lecture (voir annexe n° 2).

Camarades, je suis chargé par la conférence des délégations plénipotentiaires des Républiques soviétiques de vous demander de ratifier les textes que je viens de vous lire de la Déclaration et du Traité instituant l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Camarades, je vous demande de les adopter avec cette unanimité qui est propre aux communistes et d'ajouter ainsi un nouveau chapitre à l'histoire de l'humanité. (*Applaudissements.*)

*Pravda* [*La Vérité*], n° 293.
31 *décembre* 1922.

---

1. La Conférence des délégations plénipotentiaires de la R.S.F.S.R., de la R.S.S. d'Ukraine, de la R.S.S. de Biélorussie et de la R.S.F.S. de Transcaucasie se réunit le 29 décembre 1922. Elle discuta et adopta la Déclaration et le Traité relatifs à la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Staline fit une communication sur la procédure du 1er Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. et la conférence le chargea de présenter au congrès le rapport sur la formation de l'U.R.S.S. C'est le 30 décembre, dans la matinée, que les délégations signèrent la Déclaration et le Traité relatifs à la formation de l'U.R.S.S. (*N.R.*)

# 1923

# *A propos de la stratégie et de la tactique des communistes russes*[1].

LE présent article a pour base les conférences sur « La stratégie et la tactique des communistes russes » que j'ai faites à différentes dates au club ouvrier du quartier de la Presnia et à la fraction communiste de l'Université Sverdlev[2]. Si je me suis déterminé à publier cet article, c'est non seulement parce que j'estime de mon devoir de répondre au vœu de mes auditeurs de la Presnia et de l'Université Sverdlov, mais encore parce qu'il me semble qu'il ne sera pas sans utilité pour la génération nouvelle des militants de notre Parti. Je tiens cependant à spécifier qu'il ne prétend pas ajouter quelque chose de nouveau, quant au fond, à ce qui a déjà été dit à plus d'une reprise dans la

---

1. L'article de Staline : « A propos de la stratégie et de la tactique des communistes russes » parut le 14 mars 1923, dans le numéro 56 de la *Pravda*, consacré au 25e anniversaire du Parti communiste (bolchévik) de Russie, ainsi que dans la *Pétrogradskaïa Pravda*, nos 57, 58 et 59 en date des 14, 15 et 16 mars 1923, et dans la revue *Kommounistitcheskaïa Révolioutsia*, n° 7 (46) du 1er avril 1923. Des extraits en furent reproduits plus tard, sous le titre « La Révolution d'Octobre et la stratégie des communistes russes », dans l'ouvrage de Staline : *La Révolution d'Octobre*, Moscou, 1932. (*N.R.*)

2. Université Sverdlov, ou Université communiste ouvrière et paysanne J. Sverdlov.

Sur l'initiative de J. Sverdlov, on avait organisé en 1918, auprès du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R., des cours de brève durée pour propagandistes et agitateurs; ces cours prirent, en janvier 1919, le nom d'Ecole d'administration soviétique. C'est sur la base de cette institution que le VIIIe Congrès du P.C.(b) décida de créer une Ecole centrale du travail dans les Soviets et le Parti, qui devint, dans la seconde moitié de 1919, l'Université communiste ouvrière et paysanne J. Sverdlov. (*N.R.*)

presse du Parti russe par nos camarades dirigeants. Il faut le considérer comme un exposé succinct et schématique des idées foudamentales du camarades Lénine.

## I

## NOTIONS PRELIMINAIRES.

### 1. *Deux aspects du mouvement ouvrier.*

La stratégie politique s'occupe du mouvement ouvrier, de même que la tactique. Mais le mouvement ouvrier se compose lui-même de deux éléments : l'élément objectif ou spontané, et l'élément subjectif ou conscient. L'élément objectif, spontané, c'est cette catégorie de processus qui a lieu indépendamment de la volonté consciente et régulatrice du prolétariat. Le développement économique du pays, le développement du capitalisme, la désagrégation du pouvoir ancien, les mouvements spontanés du prolétariat et des classes qui l'entourent, les conflits entre classes, etc. : autant de faits dont l'évolution ne dépend pas de la volonté du prolétariat; c'est le côté objectif du mouvement. La stratégie n'a que faire de ces processus, puisqu'elle ne saurait ni les supprimer ni les modifier; elle ne peut qu'en tenir compte et les prendre pour point de départ. C'est un domaine dont l'étude incombe à la théorie du marxisme et au programme du marxisme.

Mais le mouvement a en outre un côté subjectif, conscient. Ce côté subjectif est le reflet des processus spontanés dans le cerveau des ouvriers; c'est le mouvement conscient et méthodique du prolétariat vers un but précis. L'intérêt que ce côté présente pour nous, c'est qu'à la différence du côté objectif, il se prête entièrement à l'action directrice de la stratégie et de la tactique. Si la stratégie est impuissante à modifier quoi que ce soit dans les processus objectifs du mouvement, elle trouve ici, dans son côté subjectif, conscient, un champ d'application étendu et varié, puisqu'elle peut, selon ses qualités ou ses défauts, accélérer ou ralentir le mouvement, l'engager dans la voie la plus courte ou l'entraîner dans une voie plus pénible et plus douloureuse.

**Accélérer ou ralentir le mouvement, le faciliter ou l'entraver : tels sont le domaine et les limites d'application de la stratégie et de la tactique politiques.**

### 2. *La théorie et le programme du marxisme.*

**La stratégie n'étudie pas les processus objectifs. Force lui est néanmoins de les connaître et d'en tenir compte à bon escient si elle ne veut pas commettre des erreurs grossières et funestes dans la direction du mouvement. Ce sont la théorie du marxisme d'abord, le programme du marxisme ensuite, qui étudient les processus objectifs. Aussi la stratégie doit-elle s'appuyer entièrement sur les données de la théorie et du programme du marxisme.**

**En étudiant les processus objectifs du capitalisme dans leur développement et leur dépérissement, la théorie du marxisme aboutit à la conclusion que la chute de la bourgeoisie et la prise du pouvoir par le prolétariat sont inévitables, de même que le remplacement du capitalisme par le socialisme. La stratégie du prolétariat ne peut être qualifiée de réellement marxiste que si elle a pris cette conclusion fondamentale de la théorie du marxisme pour base de son activité.**

**En partant des données de la théorie, le programme du marxisme définit scientifiquement, dans ses différents points, les buts du mouvement prolétarien. Le programme peut embrasser toute la période du développement du capitalisme, en y comprenant le renversement de ce régime et l'organisation de la production socialiste, ou bien envisager une phase déterminée du développement du capitalisme ; par exemple, le renversement de ce qui reste du régime féodal et absolutiste et la création des conditions propres à assurer le libre développement du capitalisme. Par suite, le programme peut se composer de deux parties : un programme maximum et un programme minimum. Il va sans dire que la stratégie conçue en fonction du programme minimum différera nécessairement de celle qui est conçue en fonction du programme maximum, et qu'une stratégie ne peut être qualifiée de réellement marxiste que si elle s'inspire des objectifs du mouvement formulés dans le programme du marxisme.**

### 3. *La stratégie*

**La mission essentielle de la stratégie est de déterminer la direction principale que doit prendre le mouvement de la classe ouvrière et dans laquelle le prolétariat pourra porter à l'adversaire le coup principal avec le plus d'efficacité, afin d'atteindre les objectifs fixés par le programme. Le plan stratégique est un plan qui organise le coup décisif dans la direction où il est susceptible de donner, dans les moindres délais, le maximum de résultats.**

**On pourrait esquisser sans trop de peine les traits fondamentaux de la stratégie politique en se référant par analogie à la stratégie militaire, par exemple pendant la guerre civile, lors de la lutte contre Dénikine. Chacun se rappelle la fin de 1919, quand Dénikine était devant Toula. Des discussions très intéressantes se sont déroulées à l'époque entre militaires: il s'agissait de déterminer d'où le coup décisif devait être porté aux armées de Dénikine. Certains militaires proposaient pour axe d'effort principal la direction de Tsaritsyne-Novorossiisk; d'autres, au contraire, voulaient porter le coup décisif dans la direction de Voronèje-Rostov, pour couper en deux, cette étape une fois franchie, les armées de Dénikine et les écraser ensuite séparément. Certes, le plan n° 1 offrait des avantages, puisque la prise de Novorossiisk aurait coupé toute retraite aux armées de Dénikine. Mais, d'une part, il avait cet inconvénient que notre avance se serait opérée à travers des régions (province du Don) hostiles au pouvoir des Soviets et aurait exigé par suite de gros sacrifices; d'autre part, il était dangereux, puisqu'il laissait la route de Moscou, par Toula et Serpoukhov, ouverte aux armées de Dénikine. L'autre plan était le seul juste : d'une part, en effet, il envisageait l'avance du gros de nos forces à travers des régions (province de Voronèje, bassin du Donetz) qui sympathisaient avec le pouvoir des Soviets et, par suite, il n'exigeait pas de sacrifices importants; d'autre part, il désorganisait les opérations des forces principales de Dénikine en direction de Moscou. La majorité des militaires s'est ralliée au plan n° 2, ce qui a décidé de l'issue de la guerre contre Dénikine.**

**Autrement dit, déterminer l'axe de l'effort principal, c'est décider d'avance du caractère des opérations pour toute la durée de la guerre, déterminer par conséquent pour les neuf-dixièmes l'issue de toute la guerre. Telle est la mission de la stratégie.**

Il faut en dire autant de la stratégie politique. Le premier conflit sérieux entre les dirigeants politiques du prolétariat russe au sujet de l'orientation générale du mouvement prolétarien a eclaté au début du XX^e^ siècle, lors de la guerre russo-japonaise. On sait qu'une fraction de notre Parti (les menchéviks) estimait alors que dans sa lutte contre le tsarisme, le mouvement prolétarien devait s'orienter essentiellement vers la constitution d'un bloc du prolétariat et de la bourgeoisie libérale, la paysannerie n'étant pas prise en considération dans ce plan, ou presque pas, comme facteur révolutionnaire important, et la direction de l'ensemble du mouvement révolutionnaire étant laissée à la bourgeoisie libérale. L'autre fraction du Parti (les bolchéviks) affirmait au contraire que l'effort principal devait porter sur la formation d'un bloc du prolétariat et de la paysannerie, la direction de l'ensemble du mouvement révolutionnaire devant revenir au prolétariat et la bourgeoisie libérale devant être neutralisée.

Si, par analogie avec la guerre contre Dénikine, on se représente l'ensemble de notre mouvement révolutionnaire, du début du XX^e^ siècle à la révolution de février 1917, comme une guerre des ouvriers et des paysans contre le tsarisme et les grands propriétaires fonciers, il est bien évident que le sort du tsarisme et des grands propriétaires dépendait pour beaucoup de l'adoption de l'un ou de l'autre de ces plans stratégiques (menchévik et bolchévik), de l'adoption de l'une ou de l'autre de ces orientations fondamentales par le mouvement révolutionnaire.

Si, lors de la guerre contre Dénikine, la stratégie militaire, en déterminant l'axe d'effort principal, a décidé pour les neuf-dixièmes du caractère de toutes les opérations ultérieures jusque et y compris la liquidation de Dénikine, dans la lutte révolutionnaire contre le tsarisme, notre stratégie politique, en assignant au mouvement révolutionnaire une orientation générale conforme au plan bolchévik, a déterminé le caractère de l'activité de notre Parti pour toute la période de la lutte ouverte contre le tsarisme, de l'époque de la guerre russo-japonaise à la révolution de février 1917.

La stratégie politique a pour mission, avant tout, de déterminer correctement, en s'inspirant de la théorie et du programme du marxisme, et compte tenu de l'expérience de la lutte révolutionnaire des ouvriers de tous les pays, l'orien-

tation générale à donner au mouvement prolétarien de tel ou tel pays pour la période historique envisagée.

### 4. *La tactique.*

La tactique, partie de la stratégie, lui est subordonnée et s'applique à la servir. La tactique s'occupe non de la guerre dans son ensemble, mais de ses différents épisodes, des combats, des batailles. Si la stratégie s'attache à gagner la guerre, ou à mener à bonne fin, disons, la lutte contre le tsarisme, la tactique, elle, s'efforce de gagner telle ou telle bataille, tel ou tel combat, d'assurer le succès de telle ou telle campagne, de telle ou telle action plus ou moins conforme aux conditions concrètes de la lutte à un moment donné.

La tactique a essentiellement pour mission de déterminer les voies et moyens, les formes et méthodes de lutte qui répondent le mieux à la situation concrète du moment donné et préparent le mieux le succès stratégique. Aussi faut-il apprécier les actions tactiques et leurs résultats non en eux-mêmes, non au point de vue de leur effet immédiat, mais au point de vue des objectifs et des possibilités de la stratégie.

Il est des moments où le succès tactique facilite l'exécution des missions stratégiques. Ce fut le cas, par exemple, sur le front Dénikine à la fin de 1919, lors de la libération d'Orel et de Voronèje par nos troupes, quand les succès remportés par notre cavalerie devant Voronèje et par notre infanterie devant Orel assurèrent des conditions favorables à une offensive sur Rostov. Ce fut le cas en août 1917 en Russie, quand le passage des Soviets de Pétrograd et de Moscou aux bolchéviks créa une situation politique nouvelle, qui plus tard facilita le grand coup frappé en octobre par notre Parti.

Il y a aussi des moments où des succès tactiques dont l'effet immédiat est brillant, mais qui ne sont pas proportionnés aux possibilités stratégiques, créent une situation « inopinée », funeste pour l'ensemble de la campagne. Ce fut le cas pour Dénikine à la fin de 1919 quand, grisé par la réussite aisée de son avance rapide et spectaculaire sur Moscou, il étira son front de la Volga au Dniepr et prépara ainsi la perte de ses armées. Ce fut le cas en 1920, lors de la guerre contre les Polonais, quand, sous-estimant l'impor-

tance du facteur national en Pologne et grisés par la réussite aisée d'une avance spectaculaire, nous entreprîmes, — objectif alors au-dessus de nos forces, — de percer vers l'Europe par Varsovie, dressâmes contre les troupes soviétiques l'immense majorité de la population polonaise et créâmes de la sorte une situation qui réduisit à néant les succès remportés par les armées soviétiques devant Minsk et Jitomir et compromit le prestige du pouvoir des Soviets en Occident.

Enfin, il est des moments où il faut négliger le succès tactique, se résigner à bon escient à des échecs et à des pertes d'ordre tactique pour s'assurer des avantages stratégiques dans l'avenir. Cela arrive assez souvent à la guerre, quand l'une des parties, pour sauver les cadres de ses troupes et les soustraire aux coups d'un adversaire supérieur en forces, bat méthodiquement en retraite et abandonne sans coup férir des villes et des régions entières, afin de gagner du temps et de regrouper ses forces en vue des combats nouveaux, des combats décisifs de l'avenir. Ce fut le cas en Russie en 1918, au moment de l'offensive allemande, quand notre Parti dut accepter la paix de Brest-Litovsk, qui présentait de très gros inconvénients quant à l'effet politique immédiat, afin de conserver l'alliance de la paysannerie assoiffée de paix, d'obtenir une trêve, de créer une armée nouvelle et de s'assurer ainsi des avantages stratégiques pour l'avenir.

Autrement dit, la tactique ne saurait être subordonnée à des préoccupations éphémères, elle ne doit pas se laisser guider par la considération de l'effet politique immédiat; encore moins doit-elle perdre le contact des réalités et bâtir des châteaux en Espagne : il faut qu'elle soit fixée en fonction des objectifs et des possibilités de la stratégie.

La tactique a surtout pour mission de déterminer, en suivant les indications de la stratégie et en tenant compte de l'expérience de la lutte révolutionnaire des ouvriers de tous les pays, les formes et les méthodes les mieux appropriées aux conditions concrètes de la lutte à un moment donné.

### 5. *Les formes de lutte.*

Les méthodes de conduite de la guerre, les formes de guerre ne sont pas toujours identiques. Elles changent avec les conditions du développement, surtout avec le développe-

ment de la production. Sous Gengis Khan, on faisait la guerre autrement que sous Napoléon III; au XX^e^ siècle, on la fait autrement qu'au XIX^e^.

L'art militaire, dans les conditions actuelles, consiste à bien connaître toutes les formes de la guerre et toutes les réalisations de la science dans ce domaine pour les utiliser rationnellement, les combiner à bon escient ou appliquer au moment voulu telle ou telle de ces formes, selon les circonstances.

Il faut en dire autant des formes de la lutte dans le domaine politique. Elles sont plus variées encore que les formes de la guerre. Elles changent avec le développement de l'économie, de la vie sociale, de la culture, avec l'état des classes, le rapport des forces qui s'affrontent, le caractère du pouvoir, enfin avec les relations internationales, etc. Lutte clandestine sous l'absolutisme, avec grèves partielles et manifestations ouvrières: lutte ouverte lorsqu'il existe des « possibilités légales », et grèves politiques de masse des ouvriers: lutte parlementaire, par exemple à la Douma, et action extra-parlementaire des masses allant parfois jusqu'à l'insurrection armée; enfin, formes étatiques de lutte après la prise du pouvoir par le prolétariat, quand celui-ci a la possibilité de s'assurer toutes les ressources et toutes les forces de l'Etat, y compris l'armée : telles sont, dans l'essentiel, les formes de combat que présente la pratique de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Le Parti a pour devoir de connaître à fond toutes les formes de lutte, de les combiner rationnellement sur le champ de bataille et de concentrer de façon judicieuse son effort sur celles qui conviennent le mieux à la situation.

### 6. *Les formes d'organisation.*

Les formes d'organisation des armées, les armes et catégories de troupes sont d'ordinaire adaptées aux formes et méthodes de conduite de la guerre. Elles changent avec ces dernières. Dans une guerre de mouvement, c'est souvent la cavalerie, opérant par grandes unités, qui décide. En revanche, dans une guerre de positions, la cavalerie ne joue aucun rôle, ou ne joue qu'un rôle secondaire : ce sont l'aviation et l'artillerie lourde, les gaz et les chars qui entraînent la décision.

L'art militaire a pour devoir de s'assurer le concours de toutes les armes, de les porter à leur perfection et d'en combiner judicieusement l'emploi.

On peut en dire autant des formes d'organisation en politique. Ici comme dans le domaine militaire, elles s'adaptent aux formes de la lutte. Organisations clandestines de révolutionnaires professionnels à l'époque de l'absolutisme; organisations éducatives, syndicales, coopératives et parlementaires (groupe à la Douma, etc.) à l'époque de la Douma; comités d'usine, comités paysans, comités de grèves, Soviets des députés ouvriers et soldats, comités militaires révolutionnaires et large parti prolétarien reliant entre elles toutes ces formes d'organisation, dans la période des actions de masse et des insurrections; enfin, forme étatique d'organisation du prolétariat, quand le pouvoir est concentré entre les mains de la classe ouvrière : telles sont, pour l'essentiel, les formes d'organisation sur lesquelles le prolétariat en lutte contre la bourgeoisie peut et doit s'appuyer dans des conditions données.

Le Parti a pour devoir de s'assimiler toutes ces formes d'organisation, de les porter à leur perfection et de combiner judicieusement leur activité à tout moment.

### *7. Le mot d'ordre. La directive*

Des décisions bien formulées, qui traduisent les buts de la guerre ou de la bataille et sont populaires parmi les troupes, ont parfois au front une importance décisive pour galvaniser l'armée, maintenir le moral, etc. S'ils sont bien adaptés, les ordres du jour, les mots d'ordre ou les proclamations à l'adresse des armées sont aussi importants pour toute la marche de la guerre qu'une excellente artillerie lourde ou d'excellents chars rapides.

Les mots d'ordre ont plus d'importance encore dans le domaine politique, où l'on a affaire à des dizaines, à des centaines de millions d'hommes, avec leurs revendications et leurs besoins différents.

Un mot d'ordre est l'énoncé clair et concis des buts de la lutte, immédiats ou lointains, donné par un groupement dirigeant, par exemple celui du prolétariat, c'est-à-dire son parti. Les mots d'ordre diffèrent selon que les objectifs de la lutte embrassent soit toute une période historique, soit

certaines phases ou certaines épisodes de cette période. Le mot d'ordre « A bas l'autocratie! », lancé pour la première fois par le groupe « Libération du Travail »[1] dans les années 1880-1890, était un mot d'ordre *de propagande*, puisqu'il se proposait de gagner au Parti des adhésions individuelles ou celles de groupements composés des lutteurs les plus fermes et les plus conséquents. A l'époque de la guerre russo-japonaise, quand l'instabilité de l'autocratie devint plus ou moins évidente pour les couches les plus larges de la classe ouvrière, il devint un mot d'ordre *d'agitation*, puisqu'il visait désormais à gagner des millions de travailleurs. Dans la période qui précéda la révolution de février 1917, quand le tsarisme eut fait définitivement faillite aux yeux des masses, le mot d'ordre d'agitation « A bas l'autocratie! » devint un mot d'ordre d'*action*, puisqu'il visait à entraîner des millions d'hommes à l'assaut du tsarisme. Pendant la révolution de février, ce mot d'ordre devint une *directive* du Parti, c'est-à-dire un appel direct à s'emparer de telle et telle administration, de tel et tel point dans le système tsariste en un délai déterminé, puisqu'il s'agissait cette fois de renverser le tsarisme, de le détruire. La directive est un appel direct du Parti à agir à un moment et sur un point déterminés, un appel qui a force de loi pour tous les membres du Parti et qui, d'ordinaire, est appuyé par les larges masses de travailleurs s'il formule leurs revendications d'une façon juste et précise, s'il vient réellement à son heure.

Il est aussi périlleux de confondre mot d'ordre et directive, ou mot d'ordre d'agitation et mot d'ordre d'action, qu'il peut être dangereux, sinon funeste, d'agir ou trop tôt ou trop tard. En avril 1917, le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets! » était un mot d'ordre d'agitation. La manifestation qui entoura le Palais d'Hiver à Pétrograd, en avril 1917, en proclamant le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets! », était une tentative — et une tentative prématurée, donc néfaste, — de faire de ce mot d'ordre un mot d'ordre d'*action*[2]. C'était l'exemple d'une confusion des plus

---

1. Le groupe « Libération du Travail », premier groupe marxiste russe, fut fondé à Genève en 1883 par G. Plékhanov. (Sur son activité et son rôle historique, voir l'*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*, Moscou, 1953, p. 13-23.) (*N.R.*)

2. Lors de la manifestation politique de masse qui se déroula à Pétrograd les 20 et 21 avril 1917, un groupe de membres du Comité de Pétrograd du Parti bolchévik (Bagdatiev et autres) lança le mot

dangereuses entre un mot d'ordre d'agitation et un mot d'ordre d'action. Le Parti eut raison de blâmer les promoteurs de cette manifestation, puisqu'il savait que les conditions faisaient encore défaut pour transformer un tel mot d'ordre en mot d'ordre d'action et qu'une intervention prématurée du prolétariat pouvait entraîner l'écrasement de ses forces.

D'autre part, il est des cas où le Parti se trouve dans l'obligation d'annuler ou de modifier « dans les vingt-quatre heures » un mot d'ordre (ou une directive) opportun et déjà adopté, afin d'éviter le piège de l'adversaire, ou de remettre l'exécution d'une directive à un moment plus favorable. Ce fut le cas à Pétrograd, en juin 1917, quand une manifestation d'ouvriers et de soldats préparée avec soin et fixée au 10 juin fut « inopinément » décommandée par le Comité central de notre Parti en raison des changements intervenus dans la situation.

Le Parti a pour devoir de transformer judicieusement et à point nommé les mots d'ordre d'agitation en mots d'ordre d'action, ou les mots d'ordre d'action en directives concrètes; ou encore, si la situation l'exige, de faire preuve de la souplesse et de la fermeté requises pour retirer en temps utile tel ou tel mot d'ordre, fût-il populaire, fût-il pressant,

## II

## LE PLAN STRATEGIQUE

### 1. *Les tournants historiques.* *Les plans stratégiques.*

La stratégie du Parti n'est pas quelque chose de constant, qui serait donné une fois pour toutes. Elle change avec les tournants de l'histoire, avec les transformations historiques. Ces changements se traduisent par l'établissement, pour chaque tournant historique, d'un plan stratégique particulier, qui lui correspond et qui reste en vigueur durant toute la

---

d'ordre de renversement immédiat du Gouvernement provisoire, malgré la directive du Comité central du Parti bolchévik qui recommandait de donner à cette manifestation un caractère pacifique. Le Comité central condamna le geste de ces aventuriers de « gauche » (voir V. LÉNINE : *Œuvres*, 4e édition, tome XXIV, p. 181-182). (*N.R.*)

période comprise entre deux tournants. Le plan stratégique comporte la détermination de l'axe de l'effort principal des énergies révolutionnaires et le schéma de la disposition adéquate de millions d'hommes sur le front social. Naturellement, un plan stratégique bon pour une période historique qui a ses caractères propres, ne saurait convenir à une autre période dont les particularités sont tout autres. A chaque tournant historique correspond le plan stratégique nécessaire pour lui et adapté à ses besoins.

On peut en dire autant par rapport à l'art militaire. Le plan stratégique élaboré contre Koltchak ne pouvait convenir à la campagne contre Dénikine; cette fois, il en fallait un autre, lequel, à son tour, ne pouvait servir, disons, pour la guerre de 1920 contre les Polonais, puisque les axes d'effort principaux, aussi bien que les schémas relatifs à la disposition du gros des forces, ne pouvaient manquer de différer dans ces trois cas.

L'histoire russe contemporaine a connu trois tournants principaux qui ont donné naissance, dans la vie de notre Parti, à trois plans stratégiques différents. Nous croyons devoir les retracer brièvement pour montrer comment le Parti, d'une façon générale, change ses plans stratégiques en fonction des mouvements nouveaux de l'histoire.

### 2. *Le premier tournant historique et l'orientation sur la révolution démocratique bourgeoise en Russie.*

Ce tournant a commencé au début du XX^e^ siècle, pendant la guerre russo-japonaise, quand la défaite des armées tsaristes et les grèves politiques grandioses des ouvriers russes eurent mis en branle et précipité dans la lutte politique toutes les classes de la population. Il a pris fin lors de la révolution de février 1917.

Au cours de cette période, deux plans stratégiques se sont affrontés au sein de notre Parti : celui des menchéviks (Plékhanov-Martov, 1905) et celui des bolchéviks (le camarade Lénine, 1905).

La stratégie menchévik prévoyait que le coup principal contre le tsarisme serait porté par une coalition de la bourgeoisie libérale et du prolétariat. Partant du fait que la révolution était alors considérée comme bourgeoise, ce plan

attribuait l'hégémonie (la direction) du mouvement à la bourgeoisie libérale et vouait le prolétariat au rôle d' « opposition d'extrême-gauche », de « stimulant » de la bourgeoisie, en perdant de vue, ou presque, le fait que la paysannerie était l'une des forces révolutionnaires essentielles. On conçoit sans peine que ce plan était foncièrement utopique, puisqu'il laissait de côté les millions de paysans dans un pays comme la Russie; il était réactionnaire, puisqu'il confiait le sort de la révolution à la bourgeoisie libérale (hégémonie de la bourgeoisie); celle-ci, en effet, était toujours prête à mettre fin, en transigeant avec le tsarisme, à la révolution, dont la victoire complète ne l'intéressait nullement.

La stratégie bolchévik (voir *Deux Tactiques*[1] du camarade *Lénine*) prévoyait que le coup principal de la révolution contre le tsarisme serait porté par une coalition du prolétariat et de la paysannerie, la bourgeoisie libérale étant neutralisée. Partant du fait que la bourgeoisie libérale n'était pas intéressée à la victoire complète de la révolution démocratique bourgeoise, qu'à la victoire de la révolution elle préférait une transaction avec le tsarisme aux dépens des ouvriers et des paysans, ce plan attribuait l'hégémonie du mouvement révolutionnaire au prolétariat, seule classe de la Russie qui fût révolutionnaire jusqu'au bout. Ce plan avait ceci de remarquable que non seulement il tenait un compte correct des forces motrices de la révolution, mais il renfermait en germe l'idée de la dictature du prolétariat (hégémonie du prolétariat); il prévoyait d'une façon géniale la phase suivante, la phase supérieure, de la révolution de Russie et facilitait le passage à cette phase.

Le cours ultérieur de la révolution jusqu'en février 1917 a confirmé entièrement la justesse de ce plan stratégique.

### 3. *Le deuxième tournant historique et l'orientation sur la dictature du prolétariat en Russie.*

Le deuxième tournant a commencé avec la révolution de février 1917, après le renversement du tsarisme; à ce moment,

---

1. LÉNINE : *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (voir *Œuvres*, 4e édition, tome IX, p. 1-119). En français dans : LÉNINE : *Œuvres choisies*, tome I, 2e partie, Editions en langues étrangères, Moscou, 1953. (*N.R.*)

la guerre impérialiste avait mis à nu les plaies mortelles du capitalisme dans le monde entier; la bourgeoisie libérale, incapable de prendre la direction effective du pays, avait dû se contenter d'un pouvoir tout formel (Gouvernement provisoire); les Soviets des députés ouvriers et soldats, qui détenaient en fait le pouvoir, manquaient d'expérience et manquaient aussi de la volonté de faire de ce pouvoir l'usage nécessaire; les soldats du front, les ouvriers et les paysans de l'arrière gémissaient sous le poids de la guerre et de la ruine économique; le régime de la « dualité du pouvoir » et de la « commission de contact »[1], déchiré par ses contradictions internes et également incapable de faire la guerre ou la paix, loin de trouver une « issue à l'impasse », ne faisait qu'ajouter à la confusion. Cette période s'est terminée par la Révolution d'Octobre 1917.

Deux plans stratégiques s'affrontaient alors au sein des Soviets : le plan des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, d'une part, le plan bolchévik, d'autre part.

La stratégie menchévik et socialiste-révolutionnaire qui, les premiers temps, hésitait entre les Soviets et le Gouvernement provisoire, entre la révolution et la contre-révolution, s'est cristallisée définitivement lors de l'ouverture de la Conférence démocratique (septembre 1917). Elle visait à écarter, peu à peu mais sans relâche, les Soviets du pouvoir, et à concentrer tout le pouvoir dans le pays entre les mains d'un « Préparlement », préfiguration du futur parlement bourgeois. Les questions de la paix et de la guerre, les questions agraire et ouvrière, ainsi que la question nationale, étaient ajournées jusqu'à la convocation d'une Assemblée constituante, elle-même ajournée *sine die*. « Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante! » : c'est ainsi que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks formulaient leur plan stra-

---

1. La « Commission de contact », composée de Tchkhéïdzé, Steklov, Soukhanov, Philippovski et Skobélev (et, par la suite, de Tchernov et de Tsérétéli), avait été désignée par le Comité exécutif (d'opinion menchévik et socialiste-révolutionnaire) du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, le 7 mars 1917, pour entrer en contact avec le Gouvernement provisoire, « influer » sur lui et « contrôler » son activité. En fait, la « commission de contact » aida le Gouvernement provisoire à appliquer sa politique bourgeoise et essaya de détourner les masses ouvrières de la lutte révolutionnaire active tendant à faire passer tout le pouvoir aux Soviets. Elle subsista jusqu'en mai 1917, date à laquelle les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires se firent représenter directement au Gouvernement provisoire. (*N.R.*)

tégique. C'était un plan qui préparait la dictature de la bourgeoisie, dictature bien peignée et bien pommadée, il est vrai, et « parfaitement démocratique », mais qui n'en était pas moins une dictature de la bourgeoisie.

La stratégie bolchévik (voir les *Thèses* du camarade *Lénine* publiées en avril 1917 [1]) prévoyait que le coup primordial serait porté par les forces réunies du prolétariat et de la paysannerie pauvre, afin de liquider le pouvoir de la bourgeoisie et d'organiser la dictature du prolétariat sous la forme d'une république des Soviets. Rupture avec l'impérialisme et sortie de la guerre; affranchissement des nationalités opprimées de l'ancien Empire russe; expropriation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes; préparation des conditions permettant d'organiser une économie socialiste : tels étaient les éléments du plan stratégique des bolchéviks durant cette période. « Tout le pouvoir aux Soviets! » : c'est ainsi que les bolchéviks formulaient alors leur plan stratégique. Il avait ceci d'important que non seulement il tenait un compte correct des forces motrices de la révolution nouvelle, de la révolution prolétarienne, en Russie, mais il facilitait et accélérait le déclenchement d'un mouvement révolutionnaire en Occident.

Le cours ultérieur des événements jusqu'à la Révolution d'Octobre a confirmé entièrement la justesse de ce plan stratégique.

### 4. *Le troisième tournant historique et l'orientation sur la révolution prolétarienne en Europe.*

Le troisième tournant a commencé avec la Révolution d'Octobre; à ce moment, la lutte à mort que se livraient les deux groupements impérialistes d'Occident avait atteint son point culminant; il était manifeste que la crise révolutionnaire mûrissait en Occident; en Russie, le pouvoir bourgeois, ayant fait faillite et empêtré dans ses contradictions, était tombé sous les coups de la révolution prolétarienne; une fois victorieuse, cette révolution, après avoir rompu avec

---

1. LÉNINE : « Les tâches du prolétariat dans notre révolution ». (Voir *Œuvres*, 4e édition, tome XXIV, p. 1-7.) En français dans LÉNINE : *Œuvres choisies*, tome II, 1re partie, Editions en langues étrangères, Moscou, 1953. (*N.R.*)

l'impérialisme et être sortie de la guerre, avait trouvé dans les coalitions impérialistes d'Occident des ennemis jurés; les actes du nouveau gouvernement soviétique relatifs à la paix, à la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers, à l'expropriation des capitalistes et à l'affranchissement des nationalités opprimées lui avaient gagné la confiance de millions de travailleurs du monde entier. C'était un tournant de portée internationale, puisque pour la première fois le front mondial du Capital était rompu, pour la première fois la question du renversement du capitalisme était posée en pratique. Par là-même, la Révolution d'Octobre cessait d'être une force purement nationale et russe, pour devenir une force internationale; et les ouvriers russes, autrefois détachement retardataire du prolétariat international, passaient à son avant-garde, en éveillant par leur lutte pleine d'abnégation les ouvriers d'Occident et les pays opprimés d'Orient. Ce tournant n'a pas encore atteint le terme de son développement, il ne s'est pas encore effectué à l'échelle internationale; mais sa teneur et son orientation générale se sont déjà révélées d'une façon suffisamment claire.

Deux plans stratégiques s'affrontaient alors dans les milieux politiques de Russie : le plan des contre-révolutionnaires, qui avaient entraîné dans leurs organisations la partie active des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, et le plan des bolchéviks.

Les contre-révolutionnaires et les éléments actifs des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks visaient à grouper dans un même camp tous les mécontents : les officiers de l'ancien régime à l'arrière et au front, les gouvernements nationalistes bourgeois des régions périphériques, les capitalistes et les grands propriétaires fonciers expropriés par la révolution, les agents de l'Entente qui préparaient l'intervention, etc. Ils s'orientaient sur le renversement du pouvoir des Soviets par des soulèvements ou par l'intervention étrangère, et sur la restauration du régime capitaliste en Russie.

Les bolchéviks, au contraire, visaient à consolider la dictature du prolétariat à l'intérieur de la Russie et à étendre la sphère d'action de la révolution prolétarienne à tous les pays du monde en unissant l'effort des prolétaires de Russie à ceux du prolétariat européen et des pays opprimés d'Orient contre l'impérialisme mondial. Le camarade Lénine a résumé ce plan stratégique en une très remarquable formule, brève et précise, que l'on trouve dans sa brochure *La Révolution*

***prolétarienne et le renégat Kautsky*** : «[Faire] le maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays (*le sien*. - *J. S.*) POUR le développement, le soutien, l'éveil de la révolution, *dans tous les pays* [1]. » Ce qui fait la valeur de ce plan stratégique, c'est que non seulement il tenait un compte correct des forces motrices de la révolution mondiale, mais il prévoyait et facilitait l'évolution des choses qui, par la suite, a imposé la Russie soviétique à l'attention du mouvement révolutionnaire du monde entier et a fait d'elle le porte-drapeau de l'émancipation des ouvriers d'Occident et des colonies d'Orient.

Le développement ultérieur de la révolution dans le monde entier et les cinq ans d'existence du pouvoir des Soviets en Russie ont entièrement confirmé la justesse de ce plan stratégique. Quand on voit, par exemple, les contre-révolutionnaires, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, qui ont tenté à plusieurs reprises de renverser le pouvoir des Soviets, se morfondre aujourd'hui dans l'émigration, alors que le pouvoir des Soviets et l'organisation prolétarienne internationale deviennent un instrument de première importance de la politique du prolétariat mondial, n'est-il pas manifeste que ces faits plaident en faveur du plan stratégique des bolchéviks?

*Pravda* [*La Vérité*], *n°* 56.
14 *mars* 1923.
Signé : *J. Staline.*

1. LÉNINE : *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, p. 73, Editions sociales, 1953.

# *Les facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'État.*

***Thèses pour le XII^e^ Congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie, approuvées par le Comité central du Parti*** [1]

## I

**1. Le développement du capitalisme a révélé dès le siècle dernier une tendance à l'internationalisation des moyens de production et d'échange, à la suppression de l'isolement national, au rapprochement économique des peuples et à l'union graduelle de vastes territoires en un tout cohérent. Le développement ultérieur du capitalisme, le développement du marché mondial, l'ouverture de grandes voies maritimes et ferroviaires, l'exportation des capitaux, etc., ont encore accentué cette tendance, en rattachant les uns aux autres les peuples les plus divers par les liens de la division internationale du travail et de la dépendance réciproque dans tous les domaines. Dans la mesure où ce processus reflétait le développement prodigieux des forces productives, où il contribuait à faire disparaître le particularisme national et l'opposition d'intérêts entre les différents peuples, il a été et demeure un facteur de progrès, puisqu'il prépare les conditions matérielles de la future économie socialiste mondiale.**

**2. Mais cette tendance, en se développant, a pris des formes originales, qui ne correspondaient aucunement à sa signification historique interne. L'interdépendance des peuples et l'union économique des territoires se sont établies au cours du développement du capitalisme non par la collaboration**

---

1. Le projet de thèses sur la question nationale pour le XII^e^ Congrès du Parti fut discuté à la session plénière du Comité central du P.C. (b) R., le 21 février 1923. Une commission présidée par Staline fut créée pour mettre ces thèses définitivement au point. Le Bureau politique du Comité central du P.C. (b) R. les examina et les approuva le 22 mars. Elles furent publiées le 21 mars dans le n° 65 de la *Pravda*. (*N.R.*)

de peuples égaux en droits, mais par l'assujettissement de certains peuples à certains autres, par l'oppression et l'exploitation des peuples les moins évolués par les plus évolués. Les conquêtes et les spoliations coloniales, l'oppression et l'inégalité nationales, l'arbitraire et les violences impérialistes, l'esclavage colonial et la servitude nationale, enfin la lutte des nations « civilisées » entre elles pour s'assurer la domination exclusive des peuples « non civilisés »; c'est dans ce cadre que s'est déroulé le processus de rapprochement économique des peuples. Aussi a-t-on vu grandir, parallèlement à la tendance à l'union, une tendance à la destruction des formes violentes de cette union, une lutte pour libérer du joug impérialiste les colonies opprimées et les nationalités dépendantes. Dans la mesure où cette seconde tendance traduisait l'indignation des masses opprimées contre les formes impérialistes de l'union, où elle demandait que l'union des peuples se fît sur la base de la coopération et de l'alliance librement consentie, elle a été et demeure une tendance de progrès, puisqu'elle prépare les conditions morales de la future économie socialiste mondiale.

3. La lutte de ces deux tendances fondamentales, qui s'expriment dans les formes propres au capitalisme, remplit l'histoire des Etats bourgeois multinationaux depuis un demi-siècle. La contradiction insurmontable de ces tendances dans le cadre du développement capitaliste a été à l'origine de la faiblesse interne et de l'instabilité organique des Etats coloniaux bourgeois. Conflits inévitables à l'intérieur de ces Etats et guerres inévitables entre eux; désagrégation des vieux Etats coloniaux tandis qu'il s'en forme de nouveaux; nouvelle compétition pour s'emparer de colonies et nouvelle désagrégation des Etats multinationaux aboutissant à un nouveau remaniement de la carte politique du monde : tels sont les résultats de cette contradiction fondamentale. L'écroulement de l'ancienne Russie, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie, d'une part; l'histoire d'Etats coloniaux tels que la Grande-Bretagne et l'ancienne Allemagne, de l'autre; enfin, la « grande » guerre impérialiste et la montée du mouvement révolutionnaire des peuples coloniaux ou tenus en état d'infériorité, tous ces faits et d'autres analogues attestent de façon évidente l'instabilité et la précarité des Etats multinationaux bourgeois.

*Ainsi, la contradiction insurmontable entre le processus d'union économique des peuples et les moyens impérialistes*

***utilisés pour cette union a déterminé l'incapacité de la bourgeoisie, son impuissance, sa débilité, quand il s'agit d'aborder de façon correcte le règlement de la question nationale.***

**4. Notre Parti a tenu compte de ces circonstances en faisant reposer sa politique en matière nationale sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le droit des peuples à se constituer en Etats indépendants. Dès les premiers jours de son existence, à son premier Congrès (en 1898), alors même que les contradictions du capitalisme sur le terrain national n'avaient pu encore se préciser avec une entière clarté, le Parti a reconnu ce droit imprescriptible aux nationalités. Par la suite, il a invariablement confirmé son programme national dans des décisions et des résolutions spéciales adoptées à ses congrès et à ses conférences, et cela jusqu'à la Révolution d'Octobre. La guerre impérialiste et le puissant mouvement révolutionnaire qu'elle a déterminé dans les colonies, n'ont fait qu'apporter une nouvelle confirmation des décisions du Parti sur la question nationale. Ces décisions peuvent se résumer ainsi :**

***a*) répudiation catégorique de toutes les formes de contrainte à l'égard des nationalités;**

***b*) reconnaissance de l'égalité et de la souveraineté des peuples en ce qui concerne la détermination de leur sort;**

***c*) reconnaissance du principe qu'une union durable des peuples n'est possible que sur la base de la coopération et du libre consentement;**

***d*) proclamation de cette vérité qu'une telle union n'est possible qu'après le renversement du pouvoir du Capital.**

**Ce programme de libération nationale, notre Parti ne s'est jamais lassé de l'opposer, dans son travail, à la politique d'oppression déclarée du tsarisme, aussi bien qu'à la politique bâtarde, semi-impérialiste, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Alors que la politique russificatrice du tsarisme avait creusé un abîme entre ce dernier et les nationalités de l'ancienne Russie et que la politique semi-impérialiste des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires avait poussé les meilleurs éléments de ces nationalités à se détourner du kérenskisme, la politique émancipatrice de notre Parti lui a gagné les sympathies et le soutien des larges masses de ces nationalités en lutte contre le tsarisme et la bourgeoisie impérialiste russe. On ne saurait guère douter que ces sympathies et ce soutien aient été un des éléments décisifs de la victoire de notre Parti dans les journées d'Octobre.**

5. La Révolution d'Octobre a donné tout leur effet pratique aux décisions de notre Parti sur la question nationale. Après avoir renversé les propriétaires fonciers et les capitalistes, principaux représentants de l'oppression nationale, et donné le pouvoir au prolétariat, elle a rompu d'un coup les chaînes de l'oppression nationale, modifié du tout au tout les anciens rapports entre les peuples, sapé la vieille haine nationale, déblayé le terrain pour la collaboration des peuples et gagné au prolétariat russe la confiance de ses frères d'autres nationalités, non seulement en Russie, mais aussi en Europe et en Asie. Est-il besoin de démontrer que, sans cette confiance, le prolétariat russe n'aurait pu vaincre Koltchak et Dénikine, Youdénitch et Wrangel? Mais il n'est pas douteux non plus que les nationalités opprimées n'auraient pu parvenir à s'émanciper sans l'établissement de la dictature du prolétariat au centre de la Russie. La haine nationale et les conflits nationaux sont inévitables, inéluctables, tant que le pouvoir est entre les mains du Capital, que la petite bourgeoisie et surtout la paysannerie de l'ancienne nation « dominante », imbues de préjugés nationalistes, suivent les capitalistes; et réciproquement, on peut considérer la paix et la liberté nationales comme garanties si la paysannerie et les autres couches petites-bourgeoises suivent le prolétariat, c'est-à-dire si la dictature du prolétariat est assurée. Aussi la victoire des Soviets et l'instauration de la dictature du prolétariat sont-elles la base, le fondement sur lesquels peut s'édifier la coopération fraternelle des peuples unis au sein d'un même Etat.

6. Mais la Révolution d'Octobre n'a pas eu seulement pour résultat d'abolir l'oppression nationale, de fournir un terrain propice à l'union des peuples. Au cours de son développement, elle a encore mis au point les formes de cette union; elle a tracé les grandes lignes de l'union des peuples en un Etat fédératif. Dans la première période de la révolution, alors que les masses laborieuses des différentes nationalités prenaient pour la première fois conscience d'elles-mêmes en tant qu'unités nationales indépendantes, et que la menace d'une intervention étrangère n'était pas encore un danger réel, la coopération des peuples n'a pas revêtu une forme nettement définie et rigoureuse. Dans la période de la guerre civile et de l'intervention, quand les intérêts de la défense militaire des républiques nationales primaient tout et que les problèmes de l'organisation économique n'étaient pas

**encore à l'ordre du jour, la coopération a pris la forme d'une alliance militaire. Après la guerre, enfin, quand les problèmes du relèvement des forces productives détruites par la guerre se sont posés au premier plan, l'alliance militaire a été complétée par une alliance économique. L'association des républiques nationales en une Union des Républiques socialistes soviétiques marque l'étape finale du développement des formes de coopération, étape qui, cette fois, revêt le caractère d'une union à la fois militaire, économique et politique des peuples au sein d'un Etat soviétique multinational.**

***Ainsi le prolétariat a trouvé dans le régime soviétique la clé de la solution correcte du problème national; il y a découvert la route à suivre pour organiser un Etat multinational stable, fondé sur l'égalité nationale et le libre consentement.***

**7. Mais trouver la clé de la solution correcte du problème national, ce n'est pas encore le résoudre à fond et définitivement, ni donner à cette solution une forme pratique et concrète. Pour appliquer correctement le programme national mis en avant par la Révolution d'Octobre, il faut encore surmonter les obstacles que nous a légués la période, dépassée désormais, de l'oppression nationale, obstacles qui ne peuvent être surmontés d'un seul coup, en un court laps de temps.**

**Ce legs comprend d'abord les survivances du chauvinisme impérialiste, qui est un reflet de l'ancienne situation privilégiée des Grand-Russes. Ces survivances subsistent dans l'esprit de nos fonctionnaires soviétiques, au centre et en province; elles sont nichées dans nos administrations d'Etat, au centre et en province; elles sont encore renforcées par les « nouvelles » tendances au chauvinisme grand-russe, genre *Sména Vekh* [1], qui s'accentuent de plus en plus en raison de la Nep. Elles se traduisent dans la pratique par le dédain arrogant et l'indifférence bureaucratique dont les fonctionnaires soviétiques russes font preuve à l'égard des besoins et**

---

1. « Sménovékhovstvo » : courant politique bourgeois qui prit naissance à l'étranger en 1921 dans l'émigration contre-révolutionnaire russe. Ses dirigeants : N. Oustrialov, I. Klioutchnikov, d'autres encore, éditèrent la revue *Sména Vekh* [*Changement de jalons*] (ce titre avait d'abord été celui d'un recueil d'articles). Le « sménovékhovstvo » traduisait les idées de cette partie de la bourgeoisie qui renonçait à la lutte armée ouverte contre le pouvoir des Soviets. Ses tenants espéraient que le passage de la Russie soviétique à la nouvelle politique économique aurait pour effet de transformer graduellement le système soviétique en une démocratie bourgeoise. (*N.R.*)

des desiderata des républiques nationales. L'Etat soviétique multinational ne peut devenir vraiment solide, et la coopération des peuples dont il se compose, vraiment fraternelle, que si l'on extirpe ces survivances de nos administrations publiques, résolument et sans retour. Ainsi notre Parti a-t-il pour première tâche immédiate d'engager une lutte énergique contre les survivances du chauvinisme grand-russe.

Ce legs, c'est ensuite l'inégalité objective, c'est-à-dire économique et culturelle, des nationalités de l'Uniou des Républiques. L'égalité nationale au point de vue juridique, qui a été acquise grâce à la Révolution d'Octobre, est une conquête grandiose des peuples, mais elle ne résout pas par elle-même toute la question nationale. Sans une aide effective et durable du dehors, un certain nombre de républiques et de peuples qui n'ont pas, ou presque pas, connu le stade du capitalisme, qui n'ont pas, ou presque pas, de prolétariat et qui, de ce fait, se trouvent en retard sous le rapport économique et culturel, sont incapables de tirer entièrement parti des droits et des possibilités à eux conférés par l'égalité nationale, de s'élever à un degré supérieur de développement et de rattraper ainsi les nationalités qui ont pris les devants. Cette inégalité de fait s'explique non seulement par l'histoire de ces peuples, mais aussi par la politique du tsarisme et de la bourgeoisie russe, qui s'attachaient à faire des régions périphériques uniquement des productrices de matières premières, exploitées par les régions centrales, où l'industrie était développée. Supprimer cette inégalité en un court laps de temps, faire disparaître cet héritage en un an ou deux, est chose impossible. Le X^e^ Congrès de notre Parti a déjà noté que

> l'abolition de l'inégalité nationale de fait est une œuvre de longue durée, qui nécessite une lutte âpre et persévérante contre toutes les survivances de l'oppression nationale et de l'esclavage colonial [1].

Pourtant, il faut absolument l'abolir. Et on ne l'abolira que si le prolétariat russe concourt, par une aide effective et durable, au progrès économique et culturel des peuples

---

1. Voir la résolution du X^e^ Congrès du P.C. (b) R. : « Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale », dans les *Résolutions et décisions des congrès, conférences et sessions plénières du Comité central du P.C.U.S.*, 1^re^ partie, 1953, p. 559, édition russe. (*N.R.*)

retardataires de l'Union. Sinon, il n'y a pas à compter sur une coopération durable et bien comprise entre les différents peuples dans le cadre d'un Etat fédératif. Ainsi notre Parti a-t-il pour deuxième tâche immédiate d'engager la lutte pour supprimer l'inégalité de fait des nationalités, pour élever le niveau culturel et économique des peuples retardataires.

Ce legs se compose enfin des survivances du nationalisme chez un certain nombre de peuples qui ont connu le joug pénible de l'oppression nationale et n'ont pas encore eu le temps de se défaire de leur ressentiment pour les outrages nationaux subis autrefois. Ces survivances se traduisent dans la pratique par un certain isolationnisme national et un certain manque de confiance des peuples autrefois opprimés à l'égard des mesures qui émanent des Russes. Mais dans quelques républiques où l'on compte plusieurs nationalités, il n'est pas rare que ce nationalisme défensif se transforme en un nationalisme offensif, en un chauvinisme effréné de la nationalité la plus forte, dirigé contre les nationalités les plus faibles de ces républiques. Chauvinisme géorgien (en Géorgie), dirigé contre les Arméniens, les Ossètes, les Adjars et les Abkhaz; chauvinisme azerbaïdjanais (en Azerbaïdjan), dirigé contre les Arméniens; chauvinisme ouzbek (à Boukhara et en Khorezm), dirigé contre les Turkmènes et les Kirghiz : toutes ces variétés de chauvinisme, d'ailleurs encouragées par les conditions de la Nep et de la concurrence, constituent un mal de la pire espèce, qui menace de faire de certaines républiques nationales un théâtre de discordes et de dissensions. Inutile de dire que tous ces phénomènes freinent l'union effective des peuples en un seul Etat. Pour autant que les survivances du nationalisme sont une forme particulière de défense contre le chauvinisme grand-russe, la lutte énergique contre ce dernier représente le plus sûr moyen de les faire disparaître. Mais pour autant qu'elles se transforment au sein de diverses républiques en un chauvinisme local dirigé contre les groupes nationaux les plus faibles, les membres du Parti ont le devoir de les combattre directement. Ainsi notre Parti a-t-il pour troisième tâche immédiate d'engager la lutte contre les survivances nationalistes, et surtout contre les formes chauvines qu'elles prennent.

8. On doit regarder comme une manifestation frappante de ce legs du passé le fait que l'Union des Républiques est considéré par une importante partie des fonctionnaires soviétiques, au centre et en province, non comme une union d'Etats

**égaux en droits, qui est appelée à garantir le libre développement des Républiques nationales, mais comme une étape vers la liquidation de ces Républiques, comme le début de la formation d'une Russie « une et indivisible ». En condamnant cette façon de voir comme antiprolétarienne et réactionnaire, le Congrès invite les membres du Parti à redoubler de vigilance afin que l'union des Républiques et la fusion des commissariats ne soient pas utilisées par les fonctionnaires soviétiques à tendances chauvines pour couvrir leurs tentatives d'ignorer les besoins économiques et culturels des Républiques nationales. La fusion des commissariats est un examen que passent les administrations soviétiques : si cette expérience recevait dans la pratique une orientation chauvine et impérialiste, le Parti se verrait obligé de prendre contre cette déformation les mesures les plus énergiques, voire de revenir sur la fusion de certains commissariats jusqu'au moment où les administrations soviétiques seraient dûment rééduquées dans un esprit de sollicitude vraiment prolétarienne et vraiment fraternelle pour les besoins et les desiderata des nationalités faibles et retardataires.**

**9. L'Union des Républiques étant une forme nouvelle de cohabitation des peuples, une forme nouvelle de leur coopération au sein d'un même Etat fédératif, où les survivances précitées doivent être éliminées au cours du travail des peuples en commun, les organismes supérieurs de l'Union seront constitués de manière à refléter non seulement les nécessités et desiderata généraux de toutes les nationalités de l'Union, mais encore les nécessités et desiderata particuliers des différentes nationalités. Aussi faut-il créer, à côté des organismes centraux de l'Union déjà existants, qui représentent les masses laborieuses de toute l'Union indépendamment de leur nationalité, un organisme spécial où les nationalités seront représentées sur la base de l'égalité. Cette structure des organismes centraux de l'Union donnerait toute possibilité de prêter une oreille attentive aux besoins et aux desiderata des peuples, de leur apporter en temps voulu l'aide nécessaire, de créer une atmosphère de pleine confiance mutuelle et de faire disparaître ainsi de la façon la plus indolore le legs dont nous avons parlé.**

**10. C'est pourquoi le Congrès recommande aux membres du Parti, à titre de mesures pratiques, d'agir pour que :**

***a*) le réseau des organismes supérieurs de l'Union comprenne un organisme spécial représentant toutes les Répu-**

bliques et régions nationales sans exception, sur la base de l'égalité;

*b*) la structure des commissariats de l'Union repose sur des principes assurant la satisfaction des besoins et des desiderata des peuples de l'Union;

*c*) les organismes des Républiques et régions nationales soient composés surtout d'hommes du pays, connaissant la langue, les conditions de vie, les mœurs et les coutumes des peuples respectifs.

## II

1. Dans la plupart des Républiques nationales, le développement des organisations de notre Parti se déroule dans des conditions qui ne sont pas entièrement favorables à leur croissance et à leur consolidation. Le retard économique de ces républiques, les faibles effectifs du prolétariat national, la pénurie ou même l'absence de cadres de vieux militants du Parti parmi les hommes du pays, l'absence d'une littérature marxiste sérieuse dans la langue nationale, la faiblesse du travail éducatif du Parti, enfin les survivances des traditions nationalistes extrêmes qui n'ont pas encore eu le temps de disparaître, tout cela a donné naissance, chez les communistes locaux, à une déviation très nette vers une surestimation des particularités nationales et la sous-estimation des intérêts de classe du prolétariat, à une déviation dans le sens nationaliste. Ce fait devient particulièrement dangereux dans les républiques comptant plusieurs nationalités, où il revêt souvent, chez les communistes de la nationalité la plus forte, la forme d'une déviation vers le chauvinisme, dont la pointe est dirigée contre les communistes des nationalités plus faibles (Géorgie, Azerbaïdjan, Boukhara, Khorezm). La déviation dans le sens nationaliste est néfaste parce qu'en freinant l'émancipation du prolétariat national de l'influence idéologique de la bourgeoisie nationale, elle rend plus difficile le rassemblement des prolétaires des différentes nationalités en une même organisation internationaliste.

2. D'autre part, la présence, tant dans les institutions centrales du Parti que dans les organisations des Partis communistes des Républiques nationales, de nombreux cadres de vieux militants communistes d'origine russe, qui ne sont point familiarisés avec les mœurs, les coutumes et la langue des masses laborieuses de ces Républiques et qui, de ce fait, ne

sont pas toujours assez attentifs à leurs demandes, a fait naître dans notre Parti une déviation vers une sous-estimation des particularités nationales et de la langue nationale dans l'activité du Parti, un dédain arrogant pour ces particularités, une déviation dans le sens du chauvinisme grand-russe. Cette déviation est néfaste non seulement parce qu'en freinant la formation de cadres communistes composés d'hommes du pays, au courant de la langue nationale, elle crée le danger de voir le Parti se détacher des masses prolétariennes des républiques nationales, mais encore et surtout parce qu'elle alimente et cultive la déviation, mentionnée plus haut, dans le sens du nationalisme et rend plus difficile la lutte contre cette dernière.

3. En condamnant ces deux déviations comme néfastes et périlleuses pour la cause du communisme et en attirant l'attention des membres du Parti sur le préjudice et le danger particuliers que présente la déviation dans le sens du chauvinisme grand-russe, le Congrès invite le Parti à éliminer au plus vite ces survivances du passé dans son organisation.

Le Congrès charge le Comité central d'appliquer les mesures pratiques suivantes :

*a*) formation de cercles d'études marxistes de type supérieur pour les responsables locaux du Parti dans les Républiques nationales;

*b*) développement d'une littérature marxiste théorique dans les langues nationales;

*c*) renforcement de l'Université des peuples d'Orient et de ses filiales;

*d*) création, auprès des Comités centraux des Partis communistes nationaux, de groupes d'instructeurs composés de militants du pays;

*e*) développement, dans les langues nationales, d'une littérature du Parti destinée aux masses;

*f*) intensification du travail éducatif du Parti dans les Républiques;

*g*) intensification du travail parmi les jeunes dans les Républiques.

*Pravda* [*La Vérité*], n° 65
24 *mars* 1923.
Signé : *J. Staline.*

# *Le XII^e Congrès du P. C. (b) R.*[1].

**(17-25 *avril* 1923)**

## I. RAPPORT D'ORGANISATION DU COMITE CENTRAL DU P.C. (b) R. (17 *avril*)

**Camarades.**

**JE crois que le rapport du C.C., publié dans les *Izvestia du Comité central*[2], est parfaitement suffisant quant aux détails et qu'il est inutile de le reprendre ici, dans le rapport d'organisation de ce même C.C.**

---

**1. Le XII^e Congrès du P.C. (b) R. se tint du 17 au 25 avril 1923. C'était, depuis la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, le premier congrès auquel Lénine ne pouvait assister. Le Congrès discuta les rapports d'activité du Comité central, de la Commission centrale de contrôle, de la délégation russe au Comité exécutif de l'Internationale communiste, ainsi que des rapports consacrés à l'industrie, aux facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'Etat, à la politique fiscale à la campagne, aux divisions administratives, etc. Les décisions tenaient compte de toutes les indications données par Lénine dans ses derniers articles et ses dernières lettres. Le XII^e Congrès a dressé le bilan de deux années de nouvelle politique économique et riposté énergiquement à Trotski, à Boukharine et à leurs partisans, qui voyaient dans la Nep un abandon des positions socialistes. Il a accordé beaucoup d'attention aux problèmes d'organisation et à la question nationale. C'est le 17 avril, à la séance du soir, que Staline présenta le rapport d'organisation du Comité central. Dans la résolution adoptée sur ce sujet, le Congrès approuva le plan de Lénine qui prévoyait la réorganisation de l'Inspection ouvrière et paysanne et de la Commission centrale de contrôle, et nota une amélioration dans l'appareil d'organisation du Comité central ainsi que dans l'ensemble du travail d'organisation. Il entendit, le 23 avril, le rapport de Staline sur « Les facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'Etat »,**

*(Voir la fin de la note à la page suivante.)*

**2. Les *Izvestia du Comité central du Parti communiste (b) de Russie*, revue d'information dont la publication avait été décidée par le VIII^e Congrès du P.C. (b) R.; elle parut du 28 mai 1919 au 10 octobre 1929 (les 20 premiers numéros comme suppléments à la *Pravda*). De simple bulletin d'information, les *Izvestia du Comité central* se transfor-**

*(Voir la fin de la note à la page suivante.)*

J'estime que le rapport d'organisation doit contenir trois chapitres.

Le premier doit traiter des liens d'organisation qui unissent le Parti à la classe ouvrière, des liaisons et des appareils de masse qui entourent le Parti et grâce auxquels il assume la direction de la classe ouvrière, en sorte qu'elle devient l'armée du Parti.

Le second chapitre doit, selon moi, traiter des liens d'organisation et des appareils de masse qui unissent la classe ouvrière à la paysannerie. Il s'agit de l'appareil d'Etat. Grâce à lui, la classe ouvrière, sous la direction du Parti, assume la direction de la paysannerie.

Le troisième et dernier chapitre doit concerner le Parti lui-même en tant qu'organisme ayant sa vie propre et en tant qu'appareil donnant des mots d'ordre et contrôlant leur application.

J'aborde le premier chapitre. J'y parle du Parti comme d'une avant-garde, et de la classe ouvrière comme de l'armée de notre Parti. On pourrait penser, par analogie, que les rapports sont ici les mêmes qu'à l'armée, c'est-à-dire que le Parti donne des ordres, que ses consignes sont transmises par le télégraphe et que l'armée, c'est-à-dire la classe ouvrière, exécute ces ordres. Une telle façon de voir est foncièrement erronée. Dans le domaine politique, la question est beaucoup plus compliquée. En effet, dans le domaine militaire, c'est le commandement lui-même qui crée l'armée, qui la forme, alors qu'ici, dans le domaine politique, le Parti ne crée pas

---

*Fin de la note* 1 *de la page précédente :*
dont il discuta les 23 et 24; la suite de la discussion fut renvoyée à la section nationale du Congrès, présidée par Staline. La section présenta une résolution basée sur les thèses de ce dernier, résolution adoptée par le Congrès le 25 avril. Le Congrès dénonçait les fauteurs des déviations nationalistes et invitait le Parti à combattre énergiquement ces déviations : le chauvinisme grand-russe et les nationalismes bourgeois locaux (voir pour le XII^e Congrès du P.C. (b) R. l'*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*, Moscou, 1953, p. 370-372. On trouvera les résolutions du Congrès dans les *Résolutions et décisions des congrès conférences et sessions plénières du Comité central du P.C.U.S.*, 1re partie, 1953, p. 681-758, édition russe). (*N.R.*)

*Fin de la note* 2 *de la page précédente :*
mèrent peu à peu en une revue centrale du Parti pour devenir en 1929 le périodique intitulé *Partiinoé Stroïtelstvo* [*L'Organisation du Parti*]. « Le rapport d'activité du Comité central du P.C. (b) R. au XII^e Congrès du Parti » a été publié dans le n° 4 (52) des *Izvestia du Comité central* (avril 1923). (*N.R.*)

son armée, mais la trouve toute constituée : c'est la classe ouvrière. Il existe encore une autre différence : dans le domaine militaire, le commandement ne se contente pas de créer l'armée, il la nourrit, l'habille et la chausse. Rien de pareil dans le domaine politique. Le Parti ne nourrit, ni n'habille, ni ne chausse son armée : la classe ouvrière. C'est pourquoi, en politique, la question est beaucoup plus complexe. Et ce n'est pas la classe qui dépend du Parti, mais l'inverse. Aussi, dans le domaine politique, l'avant-garde de la classe, c'est-à-dire le Parti, doit-il, pour assumer son rôle dirigeant, s'entourer d'un large réseau d'appareils de masse sans-parti, qui lui servent en quelque sorte d'antennes et par l'intermédiaire desquels il transmet sa volonté à la classe ouvrière, de telle sorte que celle-ci, d'une masse éparpillée, devient l'armée du Parti.

Je passe donc à l'examen de ces organisations, de ces courroies de transmission qui relient le Parti à la classe, et de ce que le Parti a réussi à faire en un an pour les renforcer.

La première, la principale courroie de transmission, le premier, le principal appareil de transmission par lequel le Parti est relié à la classe ouvrière ce sont les syndicats. Les chiffres relatifs au renforcement de cette principale courroie de transmission qui relie le Parti à la classe, montrent qu'en un an d'activité, il a affermi, consolidé son influence sur les organismes dirigeants des syndicats. Je ne dirai rien du Conseil central des syndicats de Russie, dont chacun connaît la composition. Je ne dirai rien non plus des comités centraux des syndicats. Je veux surtout parler des conseils syndicaux à l'échelon de la province. L'an dernier, à la veille du XI[e] Congrès de notre Parti, 27 % des présidents de ces conseils étaient des membres du Parti ayant adhéré avant Octobre, contre plus de 57 % cette année. Ce n'est pas un très grand succès, mais c'est un succès quand même. Il atteste que les éléments dirigeants de notre Parti, ceux qui lui ont donné leur adhésion avant Octobre, tiennent en mains les fils principaux des syndicats, avec lesquels ils relient le Parti à la classe ouvrière.

Je ne parlerai pas de la composition des syndicats dans leur ensemble. Les chiffres disent qu'au moment du dernier Congrès, le nombre des syndiqués était d'environ six millions. Cette année, à l'ouverture du présent congrès, il était de 4.800.000. On pourrait croire à un recul ; mais ce n'est qu'une

apparence. L'an dernier, — qu'il me soit permis de dire ici la vérité, — le nombre des syndiqués était gonflé. Les chiffres fournis alors ne reflétaient pas la situation réelle. Ceux qui ont été donnés à ce congrès, s'ils sont inférieurs à ceux de l'an passé, sont plus exacts et correspondent davantage à la réalité. J'y vois un progrès, malgré la diminution des effectifs. Donc, d'une part, transformation des syndicats, d'organisations artificiellement gonflées et semi-bureaucratiques, en organisations réellement vivantes, ayant une vie commune avec leurs organes dirigeants, et d'autre part, augmentation de 27 % à 57 % de la proportion des éléments dirigeants du Parti dans les organismes syndicaux à l'échelon de la province : tels sont les succès que nous constatons, au cours de l'année écoulée, dans l'activité de notre Parti pour renforcer les syndicats.

Mais on ne saurait dire que, dans ce domaine, tout aille pour le mieux. Les cellules syndicales de base, — les comités d'usine, — ne sont pas encore partout à nous. C'est ainsi que sur les 146 comités d'usine de la province de Kharkov, 70 ne comptent pas un seul communiste. Mais ce sont là des cas isolés. On doit reconnaître que, d'une manière générale, le développement des syndicats, au point de vue du renforcement de l'influence du Parti tant sur les organisations provinciales que sur celles de la base, a marqué un progrès incontestable. C'est là un front que l'on peut considérer comme acquis au Parti. Dans le domaine syndical, nous n'avons pas d'adversaires puissants.

La seconde courroie de transmission, le second appareil de transmission ayant un caractère de masse grâce auquel le Parti est relié à la classe, ce sont les coopératives. Je pense surtout aux coopératives de consommation, à leur élément ouvrier, et, ensuite aux coopératives agricoles, pour autant qu'elles englobent les pauvres des campagnes. A l'époque du XI^e Congrès, les sections ouvrières du Tsentrosoïouz comptaient environ trois millions de membres. Cette année, au moment de l'ouverture de ce congrès, on constatait une légère augmentation : 3.300.000. C'est très peu. Mais dans les conditions présentes, dans les conditions de la Nep, cela n'en constitue pas moins un progrès. Si l'on compte trois consommateurs par famille ouvrière, cela fait environ neuf millions de personnes appartenant à la population ouvrière, qui sont organisées autour des coopératives de consommation, où l'influence du Parti grandit de jour en jour...

**A l'époque du dernier congrès, nous n'avions aucune donnée relative aux forces du Parti dans les coopératives de consommation : 2, 3, 5 % au plus. A l'heure actuelle, nous comptons déjà dans les organes du Tsentrosoïouz à l'échelon provincial 50 % au moins de communistes. C'est aussi un progrès.**

**La situation est un peu moins bonne dans les coopératives agricoles. Certes, celles-ci sont en progrès. L'an dernier, à l'époque du congrès, elles ne groupaient pas moins de 1.700.000 exploitations paysannes; cette année, au moment de l'ouverture de ce congrès, elles en groupaient quatre millions au moins. Il y a là une certaine partie de la paysannerie pauvre qui penche vers le prolétariat. C'est pourquoi il est intéressant d'élucider dans quelle mesure l'influence du Parti a grandi dans les coopératives agricoles. Nous n'avons pas de chiffres pour l'an passé. Cette année, on compterait (encore que ces chiffres me semblent douteux) 50 % au moins de communistes dans les organismes provinciaux. Si c'est exact, cela constitue un immense progrès. Les choses se présentent moins bien dans les organisations primaires : nous restons impuissants à arracher les coopératives de base de l'influence des forces qui nous sont hostiles.**

**La troisième courroie de transmission qui relie la classe au Parti, ce sont les unions de la jeunesse. Il n'est guère besoin d'insister sur l'importance énorme de l'Union de la jeunesse, et de la jeunesse en général, pour le développement de notre Parti. Les chiffres dont nous disposons, montrent que l'an passé, à l'époque du XI[e] Congrès, l'Union de la jeunesse ne comptait pas moins de 400.000 membres. Puis, au milieu de 1922, quand est intervenue la réduction du personnel des entreprises, sans que la décision de réserver aux jeunes un certain nombre d'emplois dans l'industrie soit encore suffisamment appliquée, sans que l'Union de la jeunesse soit encore capable de s'adapter aux conditions nouvelles, ce chiffre est tombé à 200.000. Mais actuellement, et surtout depuis l'automne, nous assistons à une croissance prodigieuse de l'Union de la jeunesse; elle compte aujourd'hui au moins 400.000 membres. Et le plus réjouissant, c'est que cette croissance est due en premier lieu à l'adhésion de jeunes ouvriers; elle s'observe surtout là où notre industrie est en train de se relever.**

**Vous savez que l'activité principale de l'Union de la jeunesse parmi les ouvriers, ce sont les écoles d'apprentissage**

en usine. Les chiffres montrent que nous avions, l'an passé, au moment du XI^e Congrès, 500 écoles de ce genre, groupant environ 44.000 élèves. En janvier dernier, nous en avions plus de 700, avec 50.000 élèves. Mais l'essentiel, c'est que cette augmentation est le fait de l'élément ouvrier de l'Union de la jeunesse.

De même que le front précédent, — celui des coopératives agricoles, — le front de la jeunesse doit être considéré comme exposé à une menace spéciale, étant donné que les adversaires de notre Parti nous attaquent dans ce secteur avec une opiniâtreté particulière. C'est ici, sur ces deux fronts, que le Parti et ses organisations doivent tendre toutes leurs forces pour s'assurer une influence prépondérante.

J'en viens aux réunions des déléguées ouvrières. C'est encore un mécanisme de transmission très important, essentiel, bien que nos organisations n'y prêtent peut-être pas l'attention nécessaire; il relie notre Partie à la portion féminine de la classe ouvrière. Voici ce que disent les chiffres dont nous disposons : dans 57 provinces et 3 régions, nous avions l'an dernier, à l'époque du XI^e Congrès, environ 16.000 déléguées, ouvrières pour la plupart. Cette année, au moment de ce congrès, nous en avons, dans les mêmes provinces et régions, au moins 52.000, dont 33.000 ouvrières. C'est là un progrès énorme. Il faut tenir compte du fait qu'il s'agit d'un front auquel nous n'avons jusqu'à présent accordé que peu d'attention, encore qu'il présente pour nous une importance formidable. Puisqu'il y a progrès, puisqu'il existe un terrain pour renforcer aussi cet appareil, étendre les antennes du Parti et les orienter de façon à ruiner l'influence des popes sur la jeunesse, qui est élevée par les femmes, il est naturel que l'une des tâches immédiates du Parti soit de déployer le maximum d'énergie également sur ce front, à coup sûr menacé.

J'en viens aux écoles. J'entends parler ici des écoles politiques, des écoles du Parti et des Soviets, ainsi que des universités communistes. C'est là encore un appareil qui permet au Parti de développer l'enseignement du communisme, de former les cadres enseignants supérieurs qui répandent dans la population ouvrière les semences du socialisme, les semences du communisme et nouent ainsi entre le Parti et la classe ouvrière des liens spirituels. Les chiffres montrent que les écoles du Parti et des Soviets comptaient l'an dernier environ 22.000 auditeurs. Elles en ont au moins

**33.000 cette année, si l'on fait aussi entrer en ligne de compte les écoles urbaines d'instruction politique, financées par la Direction centrale de l'instruction politique. En ce qui concerne les universités communistes, qui ont une importance énorme pour l'enseignement du communisme, l'accroissement** est minime : 6 400 auditeurs au lieu de 6.000 environ. Le **Parti doit redoubler d'efforts sur ce front, intensifier son travail pour former, pour forger les cadres supérieurs de l'enseignement du communisme.**

**J'en viens à la presse. La presse n'est pas un appareil de masse, une organisation de masse, mais elle établit un lien invisible entre le Parti et la classe ouvrière, — un lien aussi solide que n'importe quel appareil de transmission à caractère de masse. On dit que la presse est la sixième grande puissance. J'ignore quel est son rang, mais il est incontestable qu'elle est une force et qu'elle joue un grand rôle. La presse est la plus puissante des armes dont le Parti dispose, chaque jour, à chaque heure, pour parler à la classe ouvrière le langage qui lui est propre, qui lui est nécessaire à lui. Il n'existe au monde aucun autre moyen d'établir des liens spirituels entre le Parti et la classe, aucun autre appareil aussi souple. Aussi le Parti doit-il accorder une attention spéciale à ce secteur, et il faut dire qu'ici nous enregistrons quelques succès. Prenons les journaux. Selon les chiffres qui m'ont été communiqués, nous avions l'an dernier 380 journaux; nous en avons cette année au moins 528. Le tirage était l'an dernier de 2.500.000; mais c'était un tirage en partie fictif, et non pas véritable. Au cours de l'été, lorsqu'on a réduit les subsides à la presse et qu'elle s'est vue obligée de ne plus compter que sur elle-même, il est tombé à 900.000. Au moment où se tient notre congrès, nous avons un tirage d'environ deux millions. C'est donc que la presse devient moins bureaucratique, qu'elle vit de ses ressources propres et qu'elle est une arme acérée aux mains du Parti, auquel elle donne la liaison avec les masses : sinon, le tirage n'aurait pas pu augmenter et se maintenir.**

**Je passe à un autre appareil de transmission : l'armée. On a coutume de la considérer comme un appareil de défense ou d'attaque. Quant à moi, je la regarde comme le point de rassemblement des ouvriers et des paysans. L'histoire de toutes les révolutions atteste que l'armée est le seul point de rassemblement où les ouvriers et les paysans des différentes provinces, jusque-là étrangers les uns aux autres, se**

trouvent réunis et, une fois réunis, embrassent telles ou telles opinions politiques. Ce n'est point un hasard si les grandes mobilisations et les guerres importantes ont toujours provoqué des conflits sociaux, des mouvements révolutionnaires de masse. Cela provient de ce que l'armée, les paysans et les ouvriers des points les plus éloignés du pays se rencontrent pour la première fois. D'ordinaire, en effet, le moujik de Voronèje et l'habitant de Pétrograd n'ont pas de contact, l'homme de Pskov ne voit jamais de Sibérien; et voilà qu'ils se sont rencontrés à l'armée. L'armée est l'école, le point de rassemblement des ouvriers et des paysans, et à cet égard, la force du Parti et l'influence qu'il exerce sur elle ont une importance énorme; par là, l'armée est un immense appareil qui met le Parti en contact avec les ouvriers et les paysans pauvres. Elle est l'unique point de rassemblement de toute la Russie, de toute la fédération, où des hommes de différentes provinces et régions, une fois réunis, s'instruisent et s'habituent à la vie politique. Or dans cette organisation de masse, appareil de transmission d'une importance extrême, on observe les modifications suivantes : au moment du précédent congrès, la proportion des communistes était de 7,5 %; elle atteint 10 % cette année. Durant cette période, l'armée a été réduite, mais sa qualité s'est améliorée. L'influence du Parti s'est accrue et, en ce qui concerne ce point de rassemblement essentiel, nous avons remporté une victoire en renforçant l'influence communiste.

Les communistes constituaient l'an dernier 10 %, et cette année 13 %, du corps de commandement, chefs de section compris. Cette proportion s'établit respectivement à 16 % et 24 % si l'on ne compte pas les chefs de section.

Telles sont les courroies de transmission, telles sont les organisations de masse qui entourent notre Parti et qui, en le reliant à la classe ouvrière, lui permettent de devenir lui-même une avant-garde et de faire de la classe ouvrière une armée.

Tel est le réseau de liaisons, le réseau de points de transmission grâce auquel le Parti, à la différence du commandement militaire, devient une avant-garde et grâce auquel la classe ouvrière se transforme, d'une masse éparpillée, en une véritable armée politique.

Les succès remportés par notre Parti dans ces domaines pour le renforcement des liaisons s'expliquent non seulement par le fait que le Parti a acquis plus d'expérience en la

matière, que les moyens mêmes d'influer sur ces appareils de transmission se sont perfectionnés, mais encore par la situation politique générale du pays, qui a aidé, favorisé ces succès.

L'an dernier, il y avait la famine et ses conséquences, la dépression dans l'industrie, la dispersion de la classe ouvrière et ainsi de suite. Cette année, au contraire, il y a eu une bonne récolte, un essor partiel de l'industrie, le début d'un processus de rassemblement du prolétariat, une amélioration de la situation des ouvriers. Les vieux ouvriers, qui avaient été contraints de se disperser dans les campagnes, affluent de nouveau dans les fabriques et les usines; tout ceci crée une situation politiquement favorable à un large travail du Parti pour renforcer les appareils de liaison précités.

Je passe maintenant au second chapitre de mon rapport : le Parti et l'appareil d'Etat. L'appareil d'Etat est l'appareil de masse essentiel pour relier à la paysannerie la classe ouvrière au pouvoir, représentée par son Parti, et permettre à la classe ouvrière, représentée par son Parti, de diriger la paysannerie. Je rattache directement ce chapitre de mon rapport aux deux articles bien connus du camarade Lénine [1].

L'idée développée par le camarade Lénine a paru à beaucoup entièrement nouvelle. Je pense, quant à moi, qu'elle préoccupait déjà Vladimir Ilitch l'an dernier. Vous vous rappelez certainement son rapport politique de l'année passée. Il disait que notre politique est juste, mais que l'appareil déraille; que, pour cette raison, la voiture ne va pas là où elle devrait aller, qu'elle dévie. A quoi, on s'en souvient, Chliapnikov a répliqué que les chauffeurs ne valaient rien. C'est faux, évidemment. Absolument faux. La politique est juste et le chauffeur excellent; le modèle de voiture est bon: c'est un modèle soviétique; mais les pièces de la voiture de l'Etat, c'est-à-dire tels ou tels fonctionnaires de l'appareil d'Etat, sont mauvaises, ne sont pas de chez nous. Voilà pourquoi la voiture déraille, pourquoi on aboutit au total à la déformation d'une ligne politique juste. Cette ligne n'est pas appliquée, mais déformée. L'appareil d'Etat, je le répète, est du type qui convient, mais les éléments en sont encore étrangers, bureaucratiques, à moitié tsaristes et bourgeois.

---

1. Staline fait allusion aux articles « Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne » et « Mieux vaut moins, mais mieux ». (LÉNINE : *Œuvres*, 4e édition, tome XXXIII, p. 440-460. En français dans LÉNINE : *Œuvres choisies*, tome II, 2e partie.) (*N.R.*)

Nous voulons un appareil d'Etat qui soit au service des masse populaires, alors que certaines gens de cet appareil veulent en faire un moyen alimentaire. Voilà pourquoi l'appareil au total déraille. Si nous ne le réparons pas, nous n'irons pas loin rien qu'avec notre ligne politique juste : elle sera déformée; une rupture se produira entre la classe ouvrière et la paysannerie. Il s'ensuivra que nous aurons beau être au volant, la voiture ne nous obéira pas. Ce sera la faillite. Telles sont les pensées que le camarade Lénine développait dès l'an dernier et qu'il a formulées, cette année, seulement, en un ensemble cohérent, en vue de réorganiser la Commission centrale de contrôle et l'Inspection ouvrière et paysanne de manière que l'appareil d'inspection, après cette réorganisation, fournisse le moyen de remanier toutes les pièces de la voiture, de remplacer les vieilles pièces qui ne valent rien par des rouages nouveaux, si nous voulons vraiment que la voiture aille là où elle doit aller.

Tel est l'essentiel de la proposition du camarade Lénine.

Je pourrais citer un fait comme l'inspection du trust d'Orékhovo-Zouévo, organisation du type soviétique appelée à produire le maximum d'articles manufacturés pour l'approvisionnement de la paysannerie; or, ce trust du type soviétique faisait passer les produits fabriqués dans les mains de simples particuliers, au détriment des intérêts de l'Etat. La voiture n'allait pas là où il le fallait.

Je pourrais citer le fait suivant, que m'a raconté l'autre jour le camarade Vorochilov. Il y a chez nous une administration appelée Bureau industriel. Il en existait une notamment dans le Sud-Est. Son appareil comptait quelque 2.000 fonctionnaires; il était chargé de gérer l'industrie de cette région. Le camarade Vorochilov m'a exposé avec désespoir qu'il n'avait pas été facile de maîtriser cet appareil et qu'il lui avait fallu pour cela créer un petit bout d'appareil supplémentaire : de quoi diriger la direction. Il s'est trouvé de braves gens, Vorochilov, Eismont et Mikoïan, qui se sont mis à l'œuvre sérieusement, et il est apparu alors que 170 personnes suffisaient au lieu de 2.000. Qu'en est-il résulté? On constate à présent que les choses vont bien mieux qu'auparavant! Auparavant, l'appareil dévorait tout ce qu'il produisait. A présent, il est au service de l'industrie. Les faits de ce genre se présentent en masse, à foison, en bien plus grande quantité que je n'ai de cheveux sur la tête!

Tous ces faits n'attestent qu'une chose : nos organismes

soviétiques sont d'un type qui convient, mais souvent ils se composent d'hommes d'ure espèce telle, ils ont des habitudes et des traditions telles qu'ils vous gâchent une ligne politique foncièrement juste. C'est ce qui fait que toute la voiture déraille; d'où un énorme préjudice politique et le danger d'une rupture entre le prolétariat et la paysannerie.

La question se pose ainsi : ou bien nous améliorerons les organismes économiques, nous en réduirons le personnel, nous les simplifierons, nous en diminuerons le coût, nous y introduirons des hommes animés de l'esprit de notre Parti, et alors nous obtiendrons ce pour quoi nous avons institué la Nep : l'industrie fournira le maximum d'articles manufacturés pour approvisionner les campagnes et recevoir en échange les produits indispensables; et de la sorte, nous scellerons l'alliance entre l'économie paysanne et l'économie industrielle. Ou bien nous n'y réussirons pas, et ce sera la faillite.

Ou encore, de deux choses l'une : l'appareil d'Etat lui-même, l'appareil fiscal sera simplifié et réduit, on en chassera les voleurs et les filous, et alors nous pourrons demander aux paysans moins qu'à présent, et l'économie nationale tiendra le coup; ou bien notre appareil deviendra une fin en soi, comme c'était le cas dans le Sud-Est, et tout ce que nous demandons à la paysannerie devra être dépensé pour l'entretien de l'appareil lui-même, et ce sera politiquement la faillite.

Telles sont les considérations qui, j'en suis convaincu, ont guidé Vladimir Ilitch quand il écrivait les articles en question.

Les propositions du camarade Lénine ont encore un autre aspect. Son but n'est pas seulement de faire en sorte que l'appareil s'améliore et que le rôle dirigeant du Parti se renforce au maximum, — le Parti a organisé l'Etat; c'est donc à lui de l'améliorer; — il songe aussi, de toute évidence, au côté moral. Il veut arriver à ce qu'il ne reste plus dans tout le pays un seul homme en place, même le plus haut, dont l'homme de la rue puisse dire : il est au-dessus des lois. Ce côté moral est le troisième aspect de la proposition d'Ilitch, qui ne vise à rien de moins que nettoyer l'appareil d'Etat, mais aussi le Parti, de toutes les traditions et habitudes de grands seigneurs qui font du tort à notre Parti.

Je passe à la question du choix des cadres, dont Ilitch

a déjà parlé au XI^e Congrès. S'il est clair pour nous que, par sa composition, ses habitudes, ses traditions, notre appareil d'Etat est défectueux et que cela menace d'entraîner une rupture entre les ouvriers et la paysannerie, il est non moins clair que le rôle dirigeant du Parti consiste non seulement à donner des directives, mais aussi à placer à certains postes des hommes capables de comprendre nos directives et de les appliquer loyalement. Inutile de démontrer qu'entre le travail politique du Comité central et le travail d'organisation, il n'existe pas de frontière infranchissable.

Personne, ici, ne prétendra sans doute qu'il suffit de donner une ligne politique juste pour que tout aille bien. Non, ce serait s'arrêter à mi-chemin. Quand la ligne politique juste est donnée, il faut choisir les cadres de manière à placer aux différents postes des hommes qui sachent appliquer les directives, qui puissent les comprendre, en faire leur bien propre et soient capables de les appliquer. Sinon, la politique perd tout sens, devient pure gesticulation. Voilà pourquoi l'Office de recensement et de répartition, l'organisme du Comité central appelé à recenser nos cadres principaux, de la base au sommet, et à les répartir, prend une importance énorme. Jusqu'à présent, l'Office se bornait à recenser et à répartir les camarades en s'en tenant aux comités de district, de province et de région. A parler franc, il ne fourrait pas son nez plus loin. Mais maintenant, la guerre est terminée; les mobilisations massives et en bloc ont cessé; elles ont perdu tout sens, comme l'a prouvé la mobilisation des mille dont on a chargé le Comité central l'année dernière et qui a été un échec, puisque, dans les conditions présentes, quand le travail s'opère en profondeur, quand nous visons à la spécialisation, que nous devons étudier chaque homme à fond, les mobilisations en bloc ne peuvent qu'être préjudiciables, sans offrir aucun avantage sur le plan local; maintenant donc, l'Office ne peut plus s'en tenir au cadre des comités de province et de district.

Je pourrais citer des chiffres. Le XI^e Congrès avait chargé le Comité central de mobiliser un millier au moins de militants de Moscou. La liste établie par le Comité central en comptait environ 1.500. Par suite de maladie ou pour d'autres raisons, on n'a pu en mobiliser que 700, dont 300 seulement, selon les rapports locaux, ont plus ou moins fait l'affaire. Voilà qui vous montre que les mobilisations en bloc du type ancien, comme on les pratiquait autrefois, ne sont plus de

mise du moment que le travail du Parti s'effectue en profondeur, qu'il s'est différencié selon les branches de l'économie; transférer en bloc les camarades d'une place à l'autre, c'est d'abord les condamner à l'inaction et, ensuite, ne pas satisfaire les besoins les plus modestes des organisations qui demandent des cadres nouveaux.

Je voudrais citer quelques chiffres d'une étude portant sur le corps des dirigeants de notre industrie d'après la brochure bien connue de Sorokine [1], qui travaille à l'Office. Mais avant d'en venir à ces chiffres, je dois parler de la réforme que le Comité central a effectuée à l'Office au cours de son travail sur le recensement des militants. Auparavant, je l'ai déjà dit, l'Office se limitait au cadre des comités de province et de district; à présent que notre besogne s'effectue en profondeur, que l'œuvre d'édification se déploie partout, il est impossible d'en rester là. Il est indispensable d'embrasser toutes les branches d'administration sans exception, ainsi que tout le corps de commandement de l'industrie, grâce auquel le Parti tient en main notre appareil économique et exerce sa direction. Aussi le Comité central a-t-il décidé d'élargir l'appareil de l'Office, tant au centre qu'en province, afin que son chef ait des suppléants pour les domaines de l'économie et de l'administration soviétique, et que ceux-ci aient des adjoints pour recenser le personnel dirigeant dans les entreprises et les trusts, les organismes économiques locaux et centraux, les Soviets et le Parti.

Les résultats de cette réforme n'ont pas tardé à se faire sentir. On a pu, en un court laps de temps, recenser les cadres dirigeants de l'industrie, soit environ 1.300 directeurs. 29 % sont membres du Parti et 70 % sans parti. On pourrait croire que ces derniers sont prédominants dans les entreprises principales; mais c'est inexact. Il se trouve que les 29 % de communistes dirigent les plus grosses entreprises, celles qui groupent au total plus de 300.000 ouvriers, alors que les 70 % de sans-parti sont à la tête d'entreprises n'employant pas plus de 250.000 ouvriers : les petites entreprises sont dirigées par des sans-parti, les grosses par des membres du Parti. Ensuite, parmi les directeurs membres du Parti, on compte trois fois plus d'ouvriers que de non-ouvriers. Cela prouve que tout à la base de l'édifice industriel, dans les cellules

1. Staline fait allusion à la brochure *Le Corps de commandement de notre industrie* (d'après les documents de la Section de recensement et de répartition du Comité central du P.C.R., Moscou, 1923). (*N.R.*)

essentielles — à la différence des sommets, du Conseil supérieur de l'économie nationale et de ses sections, où les communistes sont peu nombreux, — ces derniers, et en premier lieu les ouvriers, ont déjà commencé à assumer la direction des entreprises. Il est intéressant de noter qu'au point de vue de la qualité et de la capacité, il s'est trouvé plus de directeurs faisant l'affaire parmi les communistes que parmi les sans-parti. Il suit de là qu'en plaçant des communistes dans les entreprises. le Parti obéit non seulement à des considérations de parti. au souci de renforcer son influence dans les entreprises, mais aussi à des considérations d'efficacité. Ce n'est pas seulement le Parti. en tant que tel, qui y gagne. mais encore tout notre travail d'édification économique, puisqu'on trouve beaucoup plus de directeurs capables parmi les communistes que parmi les autres.

Tel est le premier essai de recensement de nos cadres dirigeants de l'industrie, essai tout à fait nouveau, je l'ai déjà dit, et qui est loin d'englober toutes les entreprises, puisque les 1.300 directeurs dont la brochure tient compte ne représentent que la moitié environ de toutes les entreprises à recenser. Mais l'expérience montre que c'est là ur champ d'une richesse inépuisable et que l'Office doit faire le maximum pour permettre au Parti de placer des communistes dans les organes dirigeants de nos principales entreprises, en assurant ainsi la direction de l'appareil d'Etat par le Parti.

Les camarades doivent être au courant des propositions que le Comité central soumet à l'examen du Congrès sur la question d'organisation, et qui concernent aussi bien le Parti que l'administration soviétique. Pour ce qui est de cette dernière, — dont je viens de parler dans le second chapitre de mon rapport, — le Comité central a proposé de soumettre le problème à l'examen détaillé d'une section spéciale, qui doit en étudier l'aspect relatif au Parti et l'aspect relatif aux Soviets, pour présenter ensuite des suggestions au Congrès.

Je passe au troisième chapitre de mon rapport : le Parti en tant qu'organisme et en tant qu'appareil.

Il convient tout d'abord de dire deux mots de la composition numérique de notre Parti. Les chiffres montrent que l'an dernier, au moment du XI^e Congrès, le nombre des adhérents dépassait les 400.000 de quelques dizaines de milliers. Cette année, une nouvelle réduction des effectifs, le fait que dans toute une série de régions le Parti s'est débarrassé des éléments non prolétariens, ont amené une diminu-

tion : il y a un peu moins de 400.000 membres. C'est là non une perte, mais un gain, parce que la composition sociale de notre Parti s'est améliorée. Le plus intéressant à cet égard, c'est que l'ancienne tendance des éléments non prolétariens du Parti à s'accroître plus rapidement que l'élément ouvrier, a disparu cette année; un tournant s'est opéré, on observe un certain penchant à l'accroissement de l'élément ouvrier dans le Parti par rapport à l'élément non prolétarien. C'est là un succès auquel nous avons constamment visé jusqu'au moment de l'épuration, nous l'avons obtenu à présent. Je ne dirai pas que tout a été fait dans ce domaine, tant s'en faut. Mais nous avons réalisé un tournant, nous sommes parvenus à un minimum d'homogénéité, nous avons assuré au Parti une composition essentiellement ouvrière; et, de toute évidence, il nous faudra à l'avenir poursuivre dans cette voie. continuer à réduire les éléments non prolétariens du Parti et à augmenter les éléments prolétariens. Les mesures prévues par le Comité central pour améliorer en permanence la composition de notre Parti, ont été formulées dans les propositions du Comité central. je n'y reviendrai pas. Il faudra, de toute évidence, renforcer les barrières contre l'afflux des éléments non prolétariens; à l'heure actuelle, en effet, dans les conditions de la Nep, au moment où le Parti est sans aucun doute exposé à l'influence délétère des éléments surgis de la Nep, il est nécessaire de faire en sorte qu'il présente le maximum d'homogénéité et d'assurer, en tout état de cause, la prépondérance absolue de l'élément ouvrier sur l'élément non ouvrier. Le Parti est bel et bien obligé d'y veiller, s'il veut rester le Parti de la classe ouvrière.

Je passe à la vie de nos comités provinciaux et à leur activité. Dans certains articles de notre presse percent souvent des notes ironiques à leur adresse; il est fréquent qu'on les raille, qu'on sous-estime leur activité. Mais je dois dire, camarades, que c'est sur les comités provinciaux que notre Parti s'appuie avant tout; sans eux, sans l'effort qu'ils déploient pour diriger le travail des administrations et du Parti. ce dernier n'aurait pas de base. Malgré tous leurs défauts, malgré toutes les lacunes que l'on peut encore y constater, malgré ce qu'on est convenu d'appeler les zizanies et les tiraillements, les comités provinciaux demeurent, dans leur ensemble, l'appui principal de notre Parti.

Comment vivent-ils, comment se développent-ils? J'ai lu des lettres envoyées par les comités provinciaux, il y a

quelque dix mois, alors que leurs secrétaires s'embrouillaient encore dans les questions économiques, faute d'adaptation aux conditions nouvelles. Et j'ai lu ensuite d'autres lettres, dix mois après; je les ai lues avec plaisir, avec joie, parce qu'on y voit que les comités provinciaux ont fait des progrès, qu'ils se sont désormais mis au courant de la situation, se sont attelés pour de bon au travail constructif, ont mis d'aplomb le budget local, ont appris à gérer l'économie à l'échelle locale et ont su réellement prendre en main toute la vie économique et politique de leur province. C'est là, camarades, une grande conquête. Il va sans dire qu'il subsiste des lacunes dans les comités provinciaux; mais je dois dire que sans cet enrichissement de leur expérience sur le plan du Parti et de l'économie, sans ce grand pas en avant que constitue la maturité des comités provinciaux en ce qui concerne la direction de la vie économique et politique locale, nous n'aurions pas même pu rêver de voir un jour le Parti entreprendre de diriger l'appareil d'Etat.

On parle de zizanies, de frictions dans les comités provinciaux. Je dois dire que, si elles présentent des aspects négatifs, elles en ont aussi de positifs. Les zizanies et les tiraillements proviennent surtout du désir des comités provinciaux de former dans leur sein un noyau solide, un noyau compact, capable d'exercer sans à-coups son rôle de direction. Ce but et ce désir sont parfaitement sains et légitimes, encore que souvent les moyens ne correspondent pas aux objectifs. Cela s'explique par le caractère hétérogène de notre Parti, par le fait qu'il comprend des hommes de la vieille roche et des jeunes, des prolétaires et des intellectuels, des gens des régions centrales et des contrées périphériques, des membres de nationalités différentes; tous ces éléments hétérogènes apportent dans les comités provinciaux des mœurs, des traditions différentes, et c'est ce qui donne lieu à des frictions, à des zizanies. Néanmoins les neuf-dixièmes de ces zizanies et frictions, même si elles prennent des formes inadmissibles, témoignent d'une aspiration saine : l'aspiration à forger un noyau solide capable de diriger le travail. Point n'est besoin de démontrer qu'en l'absence de groupes dirigeants de ce genre dans les comités provinciaux, si pour finir les « bons » et les « mauvais » s'équilibraient, il n'y aurait aucune direction possible en province, nous ne pourrions pas lever l'impôt en nature ni faire aucune campagne. Tel est le côté sain de ces zizanies, celui que l'on ne doit pas perdre de vue pour

la raison qu'elles revêtent parfois des formes anormales. Sans vouloir dire par là, bien entendu, que le Parti ne doit pas engager la lutte contre les zizanies, surtout lorsqu'elles ont pour origine des questions personnelles.

Voilà pour les comités provinciaux.

A l'échelon au-dessous, la force de notre Parti n'est malheureusement pas aussi grande qu'on pourrait le croire. La faiblesse principale du Parti au point de vue de l'appareil est justement celle de nos comités de district, le manque de réserves, de secrétaires de comité de district. Je crois que si nous n'avons pas encore absolument en main les organisations principales qui relient notre Parti à la classe ouvrière, — celles dont j'ai parlé dans la première partie de mon rapport (cellules de base des syndicats, coopératives, assemblées de déléguées féminines, unions de la jeunesse, etc.) —, si les organismes provinciaux ne sont pas encore parvenus à contrôler entièrement ces appareils, c'est parce que nous sommes trop faibles dans les districts.

J'estime que c'est là la question fondamentale.

Je crois que l'une des tâches essentielles de notre Parti consiste à créer, auprès du Comité central, des écoles de secrétaires de comité de district, ouvertes aux paysans et aux ouvriers les plus dévoués et les plus capables. Si le Parti était, l'année prochaine, à même de grouper autour de lui une réserve de deux ou trois cents secrétaires de comité de district, que l'on pourrait envoyer par la suite pour aider les comités de province à diriger le travail dans les districts, il s'assurerait ainsi la direction de tous les appareils de transmission à caractère de masse. Nous n'aurions plus alors une seule coopérative de consommation, une seule coopérative agricole, un seul comité syndical d'usine, une seule assemblée de déléguées féminines, une seule cellule de l'Union de la jeunesse, une seule organisation de masse soustraite à l'influence prépondérante du Parti.

Et maintenant, les organismes régionaux. L'année écoulée a montré que le Parti et le Comité central avaient eu raison de créer des organismes régionaux en partie élus, en partie nommés. En examinant dans son ensemble la question des divisions administratives, le Comité central est arrivé à la conclusion que, pour la constitution des organismes régionaux du Parti, il était nécessaire de passer progressivement du principe de la nomination à celui de l'élection, ce passage devant sans aucun doute créer une atmosphère favorable

autour des comités régionaux et permettre au Comité central de diriger plus facilement le Parti.

Je passe à la question de l'amélioration des organismes centraux du Parti. Vous avez sans doute lu les propositions du Comité central, qui suggèrent que les attributions du Secrétariat du Comité central soient très clairement et très nettement délimitées de celles du Bureau d'organisation et du Bureau politique. C'est là une question qui n'a guère besoin d'être traitée spécialement, puisqu'elle est claire par elle-même. Mais il en est une autre, — celle de l'élargissement du Comité central —, qui a déjà été étudiée à plusieurs reprises au Comité central et qui a provoqué, à un moment, de sérieux débats. Certains membres du Comité central pensent qu'il conviendrait, non pas d'élargir, mais de réduire le nombre des membres de cet organisme. Je n'exposerai pas leurs raisons : aux camarades en question de le faire eux-mêmes! J'exposerai brièvement les arguments qui militent en faveur de l'élargissement.

La situation, dans l'appareil central du Parti, est actuellement la suivante : le Comité central compte 27 membres: il se réunit une fois tous les deux mois; il existe dans son sein un noyau de dix à quinze camarades qui se sont si bien fait la main à diriger le travail politique et économique de nos organismes qu'ils risquent de se transformer en « bonzes » de la direction. C'est peut-être très bien, mais cela présente aussi un danger : ces camarades, qui ont acquis une grande expérience en matière de direction, peuvent tomber dans la présomption, se replier sur eux-mêmes, se couper du travail au sein des masses. Si plusieurs membres du Comité central, disons un noyau d'une quinzaine de personnes, sont devenus suffisamment expérimentés et rompus aux affaires pour ne pas commettre d'erreurs neuf fois sur dix quand il s'agit d'élaborer des directives, tant mieux. Mais s'ils n'ont pas autour d'eux une génération nouvelle de futurs dirigeants, étroitement liés au travail à la base, ces hommes, si qualifiés qu'ils soient, risquent fort de se dessécher, de se couper des masses.

En second lieu, ce noyau qui, au sein du Comité central, a réalisé de grands progrès dans l'art de diriger, se fait vieux et a besoin d'une relève. Vous connaissez l'état de santé de Vladimir Ilitch. Vous savez que les autres membres du noyau fondamental du Comité central sont, eux aussi, passablement usés. Et nous n'avons pas encore de relève : voilà le malheur.

**Il est très difficile de former des dirigeants du Parti; cela demande des années : cinq, dix ou davantage. Il est beaucoup plus facile de conquérir un pays avec la cavalerie du camarade Boudienny que de former deux ou trois dirigeants venant de la base et capables de faire de véritables dirigeants du pays. Et il est grand temps de songer à former une relève. Il n'y a pour cela qu'un moyen : faire participer aux travaux du Comité central des forces neuves et fraîches, les faire monter au cours du travail, faire monter les plus capables et les plus indépendants, ceux qui ont la tête sur les épaules. Ce n'est pas avec des livres qu'on fera des dirigeants. Un livre aide à avancer; mais à lui tout seul, il ne fait pas un dirigeant. Les dirigeants ne se forment que dans le cours du travail. C'est uniquement en élisant au Comité central des camarades nouveaux, en leur faisant sentir tout le poids du travail de direction, que nous pourrons former la relève dont nous avons tant besoin dans l'état actuel des choses. C'est pourquoi j'estime que le Congrès commettrait une grosse erreur s'il repoussait la proposition du Comité central d'élargir cet organisme en portant le nombre de ses membres à quarante au moins.**

**En conclusion de mon rapport, je dois mentionner un fait qui, — peut-être parce qu'il est trop connu, — ne saute pas aux yeux, mais n'en a pas moins une grande importance. C'est l'unité du Parti, la cohésion sans exemple, qui lui ont permis d'éviter la scission à un tournant comme celui de la Nep. Aucun parti au monde, aucun parti politique n'aurait pu effectuer un tournant aussi brutal sans confusion, sans scission, sans que tel ou tel groupe ne tombât de la charrette. On sait qu'à la suite de tournants de ce genre, il arrive qu'un groupe tombe de la charrette et qu'il se produise dans le Parti, sinon une scission, du moins de la confusion. Nous avons eu, dans l'histoire du Parti, un tournant de ce genre en 1907 et 1908 : habitués à la lutte révolutionnaire, nous n'avons pas voulu, après 1905 et 1906, passer à un travail quotidien, légal; nous n'avons pas voulu aller à la Douma, utiliser les institutions légales, renforcer nos positions dans les organismes légaux; bref, nous avons rechigné à suivre des chemins nouveaux. Le tournant n'a pas été aussi brutal que celui de la Nep, mais, évidemment, nous étions un Parti encore jeune, nous n'avions pas l'expérience de la manœuvre, si bien que deux groupes entiers sont alors tombés de la charrette. Après notre politique d'offensive, le tournant actuel**

vers la Nep est un tournant brutal. Eh bien! lors de ce tournant, quand le prolétariat a dû renoncer provisoirement à l'offensive et se replier sur des positions anciennes, se tourner vers les arrières paysans pour ne pas perdre le contact avec eux, songer à renforcer, à consolider ses réserves en Orient et en Occident, — le Parti non seulement a évité la scission, mais a même effectué ce tournant brutal sans confusion.

Voilà qui atteste la souplesse, l'unité et la cohésion sans pareilles du Parti.

Voilà la garantie que notre Parti vaincra.

Cette année, comme l'an dernier, nos ennemis criaillent que notre Parti se décompose. Pourtant, en entrant dans la Nep, nous avons conservé nos positions, nous avons gardé en main les rênes de l'économie nationale, et le Parti poursuit sa marche en avant comme un seul homme, tandis que nos adversaires, eux, sont bel et bien en train de se décomposer, de se liquider. Vous avez certainement appris, camarades, qu'il vient de se tenir à Moscou un congrès des socialistes-révolutionnaires [1]; ils ont décidé de demander à notre Congrès de leur ouvrir les portes de notre Parti. Vous avez dû apprendre aussi que cette ancienne citadelle du menchévisme qu'était la Géorgie, — le parti menchévik n'y compte pas moins de 10.000 membres, — que cette forteresse du menchévisme est en train de s'effondrer et qu'environ deux mille menchéviks ont quitté leur parti. Cela prouve, il me semble, que ce n'est pas notre Parti qui se décompose, mais les autres, nos adversaires. Enfin, vous savez certainement que l'un des leaders les plus honnêtes et les plus capables du menchévisme, le camarade Martynov, a quitté les rangs des menchéviks, que le Comité central l'a admis dans le Parti et demande au Congrès de ratifier cette admission. (*Quelques applaudissements.*) Tous ces faits, camarades, attestent que ce n'est pas chez nous, mais chez les autres, chez nos adversaires, que les choses vont mal, qu'il y a décomposition sur toute la ligne, tandis que notre Parti est resté soudé, cohérent, qu'il a su opérer un tournant prodigieux et qu'il va de l'avant, drapeaux largement déployés. (*Applaudissements vigoureux et prolongés.*)

---

1. Le congrès des membres de la base du parti socialiste-révolutionnaire de Russie se tint à Moscou du 18 au 20 mars 1923. Il reconnut que le parti socialiste-révolutionnaire s'était définitivement décomposé et déclara que ses organismes dirigeants, émigrés à l'étranger, n'avaient pas le droit de se réclamer d'un parti inexistant. (*N.R.*)

## II. DISCOURS DE CLOTURE DES DEBATS SUR LE RAPPORT D'ORGANISATION DU COMITE CENTRAL.

**(19 *avril*)**

Camarades,

Mon discours de clôture se composera de deux parties : la première traitera du travail d'organisation du Comité central, dans la mesure où il a été critiqué par les orateurs; dans la seconde, je parlerai des propositions du Comité central sur le plan de l'organisation, qui n'ont pas été critiquées par les orateurs et avec lesquelles, apparemment, le Congrès se solidarise.

Pour commencer, je dirai quelques mots des délégués qui ont critiqué le rapport du Comité central.

Parlons de Loutovinov. Il est mécontent du régime qui existe dans notre Parti : pas de liberté de parole, pas de légalité, pas de démocratie. Il sait, bien entendu, que depuis six ans, le Comité central n'a jamais préparé un congrès aussi démocratiquement que celui-ci. Il sait qu'aussitôt après la session plénière de février, les membres titulaires et suppléants du Comité central se sont rendus dans les moindres recoins de notre Fédération pour présenter des rapports sur l'activité du Comité central. Il doit savoir, lui, Loutovinov, que quatre numéros de la feuille de discussion [1] ont déjà paru, où l'activité du Comité central est analysée et interprétée à tort et à travers, je dis bien : à tort et à travers. Mais cela ne lui suffit pas, à Loutovinov. Il veut une « vraie » démocratie, et que, pour le moins, toutes les questions importantes soient discutées dans chaque cellule, de bas en haut; que le Parti tout entier se mette en mouvement sur chaque question et participe à son examen. Mais, camarades, aujourd'hui que nous sommes au pouvoir, que nous avons au moins 400.000 membres et 20.000 cellules, je ne sais trop où nous mènerait une telle façon d'agir. Le Parti se transformerait

1. Une tribune de discussion fut ouverte dans la *Pravda*, à la veille du XII[e] Congrès, sous le titre *Feuille de discussion d'avant le Congrès*. Il en parut cinq numéros, quatre avant le Congrès et un pendant ses assises (*Pravda*, n[os] 46, 65, 75, 82, 86; 1[er] et 24 mars, 5, 15 et 20 avril 1923). (*N.R.*)

en un club de discussion, où l'on bavarderait continuellement sans jamais rien décider. Or notre Parti doit avant tout agir, puisque nous sommes au pouvoir.

D'autre part, Loutovinov oublie que si nous sommes au pouvoir à l'intérieur de la Fédération et bénéficions de tous les avantages de la légalité, nous traversons, du point de vue international, une période analogue à celle de 1912, temps où le Parti était semi-légal, plutôt illégal; il avait alors quelques points d'appui légaux : groupe de la Douma, journaux légaux, clubs, mais n'en était pas moins entouré d'adversaires; il s'attachait à accumuler des forces pour pouvoir aller de l'avant et élargir le cadre de la légalité. Nous traversons actuellement, à l'échelle internationale, une période analogue. Nous sommes entourés d'ennemis, cela est clair pour tout le monde. Les loups de l'impérialisme qui nous entourent ne dorment pas. Il n'est pas un instant où nos ennemis ne cherchent à profiter de la moindre fissure pour s'y glisser et nous faire du mal. Rien ne permet d'affirmer que les ennemis qui nous entourent ne sont pas occupés à préparer un blocus ou une intervention. Telle est la situation. Est-il possible, cela étant, de porter sur la place publique toutes les questions de la paix et de la guerre? Discuter une question dans les réunions de nos 20.000 cellules, n'est-ce pas la porter sur la place publique? Que serait-il advenu si nous avions commencé par porter sur la place publique tous nos travaux préalables à la Conférence de Gênes? Nous aurions essuyé un échec retentissant. Nous ne devons pas oublier qu'étant encerclés par l'ennemi, un coup soudain porté par nous, une manœuvre inattendue, la célérité décident de tout. Que serait-il advenu si, au lieu de discuter notre campagne politique pour la Conférence de Lausanne dans le cercle étroit des hommes de confiance du Parti, nous avions porté le débat sur la place publique et découvert notre jeu? Nos ennemis auraient eu toutes les cartes en main; ils auraient fait échec à notre campagne et nous aurions dû quitter Lausanne honteusement. Que serait-il advenu si nous avions commencé par porter sur la place publique les problèmes de la paix et de la guerre, les plus importants de tous? Car, je le répète, soumettre ces questions à l'examen de 20.000 cellules, c'est les porter sur la place publique. Nous aurions été étrillés en deux temps, trois mouvements. Il est clair, camarades, que pour des raisons d'organisation aussi bien que des raisons politiques, la prétendue démocratie de Loutovinov

est de la fantaisie, du manilovisme démocratique. Cela sonne faux et cela est dangereux. Nous ne suivrons pas la route de Loutovinov.

J'en arrive à Ossinski. Il s'est accroché à la phrase où je dis que, pour élargir le Comité central, nous devons y introduire des hommes indépendants. Oui, oui, Sorine, indépendants, mais non pas agissant de leur propre chef. Ossinski croit que sur ce point, j'ai fait alliance dans une certaine mesure avec lui, avec le centralisme démocratique[1]. J'ai dit effectivement qu'il fallait renforcer le Comité central en y faisant entrer des camarades indépendants. Indépendants de quoi? Je ne l'ai pas dit, sachant par avance qu'il est bon de ne pas épuiser toutes les questions dans l'intervention principale, qu'il faut laisser quelque chose pour le discours de clôture. (*Rires. Applaudissements.*) Nous avons besoin au Comité central d'hommes indépendants, mais non pas indépendants du léninisme, — non, camarades, à Dieu ne plaise! Nous avons besoin d'hommes indépendants, dégagés des influences personnelles, des habitudes et traditions de lutte intestine qui se sont établies au Comité central et qui provoquent parfois des inquiétudes dans son sein. Vous vous rappelez l'article du camarade Léninc. Il y est dit qu'une scission est en perspective. Comme ce passage pouvait donner à penser aux organisations que nous étions déjà à la veille d'une scission, les membres du Comité central ont décidé à l'unanimité de dissiper les doutes qui pouvaient naître et déclaré qu'il n'y avait aucune scission au Comité central, ce qui est parfaitement exact. Mais le Comité central a également déclaré que la perspective d'une scission n'était pas exclue. Et c'est aussi tout à fait juste. Au cours des dix dernières années de travail à l'intérieur du Comité central, on a vu s'établir (il ne pouvait en être autrement) certaines habitudes, certaines traditions de lutte intérieure, lesquelles créent parfois une atmosphère qui n'est pas tout à fait bonne. J'ai observé cette atmosphère à l'une des dernières sessions plénières du Comité central, celle de février, et j'ai noté que l'intervention des représentants de la base décidait souvent de tout. Nous avons besoin d'hommes indépendants de ces traditions et de ces influences personnelles, afin qu'en entrant au Comité central et en y apportant l'expérience du travail

---

1. Staline pense ici au groupe antiparti du « centralisme démocratique » (voir au sujet de ce groupe l'*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*, Moscou, 1953, p. 339-340 et 357). (*N.R.*)

positif et de la liaison avec la base, ils soient le ciment qui consolide le Comité central, qui en fasse vraiment une collectivité une et indivisible dirigeant notre Parti. Nous avons besoin de ces camarades indépendants, dégagés des vieilles traditions qui se sont établies au Comité central, précisément pour qu'ils apportent un élément nouveau, rafraîchissant, qui consolide le Comité central et prévienne toute possibilité de scission dans son sein. Voilà à quoi je pensais en parlant d'hommes indépendants.

Je ne peux pas laisser passer, camarades, l'attaque qu'Ossinski s'est permise contre Zinoviev. Il a chanté les louanges du camarade Staline et de Kaménev, et lancé une ruade à Zinoviev, estimant qu'il suffisait pour le moment d'en éliminer un et que le tour des autres viendrait ensuite. Il entend désagréger le noyau qui s'est constitué au sein du Comité central depuis des années de travail, il entend tout désagréger, petit à petit, pas à pas. Si Ossinski songe vraiment à poursuivre un tel but, s'il songe vraiment à lancer des attaques de ce genre contre tel ou tel membre du noyau de notre Comité central, je dois l'avertir qu'il se heurtera à un mur, contre lequel, j'en ai bien peur, il se cassera la figure.

Enfin, Molivani. Qu'il me soit permis de dire quelques mots de cette question dont tout le Congrès commence à avoir par-dessus la tête. Il parle de flottements dans le Comité central: aujourd'hui, dit-il on décide que les trois Républiques de Transcaucasie uniront leurs efforts économiques; le lendemain, nouvelle décision : ces Républiques seront groupées en fédération; le surlendemain, troisième décision : toutes les Républiques soviétiques se rassembleront pour former une Union des Républiques. C'est là ce qu'il appelle les flottements du Comité central. Est-ce exact? Non, camarades, il y a là non des flottements, mais un ensemble cohérent. Les Républiques, indépendantes, commencent par se rapprocher sur le terrain économique. Et cela, dès 1921. Puis, l'expérience de ce rapprochement ayant donné de bons résultats, on aborde l'étape suivante : le groupement en fédération. Surtout dans une région comme la Transcaucasie, où l'on ne saurait se passer d'un organisme spécial chargé d'assurer la paix entre les différentes nationalités. Vous savez que la Transcaucasie est un pays où, déjà du temps des tsars, Tatares et Arméniens s'entretuaient, où la guerre a sévi sous les Moussavatistes, les Dachnaks et les menchéviks.

Pour mettre fin à ces rivalités, il faut un organisme chargé d'assurer la paix entre les nationalités, en d'autres termes une autorité suprême qui ait son mot à dire. Il est absolument impossible de créer un tel organisme sans la participation de représentants de la nation géorgienne. C'est ainsi qu'on a été amené, quelques mois après avoir réalisé l'unité des efforts économiques, à passer à l'étape suivante : la fédération des Républiques, puis, un an après, à la troisième étape, l'étape finale de l'association : la création de l'Union des Républiques. Où voit-on des flottements dans tout cela? C'est l'application de notre politique des nationalités. Mdivani n'a tout simplement rien compris à ce qui fait le fond de notre politique soviétique, encore qu'il se prenne pour un vieux bolchévik.

Il a posé un certain nombre de questions en insinuant que les problèmes les plus importants de la politique nationale en Transcaucasie, notamment en Géorgie, avaient été tranchés peut-être bien par le Comité central, peut-être bien par certaines personnes. La question fondamentale en Transcaucasie est celle de la fédération des pays de cette région. Permettez-moi de vous donner lecture d'un petit document sur l'histoire de la directive du Comité central du P.C.R. relative à la Fédération de Transcaucasie.

Le 28 novembre 1921, le camarade Lénine m'envoie son projet de proposition sur la formation d'une Fédération des Républiques de Transcaucasie. On y lisait :

> 1° La Fédération des Républiques de Transcaucasie est absolument juste du point de vue des principes et il faut indiscutablement la constituer; mais sa réalisation pratique immédiate est prématurée, autrement dit elle demande quelques semaines de discussion, de propagande et d'exécution par en bas.
>
> 2° Les Comités centraux de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan seront invités à appliquer cette décision.

J'écris au camarade Lénine pour lui demander qu'on ne brusque rien, qu'on attende un peu, qu'on donne aux militants locaux le temps de mettre la fédération sur pied. Je lui dis :

> Camarade Lénine, je n'ai rien à objecter à votre résolution si vous voulez bien accepter l'amende-

ment suivant : au point n° 1, au lieu des mots « elle demande quelques semaines de discussion », dire « elle demande un certain temps de discussion », et la suite comme dans votre résolution. Il est en effet impossible de « réaliser » en Géorgie la fédération « par en bas » et selon « les modalités soviétiques » en « quelques semaines », étant donné que les Soviets commencent seulement à s'y organiser et que cette organisation n'est pas encore terminée. Ils n'existaient pas il y a un mois, et convoquer là-bas un Congrès des Soviets en « quelques semaines » est chose inconcevable; or, une Fédération transcaucasienne ne comprenant pas la Géorgie n'aurait d'existence que sur le papier. Je crois qu'il faudra bien deux ou trois mois pour que l'idée de la fédération triomphe dans les larges masses de Géorgie. *Staline.*

Le camarade Lénine me répond : « J'accepte cet amendement ».

Le surlendemain, cette proposition est votée par Lénine, Trotski, Kaménev, Molotov, Staline. Zinoviev était absent, et remplacé par Molotov. Comme vous pouvez le voir, cette décision a été prise à l'unanimité par le Bureau politique à la fin de 1921. C'est à ce moment qu'un groupe de communistes géorgiens, ayant Mdivani à sa tête, a engagé la lutte contre les directives du Comité central sur la fédération. Vous voyez, camarades, que la question ne se présente pas du tout comme Mdivani le prétend. Je n'ai cité ce document que pour réfuter les insinuations inconvenantes qu'il s'est permises.

Seconde question : comment s'expliquer vraiment qu'un groupe de camarades ayant Mdivani à sa tête ait été rappelé par le Comité central du Parti? Quelles en sont les raisons? Il y en a deux qui sont fondamentales et ont en même temps une valeur formelle. Je dois le dire, parce que des reproches ont été adressés au Comité central, et à moi en particulier.

La première raison, c'est que le groupe Mdivani est sans influence dans son propre Parti, le Parti communiste géorgien, qu'il est rejeté par le Parti communiste géorgien lui-même. Celui-ci a tenu deux congrès : le premier au début de 1922, le second au début de 1923. A ces deux Congrès, le groupe Mdivani, qui condamne l'idée de la fédération, s'est

vu infliger une vigoureuse riposte par son propre Parti. Au premier Congrès, il n'a recueilli, je crois, que 18 voix environ sur 122, et au second, une vingtaine sur 144; on s'est obstinément refusé à l'élire au Comité central, sa position a été invariablement condamnée. La première fois, au début de 1922, nous avons, au Comité central, exercé une pression sur le Parti communiste de Géorgie et l'avons obligé à accepter malgré lui ces vieux camarades (Mdivani est indéniablement un vieux camarade, et Makharadzé aussi), avec l'idée que les deux groupes, la majorité et la minorité, finiraient par s'entendre en travaillant ensemble. Cependant, dans l'intervalle entre le premier et le deuxième Congrès, il s'est tenu un certain nombre de conférences, tant urbaines que nationales, où chaque fois le groupe Mdivani a reçu des taloches de son propre Parti et enfin, au dernier Congrès, Mdivani a recueilli à grand'peine 18 voix sur 140.

La Fédération de Transcaucasie est une organisation qui intéresse non seulement la Géorgie, mais toute la Transcaucasie. Le Congrès du Parti géorgien est suivi d'ordinaire d'un Congrès transcaucasien. Et là encore, même résultat. Au dernier Congrès transcaucasien, sur un total, je crois, de 244 voix, Mdivani en a recueilli à peine 10. Tels sont les faits. Que reste-il à faire au Comité central du Parti, du moment que le Parti, que l'organisation géorgienne elle-même ne peuvent souffrir le groupe Mdivani? Je comprends notre politique dans la question nationale comme une politique de concessions aux nationalités et aux préjugés nationaux. Cette politique est juste, sans aucun doute. Mais peut-on faire indéfiniment violence à la volonté du Parti dans le cadre duquel le groupe Mdivani doit travailler? Je pense que non. Il faut au contraire, autant que possible, que l'on mette son action en harmonie avec la volonté du Parti de Géorgie. C'est ce qu'a fait le Comité central en rappelant certains membres de ce groupe.

La seconde raison qui a amené le Comité central à effectuer ce rappel, c'est qu'à plus d'une reprise ils ont enfreint les décisions du Comité central du P.C.R. Je vous ai déjà exposé l'histoire de la décision concernant la fédération; j'ai déjà dit qu'à défaut de cette organisation, la paix entre les nationalités était impossible; que, grâce à la création d'une fédération, le pouvoir des Soviets avait seul réussi en Transcaucasie à instaurer la paix entre les nationalités. Nous estimions donc au Comité central que l'application de la

décision était absolument obligatoire. Or, que se passe-t-il? Le groupe Mdivani refuse de s'y soumettre; qui plus est, il la combat. Cela est établi aussi bien par la commission du camarade Dzerjinski que par celle de Kaménev-Kouibychev. Et même aujourd'hui, après la décision de la session plénière de mars sur la Géorgie, Mdivani continue à combattre la fédération. N'est-ce pas se moquer des décisions du Comité central?

Telles sont les circonstances qui ont obligé le Comité central du Parti à rappeler Mdivani.

Mdivani voudrait nous faire croire qu'en dépit de son rappel, il a remporté la victoire. Alors je ne sais pas ce qu'on peut appeler défaite. Il est vrai que don Quichotte, d'heureuse mémoire, se croyait vainqueur, lui aussi, après avoir été malmené par les moulins à vent. Je crois que dans le cerveau de certains camarades qui travaillent sur ce morceau de territoire soviétique qui s'appelle la Géorgie, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond.

Je passe au camarade Makharadzé. Il a déclaré ici qu'il était, dans la question nationale, un vieux bolchévik de l'école de Lénine. Cela est faux, camarades. A la Conférence d'avril 1917[1], nous avons, le camarade Lénine et moi, combattu le camarade Makharadzé. Il se prononçait alors contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, contre la base même de notre programme, contre le droit des peuples à se constituer en Etats indépendants. Voilà le point de vue qu'il défendait alors en luttant contre le Parti. Depuis, il a changé d'opinion (ce qui, bien entendu, lui fait honneur!); mais il n'aurait tout de même pas dû avoir la mémoire aussi courte! Dans la question nationale, ce n'est pas un vieux bolchévik, c'est un bolchévik d'assez fraîche date.

Le camarade Makharadzé m'a adressé une interpellation parlementaire : il m'a demandé si je reconnais, ou si le Comité central reconnaît, l'organisation des communistes géorgiens comme une organisation réelle, en qui l'on doit avoir confiance; et dans l'affirmative, si le Comité central accepte que cette organisation ait le droit de poser des ques-

---

1. Il s'agit ici de la VII^e Conférence (dite d'Avril) du P.O.S.D.R. (b), qui se tint du 24 au 29 avril 1917. Staline y présenta un rapport sur la question nationale : le projet de résolution sur ce rapport fut rédigé par Lénine. (Voir les résolutions de la conférence dans les *Résolutions et décisions des congrès, conférences et sessions plénières du Comité central du P.C.U.S.*, 1re partie, 1953, p. 333-353.) (*N.R.*)

tions et de faire des propositions. Si oui, le Comité central considère-t-il que le régime instauré là-bas, en Géorgie, est intolérable?

Je répondrai à cette interpellation parlementaire.

Certes, le Comité central a confiance dans le Parti communiste de Géorgie : sinon, en qui avoir confiance? Le Parti représente l'élite, les meilleurs éléments du peuple géorgien, sans lesquels il est impossible de gouverner la Géorgie. Mais toute organisation se compose d'une majorité et d'une minorité. Nous n'en avons pas une où il en soit autrement. Et, dans la pratique, nous constatons que le Comité central du Parti communiste de Géorgie se compose d'une majorité, qui applique la ligne du Parti, et d'une minorité, qui ne l'applique pas toujours : de toute évidence, la confiance dont il s'agit, est celle qui est due à l'organisation représentée par sa majorité.

Seconde question : les Comités centraux nationaux ont-ils le droit d'initiative. celui de poser des questions, celui de faire des propositions?

Il va sans dire qu'ils ont ce droit, cela est évident. Mais je ne comprends pas pourquoi le camarade Makharadzé ne nous a pas cité d'exemple pour prouver qu'on ne permet pas au Comité central du Parti communiste de Géorgie de poser des questions, de faire des propositions et d'en discuter. Je ne connais pas un seul exemple de ce genre. Je pense que le camarade Makharadzé présentera au Comité central des documents à l'appui de ses dires, si toutefois il en possède.

Troisième question : peut-on tolérer le régime qui s'est instauré en Géorgie?

Malheureusement, la question n'est pas assez concrète : de quel régime veut-on parler? S'il s'agit du régime sous lequel le pouvoir soviétique de Géorgie, ces derniers temps, déloge de leurs nids les féodaux, ainsi que les menchéviks et les contre-révolutionnaires, s'il s'agit de ce régime-là, eh bien! à mon avis, il n'a rien de mauvais. C'est notre régime soviétique. Le Comité du territoire de Transcaucasie aurait-il créé des conditions rendant impossible le développement du Parti communiste de Géorgie? Je n'en possède aucune preuve. Le Comité central de Géorgie élu au dernier Congrès du Parti communiste de ce pays par une majorité de 110 voix contre 18, n'a pas posé ces questions devant nous. Il travaille en contact étroit avec le Comité de notre Parti pour le territoire de Transcaucasie. S'il existe un petit

groupe, un courant, bref des adhérents qui sont mécontents du régime existant dans le Parti, ils doivent communiquer au Comité central les documents sur la question. Deux commissions se sont déjà rendues là-bas, en Géorgie, pour vérifier le bien-fondé de ces plaintes : la commission Dzerjinski et la commission Kaménev-Kouibychev. On peut en constituer une troisième, s'il est nécessaire.

Ces considérations terminent la première partie de mon discours de conclusion sur le travail d'organisation du Comité central au cours de l'année écoulée.

Je passe à la seconde partie, aux propositions sur les questions d'organisation que le Comité central a soumises au Congrès. Aucun orateur, que je sache, n'a critiqué une seule des suggestions présentées. Je vois là l'expression d'une solidarité pleine et entière avec les propositions que nous avons soumises à votre examen. Néanmoins, je voudrais formuler un certain nombre d'amendements qui peuvent être utiles. Je les soumettrai à la section d'organisation que le Comité central propose de créer et où le gros du travail sera dirigé par le camarade Molotov, en ce qui concerne les affaires du Parti, et par le camarade Dzerjinski, pour ce qui regarde l'administration soviétique.

Le premier amendement prévoit que le nombre des suppléants du Comité central, qui est actuellement de cinq, sera porté au moins à quinze.

Le second demande qu'une attention spéciale soit accordée au renforcement et à l'élargissement des organismes de recensement et de répartition, au sommet comme à la base; ces organismes prennent en effet à l'heure actuelle une importance de premier plan, une importance énorme, puisqu'ils constituent pour le Parti le meilleur moyen de tenir entre ses mains tous les fils de l'économie et de l'appareil administratif.

Le troisième amendement demandera au Congrès d'approuver la proposition de créer auprès du Comité central une école de secrétaires de comité de district pour qu'à la fin de l'année les comités provinciaux aient à leur disposition de deux à trois cents secrétaires d'organisation de district.

Le quatrième amendement concerne la presse. Je n'ai rien de concret à proposer sur ce chapitre, mais je voudrais attirer tout particulièrement l'attention du Congrès sur la nécessité de porter notre presse à la hauteur voulue. Elle fait des progrès, elle en a déjà réalisé de très grands, mais

ce n'est pas encore assez. Elle doit se développer de jour en jour, d'heure en heure; c'est l'arme la plus acérée et la plus puissante du Parti.

Pour conclure, quelques mots sur notre Congrès. Camarades, je dois dire qu'il y a longtemps que je n'ai vu Congrès aussi fortement soudé, à ce point animé d'une même idée. Je regrette que le camarade Lénine ne soit pas là. S'il était ici, il pourrait dire : « Pendant vingt-cinq ans, j'ai travaillé à former le Parti, et je l'ai fait grand et fort ». (*Applaudissements prolongés.*)

## III. RAPPORT SUR LES FACTEURS NATIONAUX DANS L'ORGANISATION DU PARTI ET DE L'ETAT.

(23 *avril*)

Camarades,

Voici la troisième fois, depuis la Révolution d'Octobre, que nous examinons la question nationale : la première fois, ce fut au VIII[e] Congrès; la seconde, au X[e]; la troisième, au XII[e]. Cela n'indiquerait-il pas un changement fondamental dans notre façon d'envisager cette question? Non, notre point de vue reste foncièrement le même qu'avant et depuis Octobre. Mais depuis le X[e] Congrès, la situation internationale a changé : l'importance de ces réserves massives de la Révolution que constituent aujourd'hui les pays d'Orient, a augmenté. Ceci, en premier lieu. En second lieu, notre Parti, depuis le X[e] Congrès, s'est trouvé placé devant certains changements de la situation intérieure dus à la Nep. Il faut tenir compte de tous ces facteurs nouveaux et en faire le bilan. C'est en ce sens qu'on peut dire que la question nationale se pose au XII[e] Congrès en termes nouveaux.

Examinons l'importance internationale de la question nationale. Vous savez, camarades, que, de par la volonté de l'histoire, nous sommes, nous, fédération soviétique, l'avant-garde de la révolution mondiale. Vous savez que nous avons été les premiers à percer le front général du capitalisme, le sort a voulu que nous soyons ainsi placés en tête. Vous savez que dans notre marche en avant, nous sommes arrivés jusqu'à

Varsovie, puis que nous nous sommes repliés pour nous fortifier sur les positions que nous estimions les plus solides. A ce moment, nous sommes passés à la Nep : à ce moment, nous avons tenu compte du ralentissement de la cadence dans le mouvement révolutionnaire international ; à ce moment notre politique est devenue, d'offensive, défensive. Après notre échec devant Varsovie (nous ne chercherons pas à farder la vérité), nous ne pouvions aller de l'avant, à cause du risque de nous couper de notre arrière, qui est paysan ; nous risquions, enfin, de devancer par trop les réserves de la révolution que le sort nous a données, en Occident comme en Orient. C'est pourquoi nous avons effectué un tournant dans le sens de la Nep à l'intérieur, d'un ralentissement de notre avance à l'extérieur, en nous disant qu'il fallait souffler un peu, panser nos blessures, — celles de l'avant-garde, du prolétariat, — établir le contact avec l'arrière paysan, poursuivre notre travail au sein des réserves qui n'avaient pu nous suivre : celles de l'Occident et celles de l'Orient, — réserves massives qui constituent le gros des arrières du capitalisme mondial. Ce sont ces réserves, — réserves massives constituant en même temps l'arrière de l'impérialisme mondial, — qui sont en cause lorsqu'on discute la question nationale.

De deux choses l'une : ou bien nous mettons en branle, nous révolutionnons l'arrière profond de l'impérialisme, — les pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient, — en hâtant ainsi la chute de l'impérialisme ; ou bien nous échouons, en renforçant l'impérialisme et en affaiblissant notre mouvement. C'est ainsi que la question se pose.

Le fait est que tout l'Orient considère notre Union des Républiques comme un champ d'essai. Ou bien nous donnerons, dans le cadre de cette Union, une solution pratique et correcte à la question nationale ; nous établirons ici, dans le cadre de cette Union, des relations vraiment fraternelles entre les peuples, une collaboration réelle : et alors l'Orient tout entier verra dans notre fédération le porte-drapeau de sa libération, l'avant-garde dont il doit suivre les traces, et ce sera le début de l'effondrement de l'impérialisme mondial. Ou bien nous commettrons ici une faute, nous entamerons la confiance que les peuples autrefois opprimés ont placée dans le prolétariat de Russie, nous priverons l'Union des Républiques de la force d'attraction qu'elle a acquise aux yeux de l'Orient : alors c'est l'impérialisme qui gagne, et nous qui perdons.

En cela réside l'importance internationale de la question nationale.

Si la question nationale prend pour nous tant d'importance également au point de vue de la situation intérieure, ce n'est pas seulement parce que, pour parler chiffres, l'ancienne nation dominante compte environ 75 millions d'hommes et les autres 65 millions (ce qui n'est déjà pas si mal); ce n'est pas seulement, non plus, parce que les nationalités autrefois opprimées occupent les régions les plus nécessaires au progrès économique, les plus importantes au point de vue de la stratégie militaire : c'est avant tout parce qu'il y a deux ans, nous avons instauré ce qu'on est convenu d'appeler la Nep, et qu'en conséquence le nationalisme grand-russe s'est intensifié et fortifié, on a vu naître les idées du groupe *Sména Vekh*, on discerne çà et là le désir de réaliser par des moyens pacifiques ce que n'a pu faire Dénikine, c'est-à-dire de créer une Russie dite « une et indivisible ».

Ainsi, en rapport avec la Nep, nous assistons à la naissance d'une force nouvelle dans notre vie intérieure : le chauvinisme grand-russe, qui se niche dans nos administrations, s'infiltre dans les organismes des Soviets, mais aussi dans ceux du Parti, se retrouve dans tous les coins de notre fédération; si nous ne lui infligeons pas une riposte énergique, si nous ne tranchons pas à la racine ce mal alimenté par les conditions mêmes de la Nep, il risque de provoquer une rupture entre le prolétariat de l'ancienne nation dominante et les paysans des nations autrefois opprimées, ce qui mettrait en danger la dictature du prolétariat.

Mais la Nep n'alimente pas seulement le chauvinisme grand-russe; elle alimente aussi le chauvinisme local, surtout dans les Républiques où il existe plusieurs nationalités. Je veux parler de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, de Boukhara et en partie du Turkestan, où nous comptons plusieurs nationalités, dont les éléments avancés vont peut-être bientôt se disputer la suprématie. Certes, à ne considérer que sa force, ce chauvinisme local n'est pas aussi dangereux que le chauvinisme grand-russe. Il n'en constitue pas moins un péril, puisqu'il menace de faire de certaines Républiques le théâtre de rivalités nationales, d'y relâcher les liens de l'internationalisme.

Telles sont les raisons d'ordre intérieur et international qui confèrent une importance considérable, primordiale, à la question nationale, surtout au moment actuel.

En quoi consiste le fond de classe de cette question? Dans les conditions présentes de l'évolution des Soviets, il consiste dans l'établissement de rapports justes entre le prolétariat de l'ancienne nation dominante et la paysannerie des nations autrefois opprimées. Le problème de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie a été débattu ici d'une façon plus que suffisante; mais lors de la discussion du rapport de Kaménev, Kalinine, Sokolnikov, Rykov, Trotski sur ce problème, il a surtout été question de l'attitude du prolétariat russe envers la paysannerie russe. Ici, dans le domaine national, nous avons affaire à un mécanisme plus compliqué. Ici, il s'agit d'établir des rapports justes entre le prolétariat de l'ancienne nation dominante, la couche la plus cultivée de l'ensemble du prolétariat de notre fédération, et la paysannerie, surtout la paysannerie des nationalités autrefois opprimées. Tel est le fond de classe de la question nationale. Si le prolétariat parvient à nouer avec la paysannerie des autres nationalités des rapports susceptibles de faire disparaître les survivances de cette méfiance à l'égard de tout ce qui est russe, que la politique tsariste avait inculquée et cultivée pendant des dizaines d'années; si, qui plus est, le prolétariat russe parvient à faire régner une compréhension et une confiance réciproques totales, à établir une alliance véritable non seulement entre le prolétariat et la paysannerie russes, mais aussi entre le prolétariat et la paysannerie des nationalités autrefois opprimées, le problème sera résolu. Il faut, pour cela, que le pouvoir du prolétariat soit aussi cher à la paysannerie des autres nationalités qu'à la paysannerie russe. Pour que le pouvoir des Soviets devienne également cher à la paysannerie des autres nationalités, il faut que celle-ci le comprenne, qu'il fonctionne dans sa propre langue, que le corps enseignant et les organes du pouvoir se composent d'hommes de l'endroit connaissant la langue, les mœurs, les us et coutumes des nationalités non russes. C'est seulement lorsque les administrations et les organes du pouvoir dans ces républiques commenceront à s'exprimer et à fonctionner dans la langue nationale, et dans la mesure où ils le feront, que le pouvoir des Soviets, qui apparaissait comme purement russe jusqu'à ces derniers temps, deviendra un pouvoir non seulement russe, mais commun à toutes les nationalités, cher aux paysans des nationalités autrefois opprimées.

Là réside un des principes de la question nationale, telle

qu'elle se pose en général, et dans les conditions soviétiques en particulier.

Qu'est-ce qui caractérise la solution de la question nationale au moment actuel, en 1923? Quelle forme ont prise en 1923 les problèmes qui attendent leur solution dans ce domaine? La forme d'une collaboration des peuples de notre fédération sur les plans économique, militaire et politique. Je veux parler ici des rapports entre nationalités. La question nationale, qui part de la nécessité d'établir des rapports justes entre le prolétariat et l'ancienne nation dominante et la paysannerie des autres nationalités, revêt aujourd'hui une forme particulière : celle de la coopération et de la cohabitation fraternelle de peuples qui, autrefois isolés, sont maintenant groupés dans le cadre d'un Etat unique.

Voilà le fond de la question nationale sous l'aspect qu'elle revêt en 1923.

La forme concrète de cette association politique est l'Union des Républiques, dont nous avons déjà parlé à la fin de l'an dernier, au Congrès des Soviets, et que nous avons instituée à cette date.

La base de cette Union est le libre consentement et l'égalité juridique de ses membres. Libre consentement et égalité, parce que le point de départ de notre programme national est le droit des nations à former des Etats distincts : ce qu'on appelait autrefois le droit de libre disposition. Aussi devons-nous dire nettement qu'aucune union de peuples, aucune association de peuples en un seul Etat ne peut être durable que si elle a pour base un consentement absolument libre, si les peuples eux-mêmes veulent s'unir. L'autre base est l'égalité juridique des peuples qui font partie de l'Union. Et cela se conçoit. Je ne parle pas de l'égalité de fait, — j'y reviendrai, — puisque l'établissement d'une égalité de fait entre des nations avancées et des nations retardataires est une chose extrêmement compliquée, extrêmement difficile, et qui demande des années. Je parle pour l'instant de l'égalité juridique. Elle se traduit par le fait que toutes les Républiques faisant partie de l'Union, — en l'occurrence, elles sont au nombre de quatre : la Transcaucasie, la Biélorussie, l'Ukraine et la R.S.F.S.R., — jouissent au même degré des bienfaits de l'Union et renoncent simultanément et au même degré en faveur de l'Union à certains des droits que l'indépendance leur conférait. Si les commissariats du peuple aux Affaires étrangères n'existent plus en R.S.F.S.R., en Ukraine, en Bié-

lorussie, dans la République de Transcaucasie, il est bien évident que leur abolition et la création d'un commissariat aux Affaires étrangères commun à l'Union des Républiques entraîneront certaines restrictions à l'indépendance de ces républiques, dans le sens d'une limitation uniforme pour toutes. Il est bien évident que si chacune de ces Républiques avait auparavant son commissariat du peuple au Commerce extérieur, désormais aboli, aussi bien en R.S.F.S.R. que dans les autres républiques, pour permettre la création d'un commissariat au Commerce extérieur commun à l'Union tout entière, cela entraînera également certaines restrictions à l'indépendance complète dont les Républiques jouissaient, restrictions opérées dans l'intérêt commun de l'Union, et ainsi de suite. Certains posent une question purement scolastique : les républiques restent-elles indépendantes depuis qu'elles se sont unies? Je vois là une question scolastique. Leur indépendance se trouve restreinte, puisque toute union entraîne une restriction des droits dont jouissaient auparavant ceux qui se sont unis. Mais chacune des Républiques conserve indiscutablement les éléments fondamentaux de l'indépendance, ne serait-ce que parce que chacune a le droit de sortir de l'Union par décision unilatérale.

Ainsi, sous la forme concrète qu'elle a prise dans les conditions où nous nous trouvons actuellement, la question nationale est celle de l'établissement d'une coopération des peuples sur les terrains économique, extérieur et militaire. Nous devons, dans tous ces domaines, grouper les Républiques au sein d'une union appelée U.R.S.S. Telles sont les formes concrètes que la question nationale a prises à l'heure actuelle.

Mais la chose est plus facile à dire qu'à faire. En effet, dans les conditions où nous sommes placés, un certain nombre de facteurs, loin de favoriser l'union des peuples en un même Etat, la contrecarrent.

Les facteurs favorables vous sont connus : avant tout, le rapprochement des peuples sur le plan économique, inauguré avant l'établissement du pouvoir des Soviets et consolidé par lui; une certaine division du travail entre les peuples, inaugurée avant nous et que nous, pouvoir des Soviets, avons consolidée : c'est le facteur essentiel pour favoriser l'association des Républiques en une union. Le second facteur favorable à l'union tient à la nature même du pouvoir des Soviets. Cela se conçoit. Le pouvoir des Soviets est le pouvoir des ouvriers, la dictature du prolétariat, qui, tout naturellement,

incite les éléments travailleurs des Républiques et des peuples de l'Union à vivre en bonne amitié. Cela se conçoit. Le troisième facteur favorable à l'union est l'encerclement impérialiste, qui constitue le milieu où l'Union des Républiques doit agir.

Mais il est aussi des facteurs qui s'opposent à cette union, qui la contrecarrent. La principale force qui entrave l'association des républiques en une même fédération, est celle qui grandit chez nous, comme je l'ai déjà dit, dans les conditions de la Nep : le chauvinisme grand-russe. Ce n'est nullement par l'effet du hasard, camarades, que les hommes de la *Sména Vekh* ont gagné une foule de partisans parmi les fonctionnaires soviétiques. Ce n'est nullement là quelque chose de fortuit. Ce n'est pas non plus par hasard que ces messieurs de la *Sména Vekh* chantent les louanges des communistes bolchéviks d'un air de dire : parlez du bolchévisme tant que vous voudrez, pérorez sur vos tendances internationalistes tant qu'il vous plaira; nous savons, quant à nous, que vous réaliserez ce que Dénikine n'a pu réaliser : que vous, bolchéviks, vous avez fait revivre ou, en tout cas, vous ferez revivre l'idée d'une grande Russie. Tout cela n'a rien de fortuit. Ce n'est pas non plus par hasard que cette idée a même pénétré dans certaines de nos institutions du Parti. A la session plénière de février, où la question d'une deuxième Chambre a été soulevée pour la première fois, j'ai entendu des membres du Comité central prononcer des discours incompatibles avec le communisme, des discours qui n'ont rien de commun avec l'internationalisme. Tout cela est un signe des temps, une épidémie. Le principal danger de tout cela, c'est qu'en rapport avec la Nep grandit de jour en jour, d'heure en heure, le chauvinisme grand-russe, qui s'attache à effacer tout ce qui n'est pas russe, à mettre les rênes du gouvernement dans les mains de l'élément russe en écrasant ce qui n'est pas russe. Le grand danger, c'est que, par une telle politique, nous risquons de perdre la confiance que les anciens peuples opprimés ont placée dans les prolétaires russes, confiance que ceux-ci ont gagnée pendant les journées d'Octobre, quand ils ont renversé les grands propriétaires fonciers et les capitalistes russes, qu'ils ont brisé les chaînes de l'oppression nationale à l'intérieur de la Russie, retiré les troupes de Perse et de Mongolie, proclamé l'indépendance de la Finlande, de l'Arménie et, d'une façon générale, posé la question nationale sur des bases entièrement nouvelles. La confiance que nous

avions gagnée alors, nous pouvons la perdre complètement si nous ne nous armons pas tous contre ce chauvinisme nouveau, ce chauvinisme grand-russe, je le répète, qui s'avance en rampant, s'insinue goutte à goutte dans les yeux et les oreilles, corrompt peu à peu nos militants. Ce dangereux ennemi, camarades, nous devons coûte que coûte lui faire mordre la poussière. Sinon, nous sommes menacés de perdre la confiance de la classe ouvrière et de la paysannerie des peuples autrefois opprimés, menacés de voir se rompre les liens qui unissent ces peuples au prolétariat russe et, par suite, menacés d'une fissure dans le système de notre dictature.

N'oubliez pas, camarades, que si nous avons marché contre Kérenski, drapeaux déployés, et si nous avons renversé le Gouvernement provisoire, c'est entre autres parce que nous sentions derrière nous la confiance des peuples opprimés, qui attendaient des prolétaires russes leur libération. N'oubliez pas ces réserves que constituent les peuples opprimés, qui se taisent, mais, par leur silence, exercent une pression et décident de bien des choses. Souvent cela ne se sent pas, mais ces peuples, ils vivent, ils existent, et il ne faut pas les oublier. N'oubliez pas que si nous n'avions pas eu, à l'arrière de Koltchak, de Dénikine, de Wrangel et de Youdénitch, ce qu'il est convenu d'appeler les « allogènes »; si ces peuples autrefois opprimés n'avaient miné l'arrière de ces généraux par leur sympathie tacite avec les prolétaires russes, — camarades, c'est un facteur particulier de notre développement que cette sympathie tacite; on ne la voit ni ne l'entend, mais elle décide de tout, — sans cette sympathie, nous n'aurions pu faire mordre la poussière à aucun de ces généraux. Au moment où nous marchions contre eux, la désagrégation commençait sur leurs arrières. Pourquoi? Parce que ces généraux s'appuyaient sur les éléments colonisateurs du milieu cosaque, parce qu'ils n'offraient aux peuples opprimés d'autre perspective que le maintien de leur oppression : dès lors, en nous voyant déployer le drapeau de leur libération, les peuples opprimés étaient obligés de se jeter dans nos bras. Voilà ce qui a décidé du destin de ces généraux; voilà la somme des facteurs que les succès de nos armées ont rejetée dans l'ombre, mais qui en définitive a décidé de tout. Il ne faut pas l'oublier. Aussi devons-nous opérer un tournant énergique pour combattre les nouvelles tendances chauvines et clouer au pilori les fonctionnaires de nos administrations et les camarades du Parti qui oublient cette conquête d'Oc-

tobre : la confiance des peuples autrefois opprimés, à laquelle nous devons attacher le plus grand prix.

Il faut bien comprendre que si une force comme le chauvinisme grand-russe s'épanouit à son aise et trouve le champ libre, nous perdrons la confiance des peuples autrefois opprimés, toute coopération au sein d'une Union sera impossible et nous n'aurons point d'Union des Républiques.

Tel est le premier et le plus dangereux des facteurs qui entravent l association des peuples et des Républiques en une même union.

Le second facteur, camarades, qui fait également obstacle au rassemblement des peuples autrefois opprimés autour du prolétariat russe, est l'inégalité de fait des nations, inégalité que nous avons héritée de la période du tsarisme.

Nous avons proclamé et nous faisons respecter l'égalité juridique; mais il y a loin encore de l'égalité de droit, qui par elle-même a une très grande importance dans l'histoire du développement les Républiques soviétiques, à l'égalité de fait. Officiellement, toutes les nationalités et tous les peuples retardataires ont, dans notre fédération, autant de droits que toutes les nations avancées. Mais le malheur est que certaines nationalités n'ont pas de prolétariat, qu'elles n'ont point passé par la phase du développement industriel, que ce dernier n'y est même pas commencé, qu'elles sont terriblement en retard sur le plan culturel et nullement en état de tirer parti des droits que la révolution leur a donnés. C'est là, camarades, une question plus importante que celle des écoles. Certains camarades pensent à ce propos qu'il suffit, pour trancher le nœud, de mettre au premier plan la question des écoles et de la langue. Cela est faux, camarades; on n'ira pas loin rien qu'avec des écoles; les écoles se développent, la langue aussi; mais l'inégalité de fait reste à la base de tous les mécontentements et de toutes les frictions. Ici, il ne s'agit pas seulement d'écoles et de langue; ce qu'il faut ici, c'est de notre part une aide effective, constante, sincère, une véritable aide prolétarienne aux masses laborieuses des nationalités en retard sous le rapport culturel et économique. En plus des écoles et de la langue, le prolétariat de Russie doit prendre toutes les mesures pour créer des foyers d'industrie dans les régions périphériques, dans les républiques qui retardent au point de vue culturel : si elles retardent, ce n'est pas de leur faute, c'est parce qu'on les considérait autrefois comme des sources de matières premières. Certaines tenta-

tives ont été faites dans ce sens. La Géorgie a pris une fabrique de Moscou, qui va bientôt commencer à fonctionner. Boukhara en a pris une, mais pouvait en prendre quatre. Le Turkestan en prend une grande. Tout atteste donc que ces républiques, retardataires sur le plan économique et qui n'ont pas de prolétariat, doivent, avec l'aide du prolétariat russe, fonder chez elles des foyers d'industrie, si modestes qu'ils soient, afin que se créent dans ces foyers des groupes de prolétaires locaux susceptibles de faire la chaîne entre les prolétaires et les paysans russes d'une part, et les masses laborieuses de ces Républiques, d'autre part. Nous aurons à fournir un travail sérieux dans ce domaine, et à elles seules les écoles ne suffiront pas.

Mais il existe encore un troisième facteur qui entrave l'association des Républiques en une fédération : c'est l'existence du nationalisme dans les différentes Républiques. L'influence de la Nep s'exerce sur la population russe, mais aussi non-russe. La Nep développe le commerce et l'industrie privés au centre de la Russie, mais aussi dans les différentes Républiques. Et ainsi la Nep et avec elle le capital privé nourrissent, cultivent les nationalismes géorgien, azerbaïdjanais, ouzbek, et autres. Certes, sans le chauvinisme grand-russe, agressif parce qu'il est fort et qu'il l'était autrefois, et parce qu'il a conservé l'habitude d'opprimer et d'humilier, sans le chauvinisme grand-russe, le chauvinisme local, en tant que réponse au premier, n'existerait peut-être qu'en réduction, en miniature pour ainsi dire : après tout, en effet, le nationalisme antirusse est une forme défensive, une forme aberrante de défense contre le nationalisme grand-russe, contre le chauvinisme grand-russe. Si ce nationalisme était exclusivement défensif, on pourrait peut-être se dispenser de faire tant de bruit à son sujet. On pourrait concentrer toute son action, tout son effort, contre le chauvinisme grand-russe dans l'espoir que ce puissant ennemi une fois maté, l'autre, le nationalisme antirusse, le sera également; car, je le répète, celui-ci n'est après tout qu'une réaction au nationalisme grand-russe, une réponse à ce dernier, une sorte de défense. Oui, il en serait ainsi, si le nationalisme local antirusse n'était qu'une réaction au nationalisme grand-russe. Mais le malheur est que, dans certaines Républiques, ce nationalisme, de défensif, devient offensif.

Prenons la Géorgie. Plus de 30 % de sa population se composent de non-Géorgiens : Arméniens, Abkhaz, Adjares,

Ossètes, Tatares. Les Géorgiens sont à la tête. Chez certains communistes géorgiens est née et se propage l'idée qu'on n'a guère besoin de tenir compte de ces petites nationalités : elles sont moins civilisées, moins développées, disent-ils; on peut donc les négliger. C'est là du chauvinisme, un chauvinisme malfaisant et dangereux, puisqu'il peut transformer la petite République de Géorgie en un théâtre de discordes. Ce qui, du reste, est déjà chose faite.

L'Azerbaïdjan. Principale nationalité : l'azerbaïdjanaise : mais il s'y trouve aussi des Arméniens. Il existe également chez certains Azerbaïdjanais une tendance, parfois exprimée ouvertement, à se dire : nous, Azerbaïdjanais, nous sommes ici chez nous, alors que les Arméniens sont des intrus; ne pourrait-on pas, pour cette raison, les écarter un peu, négliger leurs intérêts? Voilà encore du chauvinisme. Il est préjudiciable à cette égalité des nationalités sur laquelle repose le pouvoir des Soviets.

Boukhara. Là, à Boukhara, il existe trois groupes ethniques : les Ouzbeks, nationalité principale; les Turkmènes, nationalité « de moindre importance » au regard du chauvinisme boukharien, et les Kirghiz, peu nombreux et, paraît-il, « moins importants ».

Même chose au Khorezm : des Turkmènes et des Ouzbeks, les Ouzbeks formant la nationalité principale, les Turkmènes étant considérés comme « de moindre importance ».

Tout cela aboutit à des conflits et à l'affaiblissement du pouvoir des Soviets. Cette tendance au chauvinisme local doit être, elle aussi, tranchée à la racine. Certes, comparé au chauvinisme grand-russe, qui fait à lui seul les trois quarts de la question nationale, le chauvinisme local n'a qu'une importance restreinte; mais pour le travail local, pour les hommes de l'endroit, pour le développement pacifique des Républiques nationales elles-mêmes, il a une importance primordiale.

Parfois ce chauvinisme suit une évolution bien digne qu'on s'y intéresse. Je pense ici à la Transcaucasie. Vous savez qu'elle se compose de trois Républiques comprenant dix nationalités. Depuis des temps très anciens, elle a été le théâtre de massacres et de discordes, puis de guerres, au temps des menchéviks et des Dachnaks. Vous connaissez la guerre qui s'est déroulée entre la Géorgie et l'Arménie. Vous êtes également au courant des massacres d'Azerbaïdjan au début et à la fin de 1905. Je pourrais citer toute une série de régions où la majorité arménienne a massacré le reste de

la population, composée de Tatars : Zanguézour, par exemple. Je pourrais signaler une autre province : celle de Nakhitchévan, où les Tatares, qui prédominaient, ont massacré tous les Arméniens. C'était à la veille de la libération de l'Arménie et de la Géorgie du joug de l'impérialisme. (*Une voix dans la salle :* « C'était leur manière de résoudre la question nationale! ») Oui, c'est aussi une manière de résoudre la question nationale. Mais ce n'est pas la manière soviétique. Il va sans dire que les ouvriers russes ne sont pour rien dans cette mutuelle animosité nationale, puisque ce sont les Tatars et les Arméniens qui sont aux prises, sans les Russes. C'est pourquoi il faut en Transcaucasie un organisme spécial, capable de régler les rapports entre les nationalités.

On peut affirmer que les rapports entre le prolétariat de l'ancienne nation dominante et les travailleurs de toutes les autres nationalités font les trois quarts de la question nationale. Mais il faut compter pour un quart les rapports entre les nationalités autrefois opprimées.

Eh bien! Si, dans cette atmosphère de méfiance mutuelle, le pouvoir soviétique ne savait pas instituer en Transcaucasie un organisme de paix entre les nationalités, capable de régler frictions et conflits, nous reviendrions à l'époque du tsarisme ou à celle des Dachnaks, des Moussavatistes, des menchéviks, où les gens se brûlaient et se massacraient les uns les autres. Aussi le Comité central a-t-il, à trois reprises, affirmé la nécessité de maintenir la Fédération de Transcaucasie en tant qu'organisme de paix entre les nationalités.

Il existait, et il existe encore, un groupe de communistes géorgiens qui protestent non contre l'entrée de la Géorgie dans l'Union des Républiques, mais contre le fait que cette entrée s'effectue par l'intermédiaire de la Fédération de Transcaucasie. Ils voudraient, voyez-vous, se sentir plus près de l'Union: pas besoin, disent-ils, entre nous, Géorgiens, et l'Union des Républiques, de ce mur que constitue la Fédération de Transcaucasie; pas besoin de fédération. Ce qui peut sembler très révolutionnaire.

Mais on décèle ici une autre intention. Tout d'abord, ces déclarations attestent que, dans la question nationale telle qu'elle se pose en Géorgie, l'attitude envers les Russes n'a qu'une importance secondaire : en effet, ces camarades-déviationnistes (c'est ainsi qu'on les appelle) n'élèvent aucune objection contre l'entrée directe de la Géorgie dans l'Union,

c'est-à-dire qu'ils n'ont pas peur du chauvinisme grand-russe, estimant que de toute façon il est tranché à la racine, ou n'a pas une importance décisive. Il est bien évident qu'ils redoutent davantage la Fédération de Transcaucasie. Pourquoi? Pourquoi les trois peuples principaux qui vivent en Transcaucasie, qui se sont combattus si longtemps, qui se sont entre-tués et se sont fait la guerre; pourquoi ces peuples, maintenant que le pouvoir soviétique a enfin établi entre eux les liens d'une union fraternelle sous la forme d'une fédération et que cette fédération a donné de bons résultats, devraient-ils briser les liens ainsi créés? De quoi s'agit-il, camarades?

De ceci, que les liens créés par la Fédération de Transcaucasie privent la Géorgie de la situation privilégiée qu'elle aurait pu occuper en raison de sa position géographique. Jugez vous-mêmes. La Géorgie a un port : Batoum, par où affluent les marchandises d'Occident; elle possède un nœud ferroviaire de l'importance de Tiflis, indispensable aux Arméniens et indispensable à l'Azerbaïdjan, qui reçoit ses marchandises de Batoum. Si la Géorgie était une république à part, si elle n'appartenait pas à la Fédération de Transcaucasie, elle pourrait adresser un petit ultimatum à la fois à l'Arménie, qui ne peut se passer de Tiflis, et à l'Azerbaïdjan, qui ne peut se passer de Batoum. La Géorgie en retirerait certains avantages. Ce n'est pas par hasard que le monstrueux décret, connu de tout le monde, sur l'établissement de cordons de troupes à la frontière, a été rédigé en Géorgie et non ailleurs. On en rejette à présent la responsabilité sur Sérébriakov. Soit. Mais le fait n'en reste pas moins que le décret a vu le jour en Géorgie, et non en Azerbaïdjan ou en Arménie.

Il existe encore une autre raison. Tiflis est la capitale de la Géorgie, mais les Géorgiens n'y représentent pas plus de 30 % de la population, les Arméniens 35 % au moins, les autres nationalités venant ensuite. Voilà ce qu'il en est de la capitale de la Géorgie. Si la Géorgie formait une république à part, on pourrait y procéder à certains transferts de population, par exemple faire partir la population arménienne de Tiflis. N'a-t-on pas adopté en Géorgie le fameux décret sur la « réglementation » de la population de Tiflis, décret dont le camarade Makharadzé a dit qu'il n'était pas dirigé contre les Arméniens? On se proposait de procéder à un transfert de population tel que le nombre des Arméniens de Tiflis aurait

diminué, d'année en année, par rapport à celui des Géorgiens, et de faire ainsi de Tiflis une vraie capitale géorgienne. Je sais bien que le décret sur les expulsions a été rapporté. Mais il subsiste une foule de possibilités, une foule de mesures souples, comme le « décongestionnement », grâce auxquelles on pourrait, tout en gardant les apparences de l'internationalisme, faire en sorte qu'il y ait moins d'Arméniens à Tiflis.

Ce sont ces avantages géographiques que les déviationnistes de Géorgie ne veulent point perdre, c'est la situation désavantageuse des Géorgiens à Tiflis même, où ils sont moins nombreux que les Arméniens, qui incitent nos déviationnistes à combattre la fédération. Les menchéviks expulsaient les Arméniens et les Tatars de Tiflis purement et simplement. Mais aujourd'hui, avec le pouvoir des Soviets, cela est impossible; il faut donc sortir de la fédération, et on aura alors la possibilité juridique de procéder en toute liberté à certaines opérations qui permettront d'utiliser à fond contre l'Azerbaïdjan et l'Arménie la position avantageuse des Géorgiens. On aboutirait ainsi à une situation privilégiée des Géorgiens au sein de la Transcaucasie. Tout le danger est là.

Pouvons-nous créer, au mépris des intérêts de la paix entre les différentes nationalités de Transcaucasie, des conditions assurant aux Géorgiens une situation privilégiée par rapport aux Républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan? Non, nous ne pouvons l'admettre.

Il est un vieux système, bien spécial, de gouvernement des nations, qui veut que le pouvoir de la bourgeoisie se rapproche de certaines nationalités et leur octroie des privilèges, tandis qu'il abaisse les autres nations, en refusant de s'occuper d'elles. C'est ainsi qu'en se rapprochant d'une nationalité, il exerce par son intermédiaire une pression sur les autres. Telle était la méthode de gouvernement en Autriche, par exemple. Chacun se souvient de la déclaration du ministre autrichien Beust, qui, ayant fait appeler un ministre hongrois, lui dit : « Toi, gouverne tes hordes; moi, je me charge des miennes. » En d'autres termes : presure et écrase tes nationalités en Hongrie, j'en ferai autant en Autriche. Nous sommes, toi et moi, des nations privilégiées; écrasons les autres.

Il n'en allait pas autrement pour les Polonais intégrés à l'Autriche. Les Autrichiens se rapprochaient d'eux, ils leur accordaient des privilèges, afin que les Polonais les aidassent

à renforcer leurs positions en Pologne, moyennant quoi ils leur permettaient d'étrangler la Galicie.

C'est là un système particulier, purement autrichien, qui consiste à faire une situation à part à certaines nationalités et à leur accorder des privilèges afin de venir à bout des autres. La bureaucratie y voit un procédé de gouvernement « économique », puisqu'on n'a affaire qu'à une seule nationalité; mais la politique y voit la mort certaine de l'Etat : en violant le principe de l'égalité des nationalités et en accordant des privilèges à l'une d'entre elles, on signe en effet l'arrêt de mort de sa politique nationale.

C'est exactement de cette façon que l'Angleterre gouverne l'Inde aujourd'hui. Pour venir à bout plus facilement, du du point de vue de la bureaucratie, des nationalités et des groupes ethniques de l'Inde, l'Angleterre a divisé celle-ci en Inde britannique (240 millions d'habitants) et Inde indigène (72 millions). Pourquoi? Parce que l'Angleterre voulait faire une situation à part à un groupe de nations et leur accorder des privilèges afin de gouverner plus commodément les autres nationalités. Il existe en Inde plusieurs centaines de nationalités, et l'Angleterre s'est dit : à quoi bon s'en occuper? Mieux vaut faire à quelques-unes d'entre elles une situation à part, leur accorder certains privilèges et gouverner les autres par leur intermédiaire : d'abord, le mécontentement des autres se tournera alors non contre l'Angleterre, mais contre ces nations privilégiées; et ensuite, cela revient moins cher de « s'occuper » de deux ou trois nations seulement.

Voilà encore un système de gouvernement, le système anglais. A quoi aboutit-il? A rendre l'appareil « meilleur marché », c'est exact. Mais, camarades, si on laisse de côté les avantages d'ordre bureaucratique, cela signifie la mort certaine de la domination anglaise en Inde; ce système rend inévitable, aussi sûr que deux et deux font quatre, la mort de l'administration et de la domination anglaises.

C'est dans cette voie dangereuse que nous poussent nos camarades, les déviationnistes de Géorgie, lorsqu'ils combattent la fédération en violant toutes les lois du Parti, lorsqu'ils veulent sortir de la fédération pour conserver une situation avantageuse. Ils nous poussent à leur accorder certains privilèges aux dépens des Républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Nous ne pouvons nous engager sur cette voie; ce serait en effet la mort certaine de toute notre politique et du pouvoir des Soviets au Caucase.

Ce n'est point un hasard si nos camarades de Géorgie ont senti le danger. En passant à l'attaque, ce chauvinisme géorgien, dirigé contre les Arméniens et les Azerbaïdjanais, a alerté le Parti communiste de Géorgie. Il est tout naturel que celui-ci, qui a déjà tenu deux congrès depuis qu'il existe légalement, ait chaque fois condamné à l'unanimité la position des camarades partisans de la déviation, car, sans une Fédération de Transcaucasie, il est impossible, dans les conditions actuelles, de maintenir la paix et d'instaurer l'égalité au Caucase. On ne peut admettre qu'une nation soit privilégiée par rapport à une autre. Nos camarades l'ont compris. Voilà pourquoi, après deux années de luttes, le groupe Mdivani ne constitue qu'une minuscule poignée de gens sans cesse boutée dehors par le Parti en Géorgie même.

Ce n'est pas non plus un hasard si le camarade Lénine s'est tant pressé et s'il a tant insisté pour que la fédération soit instaurée sans retard. Ce n'est pas un hasard si, à trois reprises, notre Comité central a confirmé la nécessité de créer en Transcaucasie une fédération ayant son Comité central et son pouvoir exécutif, dont les décisions devraient être obligatoires pour les Républiques. Ce n'est pas un hasard si les deux commissions, celle du camarade Dzerjinski et celle de Kaménev et Kouibychev, ont déclaré à leur retour à Moscou que la fédération était une nécessité.

Ce n'est pas un hasard, enfin, si les menchéviks du *Sotsialistitcheski Viestnik* [1] félicitent nos camarades déviationnistes pour leur lutte contre la fédération et les portent aux nues : qui se ressemble s'assemble.

Je passe à l'examen des moyens, des méthodes à l'aide desquels il nous faut triompher des trois principaux facteurs qui contrecarrent l'union : le chauvinisme grand-russe, l'inégalité de fait entre les nations et le nationalisme local, surtout lorsqu'il devient chauvinisme. Parmi les moyens qui peuvent nous aider à extirper sans douleur tout ce vieil héritage du passé, gênant pour le rapprochement des peuples, il en est trois que je mentionnerai.

Premier moyen : tout faire pour que le pouvoir des Soviets soit compris et aimé dans les Républiques, pour qu'il

---

1. *Sotsialistitcheski Viestnik* [*Le Courrier socialiste*], organe des émigrés menchéviks contre-révolutionnaires. Fondé par Martov en février 1921 et publié à Berlin jusqu'en mars 1933, à Paris de mai 1933 à juin 1940, ensuite en Amérique, il devint le porte-parole des milieux impérialistes les plus réactionnaires. (*N.R.*)

ne soit pas seulement russe, mais commun aux différentes nations. Il faut pour cela que non seulement les écoles, mais aussi toutes les institutions, tous les organismes du Parti et de l'administration soviétique prennent progressivement un caractère national, qu'ils usent de la langue que les masses comprennent, qu'ils fonctionnent dans des conditions adaptées au genre de vie du peuple en question. C'est à cette condition seulement que nous aurons la possibilité de faire du pouvoir des Soviets un pouvoir non seulement russe, mais aussi commun aux différentes nations, proche, compréhensible et cher aux masses laborieuses de toutes les républiques, et notamment de celles qui sont en retard sous le rapport économique et culturel.

Le second moyen qui peut nous faciliter l'extirpation sans douleur de l'héritage légué par le tsarisme et la bourgeoisie, c'est de donner aux commissariats de l'Union des Républiques une structure qui permette au moins aux principales nationalités d'avoir leurs représentants dans les différents collèges, et qui crée une situation telle que les besoins et les desiderata de chaque république soient satisfaits sans faute.

Troisième moyen : nous devons avoir, parmi nos organismes centraux supérieurs, un organe qui soit l'interprète des besoins et des desiderata de toutes les Républiques et nationalités sans exception.

C'est sur ce dernier point que je voudrais attirer spécialement votre attention.

Si nous pouvions instituer au sein du Comité exécutif central de l'Union deux Chambres égales en droits, dont l'une serait élue au Congrès des Soviets de l'Union, indépendamment des nationalités, tandis que l'autre serait élue par les Républiques et les régions nationales (toutes les Républiques ayant le même nombre de représentants, et toutes les régions nationales aussi), mais validée à ce même Congrès des Soviets de l'Union des Républiques, je crois que nos organismes supérieurs exprimeraient non seulement les intérêts de classe de tous les travailleurs sans exception, mais aussi les desiderata purement nationaux. Nous aurions un organisme qui refléterait les intérêts spécifiques des nationalités, des peuples et des groupes ethniques de l'Union des Républiques. Il est impossible, camarades, dans les conditions qui existent chez nous, alors que l'Union groupe au total 140 millions d'habitants au moins, dont environ 65 millions ne sont pas russes,

il est impossible, dis-je, de gouverner un tel Etat si l'on n'a pas devant soi, ici même, à Moscou, au sein de l'organisme suprême, des ambassadeurs de ces nationalités, qui expriment non seulement les intérêts communs à tout le prolétariat, mais encore les intérêts particuliers, spéciaux, spécifiques de l'ordre national. Sans cela, impossible de gouverner, camarades. Impossible de gouverner sans avoir en main ce baromètre, sans avoir des hommes capables d'énoncer ces besoins spéciaux des différentes nationalités.

Il existe deux moyens de gouverner un pays : dans le premier cas, l'appareil est « simplifié »; on a à sa tête, disons, un groupe ou un seul homme, qui a des yeux et des mains partout grâce à ses gouverneurs. C'est là une forme de gouvernement extrêmement simple; l'homme qui administre le pays reçoit les informations que peuvent lui fournir les gouverneurs, et il se berce de l'espoir que sa gestion est honnête et correcte. Puis surgissent les frictions; les frictions se transforment en conflits, les conflits en soulèvements. Puis les soulèvements sont écrasés. Ce système de gouvernement n'est pas le nôtre; de plus, il est trop coûteux malgré sa simplicité. Mais il est un autre système, le système soviétique. Au pays des Soviets, nous appliquons une méthode qui permet de prévoir avec exactitude tous les changements, toutes les circonstances, chez les paysans comme chez les nationaux, chez ceux qu'on est convenu d'appeler les « allogènes » comme chez les Russes, de sorte qu'il existe dans les organismes suprêmes un certain nombre de baromètres qui annoncent le moindre changement, signalent à l'avance le mouvement « basmatch »[1], le banditisme, Cronstadt, toutes les tempêtes et tous les cataclysmes. Tel est le système de gouvernement soviétique. Et s'il s'appelle pouvoir des Soviets, pouvoir populaire, c'est parce que, appuyé sur les masses, il est le premier à détecter un changement, parce qu'il prend les mesures appropriées et redresse à temps la ligne politique si elle a dévié, — parce qu'il se critique lui-même, et redresse la ligne politique. Ce système de gouvernement, c'est le sys-

---

1. Le mouvement basmatch est un mouvement nationaliste contre-révolutionnaire d'Asie centrale (Turkestan, Boukhara, Khorezm) des années 1918-1924. Il prit la forme d'un banditisme déclaré à caractère politique. Dirigé par les « beys » et les « mullahs », il visait à détacher les républiques d'Asie centrale de la Russie soviétique et à restaurer la domination des classes exploiteuses. Le mouvement basmatch était activement soutenu par les impérialistes anglais qui se proposaient de faire de l'Asie centrale une colonie. (*N.R.*)

tème soviétique, et il nous oblige à avoir dans le réseau de nos organismes supérieurs des organes qui reflètent tous les besoins et tous les desiderata nationaux.

On objecte que ce système complique l'administration, qu'il multiplie les organismes nouveaux. C'est exact. Jusqu'ici, nous avions le Comité exécutif central de la R.S.F.S.R.; puis nous avons créé le Comité exécutif central de l'Union; il faudra maintenant dédoubler ce dernier. Mais on n'y peut rien. J'ai déjà dit que le système de gouvernement le plus simple est de confier la gestion des affaires à une seule personne assistée de gouverneurs. Seulement, depuis Octobre, les expériences de ce genre sont exclues. Le système s'est compliqué, mais il facilite le gouvernement et il le rend profondément soviétique. C'est pourquoi je suis d'avis que le Congrès doit accepter l'institution d'un organisme spécial, — une seconde Chambre au sein du Comité exécutif central de l'Union, — comme une nécessité absolue.

Je ne dirai pas que c'est là un moyen parfait d'assurer la coopération des peuples de l'Union; je ne dirai pas que c'est là le dernier mot de la science. Nous poserons encore plus d'une fois la question nationale; car les conditions nationales et internationales changent et elles peuvent encore changer. Je ne suis pas sûr que nous ne devrons pas séparer de nouveau certains commissariats que nous fusionnons au sein de l'Union des Républiques, si l'expérience montre que cette fusion conduit à des résultats négatifs. Mais une chose est claire : dans les conditions actuelles, dans la situation présente, nous n'avons pas à notre disposition de meilleure méthode, ni un autre organisme qui fasse mieux l'affaire. Nous n'avons pas pour le moment de meilleur moyen ni d'autre possibilité que l'institution d'une seconde Chambre, pour créer un organisme capable de refléter toutes les oscillations, tous les changements intervenus au sein de chaque République.

Il va sans dire que dans cette seconde Chambre doivent être représentés non seulement les quatre Républiques qui se sont unies, mais aussi tous les peuples, puisqu'il s'agit non seulement des républiques (au nombre de quatre) qui se sont officiellement unies, mais de tous les peuples et de toutes les nationalités de l'Union des Républiques. C'est pourquoi nous devons avoir une forme qui exprime les desiderata de toutes les nationalités et Républiques sans exception.

Je me résume, camarades.

L'importance de la question nationale est donc déterminée par la nouvelle situation internationale, par le fait que nous devons ici, en Russie, dans notre fédération, donner à la question nationale une solution juste, une solution modèle, afin de fournir un exemple à l'Orient, où se trouvent les principales réserves de la révolution, et d'accroître, ce faisant, le crédit de notre fédération auprès d'elles et sa puissance d'attraction sur elles.

Du point de vue de la situation intérieure, les conditions créées par la Nep, le chauvinisme grand-russe en train de se renforcer et le chauvinisme local nous font également un devoir de souligner l'importance particulière de la question nationale.

J'ai dit, ensuite, que l'essentiel, dans la question nationale, est l'établissement de rapports justes entre le prolétariat de l'ancienne nation dominante et la paysannerie des nations autrefois assujetties; qu'à ce point de vue, la forme concrète que revêt actuellement la question nationale est la recherche des méthodes, la recherche des moyens propres à assurer la collaboration des peuples au sein de l'Union des Républiques, au sein d'un même Etat.

J'ai parlé ensuite des facteurs qui favorisent ce rapprochement des peuples. J'ai parlé des facteurs qui contrecarrent l'union. J'ai insisté spécialement sur le chauvinisme grand-russe qui est en train de se renforcer. C'est lui qui constitue le danger principal; il peut ruiner la confiance des peuples autrefois opprimés dans le prolétariat russe. C'est notre ennemi le plus dangereux, et nous devons l'abattre : si nous l'abattons, nous aurons abattu les neuf dixièmes du nationalisme qui a subsisté et se développe dans certaines Républiques.

Poursuivons. Le danger existe que quelques groupes de camarades ne nous poussent à attribuer des privilèges à certaines nationalités au détriment des autres. J'ai dit que nous ne pouvions nous engager dans cette voie, susceptible de ruiner la paix entre les nationalités et de tuer la confiance des masses des autres nationalités dans le pouvoir des Soviets.

J'ai dit encore que le principal moyen d'éliminer sans douleur ces facteurs qui contrecarrent l'union est de créer au sein du Comité exécutif central une seconde Chambre, dont j'ai parlé plus explicitement en février, à la session

plénière du Comité central, et à laquelle les thèses font allusion en termes plus voilés afin de permettre aux camarades de suggérer eux-mêmes une forme différente et plus souple, un organisme différent et plus approprié, qui soit capable de refléter les intérêts des nationalités.

Telles sont mes conclusions.

Je crois que c'est seulement en suivant cette voie que nous aboutirons à une solution correcte de la question nationale, que nous pourrons déployer largement le drapeau de la révolution prolétarienne et lui gagner la sympathie et la confiance des pays d'Orient, qui constituent les principales réserves de la révolution et peuvent jouer un rôle décisif dans les futures batailles du prolétariat contre l'impérialisme. (*Applaudissements.*)

## IV. DISCOURS DE CLOTURE DES DEBATS SUR LE RAPPORT « LES FACTEURS NATIONAUX DANS L'ORGANISATION DU PARTI ET DE L'ETAT ».

(25 *avril*)

Camarades,

Avant de passer au compte rendu des travaux de la section de la question nationale, permettez-moi de répliquer aux orateurs qui sont intervenus sur mon rapport, à propos de deux points essentiels. Cela prendra en tout et pour tout une vingtaine de minutes, pas davantage.

Première question : un groupe de camarades ayant à sa tête Boukharine et Rakovski a démesurément grossi l'importance de la question nationale, l'a exagérée; la question nationale lui a fait perdre de vue la question sociale, la question du pouvoir de la classe ouvrière.

Pour nous, communistes, il est évident que la base de notre travail est le renforcement du pouvoir des ouvriers; ce n'est qu'après que se pose à nous une autre question, très importante certes, mais subordonnée à la première : la question nationale. On nous dit qu'il ne faut pas blesser les sentiments des nationaux. C'est absolument juste, et je tombe d'accord là-dessus : il ne faut pas blesser leurs sentiments.

Mais partir de là pour créer une nouvelle théorie selon laquelle le prolétariat grand-russe doit être placé dans une position d'infériorité par rapport aux nations autrefois opprimées, c'est proférer une ineptie. Boukharine a fait un véritable mot d'ordre de ce qui, dans l'article connu du camarade Lénine, n'est qu'une façon de parler. Il est pourtant clair que la base politique de la dictature du prolétariat est constituée, avant tout et surtout, par les régions centrales, les régions industrielles, et non par celles de la périphérie, qui sont des contrées paysannes. Si nous forçons la note en faveur des régions paysannes de la périphérie et au détriment des régions prolétariennes, il peut en résulter une fissure dans l'organisme de la dictature du prolétariat. Cela est dangereux, camarades. En politique, il est interdit de rien exagérer, tout comme de rien sous-estimer.

N'oublions pas qu'à côté du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il y a le droit de la classe ouvrière de consolider son pouvoir, et que le premier est subordonné au second. Il est des cas où le droit de libre disposition entre en conflit avec un autre droit, un droit supérieur : celui de la classe ouvrière arrivée au pouvoir de consolider ce pouvoir. Dans ces cas-là, — disons-le en toute franchise, — le droit de libre disposition ne peut ni ne doit faire obstacle au droit qu'a la classe ouvrière d'exercer sa dictature. Le premier doit céder au second. C'est ce qui s'est passé, par exemple, en 1920, quand nous avons été obligés de marcher sur Varsovie pour défendre le pouvoir de la classe ouvrière.

Il ne faut donc pas oublier, avant de prodiguer les promesses aux nationaux, avant de faire des courbettes aux représentants des nationalités, comme certains camarades l'ont fait à ce Congrès, il faut se rappeler que la sphère de la question nationale et les bornes, pourrait-on dire, de sa compétence sont limitées, en raison de notre situation extérieure et intérieure, par la sphère et la compétence de la « question ouvrière », qui est la question fondamentale.

Beaucoup se sont référés aux notes et aux articles de Vladimir Ilitch. Je ne voudrais pas citer mon maître, le camarade Lénine; il n'est pas ici, et je craindrais de me référer à lui à tort et hors de propos. Néanmoins, je me vois obligé de citer un texte qui a le caractère d'un axiome et qui ne peut susciter aucun malentendu, afin qu'il ne subsiste chez les camarades aucun doute au sujet de l'importance relative de la question nationale. En analysant une

lettre de Marx sur la question nationale dans un article consacré à la libre disposition, le camarade Lénine aboutit à cette conclusion :

> Pour lui [Marx], il ne fait pas de doute qu'à côté de la « question ouvrière », la question nationale n'a qu'une importance subordonnée [1].

Il n'y a là que deux lignes, mais elles sont décisives. Voilà ce que certains de nos camarades, qui font du zèle, devraient bien se mettre dans la tête.

Seconde question : le chauvinisme grand-russe et le chauvinisme local. Sur ce point ont pris la parole Rakovski et surtout Boukharine, qui a proposé de supprimer le paragraphe relatif aux méfaits du chauvinisme local. A quoi bon, a-t-il dit, perdre son temps avec un vermisseau comme le chauvinisme local, quand nous avons devant nous le « Goliath » du chauvinisme grand-russe? D'une manière générale, Boukharine s'est montré d'humeur repentante. C'est compréhensible : pendant des années, il avait péché contre les nationalités et nié le droit de libre disposition. Il était temps, enfin, de battre sa coulpe. Mais ce faisant, il est tombé dans l'excès contraire. Il est curieux d'entendre Boukharine inviter le Parti à suivre son exemple et à faire aussi pénitence, quand chacun sait que le Parti n'est nullement en cause, puisque, dès le début de son existence (en 1898), il a reconnu le droit de libre disposition et n'a donc rien à se reprocher. Le fait est que Boukharine n'a pas compris le fond de la question nationale. Quand on dit que, dans cette question, la lutte contre le chauvinisme grand-russe doit passer au premier plan, on veut souligner par là le devoir des communistes russes, on veut dire par là que le devoir du communiste russe est de combattre lui-même le chauvinisme russe. Si les communistes du Turkestan ou de Géorgie, et non les communistes russes, engageaient la lutte contre le chauvinisme russe, on considérerait cela comme du chauvinisme anti-russe. Cela brouillerait tout et renforcerait le chauvinisme grand-russe. Seuls les communistes russes peuvent engager la lutte contre le chauvinisme grand-russe et la mener jusqu'au bout.

---

1. LÉNINE : « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Œuvres*, 4e édition russe, t. XX, p. 406; V.I. LÉNINE : *Notes critiques sur la question nationale. Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, p. 77, Editions sociales, Paris, 1952. (*N.R.*)

Et qu'a-t-on en vue lorsqu'on recommande de combattre le chauvinisme local? On veut souligner par là le devoir. pour les communistes locaux, pour les communistes non-russes, de lutter contre leur propre chauvinisme. Peut-on nier qu'il existe des tendances au chauvinisme anti-russe? Mais tout le Congrès a pu, par lui-même, se convaincre qu'il existe un chauvinisme local géorgien, bachkire et autre, et qu'il faut le combattre. Les communistes russes ne peuvent lutter contre le chauvinisme tatar, géorgien ou buchkire; si un communiste russe assumait la lourde tâche de combattre le chauvinisme tatar ou géorgien. on y verrait une lutte engagée par un chauvin grand-russe contre les Tatars ou les Géorgiens. Cela brouillerait tout. Seuls les communistes tatars, géorgiens et autres peuvent combattre le chauvinisme tatar, géorgien et autre; seuls les communistes géorgiens peuvent lutter avec succès contre le nationalisme ou le chauvinisme géorgien. Tel est le devoir des communistes non-russes. Aussi doit-on souligner dans les thèses cette double tâche : celle des communistes russes (lutte contre le chauvinisme grand-russe) et celle des communistes non-russes (lutte contre le chauvinisme anti-arménien, anti-tatar, anti-russe). Sinon, les thèses seront unilatérales; sinon, il n'y aura d'internationalisme ni dans l'appareil de l'Etat, ni dans celui du Parti.

Si nous luttons uniquement contre le chauvinisme grand-russe, cette lutte fera perdre de vue celle qu'engagent chez eux les chauvins tatars et autres, lutte qui se développe sur le plan local et qui est particulièrement dangereuse aujourd'hui, dans les conditions de la Nep. Nous ne pouvons que soutenir la lutte sur deux fronts; en effet, le succès ne sera possible que si nous luttons sur ces deux fronts, d'une part contre le chauvinisme grand-russe, qui constitue le principal danger dans notre œuvre d'édification, et d'autre part contre le chauvinisme local; sans cette lutte sur deux fronts, aucune union étroite n'est possible entre les ouvriers et les paysans russes et ceux des autres nationalités. Dans le cas contraire, on pourrait aboutir à un encouragement au chauvinisme local, à une politique de prime en sa faveur, ce que nous ne saurions admettre.

Permettez-moi, à ce propos encore, de me référer au camarade Lénine. Je ne l'aurais pas fait si de nombreux camarades ne l'avaient, à notre Congrès, cité à tort et à travers, et en le déformant; permettez-moi donc de vous lire

ce passage d'un article du camarade Lénine que tout le monde connaît :

> Le prolétariat doit exiger la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat resterait un mot vide de sens; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de la nation qui opprime ne seraient possibles[1].

Telles sont, pour ainsi dire, les obligations des prolétaires d'une nation dominante ou autrefois dominante. Plus loin, Lénine parle des devoirs des prolétaires ou des communistes des nations autrefois opprimées :

> D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent tout particulièrement défendre et réaliser l'unité totale et inconditionnelle, y compris en matière d'organisation, des ouvriers de la nation opprimée et de ceux de la nation qui opprime. Sinon, impossible d'assurer une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays contre toutes les manigances, les trahisons et les escroqueries de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées se sert constamment des mots d'ordre de libération nationale pour duper les ouvriers.

Vous voyez que si l'on suit le camarade Lénine, — et il y a des camarades ici qui n'ont juré que par son nom, — on doit laisser dans la résolution les deux thèses, celle qui est dirigée contre le chauvinisme grand-russe aussi bien que celle qui est dirigée contre le chauvinisme local, étant donné que ce sont là deux aspects d'un même phénomène, que ce sont des thèses dirigées contre le chauvinisme en général.

Je borne là mes répliques aux orateurs qui sont intervenus sur ce problème.

Permettez-moi maintenant de vous communiquer les résultats des travaux de la section de la question nationale. La section a pris pour base les thèses du Comité central. Elle

---

1. LÉNINE : « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Œuvres*, 4e édition, t. XXII, p. 136. (*N.R.*)

en a laissé six points sans changement : les points 1, 2, 3, 4, 5 et 6. La discussion, à la section, a été surtout vive quand on s'est demandé si les Républiques autonomes devaient d'abord sortir de la R.S.F.S.R., et les Républiques indépendantes du Caucase sortir de la Fédération de Transcaucasie pour entrer individuellement dans l'Union des Républiques. C'était la proposition d'une partie des camarades géorgiens, proposition qui, on le sait, n'a pas la sympathie des délégations géorgienne, arménienne et azerbaïdjanaise. La section a examiné ce problème et, à une très forte majorité, elle s'est prononcée pour le maintien de la recommandation développée dans les thèses : la R.S.F.S.R. continue à former une entité; il en va de même pour la Fédération de Transcaucasie, et elle entre comme telle dans l'Union des Républiques. On n'a pas mis aux voix toutes les propositions de ce groupe de camarades géorgiens : leurs auteurs, voyant qu'elles ne rencontraient aucune sympathie, les ont retirées. La lutte, sur cette question, a été sévère.

Le second problème qui a provoqué une vive discussion, est celui de la structure de la seconde Chambre. Une partie des camarades (la minorité) proposait qu'elle comprenne les représentants non pas de toutes les républiques, nationalités et régions, mais uniquement des quatre Républiques: R.S.F.S.R., Fédération de Transcaucasie, Biélorussie et Ukraine. La majorité n'a pas retenu cette proposition et la section s'est prononcée contre elle, en estimant plus rationnel de former la seconde Chambre sur la base d'une représentation égale de toutes les Républiques (tant indépendantes qu'autonomes) et de toutes les régions nationales. Je n'exposerai pas les raisons alléguées, le représentant de la minorité, Rakovski, devant prendre ici la parole pour défendre sa proposition, qui n'a pas passé à la section. Quand il aura parlé, je présenterai aussi mes arguments.

Une discussion, pas très vive d'ailleurs, s'est encore engagée pour savoir s'il fallait introduire dans les thèses un amendement sur la nécessité de s'orienter, en résolvant la question nationale, non seulement sur l'Orient, mais sur l'Occident. La section s'est prononcée sur cet amendement, qui venait de la minorité, de Rakovski : elle l'a rejeté. Je reviendrai aussi sur cette question quand Rakovski aura parlé.

Je vais vous donner lecture des amendements qui ont été adoptés. Six points ont été votés sans modifications. Au

**point 7, deuxième paragraphe, troisième ligne, avant les mots : « C'est pourquoi la lutte décisive », intercaler ce qui suit :**

> **La situation dans un certain nombre de Républiques nationales (Ukraine, Biélorussie, Azerbaïdjan, Turkestan) se complique du fait qu'une fraction importante de la classe ouvrière, principal appui du pouvoir des Soviets, appartient à la nationalité grand-russe. Dans ces régions, l'alliance de la ville et de la campagne, de la classe ouvrière et de la paysannerie rencontre un obstacle des plus puissants dans les survivances du chauvinisme grand-russe, aussi bien dans les organes du Parti que dans ceux de l'administration soviétique. Parler, dans ces conditions. de la supériorité de la culture russe et déclarer inévitable la victoire de cette culture, culture supérieure, sur celles des peuples plus en retard (cultures ukrainienne. azerbaïdjanaise, ouzbek, kirghiz. etc.), c'est tout simplement tenter de consolider la domination de la nationalité grand-russe.**

**J'ai accepté cet amendement parce qu'il améliore les thèses.**

**Le second amendement concerne également le point 7. Avant la phrase « sinon il n'y a aucune raison d'estimer », ajouter le passage suivant :**

> **Cette aide doit se traduire en premier lieu par l'adoption d'une série de mesures pratiques en vue de former, dans les Républiques des nationalités autrefois opprimées, des foyers d'industrie, où l'on attirera au maximum la population locale. Enfin. conformément à la résolution du X^e^ Congrès, cette aide doit s'accompagner d'une lutte des masses laborieuses pour consolider leurs positions sociales. contre les couches supérieures d'exploiteurs locaux et immigrés, qui se renforcent à la faveur de la Nep. Ces Républiques étant surtout des contrées agricoles, les mesures sociales intérieures doivent consister. principalement, dans la distribution aux masses laborieuses de terres prises sur les fonds disponibles de l'Etat.**

Plus loin, dans ce même point 7, au milieu du deuxième paragraphe, là où il est question du chauvinisme géorgien, azerbaïdjanais et autre, ajouter : « Le chauvinisme arménien et autre. » Les camarades d'Arménie n'ont pas voulu qu'on oubliât les Arméniens; ils ont tenu à ce que leur chauvinisme soit également mentionné.

Plus loin, au point 8 des thèses, après les mots « une et indivisible », ajouter :

> Il faut également considérer comme un legs du passé la tendance de certaines administrations de la R.S.F.S.R. à se subordonner les commissariats indépendants des Républiques autonomes et à préparer leur liquidation.

Ajouter plus loin, toujours au point 8 :

> et en proclamant la nécessité absolue de l'existence et du développement des Républiques nationales.

Plus loin, au point 9, commencer comme suit :

> L'Union des Républiques, formée sur la base de l'égalité et du libre consentement des ouvriers et des paysans des différentes Républiques, est la première expérience tentée par le prolétariat pour régler les relations internationales entre des pays indépendants, et le premier pas vers la création de la future République soviétique universelle du travail.

Le point 10 avait un paragraphe « *a* »; on l'a fait précéder d'un nouveau paragraphe « *a* » rédigé comme suit :

> *a*) dans les organismes centraux de l'Union sera garantie l'égalité des droits et des devoirs des différentes Républiques. aussi bien en ce qui concerne leurs relations mutuelles qu'à l'égard du pouvoir central de l'Union.

Puis viendra un paragraphe « *b* », qui n'est autre que l'ancien paragraphe « *a* », rédigé comme suit :

> *b*) dans le réseau des organismes suprêmes de l'Union. il sera créé un organe spécial représentant

**toutes les Républiques et régions nationales sans exception, sur la base de l'égalité; toutes les nationalités faisant partie de ces Républiques y seront représentées dans la mesure du possible.**

**L'ancien paragraphe « *b* » devient le paragraphe « *c* », rédigé comme suit :**

**c) la structure des organismes exécutifs de l'Union garantira une participation effective des représentants des Républiques à leurs travaux et la satisfaction des besoins et desiderata des peuples de l'Union.**

**Puis viendra un paragraphe « *d* », nouveau :**

***d*) des droits suffisamment larges seront attribués aux Républiques en matière financière, et notamment budgétaire, afin qu'elles puissent faire preuve d'initiative dans l'administration de l'Etat, ainsi que dans les domaines culturel et économique.**

**Suivra l'ancien paragraphe « *c* », devenu paragraphe « *e* »:**

***e*) les organes des Républiques et régions nationales seront composés de préférence de gens du pays, connaissant la langue, les us et les coutumes des peuples intéressés.**

**On a ajouté ensuite un paragraphe nouveau. Ce sera le point « *f* » :**

***f*) des lois spéciales seront adoptées pour garantir l'usage de la langue maternelle dans tous les organismes de l'Etat et dans toutes les administrations auxquelles la population locale et nationale et les minorités nationales ont affaire; d'après ces lois, quiconque aura porté atteinte aux droits nationaux et notamment aux droits des minorités nationales, sera poursuivi et châtié avec toute la rigueur révolutionnaire.**

**On ajoute ensuite un paragraphe « *g* » :**

***g*) le travail éducatif sera intensifié dans l'Armée rouge en vue d'inculquer les idées de fraternité**

et de solidarité entre les peuples de l'Union, et des mesures pratiques seront appliquées pour organiser des unités nationales, toutes les précautions étant prises pour assurer l'entière capacité de défense des Républiques.

Telles sont les additions adoptées par la section et contre lesquelles je n'ai pas d'objection, puisqu'elles rendent plus précises les thèses.

Quant à la deuxième partie, aucun amendement tant soit peu sérieux n'y a été apporté. On a proposé quelques corrections insignifiantes, que la commission élue par la section de la question nationale a décidé de renvoyer au futur Comité central.

La seconde partie reste donc telle qu'elle figure dans les documents imprimés qui ont été distribués.

## V. REPONSE AUX AMENDEMENTS A LA RESOLUTION.
## (25 avril)

Bien que Rakovski ait modifié les deux tiers de la résolution présentée par lui à la section et qu'il l'ait réduite des trois quarts, je me prononce résolument contre son amendement. Et voici pourquoi. Nos thèses sur la question nationale sont établies en sorte que nous ayons pour ainsi dire la face tournée vers l'Orient, les regards fixés sur les grandes réserves latentes qu'il recèle. La manière dont nous avons posé l'ensemble de la question nationale s'inspire de l'article d'Ilitch, où, que je sache, il ne souffle mot de l'Occident, parce que ce n'est pas là qu'est le centre de la question nationale, mais dans les colonies et semi-colonies d'Orient. Rakovski voudrait que, tout en nous tournant vers l'Orient, nous nous tournions aussi vers l'Occident. Mais c'est impossible, camarades, et contre nature. On se tourne soit d'un côté, soit de l'autre, mais on ne peut le faire des deux côtés à la fois. Nous ne pouvons ni ne devons changer le ton général des thèses, leur ton oriental. C'est pourquoi j'estime que l'amendement de Rakovski doit être repoussé.

J'accorde à cet amendement une importance extrême. Si le Congrès l'adopte, je dois dire que les thèses s'en trouveront bouleversées. Rakovski propose de constituer la seconde Chambre de telle sorte qu'elle se compose des représentants des Etats. Il considère l'Ukraine comme un Etat, mais non la Bachkirie. Pourquoi? Nous ne supprimons pourtant pas les Conseils des commissaires du peuple des Républiques. Le Comité exécutif central de Bachkirie n'est-il pas une institution d'Etat? Et pourquoi la Bachkirie ne serait-elle pas un Etat? L'Ukraine cessera-t-elle d'en être un après son entrée dans l'Union? Le fétichisme de l'Etat a égaré Rakovski. Si les nationalités sont égales en droits, si elles ont chacune sa langue, ses mœurs, ses us et coutumes, si elles ont créé leurs institutions d'Etat : leur Comité exécutif central et leur Conseil des commissaires du peuple, n'est-il pas clair que toutes ces formations nationales constituent des Etats? Je ne pense pas que nous puissions nous départir du principe de l'égalité des Républiques et des nationalités dans la seconde Chambre, notamment en ce qui concerne les nationalités d'Orient.

De toute évidence, Rakovski est séduit par le système fédératif prussien. La fédération allemande est constituée de telle manière qu'il n'existe aucune égalité entre les Etats. Pour ma part, je propose de faire en sorte qu'à côté de la représentation de classe, — la première Chambre, élue au Congrès des Soviets de l'Union, — nous ayons une représentation des nationalités sur une base d'égalité. Les peuples d'Orient, qui sont organiquement liés à la Chine et à l'Inde, qui leur sont liés par la langue, la religion, les mœurs, etc., ont une importance primordiale pour la Révolution. L'importance spécifique de ces nationalités peu nombreuses est de beaucoup supérieure à celle de l'Ukraine.

Si nous commettons une petite erreur en Ukraine, les effets n'en seront pas très sensibles en Orient. Mais il suffit de commettre une petite erreur dans un petit pays comme l'Adjaristan (120.000 habitants), pour que les effets s'en fassent sentir en Turquie, et dans tout l'Orient, car la Turquie est rattachée à l'Orient par les liens les plus étroits. Il suffit de commettre une petite erreur à l'égard de la petite région des Kalmouks, qui sont en relations avec le Tibet et la Chine, pour que cela ait de plus graves répercussions sur notre travail qu'une erreur à l'égard de l'Ukraine. Nous sommes placés devant la perspective d'un puissant mouvement en

Orient et notre effort doit viser avant tout à éveiller l'Orient, sans rien faire qui puisse amoindrir, même de loin, même indirectement, l'importance de chaque nationalité, si petite soit-elle, de nos régions périphériques de l'Est. C'est pourquoi j'estime qu'il serait plus juste, plus rationnel et plus avantageux pour la révolution, au point de vue du gouvernement d'un grand pays comme l'Union des Républiques, qui compte 140 millions d'habitants, — que le mieux serait de faire en sorte que dans la seconde Chambre, toutes les Républiques et toutes les régions nationales soient représentées sur un pied d'égalité. Nous avons huit Républiques autonomes ainsi que huit Républiques indépendantes; la Russie adhérera en tant que République; nous avons quatorze régions ; ce sera là cette seconde Chambre qui doit refléter tous les besoins et desiderata des nationalités et faciliter le gouvernement d'un aussi grand pays. C'est pourquoi j'estime que l'amendement de Rakovski doit être repoussé.

## VI. SUPPLEMENT AU RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA QUESTION NATIONALE.

(25 avril)

Camarades,

En vous présentant mon rapport sur les travaux de la section de la question nationale, j'ai omis deux petites additions, qu'il ne convient pas d'omettre. Au paragraphe 10 du point « *b* », là où il est dit qu'il faut instituer un organisme spécial où seront représentées, sur la base de l'égalité, toutes les républiques et toutes les régions nationales sans exception, il y a lieu d'ajouter : « en tenant compte dans la mesure du possible de toutes les nationalités faisant partie de ces Républiques »; en effet, certaines des Républiques qui seront représentées à la seconde Chambre, comprennent plusieurs nationalités. Par exemple, le Turkestan. On y trouve, outre les Ouzbeks, des Turkmènes, des Kirghiz et d'autres groupes ethniques; il faut donc faire en sorte que chacune de ces nationalités ait sa représentation.

**Seconde addition, portant sur la deuxième partie, tout à la fin :**

> **Etant donné l'importance énorme que prend l'activité des militants responsables dans les républiques autonomes et indépendantes, et dans les régions périphériques en général (établissement du contact entre les travailleurs de la République en question et ceux du reste de l'Union), le Congrès fait un devoir au Comité central de procéder avec un soin particulier au choix de militants capables d'assurer pleinement l'application effective des décisions du Parti sur la question nationale.**

**Deux mots, enfin, au sujet d'une remarque qu'a faite Radek dans son discours. Ce sont les camarades arméniens qui me le demandent. Cette remarque, selon moi, ne correspond pas à la réalité. Radek a dit ici que les Arméniens oppriment, ou peuvent opprimer, les Azerbaïdjanais en Azerbaïdjan et que, réciproquement, les Azerbaïdjanais peuvent opprimer les Arméniens en Arménie. Je dois dire que des faits de ce genre ne peuvent se produire. Ce qui arrive, au contraire, c'est qu'en Azerbaïdjan, les Azerbaïdjanais, étant en majorité, oppriment les Arméniens et les massacrent, comme ce fut le cas au Nakhitchévan, où ils ont égorgé presque tous les Arméniens; de même, les Arméniens, en Arménie, massacrent presque tous les Tatars : ce fut le cas à Zanguézour. Mais qu'une minorité étrangère opprime dans un Etat ceux qui en composent la majorité, c'est là une chose qui n'est pas naturelle et ne s'est jamais vue!**

*XII^e^ Congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie. Compte rendu sténographique, Moscou,* **1923.**

# *La presse, organisateur collectif.*

**DANS son article « Jusqu'à la racine » (voir la *Pravda* n° 98), Ingoulov a soulevé une question grave, celle de l'importance de la presse pour l'Etat et pour le Parti. Pour donner sans doute plus de poids à sa pensée, il se réfère au rapport d'organisation du Comité central, où il est dit que la presse**

> **établit un lien invisible entre le Parti et la classe ouvrière, — un lien aussi solide que n'importe quel appareil de transmission à caractère de masse. La presse est la plus puissante des armes dont le Parti dispose, chaque jour, à chaque heure, pour parler à la classe ouvrière [1].**

**Mais dans sa tentative de résoudre la question, Ingoulov a commis deux erreurs : en premier lieu, il a déformé le sens de la citation tirée du rapport du Comité central; en deuxième lieu, il a perdu de vue le rôle très important de la presse en matière d'organisation. J'estime qu'en raison de la gravité de cette question, il serait bon de dire deux mots de ces erreurs.**

**1. Le rapport ne signifie en aucune façon que le rôle du Parti consiste uniquement à *parler* à la classe ouvrière; le Parti doit *converser* avec elle, et non seulement lui parler. Opposer l'expression « parler » à l'expression « converser » est pure jonglerie. Dans la pratique, l'un et l'autre forment un tout indissoluble, ce qui se traduit par une action réciproque ininterrompue entre celui qui lit et celui qui écrit,**

---

1. Voir, dans le présent volume, p. 178. (*N.R.*)

entre le Parti et la classe ouvrière, entre l'Etat et les masses laborieuses. Il en a été ainsi dès les débuts du parti prolétarien de masse, dès l'époque de la vieille *Iskra*. Ingoulov a tort de croire que cette action réciproque n'a commencé que plusieurs années après la prise du pouvoir par la classe ouvrière de Russie. Le sens de la citation extraite du rapport du Comité central n'est pas dans le « parler », mais dans le fait que la presse « établit un lien entre le Parti et la classe ouvrière », un lien « aussi solide que n'importe quel appareil de transmission à caractère de masse ». Le sens de cette citation tient au rôle de la presse comme organisateur. C'est bien pour cette raison que le rapport *d'organisation* du Comité central a parlé de la presse comme d'une des courroies de transmission qui relie le Parti à la classe ouvrière. Ingoulov n'a pas compris cette citation et il en a déformé le sens sans le vouloir.

2. Ingoulov souligne le rôle de la presse comme agitateur et comme redresseur de torts, en estimant que là se borne la tâche des publications périodiques. Il indique un certain nombre d'abus commis dans notre pays et déclare que leur dénonciation dans la presse et l'agitation par la presse constituent « la racine » du problème. Il est clair cependant qu'en dépit de toute l'importance du rôle de la presse comme agitateur, son rôle d'organisateur dans notre travail de construction est, à l'heure actuelle, un facteur vital entre tous. Il faut non seulement qu'un journal fasse œuvre d'agitateur et de redresseur de torts, mais encore et surtout qu'il ait un réseau très étendu de collaborateurs, d'agents, de correspondants dans tout le pays, dans tous les centres industriels et agricoles, dans tous les districts et tous les cantons, afin que, grâce au journal, d'innombrables fils relient le Parti à toutes les régions ouvrières et paysannes sans exception, afin que l'action réciproque entre le Parti et l'Etat, d'une part, les régions industrielles et rurales, d'autre part, soit totale. Si un journal aussi lu, disons, que la *Bednota*[1] réunissait de temps à autre en conférence ses principaux agents dans les différentes contrées de notre pays pour procéder à un échange de vues et d'expériences, et si, à son tour, chacun de ces agents réunissait en conférence, dans le même but, ses correspondants dans les rayons, centres et cantons, un premier pas important serait fait non seule-

1. *Bednota* [*Le Paysan pauvre*], quotidien qui parut de mars 1918 à janvier 1931, organe du Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S. (*N.R.*)

ment en vue d'établir un lien d'organisation entre le Parti et la classe ouvrière, entre l'Etat et les coins les plus reculés de notre pays, mais encore en vue de perfectionner et de vivifier la presse elle-même, de perfectionner et de vivifier l'ensemble des collaborateurs de notre presse périodique. Des conférences de ce genre sont, à mon avis, beaucoup plus efficaces que tous les congrès « panrusses » et autres de journalistes. Faire du journal un organisateur collectif aux mains du Parti et du pouvoir soviétique, un moyen de prendre contact avec les masses laborieuses de notre pays et de les grouper autour du Parti et du pouvoir soviétique, telle est aujourd'hui la tâche immédiate de notre presse.

Il ne sera pas superflu de rappeler au lecteur quelques lignes de l'article du camarade Lénine « Par où commencer?» (article de 1901) sur le rôle d'organisateur de la presse périodique dans la vie de notre Parti :

> Mais le rôle du journal n'est pas seulement de répandre des idées, d'éduquer politiquement et de gagner des alliés politiques. Le journal est non seulement un propagandiste agitateur collectif, mais aussi un organisateur collectif. Sous ce dernier rapport, on peut le comparer aux échafaudages qu'on élève autour d'un édifice en construction, qui en marquent les contours, facilitent les communications entre les bâtisseurs, les aident à répartir la tâche entre eux et à se rendre compte des résultats d'ensemble obtenus par un travail bien organisé. Avec l'aide du journal et en liaison avec lui se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui se consacrera non seulement à une activité locale, mais aussi à une activité générale régulière, en habituant ses membres à suivre avec attention les événements politiques, à en apprécier la portée et l'influence sur les différentes couches de la population, à élaborer les méthodes d'action adéquates, permettant au parti révolutionnaire d'agir sur ces événements. A lui seul, le travail technique qui consiste à fournir régulièrement de la copie au journal et à en assurer la diffusion régulière, rend nécessaire la création d'un réseau d'agents locaux appartenant au même parti, agents directement en rapports les uns avec les autres, au courant de la situation

générale, s'habituant à s'acquitter régulièrement des tâches fragmentaires d'un travail embrassant l'ensemble de la Russie, et qui essaient leurs forces en organisant telles ou telles actions révolutionnaires. Ce réseau d'agents sera l'ossature de l'organisation dont nous avons justement besoin : suffisamment grande pour embrasser le pays entier; suffisamment large et diversifiée pour réaliser une division du travail stricte et détaillée; suffisamment ferme pour savoir en toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, faire sans défaillance *son* travail; suffisamment souple pour savoir, d'un côté, éviter le combat en terrain découvert contre un ennemi supérieur en nombre, qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'un autre côté, mettre à profit le défaut de souplesse de cet ennemi et l'attaquer à l'endroit et au moment où il s'y attend le moins [1].

Le camarade Lénine parlait alors du journal comme d'un outil pour construire notre Parti. Mais il n'existe aucune raison de douter que ses paroles s'appliquent entièrement à nos conditions actuelles d'édification du Parti et de l'Etat.

C'est ce rôle important d'organisateur, assumé par la presse périodique, qu'Ingoulov a perdu de vue dans son article. Telle est sa principale erreur.

Comment a-t-il pu se faire que l'un des principaux militants de notre presse ait oublié cette tâche importante? Un camarade me disait hier qu'apparemment Ingoulov avait entendu résoudre non seulement le problème de la presse, mais un autre encore, un problème accessoire : « piquer l'un et chatouiller l'autre ». Je me garderai bien, quant à moi, de l'affirmer, et je suis loin de contester à quiconque le droit de se poser des problèmes non seulement principaux, mais encore accessoires. Mais on ne peut admettre que les problèmes accessoires fassent perdre de vue, même un instant, le problème principal : mettre en lumière le rôle de la presse en tant qu'*organisateur* dans notre œuvre d'édification du Parti et de l'Etat.

*Pravda* [*La Vérité*], *n°* 99.
6 *mai* 1923.
Signé : *J. Staline.*

---

1. Lénine : *Œuvres*, 4e édition, t. V. p. 10-11. (*N.R.*)

# *De mal en pis.*

DANS mon article du n° 99 de la *Pravda*[1] sur le rôle de la presse comme organisateur, j'avais relevé deux erreurs d'Ingoulov. En me répondant (voir la *Pravda*, n° 101), Ingoulov allègue pour excuse qu'il ne s'agit pas d'erreurs de sa part, mais de « malentendus ». Je veux bien appeler les erreurs d'Ingoulov des « malentendus ». Mais l'ennui est que, dans sa réponse, il a commis trois nouvelles erreurs ou, si l'on préfère, trois nouveaux « malentendus », qu'il est malheureusement impossible de passer sous silence, étant donné toute l'importance qui s'attache à la presse.

1. Ingoulov assure que, dans son premier article, il n'a pas jugé nécessaire de mettre l'accent sur le rôle de la presse comme organisateur, et qu'il se proposait un « but limité », celui d'établir « qui fait notre journal de Parti ». Admettons-le. Mais alors, pourquoi avoir placé en tête de son article une citation tirée du rapport d'organisation du Comité central, citation qui parle uniquement du rôle de notre presse périodique comme organisateur? De deux choses l'une : ou bien Ingoulov n'a pas compris le sens du texte, ou bien il a bâti tout son article au mépris et à l'encontre du sens exact de cette citation tirée du rapport d'organisation du Comité central sur le rôle de la presse comme organisateur. Dans un cas comme dans l'autre, son erreur saute aux yeux.

2. Ingoulov assure qu' « il y a deux ou trois ans, notre presse n'était pas liée aux masses », « ne reliait pas le Parti à ces dernières », que d'une façon générale « il n'existe pas »

---

1. Voir, dans le présent volume, p. 235 et suiv. (*N.R.*)

de contact entre la presse et les masses. Il suffit de lire attentivement cette assertion d'Ingoulov pour comprendre combien elle est inepte, inconsistante, détachée de toute réalité. En effet, si la presse de notre Parti et, par son intermédiaire, le Parti lui-même « n'avaient pas été liés » aux masses ouvrières « il y a deux ou trois ans », n'est-il pas évident que notre Parti n'aurait pu tenir tête aux ennemis intérieurs et extérieurs de la révolution, qu'il aurait été « en deux temps » enterré, réduit à néant! Songez donc : la guerre civile fait rage, le Parti oppose à ses ennemis une résistance farouche et remporte de brillants succès; il appelle, par sa presse, les ouvriers et les paysans à défendre la patrie socialiste; des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs répondent à l'appel du Parti dans des centaines de résolutions et partent pour le front, prêts au sacrifice suprême; et Ingoulov, qui sait tout cela, croit pouvoir affirmer qu' « il y a deux ou trois ans, notre presse n'était pas liée aux masses et, par suite, ne reliait pas le Parti à ces dernières ». N'est-ce pas ridicule? A-t-on jamais entendu dire qu'un parti « qui n'était pas lié aux masses » par une presse de masse, ait pu mettre en mouvement des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans? Et si le Parti a néanmoins mis en mouvement des dizaines et des centaines de milliers de travailleurs, n'est-il pas clair que ce parti de masse n'a pu le faire qu'en recourant à la presse? Il y a en effet quelqu'un qui a perdu le contact avec les masses; seulement ce n'est ni notre Parti ni sa presse, mais quelqu'un d'autre. Il ne faut pas calomnier la presse! En réalité, « il y a deux ou trois ans », le Parti était bel et bien lié aux masses par sa presse, et il ne pouvait en être autrement. Mais ce lien était relativement faible, comme on l'a très justement fait remarquer au XI^e^ Congrès de notre Parti. Il s'agit à présent d'élargir ce contact, de le fortifier au maximum, de le rendre plus solide et plus régulier. Voilà de quoi il s'agit!

3. Ingoulov assure ensuite « qu'il y a deux ou trois ans. il n'y avait pas action réciproque du Parti et de la classe ouvrière par l'intermédiaire de la presse ». Pourquoi? Parce que, dit-il.

> notre presse, jour après jour, appelait à la lutte. parlait des mesures prises par le pouvoir des Soviets, des décisions du Parti, mais le lecteur ouvrier ne réagissait pas.

Cela est écrit noir sur blanc : « le lecteur ouvrier ne réagissait pas ».

C'est invraisemblable, monstreux, mais c'est ainsi.

Chacun sait que lorsque le Parti a lancé dans la presse le mot d'ordre : « Tous au secours des transports!», les masses unanimes ont répondu en faisant parvenir à la presse des centaines de résolutions où elles exprimaient leur sympathie et leur volonté de défendre et de sauvegarder les transports, ainsi qu'en envoyant des dizaines de milliers de leurs fils au secours des transports. Mais Ingoulov se refuse à voir là une réaction du lecteur ouvrier; il se refuse à appeler cela une action réciproque du Parti et de la classe ouvrière par l'intermédiaire de la presse, parce que cette action réciproque s'est produite moins par l'intermédiaire de correspondants que directement entre le Parti et la classe ouvrière, au moyen de la presse, bien entendu.

Chacun sait que lorsque le Parti a lancé le mot d'ordre « Lutte contre la famine! », les masses unanimes ont répondu à son appel en faisant parvenir d'innombrables résolutions à sa presse et en envoyant des dizaines de milliers de leurs fils combattre le koulak. Mais Ingoulov se refuse à voir là une réaction du lecteur ouvrier et une action réciproque du Parti et de la classe ouvrière par l'intermédiaire de la presse, parce que cette action réciproque ne s'est pas déroulée « dans les règles ». qu'on s'est passé de correspondants et ainsi de suite.

Il ressort, d'après Ingoulov, que si des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers répondent à l'appel de la presse du Parti, il n'y a pas action réciproque du Parti et de la classe ouvrière; mais que si une dizaine ou une vingtaine de correspondants font parvenir une réponse écrite à ce même appel de la presse du Parti, il y a bel et bien action réciproque du Parti et de la classe ouvrière. Voilà qui s'appelle définir le rôle de la presse du Parti comme organisateur! Pour l'amour de Dieu, Ingoulov, ne confondez pas l'interprétation marxiste de l'action réciproque avec son interprétation bureaucratique.

Il est pourtant clair que si l'on considère l'action réciproque du Parti et de la classe ouvrière par l'intermédiaire de la presse non avec des yeux de bureaucrate, mais avec des yeux de marxiste, cette action-réciproque a toujours eu lieu, « il y a deux ou trois ans » aussi bien qu'auparavant; et il ne pouvait en être autrement; sinon, le Parti n'aurait pu continuer à diriger la classe ouvrière et celle-ci n'aurait pu

**conserver le pouvoir. Il s'agit, de toute évidence, de rendre à présent cette action réciproque moins intermittente, plus durable. Ingoulov n'a pas seulement sous-estimé le rôle de la presse en tant qu'organisateur; il l'a déformé, en substituant à l'interprétation marxiste de l'action réciproque du Parti et de la classe ouvrière par l'intermédiaire de la presse, une interprétation bureaucratique. superficielle, technique. Et c'est cela qu'il appelle des « malentendus »...**

**Quant aux « problèmes accessoires », dont Ingoulov nie énergiquement l'existence, je dois dire que sa seconde intervention n'a pas dissipé les doutes que j'avais à cet égard et que j'ai exprimés dans l'article précédent.**

*Pravda* [*La Vérité*], **n° 102,**
**10 *mai* 1923.**
**Signé : *J. Staline*.**

# *IVe conférence du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie, élargie aux militants responsables des Républiques et régions nationales*[1].

**(9-12 juin 1923)**

## I. PROJET DE PLATE-FORME SUR LA QUESTION NATIONALE POUR LA IVe CONFERENCE, APPROUVE PAR LE BUREAU POLITIQUE DU COMITE CENTRAL[2].

### *Ligne générale de l'activité du Parti dans la question nationale.*

La ligne de l'activité du Parti dans la question nationale en ce qui concerne la lutte contre les déviations de la position adoptée par le XIIe Congrès, doit se régler sur les points correspondants de la résolution de ce Congrès en

---

1. La quatrième Conférence du Comité central du P.C.(b)R., élargie aux militants responsables des républiques et régions nationales, fut convoquée sur l'initiative de Staline; elle se tint à Moscou du 9 au 12 juin 1923. Elle comprenait, outre les membres titulaires et suppléants du Comité central, 58 représentants des Républiques et régions nationales. Le point principal de l'ordre du jour fut le rapport de Staline sur les « Mesures pratiques à prendre pour appliquer la résolution du XIIe Congrès sur la question nationale ». Les représentants de vingt organisations du Parti dans les Républiques et régions nationales présentèrent aussi des rapports sur la situation locale. La Conférence discuta également le rapport de la Commission centrale de contrôle sur l'activité antiparti et antisoviétique de Soultan-Galiev (Voir les résolutions de la Conférence dans les *Résolutions et décisions des congrès, conférences et sessions plénières du Comité central du P.C.U.S.*, 1re partie, 1953, p.759-766). (*N.R.*)

2. Le projet de plate-forme sur la question nationale fut rédigé par Staline à la fin de mai 1923 en liaison avec la préparation de la

la matière, savoir : le point 7 de la première partie de la résolution, et les points 1, 2 et 3 de la seconde partie.

Une des tâches fondamentales du Parti est de constituer et de développer, dans les Républiques et régions nationales, de jeunes organisations communistes avec les éléments prolétariens et semi-prolétariens de la population locale, d'aider par tous les moyens ces organisations à se mettre sur pied, à recevoir une éducation réellement communiste, à grouper des cadres communistes, même peu nombreux au début, mais animés d'un esprit internationaliste authentique. C'est seulement lorsque des organisations communistes réellement dignes de ce nom se seront consolidées dans les républiques et les régions que le pouvoir des Soviets y sera fort.

Mais les communistes des républiques et des régions doivent eux-mêmes se souvenir qu'à cause de la composition sociale toute différente de la population, la situation, chez eux, diffère beaucoup de celle qui existe dans les centres industriels de l'Union des Républiques et que, pour cette raison, dans les régions de la périphérie, on doit souvent avoir recours à d'autres méthodes de travail. En particulier si l'on veut s'assurer l'appui des masses laborieuses de la population locale, il est nécessaire ici, dans une plus large mesure que dans les régions centrales, de favoriser les éléments de la démocratie révolutionnaire, ou même tout simplement les éléments loyaux à l'égard du pouvoir des Soviets. Sous bien des rapports, le rôle des intellectuels locaux, dans les Républiques et régions, est autre que celui des intellectuels des régions centrales de l'Union des Républiques. Les régions de la périphérie sont si pauvres en travailleurs intellectuels locaux qu'il faut tout faire pour gagner chacun d'eux au pouvoir des Soviets.

Le communisme des régions de la périphérie doit se rappeler qu'il est un communiste et que, *pour cette raison*, il doit, en se conformant au milieu où il se trouve, faire des concessions aux éléments nationaux locaux qui veulent et peuvent travailler loyalement dans le cadre du régime soviétique. Ce qui n'exclut pas, mais au contraire suppose une lutte idéologique incessante pour les principes du mar-

---

IVe Conférence et approuvé le 4 juin par le Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. C'est ce projet qui fut adopté par la Conférence en guise de résolution sur le rapport de Staline relatif aux « Mesures pratiques à prendre pour appliquer la résolution du XIIe Congrès sur la question nationale ». (*N.R.*)

nisme et le véritable internationalisme, contre la déviation nationaliste. C'est seulement ainsi qu'on pourra en finir avec le nationalisme local et gagner au pouvoir des Soviets les larges couches de la population locale.

### *Questions qui se rattachent à l'institution d'une seconde Chambre du Comité exécutif central de l'Union et à l'organisation des commissariats du peuple de l'Union des Républiques.*

A en juger par des données encore incomplètes, ces questions sont au nombre de sept :

*a) Composition de la seconde Chambre.* Cette Chambre doit se composer de représentants des Républiques autonomes et indépendantes (quatre représentants ou davantage pour chacune) et de représentants des régions nationales (un par région suffira). Il serait souhaitable de faire en sorte qu'en règle générale les membres de la première Chambre ne soient pas en même temps membres de la seconde. Les représentants des Républiques et des régions devront être validés par le Congrès des Soviets de l'Union des Républiques. Appeler la première Chambre : Soviet de l'Union, et la seconde : Soviet des Nationalités.

*b) Droits de la seconde Chambre par rapport à la première.* Il conviendrait d'établir *l'égalité* en droits de la première et de la seconde Chambre : chacune aurait l'initiative des lois et aucun projet soumis à l'examen de l'une ou de l'autre ne pourrait devenir loi sans le consentement des deux Chambres votant séparément. En cas de conflit, les questions litigieuses seront renvoyées à une commission de conciliation des deux Chambres; si un accord se révèle impossible, un deuxième vote intervient en séance commune des deux Chambres; si le projet en litige ainsi amendé n'obtient pas la majorité des voix des deux Chambres, l'affaire est soumise au Congrès extraordinaire ou ordinaire des Soviets de l'Union des Républiques.

*c) Compétence de la seconde Chambre.* Sont du ressort de la seconde Chambre (comme de la première) les questions prévues au point 1 de la Constitution de l'U.R.S.S. Les attributions législatives du Présidium du Comité exécutif

**central de l'Union et du Conseil des commissaires du peuple de l'Union sont maintenues.**

**d) *Le Présidium du Comité exécutif central de l'Union des Républiques.* Le Comité exécutif central aura un seul Présidium. Celui-ci sera élu par les deux Chambres du Comité exécutif central, étant bien entendu que la représentation des nationalités, ou tout au moins des plus importantes d'entre elles, y est garantie. La proposition faite par les Ukrainiens de créer deux présidiums ayant fonctions législatives, un pour chaque Chambre du Comité exécutif central, au lieu d'un seul, n'est pas rationnelle. Le Présidium est l'autorité suprême de l'Union; il exerce ses fonctions en permanence, sans discontinuer, d'une session à l'autre. La formation de deux présidiums ayant fonctions législatives entraînerait un dédoublement de l'autorité suprême, ce qui créerait inévitablement de graves difficultés pratiques. Les Chambres doivent avoir leurs présidiums, mais sans que ceux-ci aient des fonctions législatives.**

**e) *Nombre des commissariats fusionnés.* A des sessions précédentes du Comité central, on a décidé que les commissariats *fusionnés* seraient au nombre de cinq (Affaires étrangères, Commerce extérieur, Guerre, Voies de communication et P.T.T.), les commissariats dits *directifs* également au nombre de cinq (Finances, Conseil supérieur de l'économie nationale, Ravitaillement, Travail, Inspection ouvrière et paysanne), les autres commissariats devant être entièrement autonomes. Les Ukrainiens proposent de transférer les Affaires étrangères et le Commerce extérieur de la catégorie des commissariats fusionnés dans celle des commissariats directifs; autrement dit, de conserver ces commissariats dans les Républiques parallèlement aux commissariats des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de l'Union, en les subordonnant aux directives de ces derniers. Cette proposition est inacceptable si nous voulons former réellement un Etat fédératif qui soit capable de se présenter à l'extérieur comme un tout unifié. Il faut en dire autant des traités octroyant les concessions, dont la conclusion doit être réservée à l'Union des Républiques.**

**f) *Structure des commissariats du peuple de l'Union des Républiques.* Les collèges de ces commissariats devraient être élargis par l'adjonction de représentants des nationalités les plus nombreuses et les plus importantes.**

*g) Droits des Républiques en matière budgétaire.* L'autonomie des Républiques en matière budgétaire doit être élargie dans les limites de la quote-part allouée à chacune, quote-part dont le montant sera arrêté spécialement.

### *Mesures pour entraîner les éléments travailleurs de la population locale à participer à l'œuvre d'édification du Parti et de l'Etat soviétique.*

A en juger par des données encore incomplètes, il est d'ores et déjà possible de proposer quatre mesures :

*a*) Epurer l'appareil de l'Etat et du Parti des éléments nationalistes (au premier chef, des nationalistes grand-russes, mais aussi des nationalistes anti-russes et autres). L'épuration doit être opérée avec prudence, en se fondant sur des données vérifiées et sous le contrôle du Comité central du Parti.

*b*) Travailler avec méthode et persévérance à donner un caractère national aux organismes de l'Etat et du Parti dans les républiques et régions, en rendant progressivement obligatoire l'usage officiel des langues de ces pays, que les militants responsables seront tenus d'apprendre.

*c*) Procéder au choix et au recrutement pour les administrations soviétiques des éléments plus ou moins loyaux qui se trouvent parmi les intellectuels locaux, tandis que d'autre part nos militants responsables des Républiques et régions travailleront à former de nouveaux cadres de collaborateurs de l'administration soviétique et du Parti, recrutés parmi les membres du Parti.

*d*) Organiser pour les ouvriers et les paysans sans-parti des conférences où des commissaires du peuple et des militants responsables du Parti présenteront des rapports sur les mesures les plus importantes prises par le pouvoir des Soviets.

### *Mesures pour élever le niveau culturel de la population locale.*

Il est nécessaire, par exemple :

*a*) de créer des clubs (sans-parti) et autres établissements éducatifs fonctionnant dans la langue du pays;

*b*) de développer le réseau des établissements d'enseignement de tous les degrés, où l'instruction sera donnée dans la langue du pays;

**c) de faire appel aux instituteurs plus ou moins loyaux;**
**d) de créer un réseau de sociétés chargées de répandre l'instruction dans la langue du pays;**
**e) d'organiser des maisons d'édition.**

### *L'œuvre d'organisation économique dans les Républiques et régions nationales au point de vue des particularités de leur genre de vie.*

**Il est néccssaire, par exemple :**

**a) de régler les déplacements de population et d'y mettre un terme là où il le faut;**
**b) d'assurer à la population laborieuse locale, dans toute la mesure du possible, des terres prélevées sur les fonds de l'Etat;**
**c) de mettre le crédit agricole à la portée de la population locale;**
**d) d'intensifier les travaux d'irrigation;**
**e) d'encourager au maximum la coopération, et en particulier la coopération artisanale (en vue d'y attirer les artisans à domicile);**
**f) de transférer des fabriques et des usines dans les républiques riches en matières premières appropriées;**
**g) d'organiser des écoles professionnelles et techniques pour la population locale;**
**h) d'organiser des cours d'agriculture pour la population locale.**

### *Mesures pratiques pour l'organisation de formations militaires nationales.*

**On doit procéder dès maintenant à la création d'écoles militaires dans les Républiques et régions afin de former dans un délai déterminé des cadres composés d'hommes du pays. qui pourront servir ensuite de noyau des formations nationales. Il va sans dire que des mesures devront être prises pour assurer une composition satisfaisante des formations nationales, et notamment des cadres, tant au point de vue de la proportion des membres du Parti qu'au point de vue social. Là où il existe d'anciens cadres militaires formés**

d'hommes du pays (Tatarie et, en partie, Bachkirie), on pourrait organiser dès à présent des régiments de milice nationale. La Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie ont déjà, je crois, chacun une division. En Ukraine et en Biélorussie, on pourrait créer dès maintenant (surtout en Ukraine) une division de milice par République.

La question des formations nationales a une importance exceptionnelle tant pour la défense contre d'éventuelles attaques de la Turquie, de l'Afghanistan, de la Pologne, etc., qu'au cas où l'Union des Républiques se verrait forcée d'agir contre des Etats voisins. L'importance des unités nationales au point de vue de la situation intérieure de l'Union des Républiques n'est pas à démontrer. Il est à présumer qu'en conséquence nous devrons augmenter les effectifs de notre armée de 20 à 25.000 hommes environ.

### *Organisation du travail éducatif du Parti.*

Il est nécessaire, par exemple :

*a*) de créer des écoles d'éducation politique élémentaire dans la langue du pays;

*b*) de créer une littérature marxiste dans la langue du pays;

*c*) d'avoir une presse périodique bien organisée paraissant dans la langue du pays;

*d*) d'étendre l'activité de l'Université des peuples d'Orient, au centre et en province, et de consacrer à cette œuvre les sommes nécessaires;

*e*) de fonder, auprès de l'Université des peuples d'Orient, un club de discussion du Parti auquel prêteront leur concours les membres du Comité central résidant à Moscou;

*f*) d'intensifier le travail au sein de l'Union de la jeunesse et parmi les femmes dans les républiques et régions.

### *Sur le choix des militants du Parti et de l'Administration soviétique en vue d'appliquer la résolution du XII^e Congrès sur la question nationale.*

Il est indispensable d'introduire dans les sections de recensement et de répartition, d'agitation et de propagande, d'organisation, dans la section féminine et dans l'appareil

des instructeurs du Comité central un certain nombre d'éléments nationaux (deux ou trois dans chaque secteur) : leur concours facilitera le travail politique courant du Comité central dans les régions de la périphérie et assurera une répartition rationnelle des militants du Parti et de l'administration soviétique par République et par région, en vue de garantir l'application de la ligne adoptée au XII[e] Congrès du P.C.R. sur la question nationale.

## II. DROITIERS et « GAUCHISTES » DANS LES REPUBLIQUES ET REGIONS NATIONALES.

*Discours sur le premier point de l'ordre du jour de la conférence : « L'affaire Soultan-Galiev ».*

(10 juin)

Je prends la parole pour présenter quelques observations sur les discours des camarades qui sont intervenus ici. En ce qui concerne l'aspect de principe de la question posée par l'affaire Soultan-Galiev, je tâcherai de l'éclairer dans mon rapport sur le deuxième point.

Tout d'abord, la Conférence elle-même. Quelqu'un (je ne me souviens plus qui) a dit ici que cette Conférence était un événement sortant de l'ordinaire. C'est faux. Des conférences de ce genre n'ont rien de nouveau pour notre Parti. Celle-ci est la quatrième depuis qu'existe le pouvoir des Soviets. Il y en a eu trois avant 1919. La situation nous permettait alors de réunir de telles conférences. Dans la suite, après 1919, en 1920-1921, nous avons été entièrement absorbés par la guerre civile et le temps nous a manqué pour ces sortes de conférences. Maintenant seulement que nous en avons fini avec la guerre civile, que notre activité d'organisation économique se développe en profondeur, que le travail du Parti est lui-même devenu plus concret, surtout dans les régions et les républiques nationales, nous avons pu de nouveau convoquer une conférence de ce genre. Je pense que le Comité central aura plus d'une fois encore recours à ce moyen pour établir une entière compréhension mutuelle entre ceux qui appliquent la politique en province et ceux qui l'élaborent. Je pense qu'il est bon de convoquer de telles

conférences où sont représentées toutes les Républiques et toutes les régions, mais aussi des conférences pour des régions et républiques distinctes afin d'élaborer des décisions plus concrètes. Seule cette façon de poser la question peut satisfaire le Comité central et les militants de province.

J'ai entendu certains camarades dire que j'avais lancé un avertissement à Soultan-Galiev quand j'ai pu prendre connaissance de sa première lettre conspirative, adressée, je crois, à Adigamov, lequel garde le silence, reste bouche cousue, alors qu'il devrait se prononcer avant et plus que tous les autres. Ces camarades m'ont reproché d'avoir défendu Soultan-Galiev à l'excès. Oui, je l'ai défendu jusqu'à la dernière possibilité; je considérais, et je considère encore, que c'était là mon devoir. Mais je l'ai défendu dans une certaine limite. Et lorsque Soultan-Galiev a dépassé cette limite, je me suis détourné de lui. Sa première lettre conspirative atteste qu'il avait d'ores et déjà rompu avec le Parti, puisque le ton en est presque celui d'un garde-blanc : il y parle des membres du Comité central en des termes que l'on n'emploie qu'en parlant d'ennemis. Je l'ai rencontré par hasard au Bureau politique, où il défendait des revendications de la République tatare intéressant le commissariat de l'Agriculture. A ce moment déjà, je lui ai adressé un avertissement dans un billet où je qualifiais sa lettre conspirative d'anti-parti; je l'accusais de créer une organisation du genre de celle de Validov et lui disais que s'il ne mettait pas un terme à son activité illégale dirigée contre le Parti, cela finirait mal pour lui et que tout soutien de ma part serait exclu. Il m'a répondu, avec beaucoup d'embarras, qu'on m'avait induit en erreur, qu'il avait effectivement écrit à Adigamov, mais tout autre chose que ce qu'on lui attribuait; qu'il restait ce qu'il avait toujours été : un homme du Parti, et qu'il donnait sa parole d'honneur de le rester à l'avenir. Néanmoins, huit jours plus tard, il expédie une deuxième lettre conspirative où il engage Adigamov à entrer en contact avec les basmatchs et leur leader Validov, en lui disant de « brûler » la lettre. Voilà donc la bassesse, le mensonge qui m'a fait rompre toute relation avec Soultan-Galiev. Dès lors, il a été pour moi en dehors du Parti, en dehors des Soviets; j'estimais impossible de lui parler, bien qu'il eût essayé à plusieurs reprises de venir me trouver pour « causer ». Des camarades de « gauche » m'ont reproché, dès le début de 1919, de soutenir Soultan-Galiev, de vouloir le conserver pour le Parti,

de le ménager dans l'espoir qu'il cesserait d'être nationaliste, qu'il deviendrait marxiste. J'ai cru en effet de mon devoir de le soutenir jusqu'à un certain moment. Dans les Républiques et régions orientales, on trouve si peu d'intellectuels, d'hommes pensant ou même tout simplement sachant lire et écrire, qu'on pourrait les compter sur les doigts. Comment, dans ces conditions, ne pas les ménager? Il serait criminel de ne pas tout faire pour sauver de la corruption les hommes d'Orient dont nous avons besoin et les conserver pour le Parti. Mais il y a une limite à tout. Et cette limite a été atteinte quand Soultan-Galiev est passé du camp des communistes au camp des basmatchs. Dès lors, il a cessé d'exister pour le Parti. C'est pourquoi l'ambassadeur de Turquie lui a semblé plus acceptable que le Comité central de notre Parti.

J'ai entendu Chamigoulov me reprocher, lui aussi, d'avoir défendu Validov malgré ses demandes instantes d'en finir d'un coup avec celui-ci, d'avoir cherché à le conserver pour le Parti. Je l'ai défendu en effet, avec l'espoir qu'il se corrigerait. On en a vu de pires que lui se corriger, ainsi que nous l'apprend l'histoire des partis politiques. Je pensais que Chamigoulov tranchait la question d'une façon trop simpliste. Je n'ai pas suivi son conseil. Il est vrai que sa prédiction s'est réalisée un an plus tard : Validov ne s'est pas corrigé et il a rejoint les basmatchs. Mais il n'en reste pas moins que le Parti y a gagné de retarder d'un an le départ de Validov de ses rangs. Si nous avions sévi contre lui en 1918, je suis convaincu que des camarades comme Mourtazine, Adigamov, Khalikov et d'autres ne seraient pas restés dans nos rangs. (*Une voix* : « Khalikov serait resté! ») Khalikov ne serait peut-être pas parti, mais tout un groupe de camarades qui militent dans nos rangs serait parti avec Validov. Voilà ce que notre tolérance et notre prévoyance ont gagné.

J'ai écouté Ryskoulov, et je dois dire que son discours n'était pas tout à fait sincère, qu'il était semi-diplomatique (*Une voix* : « Très juste! ») et qu'en général ce discours produit une impression pénible. J'attendais de lui plus de clarté et plus de sincérité. Quoi que puisse dire Ryskoulov, il est clair qu'il garde chez lui deux lettres conspiratives de Soultan-Galiev, qu'il n'a montrées à personne; il est clair qu'une communauté d'idées l'unissait à Soultan-Galiev. Peu importe que Ryskoulov se désolidarise de la cause de Soultan-

Galiev dans ce qu'elle a de criminel, en affirmant qu'il n'était pas lié avec celui-ci en ce qui concerne les rapports avec les basmatchs. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit à cette conférence, mais des liens doctrinaux, idéologiques avec le soultan-galiévisme. Qu'une telle liaison ait existé entre Ryskoulov et Soultan-Galiev, cela est clair, camarades; Ryskoulov lui-même ne saurait le nier. Le moment n'est-il pas venu de se désolidariser enfin, ici même, du haut de cette tribune, résolument et sans réserve, du soultan-galiévisme? Le discours de Ryskoulov a été, à cet égard, semi-diplomatique et non satisfaisant.

Ienbaev a également prononcé un discours diplomatique, sans sincérité. N'est-ce pas un fait qu'après l'arrestation de Soultan-Galiev, Ienbaev et un groupe de responsables tatars, que je tiens pour d'excellents praticiens malgré leur manque de fermeté idéologique, ont demandé au Comité central sa mise en liberté immédiate, en lui accordant une caution sans réserve et en laissant entendre que les documents saisis chez lui étaient des faux? N'est-ce pas là un fait? Qu'a pourtant révélé l'enquête? Que tous les documents étaient authentiques. Leur authenticité a été reconnue par Soultan-Galiev lui-même, qui a avoué plus de péchés que les documents n'en révélaient; il a admis sa responsabilité pleine et entière et fait amende honorable. N'est-il pas clair qu'après tout cela, Ienbaev aurait dû reconnaître ses erreurs résolument et sans réserve, et se désolidariser de Soultan-Galiev? Mais cela, Ienbaev ne l'a pas fait. Il a trouvé l'occasion bonne pour se moquer des « gauches », mais quant à se désolidariser du soultan-galiévisme résolument et en communiste, à se désolidariser de l'abîme où a roulé Soultan-Galiev, il s'y est refusé, en estimant sans doute que la diplomatie le sauverait.

Le discours de Firdevs n'a été que diplomatie d'un bout à l'autre. Lequel des deux a dirigé l'autre au point de vue idéologique : Soultan-Galiev ou Firdevs? C'est une question que je ne résoudrai pas. Je crois pourtant qu'au point de vue idéologique, c'est Firdevs qui a dirigé Soultan-Galiev, plutôt que l'inverse. Je ne vois rien de particulièrement répréhensible dans les exercices théoriques de Soultan-Galiev. S'il s'en était tenu à l'idéologie du panturquisme et du panislamisme, il n'y aurait que demi-mal. Je dirais que cette idéologie, malgré l'interdiction prononcée par la résolution du X^e^ Congrès du Parti sur la question nationale, peut être considérée comme tolérable et que l'on peut se borner à la critiquer

dans les rangs de notre Parti. Mais lorsque les exercices idéologiques aboutissent à l'établissement d'un contact avec les leaders basmatchs, avec Validov et consorts, il est absolument impossible de justifier ces pratiques basmatches par une innocente idéologie, comme Firdevs tente de le faire. Vous ne tromperez personne en justifiant de la sorte l'activité de Soultan-Galiev. On peut justifier ainsi et l'impérialisme et le tsarisme, puisque eux aussi ont leur idéologie, qui peut paraître parfois assez innocente. Il n'est pas permis de raisonner de la sorte. Vous n'êtes pas ici devant un tribunal, mais devant une conférence de militants responsables qui exigent de vous de la droiture et de la sincérité, non de la diplomatie.

Je trouve que Khodjanov a bien parlé. Ikramov n'a pas mal parlé non plus. Mais il est, dans les discours de ces camarades, un passage que je dois relever, qui donne à réfléchir. Tous deux ont dit qu'il n'existait aucune différence entre le Turkestan d'aujourd'hui et le Turkestan tsariste; que seulement l'enseigne avait changé; que le Turkestan était resté ce qu'il était sous le tsar. Camarades, si ce n'est pas là un lapsus, si cela a été dit après mûre réflexion et de propos délibéré, alors les basmatchs ont raison, et c'est nous qui avons tort. Si le Turkestan est une colonie comme sous le tsarisme, les basmatchs ont raison, et ce n'est pas à nous de juger Soultan-Galiev; c'est lui qui doit nous juger, parce que nous tolérons l'existence d'une colonie dans le cadre du régime soviétique. Si cela est vrai, je ne comprends pas pourquoi vous-mêmes n'avez pas rejoint les basmatchs. De toute évidence, Khodjanov et Ikramov ont prononcé ce passage de leur discours sans mûre réflexion : ils ne peuvent ignorer que l'actuel Turkestan soviétique se distingue foncièrement du Turkestan tsariste. J'ai tenu à relever ce passage obscur dans les discours de ces camarades pour qu'ils tâchent d'y réfléchir et de corriger leur faute.

Je prends à mon compte une partie des griefs qu'Ikramov a présentés contre l'activité du Comité central, quand il disait que nous n'avons pas toujours été attentifs et n'avons pas toujours réussi à poser en temps voulu les problèmes pratiques que dictait la situation des républiques et régions orientales. Le Comité central est surchargé de besogne et ne réussit pas à être assez tôt partout, c'est évident. Mais d'autre part, il serait ridicule de croire qu'il puisse tout faire en temps voulu. Il y a peu d'écoles au Turkestan, c'est exact.

**Les langues locales ne sont pas encore d'usage courant dans les institutions d'Etat, ces institutions elles-mêmes n'ont pas encore un caractère national. Le niveau de culture est en général bas. Tout cela est juste. Mais peut-on espérer sérieusement que le Comité central ou le Parti dans son ensemble sachent, en deux ou trois ans, relever le niveau culturel du Turkestan? Nous clamons, — et nous nous en plaignons tous, — que la Russie, le peuple russe, pourtant plus cultivé que les autres peuples de l'Union des Républiques, a un bas niveau de culture. Ilitch a maintes fois déclaré que nous manquons de culture, qu'il est impossible en deux ou trois ans, et même en dix, de relever sensiblement le niveau de culture de la Russie. Eh bien! s'il est impossible en deux ou trois ans, voire en dix années, de relever sensiblement le niveau de culture de la Russie, comment peut-on demander le relèvement accéléré du niveau de culture des régions non russes, qui sont retardataires et ignorantes? N'est-il pas clair que les neuf dixièmes de la « faute » incombent en l'occurrence aux conditions mêmes, à l'état arriéré, et qu'il faut, comme on dit, en tenir compte?**

**A propos des « gauchistes » et des droitiers :**

**En existe-t-il dans les organisations communistes des régions et des Républiques? Oui, bien entendu. On ne saurait le nier.**

**En quoi pèchent les droitiers? En ceci : qu'ils ne sont pas et ne peuvent pas être un antidote, un rempart sûr contre les courants nationalistes qui se développent et se renforcent en liaison avec la Nep. Le fait que le soultan-galiévisme est apparu, qu'il a groupé un certain nombre de partisans dans les Républiques orientales, surtout en Bachkirie et en Tatarie, atteste indéniablement que les éléments de droite, qui dans ces Républiques sont la grande majorité, ne constituent pas un rempart satisfaisant contre le nationalisme.**

**Il ne faut pas oublier que nos organisations communistes de la périphérie, dans les républiques et les régions, ne peuvent se développer et se mettre sur pied, donner naissance à de vrais cadres marxistes internationalistes, que si elles triomphent du nationalisme. Le nationalisme est le principal obstacle idéologique à la formation de cadres marxistes, d'une avant-garde marxiste à la périphérie et dans les Républiques. L'histoire de notre Parti atteste que le Parti bolchévik, dans sa portion russe, a grandi et s'est fortifié en combattant le menchévisme, parce que le menchévisme est l'idéologie de**

la bourgeoisie, le véhicule de l'idéologie bourgeoise dans notre Parti et que celui-ci n'aurait pu se mettre debout s'il n'en avait triomphé. Ilitch l'a écrit à plusieurs reprises. Ce n'est qu'à mesure qu'il triomphait du menchévisme, de ses formes d'organisation et de son idéologie, que le bolchévisme a grandi et s'est consolidé en tant que véritable parti dirigeant. Il faut en dire autant du nationalisme en ce qui touche nos organisations communistes de la périphérie et des républiques. Le nationalisme joue pour ces organisations le même rôle qu'autrefois le menchévisme pour le Parti bolchévik. Ce n'est que sous le couvert du nationalisme que toutes sortes d'influences bourgeoises, les influences menchéviks y comprises, peuvent pénétrer dans nos organisations de la périphérie. Dans les Républiques, nos organisations ne peuvent devenir marxistes que si elles savent tenir tête au courant nationaliste qui s'ingénie à pénétrer dans notre Parti à la périphérie, et cela parce que la bourgeoisie renaît, que la Nep se développe et le nationalisme aussi; parce qu'il y a les survivances du chauvinisme grand-russe qui, à leur tour, stimulent le nationalisme local; parce qu'il y a l'influence des Etats étrangers qui soutiennent le nationalisme par tous les moyens. Dans les Républiques et les régions, la lutte contre cet ennemi est une chose par où nos organisations communistes sont obligées de passer si elles veulent se fortifier en tant qu'organisations vraiment marxistes. Il n'existe pas d'autre voie. Et dans cette lutte, les droitiers se montrent faibles. Faibles parce qu'ils sont contaminés par le scepticisme à l'égard du Parti et qu'ils cèdent facilement à l'influence du nationalisme. Voilà par où pèche l'aile droite des organisations communistes dans les Républiques et régions.

Mais les « gauches » de la périphérie pèchent non moins gravement, sinon plus. Si les organisations communistes de la périphérie ne peuvent pas se consolider, se développer de façon à donner naissance à de vrais cadres marxistes, à moins de surmonter le nationalisme, ces cadres à leur tour ne peuvent devenir des organisations de masse, ne peuvent grouper autour d'eux la majorité des masses laborieuses que s'ils apprennent à être suffisamment souples pour attirer dans nos institutions d'Etat tous les éléments nationaux tant soit peu loyaux, en leur faisant des concessions; que s'ils apprennent à manœuvrer entre une lutte énergique contre le nationalisme dans le Parti et une lutte non moins énergique pour faire

participer au travail soviétique tous les éléments plus ou moins loyaux qui se trouvent parmi les hommes du pays, les intellectuels, etc. Les « gauchistes » de la périphérie sont plus ou moins exempts de cette attitude sceptique à l'égard du Parti, de cette tendance à se laisser influencer par le nationalisme. Mais leur péché est de ne pas savoir se montrer souples à l'égard des éléments de démocratie bourgeoise, ou simplement des éléments loyaux qui existent dans la population; de ne pas savoir ni vouloir manœuvrer pour entraîner ces éléments; de dénaturer la ligne du Parti, qui vise à gagner la majorité de la population laborieuse du pays. Cette souplesse, cette capacité de manœuvrer entre la lutte contre le nationalisme et la lutte pour attirer dans nos institutions d'Etat les éléments tant soit peu loyaux, il faut les acquérir et les développer coûte que coûte. Nous ne pouvons les acquérir et les développer que *si* nous tenons compte de toute la complexité et des particularités spécifiques de la situation dans nos régions et nos Républiques: *si* nous ne cherchons pas à transplanter purement et simplement à la périphérie les modèles mis au point dans les régions centrales industrielles, qui ne sauraient être transplantés là tels quels; *si* nous ne rebutons pas les éléments de la population imbus d'esprit nationaliste, les petits-bourgeois nationalistes; *si* nous apprenons à entraîner ces éléments à l'œuvre générale de l'administration de l'Etat. Le péché des « gauchistes », c'est qu'ils sont contaminés par le sectarisme et ne comprennent pas l'importance primordiale de ces tâches complexes du Parti dans les Républiques et les régions nationales.

Si les droitiers sont dangereux, en raison de la facilité avec laquelle ils se laissent influencer par le nationalisme, ce qui fait qu'ils peuvent entraver la croissance de nos cadres communistes à la périphérie, le danger que représentent les « gauchistes », c'est que dans leur engouement pour un « communisme » simplifié et hâtif, ils peuvent détacher notre Parti de la paysannerie et des larges couches de la population locale.

Lequel de ces dangers est le plus grave? Si les camarades qui dévient « à gauche » pensent poursuivre à la périphérie leur politique de dissociation artificielle de la population, — et cette politique a été pratiquée non seulement en Tchetchénie et dans la région des Yakoutes, non seulement au Turkestan... (*Ibrahimov* : « C'est la tactique de différenciation »)... Ibrahimov a imaginé à présent de substituer la

tactique de différenciation à la tactique de dissociation, mais cela ne change rien à l'affaire, — s'ils pensent, dis-je, poursuivre leur politique de dissociation par en haut; s'ils pensent que l'on peut transplanter tels quels les modèles russes dans un milieu spécifiquement national, sans tenir compte des mœurs et des conditions concrètes; s'ils pensent qu'en combattant le nationalisme, il faut en même temps jeter pardessus bord tout ce qui est national; en un mot, si les communistes de « gauche », à la périphérie, pensent rester incorrigibles, je dois dire que des deux dangers, celui de « gauche » peut se révéler le plus grave.

C'est là tout ce que je voulais dire sur les « gauchistes » et les droitiers. J'ai quelque peu pris les devants, mais c'est parce que toute la Conférence en avait fait autant en anticipant sur la discussion du deuxième point.

Il faut stimuler les droitiers pour les obliger, pour leur apprendre à combattre le nationalisme, afin de forger de vrais cadres communistes avec les hommes du pays. Mais il faut de même stimuler les « gauches » pour leur apprendre à être souples, à savoir manœuvrer afin de gagner les larges masses de la population. Il faut faire tout cela parce que la vérité se situe « au milieu », entre les droitiers et les « gauchistes », ainsi que Khodjanov l'a justement remarqué.

## III. MESURES PRATIQUES POUR L'APPLICATION DE LA RESOLUTION DU XII[e] CONGRES DU PARTI SUR LA QUESTION NATIONALE.

*Rapport sur le second point de l'ordre du jour*

**(10 juin)**

Camarades,

Vous avez déjà dû recevoir le projet de plate-forme[1] du Bureau politique sur la question nationale (*Des voix* : Tout le monde ne l'a pas). Cette plate-forme se rapporte au deuxième point de l'ordre du jour et à toutes ses subdivisions. Vous avez reçu en tout cas l'ordre du jour de la

1. Voir, dans le présent volume, p. 243 et suiv. (*N.R.*)

Conférence sous la forme d'une dépêche chiffrée du Comité central.

On peut diviser les propositions du Bureau politique en trois groupes.

Le premier groupe de questions concerne le renforcement, dans les Républiques et les régions, des cadres communistes composés d'hommes de l'endroit.

Le deuxième groupe embrasse tout ce qui se rapporte à l'application pratique des décisions concrètes du XIIe Congrès sur la question nationale, à savoir : la participation des éléments travailleurs de la population locale à l'œuvre d'organisation du Parti et de l'administration soviétique; les mesures nécessaires pour élever le niveau culturel de la population locale; l'amélioration de la situation économique des républiques et des régions, compte tenu des particularités spécifiques du mode d'existence; enfin, le développement des coopératives dans les régions et les Républiques, les transferts d'usines, la création de foyers d'industrie, etc. Ce groupe de questions touche aux tâches économiques, culturelles et politiques des régions et des Républiques en conformité avec les conditions locales.

Le troisième groupe concerne la Constitution de l'Union des Républiques en général, et en particulier les amendements apportés à cette Constitution en vue d'instituer une seconde Chambre du Comité exécutif central de l'Union. Ce dernier groupe de questions se rattache, on le sait, à la prochaine session du Comité exécutif central de l'Union.

J'aborde le premier groupe : comment former et renforcer des cadres marxistes composés d'hommes de l'endroit, qui seront susceptibles de constituer le rempart principal et, en dernière analyse, décisif, du pouvoir des Soviets à la périphéric? Si l'on examine le développement de notre Parti (je prends sa portion russe, qui en constitue l'essentiel) et si l'on en suit les principales étapes; puis si, par analogie, on imagine ce que sera, dans l'immédiat, le développement de nos organisations communistes dans les régions et les républiques, je crois que l'on trouvera la clé des particularités qui, dans ces pays, marquent le développement de notre Parti.

Dans la première période du développement de notre Parti, de sa portion russe, la tâche essentielle était de créer des cadres, des cadres marxistes. Ces cadres marxistes, ils se sont façonnés, forgés durant la lutte contre le menché-

visme. Leur tâche en ce temps, au cours de cette période, — qui va de la fondation du Parti bolchévik à l'expulsion des liquidateurs, incarnation la plus achevée du menchévisme, — la tâche essentielle en ce temps était de gagner au bolchévisme les éléments les plus actifs, les plus honnêtes, les plus éminents de la classe ouvrière, de créer des cadres, de forger une avant-garde. A l'époque, la lutte était dirigée au premier chef contre les courants de caractère bourgeois, notamment le menchévisme, qui empêchaient de rassembler ces cadres, d'en faire un tout, d'en faire le noyau fondamental du Parti. Le Parti, alors, ne voyait pas encore s'imposer à lui, en tant que besoin immédiat et vital, la tâche de nouer de larges contacts avec les millions d'ouvriers et de paysans travailleurs, de conquérir ces masses, de conquérir la majorité dans le pays. Le Parti n'en était pas encore là.

Ce n'est qu'à la phase suivante du développement de notre Parti, à son deuxième stade, lorsque ces cadres eurent grandi, qu'ils eurent constitué le noyau fondamental de notre Parti, que nous eûmes gagné, ou presque, la sympathie des meilleurs éléments de la classe ouvrière, c'est alors seulement que le Parti vit s'imposer à lui, en tant que besoin immédiat et urgent, la tâche de conquérir les masses, de transformer les cadres du Parti en un véritable parti ouvrier de masse. Durant cette période, le noyau de notre Parti eut à lutter moins contre le menchévisme que contre les éléments de « gauche » de notre Parti, les « otzovistes » de tout acabit, qui tentaient de substituer une phraséologie révolutionnaire à l'étude sérieuse des particularités de la situation nouvelle créée depuis 1905, entravaient par leur tactique « révolutionnaire » simpliste la transformation des cadres de notre Parti en un véritable parti de masse et menaçaient par leurs agissements de couper le Parti des larges masses ouvrières. Est-il besoin de démontrer que s'il n'avait engagé une lutte résolue contre ce danger de « gauche », s'il n'en avait triomphé, le Parti n'aurait jamais pu gagner à sa cause des millions de travailleurs?

Tel est, en gros, le tableau de la lutte sur les deux fronts : contre les droitiers, c'est-à-dire les menchéviks, et contre les « gauchistes »; le tableau du développement de notre Parti considéré dans sa portion russe, la portion essentielle.

Le camarade Lénine a tracé d'une façon suffisamment concluante ce tableau nécessaire, inévitable, du développement des Partis communistes, dans sa brochure *La Maladie*

*infantile du communisme*. Il y a démontré que les Partis communistes d'Occident doivent passer et sont déjà en train de passer, à peu près, par les mêmes phases de développement. Nous ajouterons, pour notre part, qu'il faut en dire autant du développement de nos organisations communistes et de nos Partis communistes à la périphérie.

Il convient toutefois de noter que, malgré l'analogie qui existe entre ce qu'a connu le Parti dans le passé et ce que connaissent actuellement nos organisations du Parti à la périphérie, il existe dans les républiques et les régions nationales certaines particularités essentielles du développement de notre Parti dont il faut tenir compte à tout prix et avec soin, sans quoi nous risquons de commettre une série d'erreurs des plus graves dans la fixation des tâches que comporte la formation de cadres marxistes avec les hommes de l'endroit.

Passons à l'examen de ces particularités.

Il est nécessaire et obligatoire de combattre les éléments de droite et de « gauche » dans nos organisations de la périphérie; sinon, nous ne pourrons pas former des cadres marxistes étroitement liés aux masses. Voilà qui est évident. Mais ce qui caractérise la situation dans les régions périphériques et ce qui la distingue du développement de notre Parti dans le passé, c'est que dans ces régions les cadres se forgent et se transforment en parti de masse non sous un régime bourgeois, comme ce fut le cas pour notre Parti, mais sous le régime soviétique, sous la dictature du prolétariat. Autrefois, sous le régime bourgeois, on pouvait, et il fallait, étant donné les conditions d'alors, frapper *d'abord* les menchéviks (pour former des cadres marxistes), et *ensuite* les « otzovistes » (pour faire de ces cadres un parti de masse), la lutte contre ces deux déviations remplissant deux périodes entières de l'histoire de notre Parti. Maintenant, dans les conditions présentes, nous ne pouvons agir de même; maintenant, le Parti est au pouvoir, et le Parti au pouvoir a besoin, dans les régions périphériques, de cadres marxistes sûrs, composés d'hommes de l'endroit liés aux larges masses de la population. Maintenant, nous ne pouvons pas vaincre *d'abord* le danger de droite avec l'aide des « gauchistes », comme ce fut le cas dans l'histoire de notre Parti, et *ensuite* le danger de « gauche » avec l'aide des droitiers : maintenant, nous devons soutenir la lutte *à la fois* sur les deux fronts, en nous attachant à vaincre les deux dangers, afin d'obtenir en définitive dans les régions périphériques des cadres qui soient composés

d'hommes de l'endroit ayant une formation marxiste et liés aux masses. On pouvait parler autrefois de cadres qui n'étaient pas encore liés aux larges masses, cette liaison devant s'établir à la phase suivante du développement; maintenant, cela serait ridicule; on ne saurait imaginer en effet, sous le pouvoir des Soviets, des cadres marxistes qui ne soient liés, d'une manière ou de l'autre, aux larges masses. Ce serait là des cadres qui n'auraient rien de commun ni avec le marxisme, ni avec un parti de masse. Tout cela complique beaucoup la question et met nos organisations du Parti des régions périphériques dans la nécessité de lutter simultanément contre les droitiers et les « gauchistes ». D'où la position de notre Parti engagé dans la lutte, en même temps, sur les deux fronts, contre les deux déviations.

Il faut noter ensuite que le développement de nos organisations communistes de la périphérie ne s'opère pas d'une façon isolée, comme ce fut le cas, dans l'histoire de notre Parti, pour sa portion russe, mais sous l'action immédiate du noyau fondamental de notre Parti, qui sait par expérience non seulement former des cadres marxistes, mais aussi assurer leur liaison avec les larges masses de la population, et appliquer l'art de la manœuvre révolutionnaire dans la lutte pour le pouvoir des Soviets. Ce qui distingue à cet égard la situation dans les régions de la périphérie, c'est qu'en fonction des conditions propres au développement du pouvoir des Soviets dans ces pays, nos organisations du Parti y peuvent et doivent manœuvrer pour consolider la liaison avec les larges masses de la population, en utilisant à cet effet la riche expérience accumulée par le Parti dans la période précédente. Jusqu'à ces tout derniers temps, le Comité central du P.C.R. avait coutume de manœuvrer dans les régions périphériques directement, par-dessus la tête des organisations communistes locales, parfois même de façon à les éviter, en attirant à l'œuvre générale d'édification du pouvoir des Soviets tous les éléments nationaux plus ou moins loyaux. Dorénavant, ce sont les organisations du Parti de la périphérie qui devront elles-mêmes effectuer ce travail. Elles peuvent et doivent le faire, en se rappelant bien que c'est là le meilleur moyen de transformer les cadres marxistes composés d'hommes de l'endroit en un véritable parti de masse, capable d'entraîner à sa suite la majorité de la population.

Telles sont les deux particularités dont il faudra tenir un compte rigoureux pour déterminer la ligne de notre Parti

dans les régions de la périphérie, en ce qui concerne la formation de cadres marxistes et la conquête, par ces cadres, des larges masses de la population.

Je passe au second groupe de questions. Comme les camarades n'ont pas tous reçu le projet de plate-forme, je vais en donner lecture et le commenter.

En premier lieu, les « mesures pour entraîner les éléments prolétariens et semi-prolétariens à l'œuvre d'organisation du Parti et de l'Etat soviétique ». Dans quel but? Pour rapprocher de la population l'appareil du Parti et surtout celui de l'administration soviétique. On doit faire usage, dans ces appareils, des langues que comprennent les larges masses de la population; sinon, il sera impossible de les rapprocher de cette dernière. Si l'objectif du Parti est de rendre le pouvoir des Soviets cher aux masses, il ne pourra l'atteindre qu'en rendant ce pouvoir compréhensible aux masses. Il faut que les hommes qui se trouvent à la tête des administrations d'Etat, et ces administrations elles-mêmes fassent usage de la langue que la population comprend. Il faut chasser des administrations les éléments chauvins, qui s'attachent à ruiner les sentiments d'amitié et de solidarité entre les peuples de l'Union; il faut en épurer nos administrations, à Moscou comme dans les Républiques, et placer à la tête des administrations d'Etat dans les républiques des hommes du pays, au courant de la langue et des mœurs de la population.

Je me souviens qu'il y a deux ans le président du Conseil des commissaires du peuple de Kirghizie était Pestkovski, qui ne parlait pas kirghiz. A cette époque déjà, cette circonstance rendait extrêmement difficile le resserrement des liens entre le gouvernement de la République de Kirghizie et les masses paysannes de ce pays. C'est pourquoi le Parti a fait en sorte que l'actuel président du Conseil des commissaires du peuple de la République de Kirghizie soit un Kirghiz.

Je me souviens aussi qu'un groupe de camarades de Bachkirie a proposé l'an dernier un camarade russe pour la présidence du Conseil des commissaires du peuple de ce pays. Le Parti a catégoriquement rejeté cette proposition et assuré la nomination d'un Bachkir.

Notre tâche est de suivre cette ligne et, d'une manière plus générale, de conférer progressivement un caractère national aux administrations gouvernementales dans toutes

**les républiques et les régions nationales et, au premier chef. dans une république de l'importance de l'Ukraine.**

**En deuxième lieu :**

> **procéder au choix et au recrutement des éléments plus ou moins loyaux qui se trouvent parmi les intellectuels locaux, tandis que d'autre part on travaillera à former des cadres soviétiques recrutés parmi les membres du Parti.**

**Cette thèse ne demande pas d'éclaircissements spéciaux. Maintenant que le pouvoir appartient à la classe ouvrière, qui a groupé autour d'elle la majorité de la population, il n'y a pas lieu de craindre la participation d'éléments plus ou moins loyaux, jusques et y compris d'anciens « octobristes », à l'œuvre d'organisation de l'Etat soviétique. Il faut absolument, au contraire, faire participer tous ces éléments à la tâche dans les Républiques et régions nationales, afin de les assimiler et de les soviétiser au cours même de ce travail.**

**En troisième lieu :**

> **organiser pour les ouvriers et les paysans sans-parti des conférences où des membres du gouvernement présenteront des rapports sur les mesures prises par le pouvoir des Soviets.**

**Je sais que de nombreux commissaires du peuple, dans les Républiques, en Kirghizie, par exemple, n'aiment pas se rendre en province, fréquenter les réunions de paysans, prendre la parole dans les meetings, informer les larges masses de ce que le Parti et le pouvoir des Soviets font dans les questions qui tiennent particulièrement à cœur aux paysans. Il faut mettre un terme à cet état de choses. Il faut convoquer absolument des conférences d'ouvriers et de paysans sans-parti et y faire connaître aux masses l'œuvre du pouvoir des Soviets. Sinon, on ne saurait même pas songer à rapprocher du peuple l'appareil d'Etat.**

**Poursuivons : « Mesures pour élever le niveau culturel de la population locale. » On propose un certain nombre de mesures qui sont naturellement loin d'épuiser la question. Les voici : *a*) « créer des clubs (sans-parti) et autres institutions éducatives fonctionnant dans la langue du pays »; *b*) « développer le réseau des établissements d'enseignement**

de tous les degrés où l'instruction sera donnée dans la langue du pays »; *c*) « faire appel aux instituteurs plus ou moins loyaux »; *d*) « créer un réseau de sociétés chargées de répandre l'instruction dans la langue du pays »; *e*) « organiser des maisons d'édition ». Toutes ces mesures sont claires et compréhensibles. Aussi ne demandent-elles pas d'explications spéciales.

Poursuivons : « Œuvre d'organisation économique dans les Républiques et régions nationales du point de vue des particularités de leur genre de vie ». Les mesures que le Bureau politique propose, en conséquence, sont les suivantes : *a*) « régler les déplacements de population et y mettre un terme là où il le faut »; *b*) « assurer à la population *laborieuse* locale des terres prélevées sur les fonds de l'Etat »; *c*) « mettre le crédit agricole à la portée de la population locale »; *d*) « intensifier les travaux d'irrigation »; *e*) « transférer des fabriques et des usines dans les Républiques riches en matières premières » ;*f*) « organiser des écoles professionnelles et techniques »; *g*) « organiser des cours d'agriculture »; et enfin : *h*) « encourager au maximum la coopération, et en particulier la coopération artisanale (en vue d'y attirer les artisans à domicile)».

Je dois insister sur ce dernier point en raison de son importance toute particulière. Autrefois, au temps des tsars, l'évolution était la suivante : le koulak s'enrichissait, le capital agricole se développait, la masse des paysans moyens se trouvait en état d'équilibre instable, tandis que les larges masses de la paysannerie, les larges masses de petits cultivateurs se débattaient dans l'étau de la ruine et de la misère. Mais à présent, sous la dictature du prolétariat, quand le crédit, la terre et le pouvoir sont aux mains de la classe ouvrière, il est impossible, malgré la Nep, malgré la renaissance du capital privé, que l'évolution se fasse comme autrefois. Les camarades ont absolument tort, qui affirment qu'en raison des progrès de la Nep, nous verrons se renouveler la vieille histoire du développement des koulaks aux dépens de la majorité des paysans, vouée à la ruine. Cette voie n'est pas la nôtre. Dans les conditions nouvelles, quand le prolétariat est au pouvoir, quand il a en main les fils principaux de l'économie, l'évolution doit suivre une autre voie, celle de l'union des petits exploitants agricoles en coopératives de tout genre, que le gouvernement soutiendra dans leur lutte contre le capital privé; celle de la participation progressive

des millions de petits exploitants à l'édification du socialisme. par l'intermédiaire des coopératives; celle de l'amélioration progressive de la situation économique des petits exploitants (au lieu qu'ils s'appauvrissent). A cet égard, « l'aide maxima aux coopératives » des régions de la périphérie, pays essentiellement ruraux, a une importance primordiale pour le développement économique à venir de l'Union des Républiques.

Poursuivons: « Mesures pratiques pour organiser des formations militaires nationales. » J'estime que avons trop tardé à mettre au point les mesures de cet ordre. Nous devons créer des formations militaires nationales. Cela ne se fera naturellement pas en un jour, mais on peut et on doit procéder, dès à présent, à l'ouverture d'écoles militaires dans les Républiques et les régions, afin de former, dans un délai fixé, des cadres composés d'hommes du pays, qui pourront servir ensuite de noyau aux formations nationales. C'est une tâche qu'il est absolument nécessaire d'entreprendre et de poursuivre. Si nous avions des formations militaires nationales sûres, pourvues de cadres sûrs, dans des Républiques comme le Turkestan. l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, notre République se trouverait en bien meilleure posture, aussi bien au point de vue défensif qu'au cas où nous nous verrions contraints d'entrer en action. Nous devons nous mettre à l'œuvre sans tarder. Il nous faudra, bien entendu, augmenter nos effectifs de 20.000 à 25.000 hommes, mais cela ne doit pas constituer un obstacle insurmontable.

Je ne m'étendrai pas sur les autres points (voyez le projet de plate-forme), parce qu'ils vont de soi et ne demandent aucun éclaircissement.

Troisième groupe de questions : celles qui se rapportent à l'institution d'une seconde Chambre du Comité exécutif central de l'Union et à l'organisation des commissariats du peuple de l'Union des Républiques. On a dégagé les principaux problèmes, ceux qui sautent aux yeux tout d'abord, sans que la liste de ces questions ne puisse, bien entendu, être considérée comme complète.

La seconde Chambre, telle que le Bureau politique la conçoit, est partie constitutive du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. On a proposé de créer, à côté du Comité exécutif central existant, un Soviet suprême des Nationalités qui ne ferait point partie du Comité exécutif central. Ce projet a été repoussé et le Bureau politique a estimé plus rationnel

de diviser le Comité exécutif central lui-même en deux Chambres, dont la première, qu'on pourra appeler Soviet de l'Union, sera élue au Congrès des Soviets de l'Union des Républiques, tandis que la seconde, qu'il conviendrait d'appeler Soviet des Nationalités, sera élue par les Comités exécutifs centraux des Républiques et par les Congrès des régions nationales, à raison de cinq représentants par République et d'un par région, l'élection de ces représentants devant être validée par le Congrès des Soviets de l'Union des Républiques.

En ce qui concerne les droits de la seconde Chambre par rapport à la première, nous nous sommes arrêtés au principe de l'égalité. Chacune aura un présidium, qui n'exercera pas de fonctions législatives. Les deux Chambres réunies éliront d'autre part un Présidium commun, investi de l'autorité suprême dans l'intervalle des sessions du Comité exécutif central. Aucun projet, qu'il soit présenté à l'une ou l'autre des deux Chambres, n'aura force de loi s'il n'a été approuvé par les deux; autrement dit, l'égalité des Chambres est complète.

Poursuivons sur la question du Présidium du Comité exécutif central. J'en ai déjà parlé en passant. Le Bureau politique estime qu'on ne saurait admettre l'existence de deux présidiums ayant des pouvoirs législatifs. Le Présidium, s'il est l'autorité suprême, ne peut se diviser en deux ou en plusieurs parties: l'autorité suprême doit être unique. Il a donc semblé rationnel que le Présidium commun du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. fût composé des présidiums des deux Chambres, plus quelques personnes élues par les deux Chambres réunies, c'est-à-dire en séance plénière du Comité exécutif central.

Vient ensuite la question du nombre des commissariats fusionnés. Vous savez que, d'après l'ancienne Constitution, celle qui a été adoptée l'an dernier au Congrès des Soviets de l'Union, les questions relatives à la guerre, aux affaires étrangères, au commerce extérieur, aux P.T.T. et aux chemins de fer sont du ressort du Conseil des commissaires du peuple de l'Union; cependant, cinq autres commissariats reçoivent le nom de directifs, ce qui veut dire que le Conseil supérieur de l'Economie nationale, les commissariats du peuple au Ravitaillement, aux Finances, au Travail et l'Inspection ouvrière et paysanne sont une organisation à deux degrés; enfin, les six autres commissariats sont indépendants.

Ce projet a été critiqué par une partie des Ukrainiens : Rakovski, Skrypnik et d'autres. Mais le Bureau politique a rejeté la proposition des Ukrainiens de transférer les commissariats du peuple des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de la catégorie des commissariats fusionnés dans celle des commissariats directifs, et il a adopté pour l'essentiel les principales dispositions de la Constitution dans l'esprit des décisions de l'an dernier.

Telles sont, dans l'ensemble, les considérations qui ont inspiré le Bureau politique pour l'élaboration du projet de plate-forme.

Je crois que sur la question de la Constitution de l'Union des Républiques et de la seconde Chambre, la Conférence devra se borner à un bref échange de vues, d'autant plus que la commission de la session plénière du Comité central s'occupe de cette question [1]. Des mesures pratiques pour l'application des décisions du XII[e] Congrès, il faudra, je crois, parler plus en détail. Quant au renforcement des cadres marxistes composés d'hommes du pays, on devra lui consacrer une grande partie des débats.

Je pense qu'avant d'ouvrir la discussion il serait bon d'entendre les rapports que les camarades des différentes Républiques et régions présenteront en se basant sur la documentation qu'ils ont apportée avec eux.

## IV. DISCOURS DE CLOTURE DES DEBATS
## (12 juin)

Je voudrais avant tout dire quelques mots des rapports des camarades et, d'une façon générale, du caractère de la Conférence à la lumière des rapports présentés. Bien que cette Conférence soit la quatrième depuis que le pouvoir des Soviets existe, c'est la seule qui soit tout à fait digne de

---

1. Cette commission, chargée de mettre au point les propositions pratiques relatives à la formation de l'U.R.S.S., fut créée par décision de l'assemblée plénière du Comité central du P.C.(b)R. en date du 24 février 1923. Elle était présidée par Staline et comprenait des représentants des organisations du Parti de toutes les Républiques fédérales. C'est sous sa direction que fut élaboré le projet de Constitution de l'U.R.S.S. (*N.R.*)

ce nom et où des rapports plus ou moins complets et solidement étayés aient été présentés par les délégués des républiques et des régions. De ces rapports il résulte que dans les régions et les républiques, les cadres communistes ont fait des progrès, qu'ils apprennent à travailler seuls. J'estime que l'abondante documentation que les camarades nous ont présentée ici, l'expérience du travail dans les régions et les républiques dont ils ont donné la preuve ici, doivent absolument être portées à la connaissance de tout le Parti par les procès-verbaux de cette Conférence. Les hommes ont grandi et vont de l'avant, ils apprennent à gouverner : telle est la première conclusion, la première impression qui se dégage de ces rapports.

Si l'on passe à leur contenu, on peut diviser les documents présentés en deux groupes : les rapports des représentants des Républiques socialistes et ceux des représentants des Républiques populaires, non socialistes (Boukhara, Khorezm).

Abordons l'examen du premier groupe. Il en ressort que, si l'on se demande dans quelle mesure l'appareil du Parti, et surtout de l'Etat, s'est rapproché de la langue et du mode de vie du peuple, c'est la Géorgie qui doit être regardée comme la République la plus évoluée, la plus avancée. Après la Géorgie vient l'Arménie. Puis les autres Républiques et régions. Voilà, selon moi, une conclusion indiscutable. Cela s'explique par le niveau de culture plus élevé de la Géorgie et de l'Arménie. En Géorgie, la proportion des personnes sachant lire et écrire est assez forte; elle atteint 80 %, en Arménie, elle n'est pas inférieure à 40 %. Tel est le secret de l'avance que ces deux pays ont prise sur les autres républiques. Il s'ensuit que moins un pays, une République, une région compte d'analphabètes, plus il est cultivé, plus aussi l'appareil du Parti, l'appareil de l'Etat soviétique sont proches du peuple, de sa langue et de son mode de vie. Ceci, toutes choses égales, bien entendu. Voilà qui est clair, et il n'y a rien de nouveau dans cette conclusion; mais précisément parce qu'il n'y a là rien de nouveau, on oublie souvent cette conclusion et il n'est pas rare que l'on tente de mettre le retard culturel et, partant, le retard des institutions politiques, sur le compte des « erreurs » de la politique du Parti, sur le compte des conflits, etc., alors que la raison de tout cela est l'instruction insuffisante, le manque de culture. Voulez-vous faire avancer votre pays sous le rapport des institutions politiques? Développez l'instruction de la population.

élevez le degré de culture du pays, et le reste viendra de lui-même.

Si l'on envisage le problème sous cet angle et si l'on considère la situation dans les différentes Républiques à la lumière de ces rapports, il faut reconnaître que la situation, l'état de choses actuel du Turkestan sont les plus fâcheux, les plus alarmants. Retard culturel, proportion d'analphabètes terriblement élevée: divorce profond entre l'appareil d'Etat, d'une part, et la langue, le mode de vie des peuples du Turkestan, d'autre part; rythme de développement extrêmement lent : tel est le tableau. Il est pourtant clair que de toutes les Républiques soviétiques, le Turkestan est la plus importante pour le développement de la révolution en Orient, non seulement parce qu'il présente une combinaison des nationalités dont les rapports avec l'Orient sont les plus étroits, mais aussi parce que, du fait de sa position géographique, il s'enfonce au cœur même de cet Orient qui est exploité au maximum et où s'est accumulé le maximum de matière explosive pour la lutte contre l'impérialisme. C'est pourquoi le Turkestan actuel est le point le plus faible du pouvoir des Soviets. Nous devons en faire une République modèle, un poste avancé du développement de la révolution en Orient. Il est donc nécessaire de concentrer notre attention sur ce pays, d'y élever le niveau culturel des masses, d'y nationaliser l'appareil d'Etat et ainsi de suite. Cette tâche, nous devons nous en acquitter coûte que coûte, sans regarder à l'effort, sans reculer devant les sacrifices.

Il faut considérer l'Ukraine comme le second point faible du pouvoir des Soviets. Au point de vue de la culture du développement de l'instruction, etc., la situation y est la même, ou peu s'en faut, qu'au Turkestan. L'appareil d'Etat y est aussi éloigné de la langue et du mode de vie du peuple qu'au Turkestan. Or, ce pays a, pour les peuples d'Occident, la même importance que le Turkestan pour ceux d'Orient. La situation de l'Ukraine est encore compliquée par certaines particularités du développement industriel. Les principales industries : les mines et la métallurgie, n'y ont pas jailli du sol par suite du développement naturel de l'économie nationale; elles ont été créées d'en haut, introduite, artificiellement implantées du dehors. Aussi le prolétariat de ces industries n'est-il pas d'origine locale et ne parle-t-il pas ukrainien. Il suit de là que l'action culturelle de la ville sur les campagnes et l'alliance du prolétariat et de la paysannerie

ont été rendues beaucoup plus difficiles par cette différence dans la composition nationale du prolétariat et de la paysannerie. Il faut tenir compte de cela en travaillant à faire de l'Ukraine une République modèle, ce qu'elle doit absolument devenir en raison de son énorme importance pour les peuples d'Occident.

Je passe aux rapports sur le Khorezm et Boukhara. Du Khorezm, je ne dirai rien, en raison de l'absence de son représentant : comment critiquer l'activité du Parti communiste du Khorezm et de son gouvernement rien qu'en se fondant sur la documentation dont dispose le Comité central? Ce que Broïdo a dit ici du Khorezm concerne le passé et n'a que peu de rapports avec la situation présente. Du Parti il a dit qu'il comptait 50 % de marchands, etc. Il en était peut-être ainsi dans le passé, mais on y procède actuellement à une épuration: pas une carte du Parti n'y a été délivrée; à proprement parler, il n'y a pas de Parti là-bas, et on ne pourra en parler qu'après l'épuration. On dit que le Parti compte là-bas plusieurs milliers de membres. Je crois qu'après l'épuration il n'en restera pas plus de quelques centaines. La situation était exactement la même, l'an dernier, à Boukhara, où l'on a compté 16.000 membres du Parti avant l'épuration et pas plus d'un millier après.

Je passe au rapport sur Boukhara. A ce propos, je dois dire, au préalable, deux mots du ton général et du caractère des rapports présentés. J'estime qu'en général les rapports sur les Républiques et les régions étaient véridiques, qu'en général ils ne s'écartaient pas de la réalité. Un seul s'en est écarté totalement : le rapport sur Boukhara. Ce n'est même pas un rapport, mais de la diplomatie d'un bout à l'autre : tout ce qu'il y a de négatif à Boukhara s'y trouve estompé, voilé; tout ce qui brille extérieurement et saute aux yeux est mis au premier plan, en montre. Conclusion : à Boukhara, tout va pour le mieux. J'estime que nous sommes venus à cette conférence non pas pour faire assaut de diplomatie, pour nous montrer aimables l'un envers l'autre, tout en essayant de nous mener l'un l'autre par le bout du nez, mais pour dire toute la vérité, pour faire apparaître toutes les plaies, comme il sied à des communistes, pour les mettre à nu et trouver les moyens d'y porter remède. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrons aller de l'avant. A cet égard, le rapport de Boukhara se distingue de tous les autres par son caractère mensonger. Ce n'est pas par hasard que

j'ai interrrogé ici le rapporteur sur la composition du Conseil des Nazirs de Boukhara. Le Conseil des Nazirs, c'est le Conseil des commissaires du peuple. Comprend-il des « dehkans », c'est-à-dire des paysans? Le rapporteur n'a pas répondu. Mais j'ai quant à moi certaines informations sur ce sujet. Eh bien, il n'y a pas un seul paysan dans le gouvernement de Boukhara. Parmi ses neuf ou onze membres, on trouve le fils d'un riche négociant, un marchand, un intellectuel, un mullah, un marchand, un intellectuel, encore un marchand, mais pas un seul paysan. Or on sait que Boukhara est un pays exclusivement paysan.

Cette question est en rapport direct avec celle de la politique du gouvernement de Boukhara. Quelle est la politique de ce gouvernement, à la tête duquel se trouvent des communistes? Tient-il compte des intérêts de la paysannerie, de sa paysannerie? Je citerai seulement deux faits qui illustrent la politique de ce gouvernement, à la tête duquel se trouvent des communistes. D'un document signé par des camarades investis de hautes responsabilités et par de vieux membres du Parti, il ressort, par exemple, que la Banque d'Etat de Boukhara a, depuis qu'elle existe, accordé 75 % de ses crédits aux négociants privés et 2 % aux coopératives paysannes. En chiffres absolus, cela se traduit ainsi : sept millions de roubles-or aux négociants et 220.000 aux paysans. Autre chose : à Boukhara, on n'a pas confisqué la terre. Mais l'on a confisqué le bétail de l'émir... au profit des paysans. Et quel est le résultat? Il ressort de ce même document qu'environ 2.000 têtes de bétail ont été confisquées pour les paysans, mais que ceux-ci n'en ont reçu qu'environ 200; le reste a été vendu, — vendu, il va sans dire, à des citoyens aisés.

Et ce gouvernement-là se dit soviétique, populaire! Est-il besoin de démontrer que l'activité du gouvernement de Boukhara, telle qu'elle vient d'être dépeinte, n'a rien de populaire ni de soviétique?

Le rapporteur a peint sous les couleurs les plus radieuses les rapports du peuple de Boukhara avec la R.S.F.S.R. et l'Union des Républiques. A l'en croire, tout va pour le mieux, à cet égard aussi. La République de Boukhara veut, paraît-il, entrer dans l'Union. Le rapporteur estime apparemment qu'il suffit de vouloir entrer dans l'Union des Républiques pour trouver la porte toute grande ouverte. Non, camarades, ce n'est pas si simple. Il faut encore demander si l'on veut

bien vous admettre dans l'Union des Républiques. Avant d'entrer dans l'Union, il faut mériter aux yeux de ses peuples le droit d'y être admis, il faut conquérir ce droit. Je dois rappeler aux camarades de Boukhara qu'on n'entre pas dans l'Union des Républiques comme dans un moulin.

Je voudrais, enfin, en achevant la première partie de ce discours qui marque le terme de la discussion sur les rapports, parler d'un de leurs traits caractéristiques. Personne, pas un seul rapporteur n'a répondu à la question posée dans l'ordre du jour de la conférence : existe-t-il des réserves disponibles, inutilisées, de militants locaux? Personne n'a répondu à cette question, personne ne l'a même abordée, si ce n'est Grinko, qui n'est pourtant pas rapporteur. Or elle a une importance primordiale. Y a-t-il, dans les Républiques ou les régions, des militants disponibles, inutilisés, qui appartiennent à la population locale? Si oui, pourquoi ne les utilise-t-on pas? Et si ces réserves font défaut, si la pénurie de militants continue à se faire sentir, avec quels éléments locaux comble-t-on les vides des appareils du Parti ou de l'administration soviétique? Toutes ces questions sont de la plus haute importance pour le Parti. Je sais que dans les Républiques et les régions il y a des dirigeants, généralement des Russes, qui, parfois, s'opposent à l'avancement d'hommes du pays, empêchent leur promotion à certains postes, les relèguent à l'arrière-plan. Cela arrive, et c'est une cause de mécontentement dans les Républiques et les régions. Mais la grande et principale cause de mécontentement tient à ce que la réserve disponible d'hommes du pays aptes au travail est terriblement restreinte, ou plutôt n'existe pas du tout. Tout est là. Si l'on manque de militants locaux, il faut évidemment avoir recours à des hommes qui ne sont pas du pays, à des hommes d'autres nationalités, parce que le temps presse, qu'il faut construire et gouverner, et que les cadres locaux ne grandissent que lentement. J'estime qu'ici les militants des régions et des républiques ont voulu quelque peu ruser en passant ce fait sous silence. Il est pourtant évident que les neuf dixièmes des malentendus s'expliquent par le manque de militants d'origine locale. Une conclusion s'impose, qui ne peut être que celle-ci : assigner au Parti, comme objectif de combat, le but de former au plus vite, pour l'administration soviétique et pour le Parti, des cadres composés d'hommes du pays.

Des rapports, je passe aux interventions. Je constate, camarades, que personne, pas un orateur, n'a critiqué la déclaration de principes du projet de plate-forme présenté par le Bureau politique. (*Une voix :* « Il est au-dessus de toute critique. ») Je vois là une preuve de l'accord de la Conférence, une preuve de sa solidarité avec les thèses exposées dans cette partie de la plate-forme. (*Des voix :* « Très juste ! »)

L'addition, ou l'intercalation, que Trotski a proposée et sur laquelle il a parlé (elle concerne la déclaration de principe), doit être acceptée, puisqu'elle ne change absolument rien au caractère de cette partie de la résolution; qui plus est, elle en découle tout naturellement. Et cela d'autant plus qu'au fond, elle ne fait que répéter le point bien connu de la résolution du X^e^ Congrès sur la question nationale où l'on dit qu'il est inadmissible de transplanter mécaniquement les modèles de Pétrograd et de Moscou dans les régions et les Républiques. C'est là, bien entendu, une répétition, mais je crois qu'il n'est pas mauvais de répéter parfois certaines choses. Je n'ai donc pas l'intention de m'étendre sur la déclaration de principes de la résolution. Le discours de Skrypnik permet de penser qu'il l'interprète à sa manière et qu'en face de l'objectif essentiel : lutter contre le chauvinisme grand-russe, danger principal, il s'attache à estomper l'autre danger, celui du nationalisme local. Mais pareille interprétation est profondément erronée.

La deuxième partie de la plate-forme du Bureau politique a trait au caractère de l'Union des Républiques et à certains amendements à sa constitution en rapport avec l'établissement de ce qu'on est convenu d'appeler la seconde Chambre. Je dois dire que sur ce point, le Bureau politique n'est pas tout à fait d'accord avec les camarades ukrainiens. La teneur du projet de plate-forme du Bureau politique a été adoptée par celui-ci à l'unanimité. Mais certains points sont contestés par Rakovski. C'est ce qu'on a vu, notamment, à la commission de l'assemblée plénière du Comité central. Peut-être n'aurait-il pas fallu en parler, puisque ce n'est pas ici que cette question se réglera. J'ai déjà traité de cette partie de la plate-forme; j'ai dit que la question était à l'étude devant la commission de l'assemblée plénière du Comité central et la commission du Présidium du Comité exécutif

central de l'Union [1]. Mais puisqu'elle a été soulevée, je ne puis passer outre.

Il n'est pas vrai que le problème de la confédération et de la fédération ne soit qu'une bagatelle. Est-ce par hasard que, lorsqu'ils ont examiné le projet de Constitution en question, adopté au Congrès de l'Union des Républiques, les camarades ukrainiens ont biffé la phrase où il est dit que les républiques « s'unissent en un Etat fédératif unique »? Est-ce par hasard et ne l'ont-ils pas fait? Pourquoi avoir biffé cette phrase? Est-ce encore par hasard que les camarades ukrainiens, dans leur contre-projet, ont proposé de faire des commissariats du peuple du Commerce extérieur et des Affaires étrangères non pas des commissariats fusionnés, mais des commissariats directifs? Où est-il, cet Etat fédératif unique si chaque République conserve ses commissariats du peuple des Affaires étrangères et du Commerce extérieur? Est-ce par hasard que les Ukrainiens, dans leur contre-projet, ont réduit à néant le pouvoir du Présidium du Comité exécutif central en le partageant entre les deux présidiums des deux Chambres? Tous ces amendements de Rakovski ont été notés et étudiés par la commission de l'assemblée plénière du Comité central, et rejetés par elle. Alors, pourquoi les répéter ici? Je vois dans cette insistance de certains camarades d'Ukraine le désir d'aboutir, en ce qui concerne la définition du caractère de l'Union, à quelque chose d'intermédiaire entre la confédération et la fédération, mais plus proche de la confédération. Il est pourtant évident que nous formons non une confédération, mais une fédération des républiques, un Etat fédératif unique, auquel ressortissent toutes les questions de l'armée, de la politique étrangère, du commerce extérieur et autres, sans que l'existence de cet Etat amoindrisse aucunement la souveraineté de chaque République.

Si l'Union a des commissariats du peuple des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et autres, et si chacune des républiques faisant partie de l'Union possède, elle aussi, ces mêmes commissariats, il est bien évident que l'Union ne

---

1. La commission du Présidium du Comité exécutif central de l'U.R.S.S., chargée de dresser le projet de Constitution de l'U.R.S.S., se composait de 25 représentants des Républiques fédérées. Staline en faisait partie au nom de la R.S.F.S.R. Les séances plénières de la commission consacrées à l'examen du projet de Constitution se tinrent du 8 au 16 juin 1923. (*N.R.*)

se présentera pas comme un Etat unique face au monde extérieur. En effet, de deux choses l'une : ou bien nous fusionnons ces appareils et nous nous présentons, face à l'ennemi extérieur, comme un Etat unique; ou bien nous ne les fusionnons pas, nous formons non un Etat fédératif mais un conglomérat de républiques, et alors chacune d'elles doit posséder un appareil parallèle. Je crois qu'ici la vérité est du côté du camarade Manouilski, et non du côté de Rakovski et de Skrypnik.

Des questions qui intéressent l'Etat, je passe aux problèmes d'un caractère purement concret et pratique, qui sont relatifs en partie à la proposition pratique du Bureau politique, en partie aux amendements que pourront déposer ici les camarades praticiens. En ma qualité de rapporteur du Bureau politique, je n'ai pas dit, et je ne pouvais pas dire que les propositions pratiques, concrètes, du Bureau politique épuisaient la question. Au contraire, j'ai reconnu dès le début qu'il pouvait y avoir ici des lacunes et que des additions seraient inévitables. C'est une addition de ce genre que Skrypnik propose en ce qui concerne les syndicats. Cette addition est acceptable. J'admets également plusieurs additions présentées par le camarade Mikoïan. En ce qui concerne les fonds de l'édition et de la presse en général dans certaines Républiques et régions retardataires, un amendement s'impose effectivement. Cette question a été négligée. Il en va de même pour la question des écoles dans certaines régions, et même certaines Républiques. Les écoles du premier degré ne figurent pas au budget d'Etat. C'est bel et bien une lacune, et il y a peut-être une masse de lacunes de ce genre. C'est pourquoi je propose aux camarades praticiens, qui ont surtout parlé de l'état de leurs organisations et se sont moins attachés à donner quelque chose de concret, d'y songer et de soumettre au Comité central les additions, amendements, etc., concrets, qui s'imposent; après les avoir coordonnés, celui-ci les insérera dans les points appropriés et les fera connaître aux organisations.

Je ne puis passer sous silence la proposition de Grinko selon laquelle il est indispensable de créer des conditions de faveur pour faciliter l'entrée du Parti et la promotion dans ses organismes dirigeants aux hommes du pays moins cultivés et appartenant à des nationalités peut-être moins prolétariennes. Cette proposition est juste et, à mon avis, il faut l'accepter.

Je terminerai mon discours de conclusion par la proposition suivante : adopter pour base le projet de plate-forme du Bureau politique sur la question nationale, en prenant également en considération l'amendement de Trotski; demander au Comité central de classer et d'insérer dans les points appropriés de la plate-forme les amendements de caractère pratique qui ont déjà été présentés ou qui pourront l'être; demander au Comité central de faire imprimer et de distribuer aux organisations, d'ici une semaine, le projet de plate-forme, les procès-verbaux, la résolution, les principaux documents déposés par les rapporteurs; adopter le projet de plate-forme sans créer de commission spéciale.

Je n'ai pas parlé de la création d'une commission de la question nationale auprès du Comité central. Camarades, j'éprouve quelques doutes sur l'opportunité de créer une organisation de ce genre, d'abord parce qu'il est tout à fait sûr que les Républiques et les régions ne nous donneront pas les travailleurs marquants qu'il faudrait pour cela. J'en suis convaincu. En second lieu, je crois que les comités régionaux et les comités centraux des Républiques ne consentiront pas à abandonner à la commission créée auprès du Comité central une partie de leurs droits en ce qui concerne la répartition des militants. A l'heure actuelle, quand nous procédons à la répartition des forces, nous consultons d'ordinaire les comités régionaux et les comités centraux des Républiques. Au cas où la commission serait créée, c'est naturellement là que le centre de gravité se trouverait reporté. Il n'existe aucune analogie entre la commission de la question nationale et les commissions des coopératives ou du travail parmi les paysans. Ces dernières élaborent d'ordinaire des directives générales. Mais pour la question nationale, nous n'avons pas besoin de directives générales; ce qu'il faut, c'est indiquer les mesures concrètes à prendre dans chaque république et dans chaque région. Voilà ce qu'aucune commission générale n'est en état de faire. Il n'est guère probable qu'une commission puisse élaborer et adopter des décisions, pour la République d'Ukraine par exemple : deux ou trois Ukrainiens ne peuvent se substituer au Comité central du P.C.(b) d'Ukraine. C'est pourquoi j'estime qu'une commission ne donnerait aucun résultat appréciable. La mesure qui est proposée ici, — introduire des éléments nationaux dans les principales sections du Comité central, — me semble tout à fait suffisante pour le

moment. Si dans six mois des succès substantiels n'ont pas été obtenus, alors on pourra poser la question d'une commission spéciale.

## V. — REPONSES AUX INTERVENTIONS.
## (12 juin)

Puisqu'on m'a attaqué (*rires*), permettez-moi de répondre au sujet de l'« une et indivisible ». Personne d'autre que Staline n'a flétri l'« une et indivisible » dans la résolution sur la question nationale, au point 8. De toute évidence, ce n'est pas l'« indivisible » qui est en cause, mais la fédération, en ce moment où les Ukrainiens veulent nous imposer une confédération. Voilà la première question.

La seconde concerne Rakovski. Je répète ce que j'ai déjà dit : dans la Constitution adoptée au Ier Congrès des Soviets de l'U.R.S.S., il est dit que telles ou telles Républiques « *s'unissent en un Etat fédératif unique* » : « l'Union des Républiques socialistes soviétiques ». Les Ukrainiens ont adressé au Comité central un contre-projet. Il y est dit : telles ou telles Républiques « *forment une Union des Républiques socialistes* ». Les mots « s'unissent en un Etat fédératif unique » ont été biffés. Six mots de biffés. Pourquoi? Par l'effet du hasard? Que devient dans tout cela la fédération? J'aperçois encore, chez Rakovski, un germe de confédéralisme du fait qu'il a biffé, dans le paragraphe bien connu de la Constitution adoptée par le Ier Congrès, le passage d'après lequel le Présidium est « investi de l'autorité suprême dans l'intervalle des sessions », et qu'il a partagé le pouvoir entre les Présidiums des deux Chambres, c'est-à-dire qu'il a fait de l'autorité fédérale une fiction. Pourquoi cela? Parce qu'il est contre l'idée même d'un Etat fédératif, contre toute autorité fédérale réelle. Voilà pour la deuxième question.

Troisième point : dans le projet des Ukrainiens, les commissariats du peuple des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ne fusionnent pas, mais passent dans la catégorie des commissariats directifs.

**Telles sont les trois raisons pour lesquelles je vois dans les propositions de Rakovski des embryons de confédération. D'où vient que vous vous écartez ainsi du texte de la Constitution, adopté également par la délégation ukrainienne? (*Rakovski* : « Il y a eu le XIIe Congrès. »)**

**Pardon. Le XIIe Congrès a repoussé vos amendements et adopté la rédaction : « Union des Républiques en un Etat fédératif unique ».**

**Je constate qu'au cours de la période qui va du Ier Congrès de l'Union des Républiques au XIIe Congrès du Parti et à la Conférence actuelle, certains camarades ukrainiens ont évolué du fédéralisme au confédéralisme. Eh bien, moi, je suis pour la fédération, c'est-à-dire contre la confédération, c'est-à-dire contre les propositions de Rakovski et de Skrypnik.**

*IVe Conférence du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie élargie aux militants responsables des Républiques et régions nationales.*
*Compte rendu sténographique,*
*Moscou,* 1923.

# *La Révolution d'Octobre et la question des couches moyennes.*

Il est certain que le problème des couches moyennes est l'une des questions essentielles de la révolution ouvrière. Les couches moyennes, c'est-à-dire la paysannerie et le petit peuple laborieux des villes. Il faut encore y ajouter les nationalités opprimées qui sont composées pour les neuf-dixièmes de couches moyennes. Ce sont, comme vous le voyez, les couches qui, par leur situation économique, se placent entre le prolétariat et la classe des capitalistes. Le rôle que jouent ces couches est déterminé par deux circonstances : d'abord, elles représentent la majorité ou, en tout cas, une minorité considérable de la population des Etats existants; en second lieu, elles constituent les importantes réserves où la classe des capitalistes recrute son armée contre le prolétariat. Le prolétariat ne peut garder le pouvoir sans la sympathie, sans le soutien des couches moyennes et, tout d'abord, de la paysannerie, surtout dans un pays comme notre Union des républiques. Le prolétariat ne peut pas même songer sérieusement à prendre le pouvoir si ces couches ne sont pas au moins neutralisées, si elles n'ont pas encore eu le temps de se détacher de la classe des capitalistes, si elles représentent encore, dans leur masse, une armée du Capital. D'où la lutte pour conquérir les couches moyennes, pour conquérir la paysannerie, lutte qui marque comme d'un trait rouge toute notre révolution, depuis 1905 jusqu'à 1917, lutte qui est loin d'être terminée et qui se poursuivra encore dans l'avenir.

La révolution française de 1848 a été vaincue, entre autres raisons, parce qu'elle n'avait pas éveillé d'écho sympathique dans la paysannerie française. La Commune de

Paris a succombé parce que, entre autres raisons, elle s'était heurtée à la résistance des couches moyennes et, d'abord, de la paysannerie. Il faut en dire autant de la révolution russe de 1905.

Certains marxistes vulgaires, Kautsky en tête, ont tiré de l'expérience des révolutions européennes la conclusion que les couches moyennes et, d'abord, la paysannerie, seraient quasiment les ennemis nés de la révolution ouvrière: qu'il serait nécessaire par conséquent d'envisager une période de développement plus prolongée, à l'issue de laquelle le prolétariat constituera la majorité des nations, ce qui créera des conditions réelles pour la victoire de la révolution ouvrière. Forts de cette conclusion, ces marxistes vulgaires mettaient en garde le prolétariat contre une révolution « prématurée ». Forts de cette conclusion et pour des « considérations de principe », ils livraient les classes moyennes à l'entière disposition du Capital. Forts de cette conclusion ils nous prophétisaient l'écroulement de la Révolution russe d'Octobre, en alléguant que le prolétariat, en Russie, forme la minorité, que c'est un pays de paysans et que, par conséquent, la victoire de la révolution ouvrière y est impossible.

A noter que Marx, lui, appréciait les couches moyennes et d'abord, la paysannerie, d'une façon absolument différente. Alors que les marxistes vulgaires, en faisant fi de la paysannerie et en l'abandonnant à l'entière disposition politique du Capital, se sont vantés bruyamment de leur « fermeté de principe », Marx, ce marxiste ferme entre tous, conseillait instamment au Parti communiste de ne pas perdre de vue la paysannerie, de la gagner au prolétariat et de s'assurer son appui dans la révolution prolétarienne à venir. On sait que, dans les années 1850 à 1860, après la défaite de la révolution de Février en France et en Allemagne, Marx a écrit à Engels et, par son intermédiaire, au Parti communiste d'Allemagne :

> En Allemagne, tout dépendra de la possibilité d'appuyer la révolution prolétarienne par une réédition quelconque de la guerre des paysans [1].

Ces lignes ont été écrites à propos de l'Allemagne des années 1850 à 1860, pays de paysans où le prolétariat formait une minorité insignifiante, où il était moins organisé que

1. Staline cite la lettre de Marx à Engels du 16 avril 1856. (*N.R.*)

celui de Russie en 1917, où la paysannerie, de par sa situation, était moins disposée à soutenir la révolution prolétarienne que ce ne fut le cas pour la Russie en 1917.

Il est certain que la Révolution d'Octobre a été cette heureuse union de la « guerre des paysans » et de la « révolution prolétarienne » dont Marx parlait envers et contre tous les bavards « à principes ». Qu'une telle union soit possible et réalisable, la Révolution d'Octobre l'a démontré. Elle a démontré que le prolétariat peut prendre le pouvoir et le garder, s'il sait détacher de la classe des capitalistes les couches moyennes et, d'abord, la paysannerie, s'il sait transformer ces couches, de réserves du Capital, en réserves du prolétariat.

Bref, la Révolution d'Octobre a été la première de toutes les révolutions du monde à placer au premier plan la question des couches moyennes et, d'abord, de la paysannerie, et à la résoudre victorieusement en dépit de toutes les « théories » et lamentations des paladins de la IIe Internationale.

En cela consiste le premier mérite de la Révolution d'Octobre, si tant est qu'en pareil cas, on puisse parler de mérite.

Mais les choses n'en sont pas restées là. La Révolution d'Octobre est allée plus loin, elle s'est efforcée de rallier au prolétariat les nationalités opprimées. Comme on l'a dit plus haut, celles-ci sont composées, pour les neuf-dixièmes, de paysans et du petit peuple laborieux des villes. Mais la notion de « nationalité opprimée » ne se borne pas à cela. Les nationalités qui sont opprimées le sont d'ordinaire non seulement en tant qu'il s'agit de paysans et du peuple laborieux des villes, mais aussi comme nationalités, c'est-à-dire en tant qu'il s'agit des travailleurs d'une nationalité déterminée, ayant leur langue, leur culture, leur genre de vie, leurs mœurs, leurs coutumes. Cette double oppression ne peut manquer de faire passer à la révolution les masses laborieuses des nationalités en cause; elle ne peut manquer de les pousser à la lutte contre la principale force d'oppression : le Capital. C'est cette circonstance qui a permis au prolétariat de réaliser l'union de la « révolution prolétarienne » non seulement avec la « guerre des paysans », mais aussi avec la « guerre nationale ». Tout cela ne pouvait manquer d'élargir le champ d'action de la révolution prolétarienne bien au delà des limites de la Russie et de menacer le Capital dans ses réserves

les plus profondes. Si la lutte pour les couches moyennes d'une nationalité dominante est une lutte pour conquérir les réserves qui sont le plus à la portée du Capital, la lutte pour l'affranchissement des nationalités opprimées devait forcément se transformer en une lutte pour conquérir celles des réserves du Capital qui sont les plus profondes, en une lutte pour affranchir du joug capitaliste les peuples coloniaux et tenus en état d'infériorité. Cette dernière lutte est loin d'être achevée; bien plus, elle n'a pas encore eu le temps de remporter même ses premiers succès décisifs. Mais cette lutte pour les réserves profondes a commencé grâce à la Révolution d'Octobre, et il est certain qu'elle ira en progressant, pas à pas, à mesure que se développera l'impérialisme, à mesure qu'augmentera la puissance de notre Union des républiques, à mesure que se développera la révolution prolétarienne en Occident.

Bref, la Révolution d'Octobre a marqué en fait le début de la lutte du prolétariat pour la conquête de ces réserves profondes du Capital que sont les masses populaires des pays opprimés et tenus en état d'infériorité; elle a été la première à arborer le drapeau du combat pour la conquête de ces réserves : en cela consiste son deuxième mérite.

La conquête de la paysannerie s'est faite chez nous sous le drapeau du socialisme. La paysannerie, qui a reçu la terre des mains du prolétariat, qui a eu l'aide du prolétariat pour vaincre les grands propriétaires fonciers et qui s'est élevée au pouvoir sous la direction du prolétariat, devait nécessairement sentir, nécessairement comprendre que sa libération se faisait et continuerait de se faire sous le drapeau du prolétariat, sous son drapeau rouge. Cette circonstance devait nécessairement transformer le drapeau du socialisme, d'épouvantail qu'il était autrefois pour la paysannerie, en un drapeau qui attire son attention et lui permet de se libérer plus facilement du manque de culture, de la misère, de l'oppression.

Il faut en dire autant, mais avec plus de force encore, des nationalités opprimées. L'appel à la lutte pour la libération des nationalités, — appel confirmé par des faits tels que l'affranchissement de la Finlande, le retrait des troupes de Perse et de Chine, la formation de l'Union des républiques, l'appui moral ouvertement donné aux peuples de Turquie, de Chine, de l'Hindoustan, de l'Egypte, — cet appel a été lancé pour la première fois par les hommes qui avaient

remporté la victoire dans la Révolution d'Octobre. On ne saurait attribuer au hasard le fait que la Russie qui, autrefois, était aux yeux des nationalités opprimées le symbole de l'oppression, s'est transformée aujourd'hui, depuis qu'elle est devenue socialiste, en un symbole de libération. Ce n'est pas par hasard non plus que le nom du camarade Lénine, chef de la Révolution d'Octobre, est aujourd'hui le nom le plus aimé sur les lèvres des paysans accablés et écrasés, ainsi que des intellectuels révolutionnaires des pays coloniaux et tenus en état d'infériorité. Si, autrefois, les esclaves opprimés et écrasés de l'immense Empire romain voyaient dans le christianisme une ancre de salut, aujourd'hui nous allons vers une situation où le socialisme peut servir (et commence dès maintenant à servir!) d'emblème de la libération pour les millions d'habitants des immenses Etats coloniaux de l'impérialisme. On ne peut guère douter que c'est cette circonstance qui a permis de combattre bien plus facilement les préventions contre le socialisme et qui a ouvert la voie aux idées du socialisme dans les coins les plus reculés des pays opprimés. Si, autrefois, il était difficile à un socialiste de se présenter à visage découvert parmi les couches moyennes, non prolétariennes, des pays opprimés ou oppresseurs, il peut aujourd'hui se présenter parmi ces couches et y propager ouvertement les idées du socialisme avec l'espoir d'être écouté, voire entendu, car il a pour lui ce puissant argument qu'est la Révolution d'Octobre. C'est là aussi un résultat de la Révolution d'Octobre.

Bref, la Révolution d'Octobre a déblayé la route pour permettre aux idées du socialisme de toucher les couches moyennes, les couches paysannes, non prolétariennes, de toute nationalité et de toute race: elle a rendu le drapeau du socialisme populaire dans ces couches. En cela consiste le troisième mérite de la Révolution d'Octobre.

*Pravda* [*La Vérité*], n° 253,
*7 novembre* 1923.
Signé : *J. Staline.*

# *Pour le cinquième anniversaire du Premier Congrès des ouvrières et des paysannes*[1].

**Il y a cinq ans, le Comité central de notre Parti convoquait à Moscou le Premier Congrès des ouvrières et des paysannes de Russie. Il groupa plus d'un millier de déléguées, représentant au moins un million de travailleuses. Ce Congrès a marqué une date dans l'activité de notre Parti parmi les femmes laborieuses. Il a eu le mérite inestimable de jeter des bases pour *l'organisation* de l'éducation politique des ouvrières et des paysannes de notre République.**

**D'aucuns peuvent penser qu'il n'y a là rien de particulier; que le Parti s'est toujours préoccupé de l'éducation politique des masses, y compris les femmes; que l'éducation politique des femmes ne peut pas avoir grande importance puisque nous avons des cadres étroitement unis, formés d'ouvriers et de paysans. Ce raisonnement est profondément erroné. L'éducation politique des travailleuses, maintenant que le pouvoir est passé aux mains des ouvriers et des paysans, acquiert une importance primordiale.**

**Et voici pourquoi.**

**Notre pays compte une population d'environ 110 millions d'habitants, dont au moins la moitié de femmes, surtout des**

---

**1. Le premier Congrès des ouvrières et paysannes de Russie se tint à Moscou du 16 au 21 novembre 1918. Y assistaient 1.147 déléguées. Lénine y prit la parole le 19 novembre. Le Congrès exprima le vœu que des organismes spéciaux pour le travail parmi les femmes soient créés auprès des comités du Parti. Après le Congrès, sur décision du Comité central du P.C.(b)R., furent créées des commissions pour l'agitation et la propagande parmi les femmes auprès des comités de Parti, ainsi qu'une commission centrale auprès du Comité central du P.C.(b)R. (*N.R.*)**

ouvrières et paysannes, inertes, peu conscientes et plongées dans l'ignorance. Si notre pays a vraiment entrepris de bâtir une vie nouvelle, une vie soviétique, n'est-il pas évident que les femmes de ce pays, qui constituent la moitié de sa population, seront comme un boulet aux pieds, entravant tout progrès, au cas où elles resteront inertes, inconscientes et plongées dans l'ignorance?

L'ouvrière est aux côtés de l'ouvrier. Elle participe avec lui à l'œuvre commune d'édification de notre industrie. Elle peut être utile à cette œuvre commune si elle est consciente, si elle a une éducation politique. Mais elle peut tout faire échouer si elle demeure inerte et ignorante, non par mauvaise volonté, certes, mais par le fait même qu'elle est ignorante.

La paysanne est aux côtés du paysan. Elle collabore avec lui à l'œuvre commune du développement, du progrès et de la prospérité de notre agriculture. Elle peut apporter ici la plus grande aide si elle s'affranchit du manque de culture et de l'ignorance. Elle peut, au contraire, tout paralyser si elle reste prisonnière de l'ignorance.

Les ouvrières et les paysannes sont de libres citoyennes, à l'égal des ouvriers et des paysans. Elles sont électrices à nos Soviets, à nos coopératives, et peuvent y être élues. Les ouvrières et les paysannes peuvent perfectionner nos Soviets et nos coopératives, les renforcer et les développer, si elles ont une éducation politique. Elles peuvent les affaiblir et leur porter préjudice si elles sont incultes et ignorantes.

Enfin, les ouvrières et les paysannes sont des mères; ce sont elles qui élèvent notre jeunesse, avenir du pays. Elles peuvent estropier l'âme de l'enfant, ou nous donner une jeunesse moralement saine, capable de faire progresser notre pays, suivant qu'elles sympathisent avec le régime soviétique ou qu'elles suivent le pope, le koulak, la bourgeoisie.

C'est pourquoi, maintenant que les ouvriers et les paysans ont entrepris d'édifier une vie nouvelle, l'éducation politique des ouvrières et des paysannes devient une question primordiale, une question de la plus haute importance pour remporter une victoire effective sur la bourgeoisie.

C'est pourquoi la signification du Premier Congrès des ouvrières et des paysannes, qui a marqué le début de l'organisation de l'éducation politique des travailleuses, présente une valeur véritablement exceptionnelle.

Il y a cinq ans, au Premier Congrès des ouvrières et des paysannes, la tâche immédiate de notre Parti consistait à entraîner des centaines de milliers d'*ouvrières* à l'œuvre commune : édifier une vie nouvelle, une vie soviétique. Et aux premiers rangs se trouvaient les ouvrières des régions industrielles, les plus actives et les plus conscientes des travailleuses. Il faut reconnaître qu'en cinq ans on a fait pas mal de choses à cet égard, encore qu'il reste beaucoup à faire.

La tâche immédiate du Parti consiste maintenant à faire participer les millions de *paysannes* à l'œuvre commune d'édification de notre vie soviétique. Cinq années de travail ont déjà révélé un certain nombre de dirigeantes parmi les paysannes. Espérons que de nouvelles paysannes conscientes viendront grossir les rangs de ces dirigeantes. Espérons que le Parti saura également mener à bien cette tâche.

10 novembre 1923.
*Kommounistka* [*La Communiste*], n° 11,
*novembre* 1923.
Signé : *J. Staline.*

# *Discours à la séance solennelle de l'Académie militaire.*

**le 17 novembre 1923.**

(***Bref compte rendu de presse***)

**A la cérémonie organisée pour le quatrième anniversaire de notre cavalerie rouge, un discours a été prononcé par le camarade *Staline*, fondateur et membre d'honneur de l'Armée de cavalerie.**

**Le camarade *Staline* souligne qu'au moment où a été organisé le noyau fondamental de la cavalerie, l'embryon de la future Armée de cavalerie, ses promoteurs ont eu à lutter contre l'opinion des milieux militaires dirigeants et des spécialistes militaires, qui niaient la nécessité d'organiser une cavalerie.**

**La page la plus caractéristique de l'histoire de l'Armée de cavalerie a été écrite au cours de l'été 1919, quand cette arme est devenue la combinaison d'une masse de troupes à cheval et d'une masse de mitrailleuses, combinaisons symbolisée par la fameuse « tatchanka [1] ».**

**Notre cavalerie a beau être nombreuse : si elle ne parvient pas, dans ses opérations, à combiner la puissance du cheval avec celle de la mitrailleuse et de l'artillerie, elle cessera d'être une force qui compte.**

**L'Armée de cavalerie a écrit la page la plus glorieuse de son histoire à la fin de 1919, lorsque quelque 22 régiments de l'adversaire ont été défaits par 12 régiments de notre cavalerie aux abords de Voronèje. C'est à ce moment que notre corps de cavalerie a réellement commencé à se transformer en une Armée de cavalerie.**

---

1. Tatchanka : charrette sur laquelle était fixée une mitrailleuse. (*N.T.*)

Le trait caractéristique de cette période est que notre cavalerie a acquis à ce stade une qualité nouvelle, qui lui a donné la victoire sur celle de Dénikine : elle s'est adjoint plusieurs unités d'infanterie, qui étaient généralement transportées en charrettes et qui lui servaient de couverture; après avoir un peu soufflé à l'abri de cette couverture et repris des forces, elle pouvait recommencer à porter des coups à l'adversaire. C'était là une combinaison de la cavalerie et de l'infanterie, celle-ci constituant la force auxiliaire. Cette combinaison, cette qualité nouvelle et supplémentaire, a fait de notre cavalerie une force de manœuvre considérable, qui semait la terreur chez l'adversaire.

— Camarades, a déclaré pour terminer le camarade *Staline*, je ne suis pas de ceux qui s'emballent facilement, mais je dois dire que si notre Armée de cavalerie conserve ces qualités nouvelles, notre cavalerie et son chef, le camarade Boudionny, seront invincibles.

*Izvestia* [*Les Nouvelles*], *n°* 265.
20 *novembre* 1923.

# *Les tâches du Parti.*

**Rapport présenté à une séance du comité du rayon de Krasnaïa Presnia du P.C.(b) de Russie, séance élargie aux organisateurs de groupe, aux membres du club de discussion et des bureaux de cellule, le 2 décembre 1923.**

Camarades,

JE dois dire dès l'abord que je parlerai ici en mon nom propre, et non pas au nom du Comité central du Parti. Si l'assemblée désire entendre un tel rapport, je suis à sa disposition. (*Des voix* : « Nous vous écoutons. ») Cela ne signifie pas que j'aie la moindre divergence avec le Comité central sur cette question, pas du tout. Si je parle en mon nom propre, c'est uniquement parce que la commission du Comité central qui est chargée d'élaborer les mesures d'amélioration de la situation intérieure du Parti [1] doit présenter ses conclusions au Comité central ces jours-ci; les conclusions n'ayant pas encore été déposées, je ne suis pas formellement autorisé à parler au nom du Comité central, tout en étant convaincu que ce que je vais vous dire traduira, pour l'essentiel, sa position sur ces problèmes.

## LA DISCUSSION EST UN SIGNE DE LA FORCE DU PARTI.

La première question que je voudrais poser ici est la suivante : quel est le sens de la discussion qui s'est engagée dans la presse et dans les cellules? Que montre cette discussion, que marque-t-elle? N'est-ce pas une tempête qui fait irruption dans la vie tranquille du Parti, n'est-ce pas le signe,

---

1. Il s'agit de la commission créée par décision du Bureau politique et de la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. réunie du 23 au 25 septembre 1923. (*N.R.*)

comme certains le disent, d'une décomposition, d'une désagrégation du Parti, ou, comme d'autres le disent, de sa dégénérescence?

Je crois, camarades, que l'on n'est en présence ni de ceci ni de cela : ni d'une dégénérescence ni d'une décomposition. Le Parti, en effet, a grandi durant la dernière période, il s'est assez bien débarrassé des poids morts, il est devenu plus prolétarien. Vous savez qu'il y a deux ans il ne comptait pas moins de 700.000 membres et que plusieurs milliers d'entre eux ont quitté ses rangs ou en ont été chassés. Et puis, le Parti a vu sa composition s'améliorer et sa qualité s'élever pendant ce temps par suite de l'amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière, due elle-même aux progrès de l'industrie, par suite également du retour des vieux ouvriers qualifiés qui étaient partis à la campagne, et de la nouvelle vague d'essor culturel chez les ouvriers d'industrie.

Bref, pour toutes ces raisons, le Parti a grandi; il s'est amélioré en qualité; ses besoins ont augmenté; il est devenu plus exigeant; il veut en savoir davantage; il veut résoudre plus de problèmes qu'il n'en résolvait jusqu'à présent.

La discussion qui s'est ouverte n'est pas pour le Parti un signe de faiblesse, et moins encore de décomposition ou de dégénérescence; c'est un signe de force, de vigueur, un signe de l'amélioration qualitative du Parti, de son activité croissante.

## LES RAISONS DE LA DISCUSSION.

Seconde question qui se pose à nous : pourquoi est-ce juste maintenant, juste cet automne, que la question de la politique intérieure du Parti ait pris tant d'acuité? Comment expliquer cela? Quelles en sont les raisons? Je crois, camarades, qu'il y a à cela deux raisons.

La première est la vague d'effervescence et de grèves pour les salaires qui a déferlé sur certaines régions de la république au mois d'août. Cette vague de grèves a mis en lumière les défauts de nos organisations, le fait qu'un certain nombre de nos organisations du Parti et de nos organisations syndicales sont coupées de ce qui se passe dans les entreprises; elle a révélé qu'il existait des organisations secrètes, foncièrement anticommunistes, au sein même de notre Parti,

et qui s'efforcent de le désagréger. Et tous ces défauts révélés par la vague de grèves ont apparu au Parti avec une évidence tellement aveuglante, ils ont eu un effet tellement salutaire qu'il a senti la nécessité de changements intérieurs.

La seconde raison de l'acuité que la question de la politique intérieure du Parti a prise juste en ce moment est le fait qu'une foule de nos camarades du Parti étaient partis en congé. Il va sans dire que ces congés n'ont rien que de naturel, mais leur caractère massif a sensiblement affaibli le rythme de la vie du Parti, et cela au moment même où l'effervescence commençait dans les usines; ce qui a beaucoup facilité la mise à nu, justement pendant cette période, à l'automne de cette année, de tous les défauts qui s'étaient accumulés.

## LES DEFAUTS DE LA VIE INTERIEURE DU PARTI.

J'ai parlé des défauts de la vie de notre Parti, qui ont apparu cet automne et ont posé le problème d'une amélioration de sa vie intérieure. En quoi consistent-ils? Serait-ce que la ligne du Parti n'est pas juste, comme le pensent certains camarades? Ou encore que, tout en étant juste, elle s'est, dans la pratique, écartée de la bonne voie, qu'elle a été déformée par suite de certaines conditions subjectives et objectives?

Je crois que le défaut essentiel de la vie intérieure de notre Parti est le suivant : la ligne, telle qu'elle est exprimée dans les décisions de nos congrès, est juste; mais la pratique locale (pas partout, bien sûr, mais dans certaines régions) était erronée. La ligne démocratique et prolétarienne de notre Parti est juste, mais la pratique locale a donné lieu à des déformations bureaucratiques.

C'est là le défaut essentiel. L'existence de contradictions entre la ligne fondamentale du Parti, fixée par nos congrès (le X^e^, le XI^e^ et le XII^e^), et son application pratique par nos organisations locales, telle est la base de tous les défauts de la vie intérieure du Parti.

La ligne du Parti dit que les questions les plus importantes de notre activité de Parti, à l'exclusion, bien sûr, de celles qui n'attendent pas ou de celles qui constituent un secret militaire ou diplomatique, doivent obligatoirement être examinées dans des réunions. Voilà ce que dit la ligne du Parti. Mais dans la pratique locale du Parti, — pas par-

tout, bien sûr, — on considérait qu'à vrai dire, il n'est nullement nécessaire qu'un certain nombre de questions touchant la pratique intérieure du Parti soient discutées dans des réunions, puisque le Comité central et les autres organismes dirigeants les trancheront eux-mêmes.

La ligne du Parti dit que les responsables doivent obligatoirement être élus, pourvu qu'il n'y ait pas d'obstacles insurmontables, dus, par exemple, à l'ancienneté dans le Parti et ainsi de suite. Vous savez que, conformément aux statuts, le secrétaire d'un comité de province doit avoir adhéré avant Octobre, celui d'un comité de district depuis trois ans au moins, celui d'une cellule depuis un an au moins. Mais assez souvent, dans la pratique, on considérait que si l'ancienneté est acquise, de vraies élections ne sont pas indispensables.

La ligne du Parti estime nécessaire de tenir les membres du Parti au courant de l'activité des organismes économiques, des entreprises et des trusts, nos cellules assumant naturellement devant les masses sans-parti la responsabilité morale des défauts constatés dans les entreprises. Néanmoins, dans la pratique, on considérait que puisque le Comité central donne des directives aux organismes économiques et que ces derniers sont liés par les directives, celles-ci seront exécutées même si les masses du Parti n'exercent pas leur contrôle d'en bas.

La ligne du Parti estime que les militants responsables des différentes branches d'activité : Parti, économie nationale, syndicats, armée, quelle que soit la spécialisation qu'ils acquièrent dans l'exercice de leurs fonctions, sont liés les uns aux autres et font indissolublement partie d'un grand tout, puisqu'ils travaillent tous pour la cause individuelle du prolétariat. Mais dans la pratique du Parti on considère que puisqu'il existe une spécialisation, une division de la besogne en travail de Parti proprement dit, travail économique, travail militaire et ainsi de suite, ceux qui militent dans l'appareil du Parti n'ont pas à répondre de ce que font ceux qui sont occupés dans le domaine économique, et réciproquement; si bien qu'en général le relâchement, voire la perte du contact entre eux sont inévitables.

Voilà en gros, camarades, les contradictions qui existent entre la ligne du Parti, telle qu'elle a été arrêtée par toute une série de décisions de nos congrès, du X^e^ au XII^e^, et son activité pratique.

Je suis loin de rendre les organisations locales responsables de cette déformation, car, si l'on y regarde de près, elles sont plus à plaindre qu'à blâmer. En quoi sont-elles à plaindre, et comment cela a-t-il pu se produire? Je reviendrai là-dessus. Mais j'ai voulu constater le fait afin d'expliquer cette contradiction, pour proposer ensuite les mesures susceptibles d'améliorer la situation.

Je suis également loin de considérer que notre Comité central est sans reproche. Il a ses défauts, comme toute autre institution ou organisation; il est, lui aussi, et à plaindre et à blâmer : à blâmer, ne serait-ce que pour n'avoir pas découvert, quelle qu'en soit la raison, les défauts en temps utile ni pris des mesures pour y remédier.

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit à présent. Ce qu'il faut maintenant, c'est tirer au clair les causes des défauts dont je viens de parler. D'où viennent-ils donc, ces défauts, et comment y remédier?

## LES RAISONS DES DEFAUTS.

La première raison est que nos organisations du Parti ne se sont pas encore affranchies, ont continué à ne pas s'affranchir de certaines survivances de la période de guerre. Cette période appartient déjà au passé, mais elle a laissé, dans l'esprit de certains de nos militants, des survivances du régime militaire dans le Parti. J'en vois une expression dans la conception selon laquelle le Parti n'est pas un organisme, n'est pas une organisation de combat du prolétariat doués d'initiative, mais quelque chose comme un ensemble, un complexe d'institutions ayant leurs fonctionnaires, grands et petits. C'est là, camarades, une conception profondément erronée et qui n'a rien de commun avec le marxisme; elle représente une survivance de l'époque où nous avons militarisé le Parti, pendant la guerre, où la question de l'initiative de la masse des membres s'est trouvée bon gré mal gré reléguée à l'arrière-plan et où les ordres militaires avaient une importance déterminante. Je ne me souviens pas qu'elle ait été nettement formulée, mais cette conception, ou certains de ses éléments, continuent à influer sur l'activité de notre Parti. Camarades, nous devons lutter de toutes nos forces contre ces conceptions; elles représentent en effet un danger des plus réels, créent des conditions favorables à une défor-

mation, dans la pratique, de la ligne foncièrement juste de notre Parti.

La deuxième raison est qu'une certaine pression est exercée par notre appareil d'Etat, en grande partie bureaucratique, sur le Parti et ses responsables. En 1917, lorsque nous allions de l'avant, que nous étions en marche vers Octobre, nous nous imaginions que nous aurions la Commune, que ce serait une association de travailleurs, que nous mettrions un terme au bureaucratisme dans les administrations et qu'on réussirait à transformer l'Etat, sinon dans l'immédiat, du moins après deux ou trois périodes de peu de durée, en une association de travailleurs. Mais la pratique a montré que c'est là un idéal dont nous sommes encore loin; que pour débarrasser l'Etat des éléments de bureaucratisme, pour faire de la société soviétique une association de travailleurs, il faut que la population atteigne un haut degré de culture, et que la paix soit pleinement garantie à l'extérieur, afin que nous n'ayons plus besoin d'une armée nombreuse, nécessitant de fortes dépenses et des services encombrants qui, du fait même de leur existence, marquent de leur empreinte toutes les autres institutions de l'Etat. Notre appareil d'Etat est dans une grande mesure bureaucratique, et il le restera longtemps encore. Nos camarades du Parti y travaillent, et l'ambiance, je dirais l'atmosphère, de cet appareil bureaucratique est telle qu'elle facilite la bureaucratisation de nos militants du Parti, de nos organisations du Parti.

La troisième raison de nos défauts, camarades, est l'activité insuffisante de certaines de nos cellules, leur mentalité arriérée et parfois même leur ignorance crasse, surtout à la périphérie. Les cellules de ces régions sont peu actives, arriérées au point de vue politique et culturel. Circonstance qui, elle aussi, crée assurément un terrain favorable à la déformation de la ligne du Parti.

La quatrième raison est le manque, à la base, de camarades bien préparés au travail de Parti. J'entendais dernièrement un rapport soumis au Comité central par le représentant d'une de nos organisations d'Ukraine. C'est un camarade des plus capables, et qui donne de grands espoirs. Il a déclaré que sur 130 cellules, 80 ont des secrétaires nommés par le comité de province. Quand on lui eut fait remarquer que cette façon d'agir de l'organisation en question était erronée, ce camarade allégua qu'on manquait dans les cellules d'hommes tant soit peu instruits ou d'une ancienneté suffi-

sante dans le Parti, que les cellules elles-mêmes demandaient qu'on leur donnât des secrétaires, et ainsi de suite. J'admets que, dans ce que disait ce camarade, il y avait 50 % d'exagération et qu'à vrai dire le fait s'explique non seulement par le manque d'hommes bien préparés dans les cellules, mais aussi par un excès de zèle du comité de province, qui suit la vieille tradition. Mais à supposer même que le comité de province n'ait raison qu'à 50 %, n'est-il pas évident que s'il existe des cellules de ce genre en Ukraine, il doit s'en trouver bien davantage dans les régions de la périphérie où les organisations sont jeunes, où il y a moins de cadres du Parti et où l'ignorance est pire qu'en Ukraine? C'est là aussi une des raisons qui créent des conditions favorables à la déformation, dans la pratique, de la ligne foncièrement juste de notre Parti.

Enfin, une cinquième raison : l'insuffisance de nos informations. Nous informons mal, et cela est surtout vrai du Comité central, peut-être parce qu'il est surchargé de travail. Les camarades de province nous informent mal. Cette situation doit prendre fin. On tient encore là une des raisons principales de l'accumulation des défauts au sein du Parti.

## COMMENT REMEDIER AUX DEFAUTS DE LA VIE INTERIEURE DU PARTI?

Quelles sont les mesures à prendre pour remédier à ces défauts?

D'abord, lutter sans relâche et par tous les moyens contre les survivances, les habitudes de la période de guerre à l'intérieur du Parti, contre la conception erronée selon laquelle notre Parti serait un réseau d'institutions, et non une organisation de combat du prolétariat, qui est guidée par une pensée toujours active, qui est douée d'initiative, qui vit d'une vie intense, détruit l'ancien et crée le nouveau.

En deuxième lieu, il faut développer l'activité de la masse des membres du Parti, en soumettant à leur examen toutes les questions qui les intéressent, dans la mesure où elles peuvent faire l'objet d'une discussion publique, et en veillant à la possibilité de critiquer librement toutes les propositions, quelles qu'elles soient, qui émanent des différentes instances du Parti. En effet, c'est là le seul moyen de faire de la discipline du Parti une discipline réellement consciente,

une discipline qui soit réellement de fer; le seul moyen d'accroître l'expérience de la masse des membres du Parti en matière politique, économique et culturelle; le seul moyen de préparer les conditions nécessaires à une promotion régulière, par la masse des membres du Parti, de nouveaux militants actifs, de nouveaux dirigeants venus de la base.

En troisième lieu, il faut appliquer le principe de l'élection à tous les organismes et à toutes les fonctions du Parti, réserve faite des obstacles insurmontables, comme l'ancienneté insuffisante dans le Parti. Il faut bannir de la pratique l'habitude de méconnaître la volonté de la majorité des membres des organisations lors de la promotion des camarades à des postes responsables du Parti; il faut obtenir que le principe de l'élection soit réellement respecté.

En quatrième lieu, il faut instituer, auprès du Comité central, des comités de province et de région, des conférences permanentes groupant les travailleurs responsables de toutes les branches d'activité : économie nationale, Parti, syndicats, armée; il faut que ces conférences se réunissent régulièrement, que l'on y pose toutes les questions que l'on estimera nécessaire de soulever, que les militants de tous les secteurs soient sans cesse en contact, que tous se sentent membres de cette grande famille qu'est le Parti et travaillant pour la même cause, la cause indivisible du prolétariat; qu'autour du Comité central aussi bien que des organisations locales, il existe une ambiance permettant au Parti de recueillir et de contrôler l'expérience du travail de nos militants responsables dans toutes les branches d'activité.

En cinquième lieu, il faut intéresser nos cellules d'usine aux problèmes posés par la marche des affaires dans les entreprises et les trusts. Il faut faire en sorte que les cellules soient au courant de l'activité des organismes dirigeants de nos entreprises et de nos trusts, de manière à pouvoir influer sur cette activité. Vous qui représentez des cellules, vous savez quelle responsabilité morale nos cellules d'usine assument, aux yeux de la masse sans-parti, pour la marche du travail à l'entreprise. Pour que la cellule puisse diriger et entraîner la masse des sans-parti de l'usine, pour qu'elle puisse répondre de la marche des affaires à l'entreprise, — car elle est sans aucun doute moralement responsable, aux yeux des masses sans-parti, des défauts constatés à l'entreprise, — il faut qu'elle soit au courant de ces affaires, il faut qu'elle puisse

influer sur elles d'une manière ou de l'autre. Il faut donc que les cellules soient appelées à discuter les problèmes économiques intéressant l'entreprise; que l'on réunisse de temps à autre des conférences économiques, où les représentants des cellules des entreprises du trust discuteront les questions relatives aux affaires de ce trust. C'est là un moyen sûr d'enrichir l'expérience de la masse des membres de notre Parti en matière économique et d'organiser le contrôle d'en bas.

En sixième lieu, il faut améliorer la composition qualitative de nos cellules. Zinoviev a déjà dit dans son article que parfois les cellules de notre Parti se trouvent, au point de vue de la qualité, dépassées par la masse sans-parti qui les entoure.

On ne saurait, bien entendu, généraliser cette affirmation et l'étendre à toutes les cellules. Il serait plus exact de dire, par exemple : nos cellules seraient à un niveau culturel bien plus élevé et elles jouiraient d'une autorité bien plus grande parmi les sans-parti si nous ne les avions pas dégarnies, si nous ne leur avions pas retiré les hommes dont nous avions besoin pour des activités économiques, administratives, syndicales ou autres. Si tous nos camarades ouvriers, si les cadres que nous avons prélevés depuis six ans dans les cellules y retournaient, est-il besoin de dire que toutes ces cellules dépasseraient de beaucoup tous les ouvriers sans-parti, même les plus développés? Mais parce que le Parti ne dispose pas d'autres cadres pour améliorer l'appareil d'Etat et qu'il se voit obligé de continuer à puiser à cette source, nos cellules continueront quelque peu à clocher sous le rapport culturel, si nous ne prenons d'urgence des mesures pour en améliorer la composition. Il faut, avant toute chose, intensifier au maximum le travail d'éducation politique dans les cellules. Il faut en outre renoncer au formalisme excessif dont nos organisations locales font preuve parfois lors de l'admission au Parti de camarades ouvriers. J'estime qu'il ne faut pas donner dans le formalisme; le Parti peut et doit rendre plus aisée l'admission des membres nouveaux appartenant à la classe ouvrière. Des organisations locales se sont déjà engagées dans cette voie. Le Parti doit prendre la chose en main et organiser une campagne en vue de faciliter l'admission des ouvriers du rang.

En septième lieu, il faut intensifier le travail parmi les ouvriers sans-parti. C'est encore un moyen d'améliorer la situation à l'intérieur du Parti et d'élever l'activité de la

masse de ses membres. Je dois dire que nos organisations ne s'attachent guère encore à faire entrer des ouvriers sans-parti dans nos administrations soviétiques. Il n'est que de prendre les élections actuelles au Soviet de Moscou. J'estime que l'un des graves défauts de ces élections est le trop petit nombre des élus sans-parti. On dit que les organisations ont pris des décisions aux termes desquelles il devrait y avoir parmi les élus au moins un nombre déterminé, une proportion fixe, etc., de sans-parti. Mais je m'aperçois qu'en fait leur nombre est de beaucoup plus faible. On dit que les masses ne veulent élire que des communistes. Permettez-moi d'en douter, camarades. Je crois que si nous n'accordons pas un minimum de confiance aux sans-parti, ceux-ci, à leur tour, pourront témoigner une forte défiance à l'égard de nos organisations. Il faut absolument faire confiance aux sans-parti, camarades. Il faut obliger des communistes à retirer leur candidature. Il ne faut pas demander dans les discours que l'on n'élise que des communistes: il faut encourager les sans-parti, les faire participer à l'administration de l'Etat. Nous y gagnerons, et en retour les sans-parti témoigneront leur confiance à nos organisations. Les élections de Moscou sont un exemple de la tendance, qui se dessine dans nos organisations du Parti, à se recroqueviller sur elles-mêmes, au lieu d'étendre leur champ d'action, au lieu de grouper progressivement les sans-parti autour d'elles.

En huitième lieu, il faut intensifier le travail parmi les paysans. Pourquoi ne pas assigner à nos cellules de la campagne, qui, par endroits, s'étiolent, perdent leurs adhérents, ne jouissent pas largement de la confiance des paysans (on doit le reconnaître), — pourquoi ne pas leur assigner, par exemple, ces deux tâches pratiques : premièrement, commenter et faire largement connaître les lois soviétiques relatives à la vie paysanne; deuxièmement, propager, répandre les connaissances agronomiques élémentaires : montrer, par exemple, qu'il faut labourer au moment opportun, bien nettoyer les semences, etc.? Savez-vous, camarades, que si chaque paysan se décidait à consacrer une part infime de sa besogne au nettoyage des semences, on pourrait, sans travaux de bonification ni machines nouvelles, augmenter la récolte d'une dizaine de pouds par déciatine? Mais que signifie une augmentation de la récolte de dix pouds par déciatine? Un accroissement de la production globale annuelle d'un milliard de pouds. Et cela ne demanderait pas un gros effort.

Pourquoi nos cellules de la campagne ne pourraient-elles pas s'en charger? Est-ce donc moins important que de discourir sur la politique de Curzon? Le moujik comprendrait alors que les communistes ont cessé de bavarder, qu'ils se sont mis à l'œuvre; et nos cellules de la campagne auraient toute la confiance des paysans.

Je ne dirai rien de la nécessité, pour améliorer et ranimer la vie du Parti, d'intensifier le travail d'éducation et d'instruction politiques parmi les jeunes, d'où sortent les cadres nouveaux, ainsi que dans l'Armée rouge, parmi les femmes déléguées et en général parmi tous les sans-parti.

Je ne m'étendrai pas davantage sur la nécessité pour nous d'intensifier l'échange des informations, — j'en ai déjà parlé —, informations du sommet à la base et de la base au sommet.

Telles sont, camarades, les mesures d'amélioration, telle est l'orientation vers la démocratie à l'intérieur du Parti, que le Comité central a indiquées dès septembre dernier, et qu'il importe d'appliquer de la base au sommet.

Je voudrais maintenant insister sur deux exagérations, deux emballements, à propos de la démocratie ouvrière, qui se sont fait jour dans certains articles de la discussion ouverte dans la *Pravda*.

La première exagération concerne l'électivité. Certains camarades voudraient que le principe électif fût appliqué « jusqu'au bout ». Puisqu'élections il y a, élisons sur toute la ligne! L'ancienneté dans le Parti? A quoi bon! Elis qui tu veux. Cette conception, camarades, est erronée. Le Parti la repoussera. Bien sûr, nous ne sommes plus en guerre, nous traversons une période de développement pacifique. Mais nous avons la Nep. Ne l'oubliez pas, camarades. Ce n'est pas pendant la guerre, mais depuis la guerre que le Parti a entrepris son épuration. Pourquoi? Parce que, pendant la guerre, la crainte d'être battu tenait le Parti contracté en un tout, et certains éléments qui le rongent de l'intérieur devaient se soumettre à la ligne générale du Parti, alors placé devant une question de vie ou de mort. Cette force de cohésion, maintenant, n'existe plus, puisque la guerre a pris fin: maintenant, nous avons la Nep, nous avons toléré une reprise du capitalisme; la bourgeoisie renaît. Il est vrai que cela entraîne une épuration du Parti, son renforcement; mais, d'autre part, une atmosphère nouvelle nous enveloppe, celle de la bourgeoisie qui naît et se développe : elle n'est pas

encore très pesante, mais elle a déjà réussi à triompher de certaines de nos coopératives et de certains de nos organismes commerciaux dans le domaine du commerce intérieur. C'est depuis la Nep que le Parti a entrepris son épuration et réduit de moitié ses effectifs; c'est depuis cette date que le Parti, pour préserver nos organisations des influences de la Nep, a conclu à la nécessité, par exemple, de rendre l'accès de ses rangs plus difficile aux éléments non prolétariens, de demander un stage déterminé d'ancienneté dans le Parti à ceux qui sont appelés à exercer certaines fonctions, et ainsi de suite. Le Parti a-t-il eu raison de prendre ces mesures de précaution, qui restreignent la démocratie « largement déployée »? Je le crois. C'est pourquoi j'estime que la démocratie est indispensable, que le principe électif est nécessaire, mais que les mesures de restriction adoptées par les XI^e^ et XII^e^ Congrès, du moins les principales d'entre elles, doivent encore rester en vigueur.

La seconde exagération concerne les limites de la discussion. Certains camarades réclament un droit de discussion illimité; la discussion est pour eux l'alpha et l'oméga du travail du Parti; mais ils oublient l'autre aspect du travail du Parti, son aspect efficient, celui qui comporte *l'application* des décisions du Parti. Telle est du moins l'impression que m'a laissée l'article de Radzine, lequel s'attache à justifier le principe de la discussion illimitée en se référant à Trotski : celui-ci aurait dit que « le Parti est une association volontaire d'hommes professant les mêmes idées ». J'ai cherché cette phrase dans les ouvrages de Trotski, sans pouvoir l'y trouver. Il est d'ailleurs peu vraisemblable qu'il ait entendu donner cet énoncé pour une formule arrêtée de la définition du Parti. Et s'il l'a donné, il est peu probable qu'il ait mis un point aussitôt après. Le Parti n'est pas seulement une association d'hommes professant les mêmes idées; c'est encore une association d'hommes qui agissent ensemble, l'union militante d'hommes qui agissent ensemble et luttent en s'inspirant d'une idéologie commune (programme, tactique). Je crois cette citation de Trotski inexacte: tel que je le connais en effet, Trotski est de ces membres du Comité central qui soulignent le plus le côté efficient du travail du Parti. Je pense, par conséquent, qu'il faut laisser à Radzine la responsabilité de sa définition. Mais d'ailleurs à quoi nous conduit-elle, cette définition? A l'une de ces deux éventualités : *ou bien* le Parti dégénère en une secte, une école

philosophique, car c'est seulement dans d'étroites organisations de ce genre qu'une parfaite identité de pensée est possible; *ou bien* il se transforme en un club de discussions sans fin, disputant et ergotant à perte de vue, jusques et y compris la formation de fractions, la scission du Parti. Notre Parti ne peut admettre ni l'une ni l'autre de ces éventualités. C'est pourquoi j'estime que, s'il est nécessaire d'examiner les différents problèmes, s'il est nécessaire de discuter, il faut aussi fixer des limites à la discussion, afin d'empêcher que le Parti, ce détachement de combat du prolétariat, ne dégénère en un club de discussion.

En terminant mon rapport, je dois vous mettre en garde, camarades, contre ces deux exagérations. Je pense que si nous les écartons toutes deux et si nous nous appliquons honnêtement et résolument à mettre en pratique l'orientation vers la démocratie à l'intérieur du Parti que le Comité central a indiquée dès septembre dernier, nous réussirons à coup sûr à améliorer notre travail de Parti. (*Applaudissements.*)

*Pravda* [*La Vérité*], *n°* 277,
6 *décembre* 1923.

# *A propos de la discussion, de Rafaïl, des articles de Préobrajenski et de Sapronov ainsi que de la lettre de Trotski.*

## A PROPOS DE LA DISCUSSION.

**La discussion sur la situation à l'intérieur du Parti, qui s'est ouverte il y a quelques semaines, touche visiblement à sa fin, du moins à Moscou et Pétrograd. On sait que Pétrograd s'est prononcé pour la ligne du Parti. Les principaux rayons de Moscou se sont, eux aussi, déclarés en faveur de la ligne du Comité central. La réunion des cadres de l'organisation de Moscou-ville a, le 11 décembre, approuvé sans réserves la ligne du Comité central en matière politique et en matière d'organisation. Et, n'en doutons pas, la prochaine conférence de l'organisation de Moscou suivra l'exemple des rayons. L'opposition, constituée par le bloc d'une partie des communistes « de gauche » (Préobrajenski, Stoukov, Piatakov et autres) et de ceux qu'on est convenu d'appeler les centralistes démocratiques (Rafaïl, Sapronov et autres), a été écrasée.**

**Le déroulement de la discussion et les métamorphoses de l'opposition au cours de cette discussion présentent un vif intérêt.**

**L'opposition a commencé par demander ni plus ni moins qu'une révision de la ligne générale en ce qui concerne l'organisation intérieure et la politique intérieure qui sont celles du Parti depuis deux ans, depuis la Nep. Tout en réclamant une application pleine et entière des décisions du X^e^ Congrès sur la démocratie à l'intérieur du Parti, elle insistait pour la suppression des restrictions (interdiction des groupes, ancienneté dans le Parti. etc.) qui ont été établies par nos X^e^, XI^e^ et XII^e^ Congrès. Mais l'opposition ne s'en est pas tenue là. Affirmant que le Parti s'était en fait transformé en une orga-**

nisation de type militaire, et la discipline du Parti en une discipline militaire, elle a demandé un remaniement complet de tout l'appareil du Parti du sommet à la base, la destitution des principaux militants responsables, et ainsi de suite. Bien entendu, les violences verbales et les invectives à l'adresse du Comité central n'ont pas manqué. La *Pravda* était pleine d'articles, grands et petits, qui accusaient le Comité central de tous les péchés. C'est tout juste s'il n'a pas été rendu responsable du tremblement de terre au Japon.

Dans cette période, le Comité central, comme tel, n'est pas intervenu dans la discussion qui se déroulait dans les colonnes de la *Pravda*, laissant aux membres du Parti toute liberté de critique. Il n'a pas même jugé utile de réfuter les accusations absurdes que les critiques avançaient souvent, estimant les membres du Parti suffisamment conscients pour résoudre eux-mêmes les questions débattues.

Ce fut là, pour ainsi dire, la première période de la discussion.

Ensuite, lorsqu'on fut fatigué des violences verbales, que les invectives perdirent tout effet et que les membres du Parti réclamèrent un examen serré de la question, une deuxième période commença. Elle s'est ouverte par la publication d'une résolution du Comité central et de la Commission centrale de contrôle sur l'organisation du Parti. [1]. C'est en s'inspirant de la décision prise par la session plénière d'octobre du Comité central [2], qui approuvait l'orientation vers la démocratie à l'intérieur du Parti, que le Bureau politique et le Présidium de la Commission centrale de contrôle ont rédigé la résolution : elle précise les conditions nécessaires à l'application de la démocratie au sein du Parti. Cet acte a marqué un tournant dans le déroulement de la discussion. On ne pouvait plus se borner à critiquer en général. Le projet concret présenté par le Comité central et la Commission centrale de contrôle obligeait l'opposition ou bien à

---

1. La résolution sur l'organisation du Parti fut adoptée à la séance commune du Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. et du Présidium de la Commission centrale de contrôle tenue le 5 décembre 1923. Elle fut publiée dans le nº 278 de la *Pravda*, le 7 décembre. (*N.R.*)

2. Il s'agit de la session commune du Comité central du P.C.(b)R. et de la Commission centrale de contrôle, élargie aux représentants de 10 organisations du Parti, qui se tint du 25 au 27 octobre 1923. (Voir la résolution de cette session dans les *Résolutions et décisions des congrès, conférences et sessions plénières du Comité central du P.C.U.S.*, 1re partie, 1953, p. 767-768.) (*N.R.*)

accepter ce plan, ou bien à en présenter un autre, un plan parallèle, tout aussi concret, en vue d'assurer la démocratie à l'intérieur du Parti. Et alors il est apparu que l'opposition était incapable de mettre en face du texte du Comité central un plan à elle, qui fût susceptible de satisfaire les organisations du Parti. Le recul de l'opposition a commencé. On a vu disparaître de son arsenal la demande de revision de la ligne générale sur l'organisation interne du Parti, en vigueur depuis deux ans. Sa demande de suppression des restrictions à la démocratie, qui ont été adoptées par les X^e^, XI^e^ et XII^e^ Congrès du Parti, a bien pâli et s'est bien défraîchie. Elle a remisé à l'arrière-plan et atténué son exigence d'un remaniement complet de l'appareil du Parti du sommet à la base. L'opposition a jugé bon de remplacer toutes ces revendications par des propositions qui soulignent la nécessité de « formuler avec précision la question des fractions », d'« élire tous les organismes du Parti précédemment nommés », d'« abolir la pratique systématique de la nomination » et ainsi de suite. Il est significatif que même ces suggestions, si édulcorées, de l'opposition aient été repoussées par les organisations de Krasnaïa Presnia et de Zamoskvoretchié, qui ont approuvé à une majorité écrasante la résolution du Comité central et de la Commission centrale de contrôle.

Ce fut là, pour ainsi dire, la deuxième période de la discussion.

Nous sommes maintenant entrés dans la troisième période. Ce qui la caractérise, c'est un nouveau recul, je dirais même une retraite désordonnée, de l'opposition. Et ses revendications, pourtant bien défraîchies et plusieurs fois édulcorées, ne figurent plus, cette fois-ci, dans sa résolution. La dernière résolution de Préobrajenski (la troisième, je crois), celle qui a été présentée à la réunion des cadres de l'organisation de Moscou (plus de 1.000 personnes), déclare :

> Seule l'application rapide, unanime et sincère des résolutions du Bureau politique, et notamment le renouvellement par voie d'élection de l'appareil interne du Parti, peut garantir à celui-ci le passage à une politique nouvelle sans ébranlement ni lutte intestine, et renforcer la cohésion et l'unité réelles de ses rangs.

**Il ne faut pas considérer comme un hasard le fait que la réunion a rejeté même cette proposition absolument anodine de l'opposition. Ce n'est pas non plus par hasard que la réunion a adopté, à une écrasante majorité, une résolution approuvant la ligne du Comité central sur les questions de politique et d'organisation.**

## A PROPOS DE RAFAIL

**Je tiens Rafaïl pour le représentant le plus conséquent et le plus accompli de l'opposition actuelle, ou, pour être plus exact, du bloc actuel de l'opposition. A une réunion de discussion, il a déclaré que notre Parti s'était, en fait, transformé en une organisation militaire, que la discipline y était toute militaire, et qu'il fallait en conséquence remanier du sommet à la base tout l'appareil du Parti, devenu défectueux et étranger à l'esprit qui doit être celui du Parti. J'ai l'impression que ces idées, ou des idées similaires, trottent dans la tête de nos oppositionnels sans que, pour une raison ou pour une autre, ils osent les exprimer. Il faut reconnaître qu'à cet égard, Rafaïl s'est montré plus hardi que ses collègues de l'opposition.**

**Et pourtant Rafaïl a absolument tort. Il a tort quant à la forme, mais aussi et avant tout sur le fond. Car si notre Parti s'était réellement transformé en une organisation militaire ou même avait commencé de le faire, n'est-il pas évident que nous n'aurions ni Parti, au sens propre du mot, ni dictature du prolétariat, ni révolution.**

**Qu'est-ce qu'une armée ?**

**L'armée est un organisme fermé, créé par en haut. La nature même de l'armée suppose qu'elle a à sa tête un état-major nommé par en haut et qui la forme en usant de contrainte. L'Etat-major non seulement forme l'armée, mais encore la ravitaille, l'habille, la chausse et ainsi de suite. Au point de vue matériel, toute l'armée dépend complètement de son état-major. C'est là-dessus, entre autres, que repose la discipline militaire : l'enfreindre entraîne cette forme spécifique du châtiment suprême qu'est l'exécution militaire. C'est également ce qui explique que l'état-major puisse faire marcher son armée où et quand il lui plaît, uniquement en fonction de ses plans stratégiques.**

**Qu'est-ce que le Parti ?**

Le Parti est l'avant-garde du prolétariat, créée par en bas et qui repose sur le principe du libre consentement. Le Parti a lui aussi son état-major, mais qui n'est pas nommé par en haut : il est élu par en bas, par l'ensemble du Parti. Ce n'est pas l'état-major qui forme le Parti; c'est, au contraire, le Parti qui forme son état-major. Le Parti se forme lui-même sur la base de la libre adhésion. Il n'y a pas non plus ici, entre l'état-major du Parti et l'ensemble du Parti, cette dépendance matérielle dont nous avons parlé précédemment à propos de l'armée. L'état-major du Parti ne ravitaille pas ce dernier, il ne le nourrit pas et ne l'habille pas. C'est, entre autres raisons, ce qui explique que l'état-major du Parti ne puisse faire marcher arbitrairement les rangs du Parti où et quand il lui plaît, qu'il ne puisse diriger le Parti dans son ensemble qu'en fonction des intérêts économiques et politiques de la classe dont le Parti lui-même est une parcelle. De là le caractère particulier de la discipline du Parti, fondée essentiellement sur la persuasion, à la différence de la discipline militaire, fondée essentiellement sur la contrainte. De là, la différence fondamentale qui existe entre le châtiment suprême dans le Parti (l'exclusion) et dans l'armée (l'exécution).

Il suffit de comparer ces deux définitions pour comprendre combien l'erreur de Rafaïl est monstrueuse.

Le Parti, dit-il, s'est transformé en une organisation militaire. Mais comment a-t-il pu se transformer en une organisation militaire, lui qui ne dépend pas matériellement de son état-major, qui se constitue par en bas grâce au principe de la libre adhésion, qui forme lui-même son état-major ? Comment expliquer, en ce cas, l'afflux des ouvriers dans le Parti, les progrès de son influence parmi les masses sans-parti, sa popularité parmi les couches des travailleurs du monde entier ?

De deux choses l'une :

*Ou bien* le Parti est passif et muet au dernier point, — mais alors comment expliquer que ce Parti passif et muet entraîne à sa suite le prolétariat le plus révolutionnaire du monde et gouverne depuis plusieurs années déjà le pays le plus révolutionnaire du monde?

*Ou bien* le Parti est actif et fait preuve d'initiative, — mais alors on ne comprend pas que ce Parti actif et faisant preuve d'initiative n'ait pas encore renversé le régime mili-

taire qui s'est établi dans son sein, si ce régime existe réellement.

N'est-il pas évident que notre Parti, qui a fait trois révolutions, qui a vaincu Koltchak et Dénikine et qui ébranle aujourd'hui les bases mêmes de l'impérialisme mondial, que ce Parti-là n'aurait pas toléré, ne fût-ce qu'une semaine, le régime militaire et autoritaire dont Rafaïl parle avec tant de légèreté et de désinvolture, qu'il l'aurait balayé en un clin d'œil pour instaurer un nouveau régime, sans attendre les appels de Rafaïl?

Le rêve est terrifiant, mais, Dieu merci, ce n'est qu'un rêve. En premier lieu, en effet, Rafaïl a confondu le Parti et l'armée, l'armée et le Parti, n'ayant, de toute évidence, une idée nette ni de ce qu'est l'un ni de ce qu'est l'autre; en deuxième lieu, Rafaïl, de toute évidence, ne croit pas lui-même à sa propre découverte; il lui faut des phrases « à faire dresser les cheveux sur la tête » à propos du régime autoritaire dans le Parti pour justifier les principaux mots d'ordre de l'opposition actuelle : *a*) liberté des groupes fractionnels, et *b*) destitution des éléments dirigeants du Parti, du sommet à la base.

De toute évidence, Rafaïl sent bien qu'on n'arrivera pas à faire passer ces mots d'ordre si l'on ne recourt aux phrases « à faire dresser les cheveux sur la tête ».

Voilà le fond de l'affaire.

## A PROPOS DE L'ARTICLE DE PREOBRAJENSKI.

Pour Préobrajenski, la raison principale des défauts de la vie intérieure du Parti est l'erreur de la ligne fondamentale en matière d'organisation du Parti. Il affirme que « depuis deux ans déjà, le Parti applique une ligne foncièrement fausse dans sa politique interne », que « la ligne fondamentale en ce qui concerne l'organisation et la politique intérieures du Parti pour la période de la Nep » s'est révélée erronée.

Quelle a été cette ligne fondamentale pour la période de la Nep? A son X^e^ Congrès, le Parti a adopté une résolution sur la démocratie ouvrière. A-t-il eu raison de le faire? Préobrajenski pense que oui. A ce même X^e^ Congrès, le Parti a adopté une sérieuse restriction à la démocratie en interdisant les groupes. Le Parti a-t-il eu raison de le faire? Préobrajenski pense que non, parce qu'à son avis, une

telle restriction comprime la pensée indépendante du Parti. Au XI^e^ Congrès, le Parti a adopté de nouvelles restrictions à la démocratie : degré d'ancienneté dans le Parti, etc. Le XII^e^ Congrès n'a fait que confirmer ces restrictions. Le Parti a-t-il eu raison d'agir ainsi pour se garantir des tendances petites-bourgeoises dans les conditions de la Nep? Préobrajenski pense que le Parti a eu tort parce qu'à son avis ces restrictions ont comprimé l'initiative des organisations du Parti. La conclusion est claire : Préobrajenski propose de changer la ligne fondamentale du Parti dans ce domaine, telle qu'elle a été adoptée par les X^e^ et XI^e^ Congrès dans les conditions de la Nep.

Mais les X^e^ et XI^e^ Congrès du Parti se sont tenus sous la direction immédiate du camarade Lénine. C'est lui qui a présenté et fait adopter au X^e^ Congrès la résolution interdisant les groupes (résolution sur l'unité). C'est avec la participation la plus active du camarade Lénine que le XI^e^ Congrès a adopté les autres restrictions à la démocratie, celles qui sont relatives au degré d'ancienneté dans le Parti, etc. Préobrajenski ne se rend-il pas compte qu'il propose au fond de changer la ligne organiquement liée au léninisme qui est celle du Parti dans les conditions de la Nep? Préobrajenski ne commence-t-il pas à comprendre qu'en proposant de changer ce qui est la ligne fondamentale du Parti en matière d'organisation dans les conditions de la Nep, il ne fait en somme que reprendre certaines propositions de la fameuse « plate-forme anonyme »[1] qui demandait une revision du léninisme?

Il suffit de poser ces questions pour comprendre que le Parti ne suivra pas Préobrajenski.

Que propose-t-il donc? Ni plus ni moins que de rétablir la vie du Parti « telle qu'elle était en 1917-1918 ». Qu'est-ce qui distingue à cet égard les années 1917-1918? C'est qu'il existait alors dans notre Parti des groupes et des fractions; que ces groupes étaient en lutte ouverte et que le Parti traversait une période critique où son sort était en jeu. Préobrajenski demande le rétablissement, au moins « en partie »,

---

1. Cette plate-forme anonyme avait été publiée à la veille du XII^e^ Congrès du P.C.(b)R. par un groupement contre-révolutionnaire clandestin qui s'intitulait « Groupe ouvrier ». (Ce « Groupe ouvrier », fondé à Moscou en 1923 par Miasnikov et Kouznetsov, tous deux exclus du Parti, ne réunit qu'un nombre infime d'adhérents et fut liquidé au cours de l'automne 1923.) (*N.R.*)

de cet état de choses aboli par le X^e^ Congrès. Le Parti peut-il s'engager dans cette voie? Non, il ne le peut pas. D'abord, parce que le rétablissement de la vie du Parti sur les bases de 1917-1918, période où il n'y avait pas la Nep, ne répond pas et ne peut pas répondre aux besoins du Parti en 1923, quand il y a la Nep. Ensuite, parce que le rétablissement de l'état de choses antérieur avec sa lutte fractionnelle ne manquerait pas de saper l'unité du Parti, maintenant surtout, en l'absence du camarade Lénine.

Préobrajenski est enclin à représenter les conditions de la vie intérieure du Parti en 1917-1918 comme quelque chose de souhaitable et d'idéal. Mais nous connaissons, quant à nous, bien des côtés sombres de cette période de la vie intérieure du Parti, qui lui ont valu les secousses les plus graves. Jamais, semble-t-il, la lutte à l'intérieur du Parti n'a été, chez les bolchéviks, aussi acharnée qu'en cette période, celle de la paix de Brest-Litovsk. On sait, par exemple, que les communistes « de gauche », qui formaient alors une fraction à part, allèrent jusqu'à parler sérieusement de remplacer le Conseil des commissaires du peuple de ce temps par un nouveau Conseil, composé de membres de leur fraction. Une partie de l'opposition actuelle. — Préobrajenski, Piatakov, Stoukov et d'autres, — adhérait alors à la fraction des communistes « de gauche ».

Préobrajenski songerait-il à « rétablir » dans notre Parti cet ancien état de choses « idéal »?

Il est clair, en tout cas, que le Parti ne consentira pas à ce « rétablissement ».

## A PROPOS DE L'ARTICLE DE SAPRONOV.

D'après Sapronov, la principale raison des défauts constatés dans la vie intérieure du Parti est la présence dans ses appareils de « pédants du Parti », de « maîtresses d'école », qui s'occupent d'« éduquer les membres du Parti » avec « des méthodes scolaires » et entravent de la sorte leur éducation réelle au cours même de la lutte. Après avoir ainsi métamorphosé les militants de notre appareil du Parti en « maîtresses d'école », Sapronov ne songe pas à se demander : mais d'où viennent ces gens-là, et comment a-t-il pu se faire que les « pédants du Parti » se soient assuré la haute main sur son travail? En avançant comme démontrée cette thèse

démagogique plus que risquée, Sapronov a oublié qu'un marxiste ne saurait se contenter de sentences, qu'il doit avant tout comprendre le fait dont il s'agit, si celui-ci existe réellement, et l'expliquer, pour définir ensuite les mesures propres à y remédier. Mais, de toute évidence, Sapronov n'a cure du marxisme. Il entend coûte que coûte dénigrer l'appareil du Parti; tout le reste viendra de lui-même! La mauvaise volonté des « pédants du Parti » : telle est, à l'en croire, la raison des défauts constatés dans la vie intérieure de notre organisation. Excellente explication, il n'y a pas à dire!

Mais on ne comprend pas :

1° comment ces « maîtresses d'école » et ces « pédants du Parti » ont pu conserver la direction du prolétariat le plus révolutionnaire du monde;

2° comment nos « écoliers du Parti », dont ont a confié l'éducation à des « maîtresses d'école », ont pu conserver la direction du pays le plus révolutionnaire du monde.

Il est en tout cas évident qu'il est plus facile de pérorer sur les « pédants du Parti » que de comprendre et d'apprécier les très grands mérites de notre appareil.

Comment Sapronov entend-il remédier aux défauts de la vie intérieure de notre Parti? Le remède qu'il propose est aussi simple que le diagnostic. « Remanier notre corps d'officiers », destituer les responsables actuels : telle est la recette de Sapronov. Il y voit la garantie principale de la démocratie à l'intérieur du Parti. Je suis loin de nier l'importance de nouvelles élections, au point de vue du démocratisme, afin d'améliorer la vie intérieure de notre Parti. Mais y voir la garantie principale, c'est ne comprendre ni la vie intérieure du Parti, ni ses défauts. L'opposition compte dans ses rangs des hommes comme Biéloborodov, dont les ouvriers de Rostov n'ont pas encore oublié le « démocratisme »; comme Rosenholz, dont le « démocratisme » n'a guère donné de satisfaction à nos travailleurs des transports fluviaux et ferroviaires; comme Piatakov, dont le « démocratisme » a fait crier, que dis-je, hurler tout le Donbass; comme Alski, dont chacun connaît le « démocratisme »; comme Byk, dont le « démocratisme » fait jusqu'à présent hurler le Khorezm. Sapronov croit-il qu'en remplaçant les actuels « pédants du Parti » par les « chers camarades » que je viens de citer, il fera triompher la démocratie au sein du Parti? Qu'on me permette d'avoir quelques doutes à ce sujet!

Il est manifeste qu'il existe deux sortes de démocratisme :

celui de la masse des membres du Parti, qui brûlent de faire preuve d'initiative et de s'associer activement à la direction du Parti, et le « démocratisme » des hauts dignitaires du Parti mécontents, pour qui l'essence du démocratisme consiste à remplacer certaines personnalités par d'autres. Le Parti se prononcera pour la première forme de démocratisme, et il l'appliquera d'une main de fer. Mais il répudiera le « démocratisme » des hauts dignitaires mécontents, qui n'a rien de commun avec la véritable démocratie ouvrière à l'intérieur du Parti.

Pour assurer la démocratie au sein du Parti, il faut avant tout faire disparaître les survivances et les habitudes de la période de guerre, qui subsistent encore chez certains de nos militants responsables et qui les amènent à voir dans le Parti, au lieu d'un organisme doué d'initiative, un réseau d'institutions. Mais il est impossible de faire disparaître ces survivances en un très bref délai.

Pour assurer la démocratie au sein du Parti, il faut ensuite triompher de la pression exercée par notre appareil d'Etat bureaucratique, qui comprend environ un million de fonctionnaires, sur l'appareil du Parti, qui ne compte pas plus de vingt à trente mille permanents. Mais il est inconcevable qu'on puisse triompher de la pression de cette lourde machine et se la subordonner en un très bref délai.

Pour assurer la démocratie au sein du Parti, il faut enfin élever le niveau culturel d'un certain nombre de nos cellules, les plus arriérées, et répartir judicieusement nos cadres sur l'ensemble du territoire de l'Union, ce qui, encore une fois, ne peut se faire en un très bref délai.

Vous voyez qu'assurer une démocratie complète n'est pas aussi simple que se l'imagine Sapronov si, bien entendu, l'on comprend sous le nom de démocratisme, non le démocratisme vain et formel de Sapronov, mais un démocratisme véritable et sincère, un démocratisme ouvrier.

Il est bien évident que le Parti tout entier, de la base au sommet, doit tendre tout son effort pour assurer et appliquer une démocratie réelle dans son sein.

## A PROPOS DE LA LETTRE DE TROTSKI.

La résolution du Comité central et de la Commission centrale de contrôle sur la démocratie à l'intérieur du Parti,

qui a été publiée le 7 décembre, avait été adoptée à l'unanimité. Trotski l'a votée. On pouvait donc penser que les membres du Comité central, y compris Trotski, présenteraient un front unique pour appeler les adhérents du Parti à accorder un soutien unanime au Comité central et à sa résolution. Or, cette supposition ne s'est pas confirmée. Il y a quelques jours, Trotski a adressé aux conférences du Parti une lettre qui ne peut être interprétée que comme une tentative d'affaiblir la volonté d'unité des membres du Parti dans l'appui qu'ils accordent au Comité central et à sa position.

Jugez-en vous-mêmes.

En évoquant le bureaucratisme de l'appareil du Parti et le danger d'une dégénérescence de la vieille garde, c'est-à-dire du noyau fondamental, léniniste, de notre Parti, Trotski écrit :

> On a plus d'une fois observé dans l'histoire une dégénérescence de la « vieille garde ». Prenons l'exemple historique le plus récent et le plus frappant : celui des chefs et des partis de la IIe Internationale. Nous savons, en effet, que Wilhelm Liebknecht, Bebel, Singer, Victor Adler, Kautsky, Bernstein, Lafargue, Guesde et d'autres avaient été les disciples immédiats, directs de Marx et d'Engels. Nous savons cependant que tous ces chefs, — les uns en partie, les autres entièrement, — ont dégénéré et versé dans l'opportunisme... Nous devons dire, nous, les « vieux », que notre génération, qui joue naturellement le rôle dirigeant dans le Parti, n'offre en soi aucune garantie contre un affaiblissement progressif et insensible de l'esprit prolétarien et révolutionnaire, si l'on admet que le Parti va tolérer une accentuation et une stabilisation des méthodes de politique propres à un appareil bureaucratique, qui font de la jeune génération un objet d'éducation passif et créent inévitablement un fossé entre l'appareil et la masse, entre les vieux et les jeunes... La jeunesse est le meilleur baromètre du Parti; c'est elle qui réagit avec le plus de vigueur au bureaucratisme du Parti... Il faut que la jeunesse emporte de haute lutte des formules révolutionnaires...

Je dois, en premier lieu, dissiper une équivoque possible. Trotski, ainsi qu'il ressort de sa lettre, se range dans la vieille garde bolchévik, et il se déclare ainsi prêt à prendre sa part des reproches qui peuvent éventuellement être adressés à la vieille garde, si en effet elle s'engage dans la voie de la dégénérescence. Il faut reconnaître que cet empressement à se sacrifier est sans nul doute un trait de noblesse. Mais je dois défendre Trotski contre lui-même, car, pour des raisons bien compréhensibles, il ne peut ni ne doit assumer la responsabilité d'une éventuelle dégénérescence des cadres principaux de la vieille garde bolchévik. Le sacrifice est, certes, une belle chose; mais est-il nécessaire aux vieux bolchéviks? Je ne le crois pas.

En second lieu, on comprend mal qu'on puisse mettre sur le même pied des opportunistes et des menchéviks comme Bernstein, Adler, Kautsky, Guesde et autres, et la vieille garde bolchévik, qui s'est toujours battue et qui, je l'espère, se battra toujours avec honneur contre l'opportunisme, contre les menchéviks, contre la IIe Internationale. Par quoi s'expliquent ce méli-mélo, cette confusion, à qui peuvent-ils servir, si l'on ne veut voir que les intérêts du Parti, sans se laisser guider par des considérations accessoires dont le but n'est nullement de défendre la vieille garde? Comment comprendre ces allusions à l'opportunisme, lorsqu'il s'agit des vieux bolchéviks qui ont grandi dans la lutte contre l'opportunisme?

En troisième lieu, je suis loin de penser que les vieux bolchéviks sont absolument garantis contre le danger de dégénérescence, pas plus que je n'ai de raison d'affirmer que nous sommes absolument garantis, par exemple, contre les tremblements de terre. On peut et on doit admettre qu'il y a là un danger *éventuel*. Mais cela signifie-t-il que ce danger soit *réel*, menaçant? Je ne le crois pas. D'ailleurs, Trotski lui-même n'a apporté aucune preuve du caractère réel du danger de dégénérescence. Et pourtant il existe au sein de notre Parti des éléments d'où peut effectivement provenir le danger d'une dégénérescence atteignant certains secteurs de notre Parti. Je veux parler de cette portion des menchéviks qui est entrée *à contre-cœur* dans notre Parti et ne s'est pas encore débarrassée de ses vieilles habitudes opportunistes. Voici ce que le camarade Lénine écrivait à propos de ces menchéviks et de ce danger lors de l'épuration de notre Parti :

> **Tout opportuniste se distingue par sa faculté d'adaptation... et les menchéviks, en tant qu'opportunistes, s'adaptent pour ainsi dire « par principe » à la tendance qui domine chez les ouvriers; ils prennent une couleur protectrice, tel le lièvre qui devient blanc en hiver. Cette particularité des menchéviks, il faut la connaître et en tenir compte. Et en tenir compte, cela signifie épurer le Parti d'environ 99 % des menchéviks qui ont adhéré au P.C.R. après 1918, c'est-à-dire lorsque la victoire des bolchéviks a commencé à devenir d'abord probable, puis certaine (voir t. XXVII, p. 13).**

**Comment a-t-il pu se faire que Trotski, perdant de vue ce danger et d'autres analogues, qui sont parfaitement réels, ait mis au premier plan un danger éventuel, celui d'une dégénérescence de la vieille garde bolchévik? Comment peut-on fermer les yeux sur un danger réel et mettre au premier plan un danger, à proprement parler, éventuel, inexistant, si l'on ne veut voir que l'intérêt du Parti, sans chercher à saper l'autorité de la majorité du Comité central, qui représente le noyau dirigeant de la vieille garde bolchévik? N'est-il pas clair que de telles façons d'« aborder » la question ne font qu'apporter de l'eau au moulin de l'opposition?**

**En quatrième lieu, pourquoi Trotski a-t-il ainsi *opposé* les « vieux » qui peuvent dégénérer, à la jeunesse qui est « le meilleur baromètre » du Parti, et la « vieille garde » qui peut se bureaucratiser, à la « jeune garde » qui doit « emporter de haute lutte des formules révolutionnaires »? Pourquoi cette opposition, à quoi répond-elle? La jeunesse et la vieille garde n'ont-elles pas toujours fait front unique contre les ennemis du dedans et du dehors? L'unité des « vieux » et des « jeunes » n'est-elle pas la force principale de notre révolution? Pourquoi cette tentative de déconsidérer la vieille garde et de flatter démagogiquement la jeunesse afin d'ouvrir, puis d'élargir une fissure entre ces deux détachements principaux de notre Parti? A qui cela peut-il servir, si l'on ne veut voir que l'intérêt du Parti, son unité, sa cohésion, sans chercher à ébranler cette unité au profit de l'opposition?**

**Est-ce ainsi que l'on défend le Comité central et sa résolution sur la démocratie à l'intérieur du Parti, résolution adoptée, de surcroît, à l'unanimité?**

Il est du reste bien évident que Trotski ne s'est pas proposé cet objectif lorsqu'il a adressé sa lettre aux conférences du Parti. Manifestement, son intention était autre : fournir un appui diplomatique à l'opposition dans sa lutte contre le Comité central du Parti, tout en prétendant défendre la résolution du Comité central.

C'est ce qui explique, à proprement parler, la duplicité dont la lettre de Trotski est empreinte.

Trotski fait bloc avec les centralistes démocratiques et une partie des communistes « de gauche » : tel est le sens politique de sa lettre.

*Pravda* [*La Vérité*], *n°* 285.
15 *décembre* 1923.
Signé : *J. Staline.*

# *Une remarque nécessaire.*

(A propos de Rataïl)

DANS mon article de la *Pravda* (n° 285) « A propos de la discussion, de Rafaïl, etc. », j'ai dit que si l'on en croit la déclaration de Rafaïl à la réunion de Presnia,

> notre Parti s'est, en fait, transformé en une organisation militaire, la discipline y est toute militaire et il faut en conséquence remanier du sommet à la base tout l'appareil du Parti, devenu défectueux.

Rafaïl déclare à ce sujet, dans son article de la *Pravda*, que j'ai rapporté ses opinions d'une façon inexacte, que je les ai « simplifiées dans le feu de la polémique », et ainsi de suite. Il dit avoir simplement établi une analogie (une comparaison) entre le Parti et l'armée et qu'analogie n'est pas identité.

> Le système de direction du Parti est analogue à celui de l'armée, ce qui ne signifie pas, dit-il, que c'en est une copie exacte; il s'agit simplement d'un parallèle.

Rafaïl a-t-il raison?

Non, il a tort. Et voici pourquoi.

*Premièrement*. — Dans son discours à la réunion de Presnia, Rafaïl n'a pas comparé simplement le Parti à l'armée, comme il l'assure à présent, mais il l'a bel et bien identifié à l'armée, en estimant qu'il est construit sur le modèle de celle-ci. J'ai sous les yeux le sténogramme de son

discours, revu par lui-même. On y lit : « Tout notre Parti est, de bas en haut, bâti sur le modèle de l'armée ». On ne pourra nier que nous avons ici, non pas une simple analogie, mais une assimilation, une identification de la structure du Parti à celle de l'armée.

Peut-on affirmer que notre Parti est construit sur le modèle de l'armée? Evidemment non : le Parti se construit par en bas, d'une façon tout à fait volontaire, sans dépendre matériellement d'un état-major qui est élu par le Parti lui-même; alors que l'armée, on le sait, est formée par en haut, sous l'effet de la contrainte, et se trouve sous la dépendance matérielle pleine et entière de son état-major, qui n'est pas élu, mais désigné par en haut. Etc., etc.

*Deuxièmement.* — Rafaïl ne se contente pas de comparer le système de direction du Parti à celui de l'armée; il les assimile l'un à l'autre, les identifie « sans vaines paroles ». Voici ce qu'il écrit dans son article :

> Nous établissons que le système de direction du Parti est *identique* à celui de l'armée, non pas en nous fondant sur des considérations étrangères au sujet, mais sur une analyse objective de la situation qui existe dans le Parti.

Impossible de nier qu'ici Rafaïl, loin de se contenter d'établir une analogie entre la direction du Parti et celle de l'armée, les identifie « tout simplement », « sans vaines paroles ».

Peut-on identifier ces deux systèmes de direction? Non, puisque le système de direction de l'armée, en tant que tel, est incompatible avec la nature du Parti et ses méthodes d'action aussi bien à l'égard de ses membres que de la masse sans-parti.

*Troisièmement.* — Rafaïl assure dans son article que le destin du Parti dans l'ensemble et de ses membres pris en particulier dépend en dernière analyse de la section de recensement et de répartition du Comité central; que « les membres du Parti sont considérés comme mobilisés »; que « la section assigne à *tout le monde* son travail », que « *personne* n'a le droit de disposer de lui-même à quelque degré que ce soit », et que « la section, cet « état-major », fixe le montant de la subsistance, c'est-à-dire la rémunération, la forme de travail, etc. ». Tout cela est-il exact? Non, bien sûr! En temps de

paix, c'est à peine si, d'habitude, de huit à dix mille personnes ont affaire chaque année à la section d'enregistrement et de répartition du Comité central. Il ressort du rapport du Comité central au XII[e] Congrès du P.C.R.[1] qu'en 1922 elle s'est occupée de 10.700 personnes (deux fois moins qu'en 1921). Si l'on retranche de ce nombre les 1.500 militants envoyés dans les établissements d'enseignement par les organisations locales et les malades en congé (plus de 400), il reste un peu plus de 8.000 personnes. Sur ce nombre, le Comité central a, pour toute l'année, prononcé l'affectation de 5.167 responsables (soit moins de la moitié du total des gens qui ont eu affaire à la section). Or, à cette époque, le Parti comptait non pas 5.000 ou 10.000, mais environ 500.000 membres : la grande masse n'était pas et ne pouvait pas être touchée par le travail de la section de recensement et de répartition du Comité central. Rafaïl a évidemment oublié qu'en temps de paix le Comité central n'affecte d'ordinaire que les militants responsables et que sa section de recensement et de répartition ne fixe pas, ne peut ni ne doit fixer « le montant de la rémunération » de tous les membres du Parti, qui sont actuellement plus de 400.000. Pourquoi avoir recouru à cette exagération grotesque? Evidemment, pour prouver « par des faits » l'« identité » des systèmes de direction dans le Parti et à l'armée.

Telle est la réalité.

Voilà pourquoi j'ai pensé, et je continue à penser, que Rafaïl « n'a une idée nette ni de ce qu'est le Parti, ni de ce qu'est l'armée ».

Quant aux citations qu'il a faites des décisions du X[e] Congrès, elles n'ont rien à voir avec le cas présent, puisqu'elles ne concernent que les survivances de la période de guerre dans notre Parti, et non la prétendue « identité des systèmes de direction du Parti et de l'armée ».

Rafaïl a raison de dire qu'il faut corriger ses erreurs, ne pas y persévérer. C'est pourquoi je ne perds pas l'espoir de le voir corriger, enfin, les erreurs qu'il a commises.

*Pravda* [*La Vérité*], n° 294,
28 *décembre* 1923.
Signé : *J. Staline.*

---

1. Staline fait allusion au rapport d'activité du Comité central du P.C.R. devant le XII[e] Congrès du Parti, qui fut publié dans la revue *Izvestia du Comité central du P.C.(b)R.*, n° 4 (52), avril 1923. (*N.R.*)

# *Salutation au journal le "Kommounist"*[1].

**SALUTATION cordiale au journal le *Kommounist* à l'occasion de la sortie de son millième numéro. Je lui souhaite d'être le phare qui éclairera sans cesse, pour les masses laborieuses d'Orient, la voie du triomphe complet du communisme.**

**STALINE, secrétaire du C.C. du P.C.R.**
***Bakinskii Rabotchii* [*L'Ouvrier de Bakou*], *n°* 294 (1022), 30 *décembre* 1923.**

---

1. *Kommounist* [*Le Communiste*], organe quotidien du Comité central et du Comité de Bakou du Parti communiste (bolchévik) d'Azerbaïdjan, paraissant en azerbaïdjanais. Le premier numéro fut publié clandestinement par l'organisation bolchévik d'Azerbaïdjan le 29 août 1919, après quoi le journal fut interdit par le gouvernement moussavatiste. Il reparut le 30 avril 1920, après l'instauration du pouvoir des Soviets en Azerbaïdjan. Les salutations de Staline ont été publiées en azerbaïdjanais dans le *Kommounist* du 29 décembre 1923, et en russe dans les journaux *Bakinski Rabotchi* [*L'Ouvrier de Bakou*], le 30 décembre 1923, et *Zaria Vostoka* [*L'Aube de l'Orient*], le 3 janvier 1924. (*N.R.*)

# *Annexes.*

## I

## DECLARATION RELATIVE A LA FORMATION DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES.

**Depuis la formation des Républiques soviétiques, les États du monde se sont divisés en deux camps : celui du capitalisme et celui du socialisme.**

**D'un côté, dans le camp du capitalisme, règnent les haines et l'inégalité entre nations, l'esclavage colonial et le chauvinisme, l'oppression nationale et les pogroms, les atrocités et les guerres impérialistes.**

**De ce côté-ci, dans le camp du socialisme, règnent la confiance mutuelle et la paix, la liberté et l'égalité des nations, la cohabitation pacifique et la coopération fraternelle des peuples.**

**Les tentatives faites pendant des dizaines d'années par le monde capitaliste pour résoudre le problème des nationalités en combinant le libre développement des peuples et le système d'exploitation de l'homme par l'homme, se sont révélées infructueuses. Au contraire, l'écheveau des contradictions nationales s'est embrouillé de plus en plus, en menaçant l'existence même du capitalisme. La bourgeoisie s'est montrée impuissante à établir une coopération entre les peuples.**

**C'est seulement dans le camp des Soviets, dans les conditions de la dictature du prolétariat, qui groupe autour d'elle la majorité de la population, qu'il est devenu possible d'abolir radicalement l'oppression nationale, de créer une atmosphère de confiance mutuelle et de jeter les bases d'une coopération fraternelle des peuples.**

**C'est seulement grâce à ces circonstances que les Républiques soviétiques ont pu repousser les attaques des impérialistes du monde entier, à l'intérieur et à l'extérieur.**

**C'est seulement grâce à ces circonstances qu'elles ont pu terminer victorieusement la guerre civile, assurer leur existence et entreprendre l'édification pacifique de leur économie.**

**Mais les années de guerre ont laissé leurs traces. La ruine des campagnes, l'arrêt des usines, la destruction des forces productives et l'épuisement des ressources économiques, héritage de la guerre, rendent insuffisants les efforts isolés des différentes Républiques pour reconstruire leur économie. Avec l'existence isolée des Républiques, le relèvement de l'économie nationale s'est révélé impossible.**

**D'autre part, l'instabilité de la situation internationale et le danger d'agressions nouvelles rendent inévitable la formation d'un front uni des Républiques soviétiques face à l'encerclement capitaliste.**

**Enfin, la structure même du pouvoir des Soviets, international de par sa nature de classe, pousse les masses laborieuses des Républiques soviétiques dans la voie de l'union au sein d'une seule et même famille socialiste.**

**Toutes ces circonstances exigent impérieusement l'union des Républiques soviétiques en un Etat fédératif, capable d'assurer à la fois la sécurité à l'extérieur, la prospérité économique à l'intérieur et le libre développement national des peuples.**

**La volonté des peuples des Républiques soviétiques, qui se sont réunies récemment en Congrès des Soviets et ont été unanimes à décider la formation de l'« Union des Républiques socialistes soviétiques », fournit une sûre garantie que cette Union est une association librement consentie de peuples égaux en droits; que chaque République conserve le droit d'en sortir librement; que l'Union est ouverte à toutes les Républiques socialistes soviétiques qui existent ou qui pourront se constituer à l'avenir; que le nouvel Etat fédéral sera le digne couronnement de l'édifice de cohabitation pacifique et de coopération fraternelle des peuples, dont les bases ont été jetées dès Octobre 1917; qu'il constituera un rempart solide contre le capitalisme mondial et marquera un pas décisif dans la voie de l'union des travailleurs de tous les pays en une République socialiste soviétique universelle.**

**En faisant cette déclaration à la face du monde et en proclamant solennellement l'intangibilité des principes fondamentaux du pouvoir des Soviets, exposés dans les constitutions des Républiques socialistes soviétiques qui nous ont mandatés, nous, les délégués de ces Républiques, en vertu du mandat qui nous est confié, décidons de signer le traité d'établissement de l'« Union des Républiques socialistes soviétiques ».**

## II

## TRAITE D'ETABLISSEMENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

La République socialiste fédérative soviétique de Russie (R.S.F.S.R.), la République socialiste soviétique d'Ukraine (R.S.S.U.), la République socialiste soviétique de Biélorussie (R.S.S.B.) et la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie (R.S.F.S.T. : Géorgie, Azerbaïdjan et Arménie) concluent le présent traité d'union, par lequel elles se groupent en un seul Etat fédéral : l'« Union des Républiques socialistes soviétiques », sur la base des principes suivants :

1. Sont de la compétence de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, agissant par ses organes supérieurs :

*a*) la représentation de l'Union dans les relations internationales;

*b*) la modification des frontières extérieures de l'Union;

*c*) la conclusion des traités relatifs à l'admission de nouvelles républiques au sein de l'Union;

*d*) la déclaration de la guerre et la conclusion de la paix;

*e*) la conclusion d'emprunts d'Etat à l'extérieur;

*f*) la ratification des traités internationaux;

*g*) la fixation des systèmes commerciaux, extérieur et intérieur;

*h*) la fixation des principes fondamentaux et du plan général de toute l'économie nationale de l'Union, ainsi que la conclusion des traités relatifs aux concessions;

*i*) la réglementation des transports et des P.T.T.;

*j*) la fixation des principes fondamentaux de l'organisation des forces appartenant à l'Union des Républiques socialistes soviétiques;

**k) l'approbation du budget d'Etat unique de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la fixation des systèmes monétaire, fiduciaire et de crédit, ainsi que du système fiscal pour l'Union, les Républiques et les collectivités locales;**

**l) la fixation des principes généraux afférents à la réglementation du régime foncier et de la jouissance des terres, ainsi qu'à l'exploitation des richesses du sous-sol et des eaux et forêts sur tout le territoire de l'Union;**

**m) la législation fédérale commune concernant les déplacements de population;**

**n) la fixation des principes de l'organisation et de la procédure judiciaires, ainsi que la législation civile et criminelle pour toute l'Union;**

**o) la fixation de la législation fondamentale du travail:**

**p) la fixation des principes généraux de l'instruction publique;**

**q) la fixation des mesures d'ordre général dans le domaine de la santé publique;**

**r) la fixation du système des poids et mesures;**

**s) l'organisation des statistiques pour toute l'Union;**

**t) la fixation de la législation fondamentale sur la citoyenneté fédérale et les droits des étrangers;**

**u) le droit d'amnistie générale;**

**v) l'annulation des décisions prises en violation du traité d'union par les Congrès des Soviets, les Comités exécutifs centraux et les Conseils des commissaires du peuple des républiques fédérées.**

**2. L'organe suprême du pouvoir de l'Union des Républiques socialistes soviétiques est le Congrès des Soviets de l'Union et, dans l'intervalle des sessions, le Comité exécutif central de l'Union.**

**3. Le Congrès des Soviets de l'Union des Républiques socialistes soviétiques est composé des représentants des Soviets des villes, à raison d'un député pour 25.000 électeurs. et des représentants des Congrès provinciaux des Soviets, à raison d'un député pour 125.000 habitants.**

**4. Les délégués au Congrès des Soviets de l'Union sont élus dans les congrès provinciaux des Soviets.**

**5. Les congrès ordinaires des Soviets de l'Union sont convoqués par le Comité exécutif central de l'Union une fois par an; les congrès extraordinaires sont convoqués par le Comité exécutif central de l'Union à sa propre initiative ou à la demande d'au moins deux républiques fédérées.**

6. Le Congrès des Soviets de l'Union élit le Comité exécutif central, en y appelant les représentants des Républiques fédérées proportionnellement à la population de chacune d'elles, 371 membres au total.

7. Les sessions ordinaires du Comité exécutif central de l'Union sont convoquées trois fois par an. Les sessions extraordinaires sont convoquées sur l'initiative du Présidium du Comité exécutif central de l'Union ou à la demande du Conseil des commissaires du peuple de l'Union, ainsi que du Comité exécutif central de l'une des Républiques fédérées.

8. Les congrès des Soviets et les sessions du Comité exécutif central de l'Union sont convoqués dans les capitales des républiques fédérées selon une procédure établie par le Présidium du Comité exécutif central de l'Union.

9. Le Comité exécutif central de l'Union élit son Présidium, qui est l'organe suprême du pouvoir de l'Union dans l'intervalle des sessions du Comité exécutif central.

10. Le Présidium du Comité exécutif central de l'Union comprend 19 membres, parmi lesquels le Comité exécutif central élit ses quatre présidents, à raison d'un par république fédérée.

11. L'organe exécutif du Comité exécutif central de l'Union est le Conseil des commissaires du peuple de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (C.C.P. de l'Union), élu par le Comité exécutif central pour la durée du mandat de ce dernier et composé comme suit :

Le président du Conseil des commissaires du peuple de l'Union.

Les vice-présidents,

Le commissaire du peuple aux Affaires étrangères,

Le commissaire du peuple à la Guerre et à la Marine,

Le commissaire du peuple au Commerce extérieur,

Le commissaire du peuple aux Voies de communication,

Le commissaire du peuple aux P.T.T.,

Le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne.

Le président du Conseil supérieur de l'Economie nationale.

Le commissaire du peuple au Travail,

Le commissaire du peuple au Ravitaillement,

Le commissaire du peuple aux Finances.

12. Afin de faire régner la légalité révolutionnaire sur le territoire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

et de coordonner les efforts des Républiques fédérées dans la lutte avec la contre-révolution, il est créé, auprès du Comité exécutif central de l'Union, une Cour suprême, organe suprême de contrôle en matière judiciaire, et auprès du Conseil des commissaires du peuple de l'Union, un organisme unifié : la Direction politique d'Etat, dont le président fait partie du Conseil des commissaires du peuple de l'Union avec voix consultative.

13. Les décrets et arrêtés du Conseil des commissaires du peuple de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont obligatoires pour toutes les Républiques fédérées et immédiatement applicables sur tout le territoire de l'Union.

14. Les décrets et arrêtés du Comité exécutif central et du Conseil des commissaires du peuple de l'Union sont publiés dans les langues qui sont d'un usage général dans les Républiques fédérées (russe, ukrainien, biélorusse, géorgien, arménien, turk).

15. Les Comités exécutifs centraux des Républiques fédérées se pourvoient contre les décrets et arrêtés du Conseil des commissaires du peuple de l'Union auprès du Présidium du Comité exécutif central de l'Union, sans toutefois en suspendre l'exécution.

16. Les arrêtés et dispositions du Conseil des commissaires du peuple de l'Union ne peuvent être annulés que par le Comité exécutif central de l'Union et par son Présidium; les dispositions prises par les différents commissaires du peuple de l'Union peuvent être annulées par le Comité exécutif central de l'Union, par son Présidium et par le Conseil des commissaires du peuple de l'Union.

17. Les dispositions prises par les commissaires du peuple de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne peuvent être suspendues par les Comités exécutifs centraux des Républiques fédérées ou leurs Présidiums que dans des cas exceptionnels, lorsqu'elles sont manifestement en désaccord avec les arrêtés du Conseil des commissaires du peuple ou du Comité exécutif central de l'Union. Au cas où telle ou telle disposition aura été suspendue, le Comité exécutif central de la république fédérée ou son Présidium en informera immédiatement le Conseil des commissaires du peuple de l'Union ainsi que celui des commissaires du peuple de l'Union qui est en cause.

18. Le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée comprend :

Le président du Conseil des commissaires du peuple,
Les vice-présidents,
Le président du Conseil supérieur de l'Economie nationale,
Le commissaire du peuple à l'Agriculture,
Le commissaire du peuple au Ravitaillement,
Le commissaire du peuple aux Finances,
Le commissaire du peuple au Travail,
Le commissaire du peuple à l'Intérieur,
Le commissaire du peuple à la Justice,
Le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne,
Le commissaire du peuple à l'Instruction publique,
Le commissaire du peuple à la Santé publique,
Le commissaire du peuple à la Sécurité sociale,
Le commissaire du peuple aux Nationalités,
ainsi que les représentants des commissariats du peuple de l'Union : Affaires étrangères, Guerre et Marine, Commerce extérieur, Voies de communication et P.T.T., ayant voix consultative.

19. Le Conseil supérieur de l'Economie nationale des Républiques fédérées et leurs commissariats du peuple désignés ci-après : Ravitaillement, Finances, Travail et Inspection ouvrière et paysanne. tout en étant directement subordonnés aux Comités exécutifs centraux et aux Conseils des commissaires du peuple des Républiques fédérées. s'inspirent dans leur activité des dispositions des commissariats du peuple correspondants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

20. Les Républiques faisant partie de l'Union ont leur propre budget, qui est partie constitutive du budget fédéral, approuvé par le Comité exécutif central de l'Union. Les budgets des Républiques. leurs recettes et leurs dépenses. sont établis par le Comité exécutif central de l'Union. Le détail des recettes et le montant du prélèvement sur les recettes qui est affecté aux budgets des Républiques fédérées, sont fixés par le Comité exécutif central de l'Union.

21. Il est institué une citoyenneté fédérale unique pour les citoyens des républiques fédérées.

22. L'Union des Républiques socialistes soviétiques a son drapeau, ses armes et son sceau.

23. La capitale de l'Union des Républiques socialistes soviétiques est Moscou.

**24. Les Républiques fédérées introduisent dans leur constitution les modifications qui découlent du présent traité.**

**25. La ratification du traité d'union, ainsi que les amendements et additions qui peuvent y être apportés, sont de la compétence exclusive du congrès des Soviets de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.**

**26. Chacune des Républiques fédérées conserve le droit de sortir librement de l'Union.**

# *Vie de Staline*
## de 1921 à 1923

### 1921

*1-2 janvier* — **Staline dirige les travaux de la Conférence tenue par les communistes des peuples turks de la R.S.F.S.R.; il prononce le discours d'ouverture et présente le rapport sur les questions d'organisation.**

*5 janvier* — **Staline écrit l'article « Nos divergences », publié dans la *Pravda* n° 12, du 19 janvier 1921.**

*14 janvier* — **Staline présente un rapport sur la situation dans un meeting tenu au Théâtre du premier détachement de la défense côtière (Pétrograd).**

*17 janvier* — **Staline prononce, à la réunion élargie du Comité de Moscou du P.C.(b)R., un discours sur le rôle des syndicats dans la production, où il réfute les thèses de Trotski et de Boukharine et défend la plate-forme léniniste dite « des Dix ».**

*18 janvier* — **Staline prend la parole à la réunion élargie du Comité de Moscou du P.C.(b)R. Il s'élève contre la transformation de l'armée en milice et fait triompher la proposition de renforcer et consolider l'armée permanente.**

*19 janvier* — **Staline préside la réunion du Conseil des nationalités auprès du commissariat du peuple aux Nationalités et il est élu à la commission chargée d'élaborer le statut de ce Conseil.**

*5 février* — **Les thèses de Staline sur « Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale » sont discutées au Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R.; une commission dirigée par Lénine et Staline est créée pour procéder à leur mise au point.**

| | |
|---|---|
| *7 février* | Staline, Lénine et les autres membres de la commission rédigent les thèses sur la question nationale en vue du X^e^ Congrès du P.C.(b)R. |
| *10 février* | Les thèses de Staline : « Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale » sont publiées dans le n° 29 de la *Pravda*. |
| *12 février* | Entretien de Staline avec .es représentants de la R.S.S.A. du Daghestan. |
| *15 février* | Staline communique par télégramme à Ordjonikidzé, alors à Bakou, les directives du Comité central du P.C.(b)R. pour le Conseil militaire révolutionnaire de la XI^e^ armée et lui demande de le tenir chaque jour au courant du déroulement des événements au Caucase. |
| *16 février* | Staline demande à Ordjonikidzé des renseignements sur la situation en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan. |
| *28 février* | Staline envoie à Lénine une note sur la nécessité de défendre Batoum contre les Turcs. |
| *3 mars* | Staline transmet par fil direct aux communistes de Géorgie les salutations et les directives de Lénine. |
| *5 mars* | Devant le Conseil des nationalités auprès du commissariat du peuple aux Nationalités, Staline fait un rapport sur le résultat des travaux de la commission chargée de mettre au point le statut de ce Conseil. |
| *8-16 mars* | Staline participe aux travaux du X^e^ Congrès du P.C.(b)R. |
| *8 mars* | Le X^e^ Congrès du P.C.(b)R. élit Staline membre de son bureau. |
| *9 mars* | Staline prend part aux négociations entre le gouvernement soviétique et une délégation turque. |
| *10 mars* | Staline présente au X^e^ Congrès du P.C.(b)R. son rapport sur « Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale ». |
| *13 mars* | Dans une note à Staline, Lénine propose qu'on envoie des délégués du X^e^ Congrès du P.C.(b)R. pour réprimer le soulèvement de Cronstadt. |
| *14 mars* | Le X^e^ Congrès du P.C.(b)R. élit Staline membre du Comité central du P.C.(b)R. |
| *15 mars* | Staline présente au X^e^ Congrès du P.C.(b)R. une déclaration de la commission chargée de mettre au point la résolution sur la question nationale. |

| | |
|---|---|
| *16 mars* | **La session plénière du Comité central du P.C.(b)R. élit Staline membre du Bureau politique et du Bureau d'organisation du Comité central du Parti.** |
| *Mars* | **Staline écrit à Lénine au sujet du plan d'électrification de la Russie.** |
| *16 avril* | **Staline envoie à Lénine ses observations sur le projet de statut de la Direction centrale des combustibles.** |
| *19 avril* | **Staline assiste à la réunion du Conseil des commissaires du peuple; il est appelé à la commission chargée d'élaborer le projet d'un décret étendant la compétence du Comité des pétroles de l'Azerbaïdjan.** |
| *22 avril* | **Staline adresse au Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. le texte d'un projet du commissariat du peuple aux Nationalités, concernant la création d'une région autonome des Komis.** |
| *25 avril* | **Staline présente au Conseil des nationalités auprès du commissariat du peuple aux Nationalités un rapport sur les amendements apportés par le Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. au « Statut du Conseil des nationalités » et il intervient dans le débat sur la formation de la région autonome des Komis.** |
| *2 mai* | **Staline écrit l'article « Comment poser la question nationale », publié dans le n° 98 de la *Pravda*, le 8 mai 1921.** |
| *5 mai* | **Staline adresse au collège du commissariat du peuple aux Nationalités une communication relative au projet de décret qui astreint tous les commissariats à soumettre au commissariat des Nationalités les projets de lois et décrets concernant les différentes nationalités.** |
| *10 mai* | **Staline prend la parole au Conseil des commissaires du peuple au sujet des sections locales de l'Inspection ouvrière et paysanne.** |
| *16 mai* | **Staline préside la séance du collège du commissariat du peuple aux Nationalités. Le collège décide de convoquer un Congrès des travailleurs yakoutes pour examiner la création d'une région autonome yakoute.** |

| | |
|---|---|
| *16-25 mai* | Staline participe aux travaux de la commission formée par le Comité central du P.C.(b)R. pour assurer la préparation et la tenue du IVe Congrès des syndicats de la R.S.F.S.R. |
| *18 mai* | Staline intervient, au nom du Comité central du P.C.(b)R., à la fraction communiste du IVe Congrès des syndicats de la R.S.F.S.R., contre le projet de résolution du groupe anarcho-syndicaliste relatif au rapport d'activité du Bureau du Conseil central des syndicats. |
| *19 mai* | Staline participe aux travaux de la commission créée par la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. pour enquêter sur l'attitude anti-parti de Tomski au IVe Congrès des syndicats de la R.S.F.S.R. |
| *Fin mai* | Staline se rend à Naltchik[1] pour y faire une cure. |
| *12 juin* | Staline envoie ses salutations au IVe Congrès des Soviets de la circonscription de Kabardie. |
| *17 juin* | Staline envoie un télégramme de salutations au Ier Congrès des femmes de la République des Montagnards. |
| *Fin juin* | Staline quitte Naltchik pour se rendre à Tiflis, où il prendra part à la session du Bureau caucasien du Comité central du P.C.(b)R. |
| *2-7 juillet* | Staline prend part à la session de ce Bureau. |
| *4 juillet* | Lénine télégraphie à Ordjonikidzé pour savoir pourquoi la cure de Staline a été interrompue, et pour connaître l'opinion des médecins sur sa santé. |
| *6 juillet* | Staline présente à l'assemblée générale de l'organisation du Parti de Tiflis un rapport sur « Les tâches immédiates du communisme en Géorgie et en Transcaucasie ». Ce rapport est publié dans le nº 108 de la *Pravda Grouzii* (*La Vérité de Géorgie*), le 13 juillet 1921. |
| *7. 8, 14 juillet* | Staline prend part aux travaux de la session plénière du Comité central du P.C.(b) de Géorgie. Sur sa proposition, le C.C. examine la politique du Parti communiste de Géorgie dans le domaine du relèvement de l'économie nationale et du renforcement du pouvoir des Soviets. |

1. Ville du Caucase, capitale de la Kabardie. (*N.T.*)

*25 juillet* — Lénine demande à Ordjonikidzé combien de jours la cure de Staline a été interrompue, ainsi que le nom et l'adresse du médecin qui l'a soigné.

*8 août* — Staline quitte Naltchik pour rentrer à Moscou.

*18 août* — Lénine prescrit à la Commission du plan d'Etat de donner à Staline toutes facilités pour prendre connaissance de l'ensemble de la documentation économique, notamment en ce qui concerne l'industrie de l'or et les exploitations pétrolières de Bakou.

*22 août* — Le Comité central du P.C.(b)R. confie à Staline la direction générale de sa section d'agitation et de propagande.

*28 août* — L'article de Staline : « Le Parti avant et après la prise du pouvoir » est publié dans le n° 190 de la *Pravda*.

*6-8 septembre* — Staline participe aux études de la commission du Comité central du P.C.(b)R. pour l'amélioration du travail de l'appareil central des transports ferroviaires.

*22 septembre* — Le Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. élit Staline membre de la commission de répartition des terres entre la population montagnarde (Tchétchènes) et les Cosaques.

*27 septembre* — Staline reçoit la lettre de Lénine : « A propos des tâches de l'Inspection ouvrière et paysanne, de leur interprétation et de leur exécution », et il adresse à Lénine sa « Réponse au sujet de l'Inspection ».

*3 novembre* — Le Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. élit Staline membre de la commission chargée de préparer le IX[e] Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R.

*5 novembre* — L'article de Staline : « La Révolution d'Octobre et la politique nationale des communistes russes » est publié dans le n° 24(122) du journal *Jizn Natsionalnostéï* (*La Vie des nationalités*).

*13 novembre* — Staline prononce, au club du Comité du Parti du rayon de Krasnaïa Presnia, une conférence sur « La stratégie et la tactique politiques des communistes et la nouvelle politique économique ».

*17 novembre* — **Staline participe aux travaux du Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R., consacrés à l'examen de la question des communes agricoles, des artels et des coopératives pour la culture de la terre en commun.**

*18 novembre* — **Staline est désigné par le Comité central pour être l'un des rédacteurs de la revue du Comité central du P.C.(b)R. *Viestnik Agitatsii i Propagandy* (*Bulletin d'agitation et de propagande*).**

*28 novembre* — **Staline reçoit de Lénine un projet de proposition relatif à la formation d'une fédération des républiques de Transcaucasie; il rédige ses observations à ce sujet et propose un amendement, que Lénine accepte.**

*29 novembre* — **Le Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. adopte la résolution de Lénine et de Staline sur la fédération des républiques de Transcaucasie.**

*16 décembre* — **L'article de Staline : « Perspectives » est publié au n° 286 de la *Pravda*.**

*20 décembre* — **Staline et les autres membres du Conseil des commissaires du peuple signent le projet de décret du Conseil relatif au plan d'électrification de la R.S.F.S.R.**

*23 décembre* — **Le IX^e^ Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. élit Staline membre de son bureau.**

*28 décembre* — **Le IX^e^ Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. élit Staline membre du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R.**

*29 décembre* — **La I^re^ session du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. (9^e^ législature) élit Staline membre du Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R.; elle le nomme commissaire du peuple aux Nationalités et à l'Inspection ouvrière et paysanne.**

*Décembre* — **Staline participe à la commission du Comité central du P.C.(b)R. pour le travail à la campagne.**

## 1922

*9 janvier* — **Staline préside une réunion du collège du commissariat du peuple aux Nationalités et prend la parole sur la création de la région des Tcherkesses et des Karatchaevs.**

*14 janvier* — Staline envoie à Molotov un projet de circulaire du Comité central du P.C.(b)R. à l'adresse du Parti communiste du Turkestan.

*16 janvier* — Staline propose à une séance du Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. de convoquer une conférence des présidents des Comités exécutifs centraux des républiques indépendantes, afin de discuter la question d'une représentation commune à la Conférence de Gênes.

*21 janvier* — Staline préside une réunion du collège du commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne et intervient au sujet de la revision du budget de 1922.

*27 janvier* — Staline prend part aux travaux de la deuxième session extraordinaire du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. (9e législature), qui discute de l'envoi d'une délégation à la Conférence de Gênes.

*28 janvier* — Staline prend, à l'assemblée constitutive de la « Société des vieux bolchéviks », la parole sur les statuts de la société.
Staline préside une réunion du collège du commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne et prend la parole sur la rédaction des instructions relatives au statut des délégués régionaux de ce commissariat.

*14 février* — Staline et Tsouroupa reçoivent un groupe de professeurs représentant les établissements d'enseignement technique supérieur.

*22 février* — Staline écrit aux communistes géorgiens qu'ils doivent prendre des mesures pratiques pour exécuter les instructions de Lénine en vue de renforcer l'Armée rouge de Géorgie.

*26 février* — Staline reçoit de Lénine une note demandant que le commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne prépare un projet sur le contrôle des entreprises et groupes privés par l'Inspection.

*21 mars* — Staline reçoit de Lénine une lettre demandant que les fonctionnaires du commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne aident l'appareil du Conseil des commissaires du peuple à vérifier l'application des décisions prises.

*27 mars*
*2 avril* — Staline participe aux travaux du XIe Congrès du P.C.(b)R.

*27 mars* — Le XI^e^ Congrès du P.C.(b)R. élit Staline membre de son bureau.

*28 mars* — Le XI^e^ Congrès du P.C.(b)R. élit Staline membre de la commission chargée d'enquêter sur l'affaire des 22 (groupe de l'ancienne « opposition ouvrière »).

*29-30 mars* — Staline participe aux travaux de la commission du XI^e^ Congrès du P.C.(b)R. chargée d'enquêter sur l'affaire des 22 (groupe de l'ancienne « opposition ouvrière »).

*31 mars* — Le XI^e^ Congrès du P.C.(b)R. élit Staline membre de la commission chargée de mettre au point la résolution sur la politique financière du Parti.

*2 avril* — Le XI^e^ Congrès du P.C.(b)R. élit Staline membre du Comité central du parti.

*3 avril* — Sur la proposition de Lénine, la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. élit Staline secrétaire général du Comité central du Parti.

*28 avril* — Staline écrit à Lénine au sujet du changement nécessaire des méthodes employées pour fournir des semences aux paysans.

*4 mai* — Staline rédige l'article : « Pour le 10^e^ anniversaire de la *Pravda* (Souvenirs) ».

*5 mai* — Le message de salutation de Staline à la *Pravda* à l'occasion du 10^e^ anniversaire du journal est publié dans le n° 98.

*12-17mai* — Staline participe aux travaux de la commission formée par le Comité central du P.C.(b)R. pour mettre au point la réglementation des rapports entre les organismes centraux de la R.S.S. d'Ukraine et ceux de la R.S.F.S.R.

*19 mai* — Lettre du Comité central du P.C.(b)R. au Comité exécutif de l'Internationale communiste sur la tactique du front unique, signée par J. Staline ; cette lettre paraît dans le n° 110 de la *Pravda*.

*7 juin* — Staline prend part à une séance de la deuxième assemblée plénière élargie du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

*15 juin* — Lettre du Comité central du P.C.(b)R. aux communistes de la République de Kirghizie, signée par Staline ; elle paraît dans la revue *Jizn Natsionalnostéï* [*La Vie des nationalités*], n° 12 (147).

| | |
|---|---|
| *9 juillet* | Lettre du Comité central du P.C.(b)R. au sujet de la campagne pour l'impôt en nature, signée par J. Staline et adressée à tous les comités de province et de région, aux bureaux nationaux et régionaux du Comité central; cette lettre est publiée dans le n° 151 de la *Pravda*. |
| *13 juillet* | Staline rend visite à Lénine à Gorki [1]. |
| *14 juillet* | Staline envoie à Ordjonikidzé un télégramme sur l'état de santé de Lénine. |
| *3 août* | Staline préside la réunion de la commission d'organisation de la session plénière du Comité central du P.C.(b)R., consacrée à la XII[e] Conférence du Parti. |
| *4-7 août* | Staline participe aux travaux de la XII[e] Conférence du P.C.(b)R. |
| *4 août* | La XII[e] Conférence du P.C.(b)R. élit Staline membre de son bureau. |
| *5 août* | Lénine fait venir Staline à Gorki et le charge de transmettre ses salutations à la XII[e] Conférence du Parti. Staline s'acquitte de cette mission à la séance du soir. |
| *11 août* | Le Comité central du Parti constitue une commission, ayant à sa tête Staline, pour étudier, avant la session plénière du Comité central du P.C.(b)R., la question des relations entre la R.S.F.S.R., la R.S.S. d'Ukraine, la R.S.S. de Biélorussie et la Fédération de Transcaucasie. |
| *15 septembre* | Staline rédige une note sur la visite qu'il a fait à Lénine à Gorki. |
| *23-24 septembre* | Staline participe aux travaux de la commission du Comité central du P.C.(b)R., chargée d'étudier la question des relations entre la R.S.F.S.R., la R.S.S. d'Ukraine, la R.S.S. de Biélorussie et la Fédération de Transcaucasie. |
| *27 septembre* | Staline s'entretient avec Lénine au sujet de la réunion des républiques soviétiques en un Etat fédéral. |
| *6 octobre* | Staline présente à la réunion plénière du Comité central du P.C.(b)R. un rapport sur les relations entre la R.S.F.S.R., la R.S.S. d'Ukraine, la R.S.S. de Biélorussie et la Fédération de Transcaucasie. La session nomme une commission ayant Staline à sa tête pour diriger les travaux préparatoires à la réunion des républiques soviétiques en un Etat fédéral. |

1. Village de la banlieue de Moscou, où résidait Lénine. (*N.T.*)

| | |
|---|---|
| *16 octobre* | **Staline informe le Comité central du Parti communiste de Géorgie que la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. a décidé de maintenir la Fédération de Transcaucasie et de l'associer à la R.S.F.S.R., la R.S.S. d'Ukraine et la R.S.S. de Biélorussie pour former l'Union des Républiques socialistes soviétiques.** |
| *30 octobre* | **Le Comité central du Parti élit Staline délégué au IVe Congrès de l'Internationale communiste.** |
| *5 novembre* | **Les salutations de Staline à la ville de Pétrograd à l'occasion du cinquième anniversaire d'Octobre paraissent dans le n° 251 de la *Pétrogradskaïa Pravda* [*La Vérité de Pétrograd*].** |
| *18 novembre* | **Une interview de Staline sur la réunion des républiques nationales indépendantes paraît dans le n° 261 de la *Pravda*.** |
| *21-28 novembre* | **La commission désignée par la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. élabore, sous la direction de Staline, les « Points fondamentaux de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ».** |
| *30 novembre* | **Staline présente un rapport sur l'Union des Républiques au Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. A la suite de ce rapport, le Bureau politique approuve les « Points fondamentaux de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ».** |
| *5 décembre* | **Séance de la commission désignée par la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. Staline est élu membre de la sous-commission chargée de rédiger le texte de la Constitution de l'Union des Républiques et de la Déclaration.** |
| *Entre le 5 et le 16 décembre* | **Staline rédige le projet de « Déclaration sur la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ».** |
| *16 décembre* | **Sous la présidence de Staline, la commission désignée par la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. adopte le projet de traité sur la formation de l'U.R.S.S. et le projet de Déclaration présentés par Staline.** |
| *18 décembre* | **Staline présente à la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. un rapport sur le projet du Traité d'union qui doit être conclu entre les Républiques soviétiques. La session nomme une commission ayant Staline à sa tête pour préparer le 1er Congrès des Soviets de l'U.R.S.S.** |

| | |
|---|---|
| *20 décembre* | **Staline dirige les travaux de la commission chargée de préparer le 1er Congrès des Soviets de l'U.R.S.S.** |
| *23-27 décembre* | **Staline participe aux travaux du Xe Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R.** |
| *23 décembre* | **Le Xe Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. élit Staline membre de son bureau.** |
| *26 décembre* | **Staline présente au Xe Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. le rapport sur la réunion des républiques soviétiques.**<br>**Staline prononce devant la fraction communiste du Xe Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. un discours sur la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.** |
| *27 décembre* | **Le Xe Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. élit Staline membre du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. et délégué de la R.S.F.S.R. au 1er Congrès des Soviets de l'U.R.S.S.** |
| *28 décembre* | **La première session du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. (10e législature) élit Staline membre du Présidium du Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. et approuve sa nomination au poste de commissaire du peuple aux Nationalités.** |
| *29 décembre* | **Staline fait, devant la Conférence des délégations plénipotentiaires de la R.S.F.S.R., de la R.S.S. d'Ukraine, de la R.S.F.S. de Transcaucasie et de la R.S.S. de Biélorussie, une déclaration sur la procédure du 1er Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. La Conférence le charge de présenter au Congrès le rapport sur la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.** |
| *30 décembre* | **Le 1er Congrès des Soviets de l'Union des Républiques socialistes soviétiques élit Staline membre de son bureau.**<br>**Staline présente au Congrès le rapport sur la formation de l'U.R.S.S. Le Congrès l'élit membre du Comité exécutif central de l'U.R.S.S.**<br>**Staline prononce un discours à la première session du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. (1re législature) et il est élu membre du Présidium de celui-ci.** |
| *31 décembre* | **Les vœux de Staline pour l'année 1923 paraissent dans les *Izvestia* (n° 1).** |

## 1923

*2 janvier*

Staline participe aux travaux de la commission désignée par le commissariat du peuple aux Nationalités pour étudier la question de la formation d'une R.S.S.A. bouriato-mongole.

*10 janvier*

Le Présidium du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. élit Staline membre de la commission chargée d'établir le projet d'organisation des commissariats du peuple de l'U.R.S.S.

*23 janvier*

Staline prononce une conférence « Sur la stratégie et la tactique du Parti » à l'Université communiste Sverdlov.

*4 février*

Staline présente au Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. un projet tendant à créer au sein du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. une seconde Chambre chargée de défendre les intérêts de tous les peuples de l'U.R.S.S.

*21-24 février*

Staline participe aux travaux de la session plénière du Comité central du P.C.(b)R.

*21 février*

La session plénière du Comité central du P.C.(b)R. examine le projet de thèses de Staline sur la question nationale en vue du XII[e] Congrès du Parti. Une commission ayant Staline à sa tête est chargée de la rédaction définitive de ces thèses.

La session plénière élit Staline membre de la commission chargée de mettre au point les thèses du Comité central du P.C.(b)R. sur les questions d'organisation en vue du XII[e] Congrès du Parti.

*24 février*

La session plénière du Comité central du P.C.(b)R. charge une commission présidée par Staline de diriger la mise au point du projet de Constitution de l'U.R.S.S.

*11-12 mars*

Sur mandat du Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R., Staline télégraphie à tous les comités de province et de région, aux comités centraux des Partis communistes nationaux et aux membres du Comité central des informations sur l'état de santé de Lénine.

*14 mars*

L'article de Staline : « A propos de la stratégie et de la tactique des communistes russes » est publié dans le n° 56 de la *Pravda*, consacré au 25[e] anniversaire du P.C.(b)R.

| | |
|---|---|
| *22 mars* | Staline présente au Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. les thèses sur la question nationale en vue du XII[e] Congrès. Le Bureau politique décide de publier ces thèses avec l'approbation du Comité central du P.C.(b)R. |
| *24 mars* | Les thèses de Staline sur « Les facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'Etat » sont publiées dans le n° 65 de la *Pravda*. |
| *3 avril* | La X[e] Conférence de l'organisation du Parti de la province de Moscou élit Staline délégué au XII[e] Congrès du P.C.(b)R. |
| *17-25 avril* | Staline participe aux travaux du XII[e] Congrès du P.C.(b)R. |
| *17 avril* | Le XII[e] Congrès du P.C.(b)R. élit Staline membre de son bureau.<br>Staline présente au XII[e] Congrès du P.C.(b)R. le rapport d'organisation du Comité central du P.C.(b)R. |
| *19 avril* | Au XII[e] Congrès du P.C.(b)R., Staline prononce le discours de clôture de la discussion sur le rapport d'organisation présenté par le Comité central du P.C.(b)R. |
| *23 avril* | Staline présente au XII[e] Congrès du P.C.(b)R. son rapport sur « Les facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'Etat ». |
| *24 avril* | Le XII[e] Congrès élit Staline membre du Comité central du Parti. |
| *25 avril* | Staline dirige les travaux de la section nationale du XII[e] Congrès du P.C.(b)R., il y prend la parole au sujet de la Constitution de l'U.R.S.S.<br>Au XII[e] Congrès du P.C.(b)R., Staline prononce le discours de clôture de la discussion sur le rapport « Les facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'Etat ». |
| *26 avril* | La session plénière du Comité central du P.C.(b)R. élit Staline membre du Bureau politique et du Bureau d'organisation, délégué à la Commission centrale de contrôle et secrétaire général du Comité central du Parti. |
| *6 mai* | L'article de Staline « La presse, organisateur collectif » est publié dans le n° 99 de la *Pravda*. |
| *10 mai* | L'article de Staline « De mal en pis » est publié dans le n° 102 de la *Pravda*. |

| | |
|---|---|
| *24 mai* | **Le Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. nomme Staline représentant de la R.S.F.S.R. à la commission élargie du Présidium du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. qui est chargée d'établir le texte de la Constitution de l'U.R.S.S.** |
| *Mai-juin* | **Staline participe aux travaux de cette commission.** |
| *4 juin* | **Staline informe le Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. de l'état des préparatifs en vue de la IV^e^ Conférence du Comité central du P.C.(b)R., élargie aux militants responsables des républiques et régions nationales. Le Bureau politique approuve le projet de plate-forme qu'il a présenté sur la question nationale.** |
| *9-12 juin* | **Staline dirige les travaux de la IV^e^ Conférence du Comité central du P.C.(b)R., élargie aux militants responsables des républiques et régions nationales.** |
| *10 juin* | **A cette Conférence, Staline prononce un discours sur les droitiers et les « gauches » dans les républiques et régions nationales. Il présente un rapport au sujet des mesures pratiques à prendre pour appliquer la résolution du XII^e^ Congrès du P.C.(b)R. sur la question nationale.** |
| *12 juin* | **A la IV^e^ Conférence du Comité central du P.C.(b)R., élargie aux militants responsables des républiques et régions nationales, Staline prononce le discours de clôture de la discussion sur le rapport.** |
| *14 juin* | **Intervention de Staline au sujet de la citoyenneté fédérale unique à la commission élargie du Présidium du Comité exécutif central de l'U.R.S.S., qui est chargée d'établir le texte de la Constitution.** |
| *22-23 juin* | **Staline participe aux travaux de la session plénière de la Commission centrale de contrôle du P.C.(b)R.** |
| *26 juin* | **Staline présente à la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. un rapport sur la Constitution de l'U.R.S.S.** |
| *8 juillet* | **La *Pravda* publie, dans son numéro 151, l'appel du Comité central du P.C.(b)R., signé par Staline, qui demande de remettre à l'Institut Lénine, créé à Moscou, toutes les notes, lettres, articles et autres écrits de Lénine.** |

| | |
|---|---|
| *14 juillet* | A l'occasion de la ratification de la Constitution de l'U.R.S.S. par le Comité exécutif central, la *Pravda* publie dans son n° 156 l'appel « A tous les peuples et gouvernements du monde », signé par Staline et les autres membres du Présidium du Comité exécutif central. |
| *23-25 septembre* | Staline dirige les travaux de la session plénière du Comité central du P.C.(b)R. |
| *25-27 octobre* | Staline dirige les travaux de la session commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du P.C.(b)R., élargie aux représentants de dix organisations du Parti. |
| *7 novembre* | L'article de Staline : « La Révolution d'Octobre et la question des couches moyennes » est publié dans le n° 253 de la *Pravda*. |
| *10 novembre* | Staline écrit l'article : « Pour le cinquième anniversaire du 1er Congrès des ouvrières et des paysannes », publié dans le n° 11 de la revue *Kommounistka* [*La Communiste*], de novembre 1923. |
| *17 novembre* | Staline prononce un discours à la séance solennelle de l'Académie militaire, consacrée au quatrième anniversaire de l'Armée de cavalerie. |
| *2 décembre* | Staline présente un rapport sur « Les tâches du Parti » à la réunion élargie que tient le comité du rayon de Krasnaïa Presnia du P.C.(b)R. |
| *Avant le 5 décembre* | Staline participe aux travaux de la sous-commission du Comité central du P.C.(b)R., chargée d'établir le projet de résolution sur l'organisation du Parti. La résolution est adoptée le 5 décembre à la réunion commune du Bureau politique du Comité central du P.C.(b)R. et du Présidium de la Commission centrale de contrôle, et elle est publiée dans le n° 278 de la *Pravda*, le 7 décembre. |
| *15 décembre* | Dans le n° 285 de la *Pravda* paraît l'article de Staline : « A propos de la discussion, de Rafaïl, des articles de Préobrajenski et de Sapronov ainsi que de la lettre de Trotski »; on y trouve également l'appel du Comité central du P.C.(b)R. adressé, sous la signature de J. Staline, à toutes les organisations du P.C.(b)R. en liaison avec la discussion sur la situation à l'intérieur du Parti. |
| *28 décembre* | L'article de Staline : « Une remarque nécessaire (A propos de Rafaïl) » est publié dans le n° 294 de la *Pravda*. |

# TABLE DES MATIÈRES


Introduction au tome V ..... 7

1921

Discours prononcé à l'ouverture de la conférence des communistes des peuples turks de la R.S.F.S.R. (1er janvier 1921) ..... 11
Nos divergences ..... 14
I. *Deux méthodes pour aborder les masses ouvrières* ..... 15
II. *Démocratisme conscient et « démocratisme » imposé* ..... 17
Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale ..... 24
I. *Le régime capitaliste et l'oppression nationale* ..... 24
II. *Le régime soviétique et la liberté nationale* ..... 27
III. *Les tâches immédiates du Parti communiste russe* ..... 30
Xe Congrès du Parti communiste (bolchévik) russe (8-16 mars 1921) 33
I. *Rapport sur les tâches immédiates du Parti dans la question nationale* (10 *mars*) ..... 33
II. *Discours de clôture de la discussion* (10 *mars*) ..... 44
Lettre à Lénine ..... 48
Comment poser la question nationale ..... 50
Salutations au Premier Congrès des femmes de la République des Montagnards ..... 57
La stratégie et la tactique politiques des communistes russes ..... 59
I. *Définition des termes et objet de notre étude* ..... 59
II. *Les tournants historiques dans le développement de la Russie* 63
III. *Questions* ..... 67
Les tâches immédiates du communisme en Géorgie et en Transcaucasie ..... 79
Le Parti avant et après la prise du pouvoir ..... 89
La Révolution d'Octobre et la politique nationale des communistes russes ..... 99
Perspectives ..... 102

1922

A la *Pravda* ..... 113
Pour le dixième anniversaire de la *Pravda* ..... 114
I. *Les journées de la Léna* ..... 114
II. *La fondation de la* Pravda ..... 115
III *Le rôle de la* Pravda *comme organisateur* ..... 117
Le camarade Lénine au repos ..... 119
Salutations à Pétrograd. Au Soviet des députés ..... 122
La question de l'Union des Républiques nationales indépendantes. 123,
Sur la réalisation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (26 décembre 1922) ..... 129
Sur la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (30 décembre 1922) ..... 139

1923

A propos de la stratégie et de la tactique des communistes russes 145
I. *Notions préliminaires* ..... 146
II. *Le plan stratégique* ..... 155
Les facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'Etat .... 162
I. ..... 162
II. ..... 170
Le XII[e] Congrès du P.C.(b)R. (17-25 avril 1923) ..... 172
I. *Rapport d'organisation du Comité central du P.C.(b)R.* (17 avril) ..... 172
II. *Discours de clôture des débats sur le rapport d'organisation du Comité central* (19 *avril*) ..... 192
III. *Rapport sur les facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'Etat* (23 *avril*) ..... 202
IV. *Discours de clôture des débats sur le rapport « les facteurs nationaux dans l'organisation du Parti et de l'Etat* (25 *avril*) 222
V. *Réponse aux amendements à la résolution* (25 *avril*) ..... 231
VI. *Supplément au rapport de la commission de la question nationale* (25 *avril*) ..... 233
La presse, organisateur collectif ..... 235
De mal en pis ..... 239
Quatrième conférence du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie, élargie aux militants responsables des Républiques et régions nationales (9-12 juin 1923) ..... 243
I. *Projet de plate-forme sur la question nationale pour la quatrième conférence approuvé par le Bureau politique du du Comité central* ..... 243

II. *Droitiers et « gauchistes » dans les Républiques et régions nationales (Discours sur le premier point de l'ordre du jour de la conférence : « L'affaire Soultan-Galiev)* (10 *juin*) 250
III. *Mesures pratiques pour l'application de la résolution du XII^e Congrès du Parti sur la question nationale* (10 *juin*) 258
IV. *Discours de clôture des débats* (12 *juin*) ..... 268
V. *Réponses aux interventions* (12 *juin*) ..... 278
La Révolution d'Octobre et la question des couches moyennes .... 280
Pour le cinquième anniversaire du Premier Congrès des ouvrières et des paysannes ..... 285
Discours à la séance solennelle de l'Académie militaire (17 novembre 1923) ..... 288
Les tâches du Parti ..... 290
*La discussion est un signe de la force du Parti* ..... 290
*Les raisons de la discussion* ..... 291
*Les défauts de la vie intérieure du Parti* ..... 292
*Les raisons des défauts* ..... 294
*Comment remédier aux défauts de la vie intérieure du Parti?* 296
A propos de la discussion, de Rafaïl, des articles de Préobrajenski et de Sapronov ainsi que de la lettre de Trotski ..... 303
*A propos de la discussion* ..... 303
*A propos de Rafaïl* ..... 306
*A propos de l'article de Préobrajenski* ..... 308
*A propos de l'article de Sapronov* ..... 310
*A propos de la lettre de Trotski* ..... 312
Une remarque nécessaire (A propos de Rafaïl) ..... 317
Salutation au journal le *Kommounist* ..... 320

## ANNEXES

I. *Déclaration relative à la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques* ..... 321
II. *Traité d'établissement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques* ..... 323
Vie de Staline de 1921 à 1923 ..... 329

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 31 AOUT 1955 PAR
L'IMPRIMERIE RICHARD
24, RUE STÉPHENSON, PARIS
POUR LES ÉDITIONS SOCIALES.

Dépôt légal : 3e trimestre 1955

# EXTRAIT DU CATALOGUE

★

| | | |
|---|---|---|
| Œuvres de Staline, tome I (1901-1907) .. | Br. : 400 »; cart. : | 650 » |
| — tome II (1907-1913).. | Br. : 450 »; cart. : | 700 » |
| — tome III (mars-octobre 1917). | Br. : 450 »; cart. : | 700 » |
| — tome IV (novembre 1917-décembre 1920) | Br. : 550 »; cart. : | 800 » |
| Le Marxisme et la question nationale et coloniale (nouvelle édition mise à jour et augmentée) ..... | | 500 » |
| Les Questions du léninisme (2 vol.) ..... | Chacun | 400 » |
| Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. | Cartonné: | 130 » |
| Des Principes du léninisme ..... ..... | | 100 » |
| Anarchisme ou socialisme? ..... | | 60 » |
| Lénine ..... | | 60 » |
| Matérialisme dialectique et matérialisme historique ..... | | 30 » |
| L'Homme, le capital le plus précieux; suivi de : Pour une formation bolchévik ..... | | 60 » |
| Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. ..... | | 130 » |

---

| | | |
|---|---|---|
| Sur la grande Guerre de l'Union soviétique pour le salut de la Patrie (1941-1945) ..... | | 50 » |
| Après la victoire, pour une paix durable (1945-1949) ..... | | 100 » |
| Derniers écrits (1950-1953) .... | Broché : 275 »; cartonné : | 500 » |

*Ces trois derniers ouvrages réunissant tous les textes, déclarations et messages de Staline du jour de l'agression hitlérienne jusqu'à sa mort.*

---

| | |
|---|---|
| Biographie de Staline ..... | 100 » |
| Staline par l'image ..... | 300 » |
| Lénine, Staline et la paix ..... | 30 » |
| Lénine, Staline et la jeunesse ..... | 30 » |

**Prix : 550 francs.**

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 00253886 8